

HISTORAMA

N° 163
AVRIL 1965
2,50 F

GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

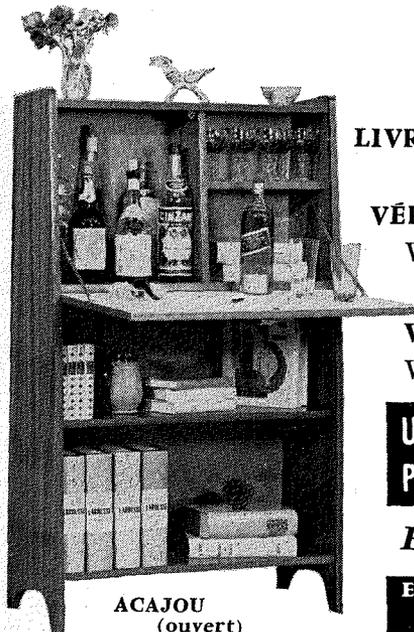


**UNE OFFRE
EXCEPTIONNELLE**

**285^F
FRANCO**

**SECRÉTAIRE
BIBLIO-BAR**

CRÉATION EXCLUSIVE



ACAJOU
(ouvert)

LIVRABLE IMMÉDIATEMENT

Au choix, soit en :

VÉRITABLE ACAJOU veiné

Vernis brillant polyester

ou

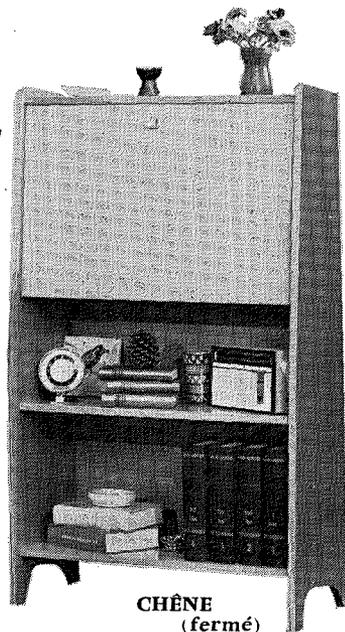
VÉRITABLE CHÊNE clair

Vernis brillant polyester

**UN MEUBLE TRÈS UTILE
PRATIQUE ★ DÉCORATIF**

Finition parfaite

**ENCOMBREMENT MINIMUM
CAPACITÉ MAXIMUM**



CHÊNE
(fermé)

ÉDITIONS FONTENEAU POITIERS

Ce meuble élégant, d'un goût raffiné, allie à la pureté de ses lignes, la noblesse de son bois. **Son utilisation est multiple** : soit comme secrétaire et bibliothèque, soit comme bar et bibliothèque, classeur de disques, support radio, rangement de bibelots, etc...

Dimensions exprimées en centimètres :

ENCOMBREMENT TOTAL :

Hauteur : 125, largeur : 75

Profondeur, en haut : 24, en bas : 34

Surface de l'abattant : 70 x 44

Hauteur de l'abattant au sol : 76

VOLUME UTILISABLE :

1° Des cases derrière l'abattant

A gauche, hauteur : 41, larg : 37, profondeur : 23

En haut à droite, Haut. : 17, Larg. : 31, Prof. : 20

En bas à droite, Haut. : 22, Larg. : 31, Prof. : 20

2° Du casier central

Largueur : 70, Hauteur : 29, Profondeur : 28

3° Du casier inférieur

Largueur : 70, Hauteur : 33, Profondeur : 30

DESCRIPTION : Disponible au choix soit en ACAJOU veiné, naturel, ou CHÊNE clair. Bois de placage, traité ébénisterie 1^{er} choix. Entièrement verni brillant, polyester. Face intérieure de l'abattant recouverte matière vinyle lavable. Fermeture magnétique. Assemblage vigoureux. Stabilité absolue. **Livré monté prêt à l'emploi.** Finition parfaite.

EXPÉDITION IMMÉDIATE DANS NOTRE EMBALLAGE SPÉCIAL
(Évitant tous risques de détérioration)

FRANCO DOMICILE 285,00 F
(Paiement joint à la commande)

REPRISE EN CAS D'INSATISFACTION

Bon de commande à découper ou à recopier et à adresser à :

LIBRAIRIE & ÉDITIONS FONTENEAU & C^{ie}

6, rue Jacques-de-Grailly (B. P. 93), à **POITIERS** (Vienne)

R. C. Poitiers : N° 54 B 9

C/C Postal LIMOGES N° 202-10

Tél. 41-18-49

Veuillez m'adresser **SECRÉTAIRE BIBLIO-BAR ACAJOU** au prix de F **285,00** FRANCO

Je joins le montant en un (virement postal 3 volets, chèque bancaire, mandat)

M

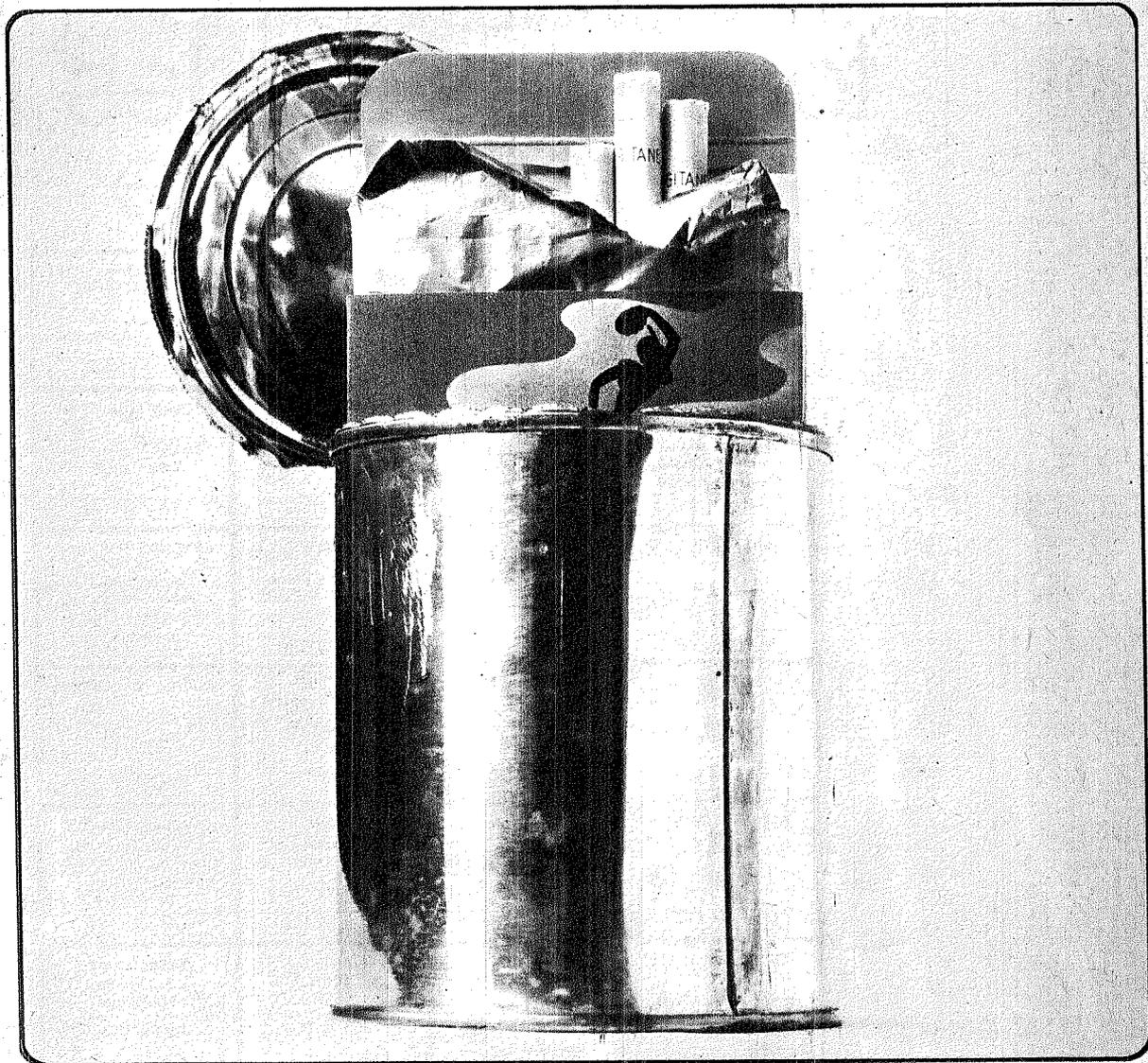
Adresse

A Département

CATALOGUES DE LIVRES SÉLECTIONNÉS, ADRESSÉS SUR DEMANDE

605

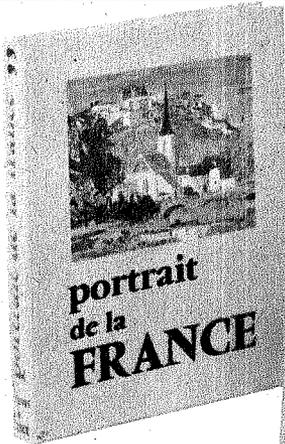
bien conservées



GITANES

maintenant bien conservées avec un papier argent (toujours 1,80 F)

régie française des tabacs



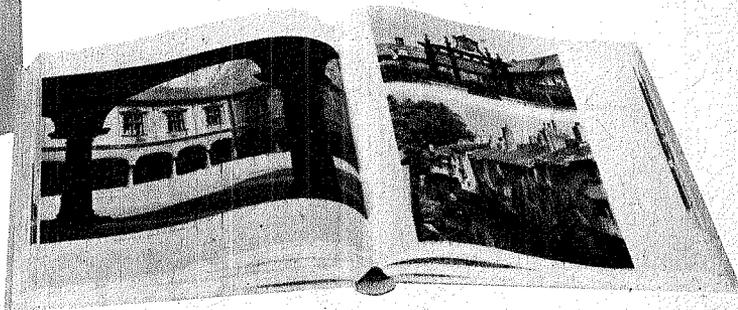
Ces 2 beaux volumes

16,65^F

PAR MOIS

Une véritable et émouvante poétique de la France. Préface d'André CHAMSON, de l'Académie française. Textes originaux d'auteurs connus. Citations de nos grands classiques.

550 PHOTOS — 22 REPRODUCTIONS EN COULEURS — 700 PAGES DE TEXTE.
2 VOLUMES RELIÉS PLEINE TOILE SOUS RHODOÏD.



BON A DÉCOUPER ou **RECOPIER**, à adresser aux Editions Classiques et Contemporaines, 126, rue des Rosiers, SAINT-OUEN (Seine).

Veillez m'adresser, franco à domicile

les 2 volumes « Portrait de la France », que je réglerai :

15,65 F par mois (12 versements) (1)

ou 165 F en 1 ou 3 mensualités (sans frais) (1)

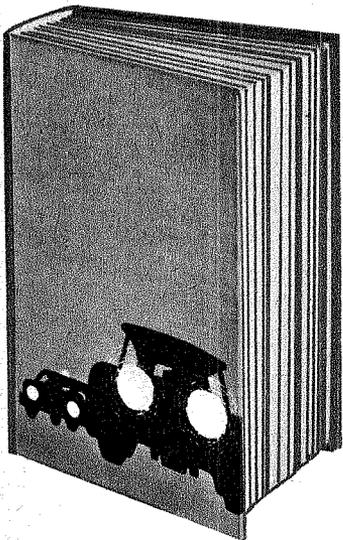
(1) Rayer la mention inutile.

NOM Prénom.....

Adresse

N° de C. C. P. ou bancaire : Signature :

.....



un livre comme vous
n'en avez jamais vu...

une anthologie unique et
particulièrement originale...
vous est présentée en un
luxueux volume de bibliothèque par le :

club du livre policier suspense à tombeau ouvert

Introduction de J. A. Grégoire

Sélection de passionnants
récits de "suspense",
des meilleurs auteurs du genre,
récits nettement différents
les uns des autres, mais ayant tous
un élément semblable
jouant un rôle important
dans chacun d'entre eux :

l'automobile

Un fort volume
de plus de 400 pages
sous jaquette rhodoïd.
Reliure toile bleu-nuit avec fers
gravés deux couleurs.
Maquette de Joop van Couwelaar.
Pages de garde et faux-titres en
couleurs. Têtes de récits illustrées.
Typographie soignée - Signet.
Tirage limité et numéroté.
Envoi franco

documentation gratuite
sur demande au Club du Livre Policier
(serv. T) 24, rue de Mogador
Paris 9^e

Veillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement
votre documentation sur le livre "Suspense à Tombeau Ouvert"

Nom N° Rue

..... Ville Dép.



Comptoir
National
d'**E**scompte
de **P**aris

Avec son important réseau
d'Agences et de Correspondants
dans le monde entier
le **COMPTOIR NATIONAL
D'ESCOMPTE DE PARIS**
est en mesure de vous aider
à résoudre
tous les problèmes financiers
qui se posent à vous

N'hésitez pas à le consulter
son personnel est à votre
entière disposition



HAVAS

Siège social : 14, rue Bergère - Paris 9^e

Jusqu'où peut-on reculer les limites de la mémoire ?

Curieuse expérience dans un rapide

Je montai dans le premier compartiment qui me parut vide, sans me douter qu'un compagnon invisible s'y trouvait déjà, dont la conversation passionnante devait me tenir éveillé jusqu'au matin.

Le train s'ébranla lentement. Je regardai les lumières de Stockholm s'éteindre peu à peu, puis je me roulai dans mes couvertures en attendant le sommeil ; j'aperçus alors en face de moi, sur la banquette, un livre laissé par un voyageur.

Je le pris machinalement et j'en parcourus les premières lignes ; cinq minutes plus tard, je le lisais avec avidité comme le récit d'un ami qui me révélerait un trésor.

J'y apprenais, en effet, que tout le monde possède de la mémoire, une mémoire suffisante pour réaliser des prouesses fantastiques, mais que rares sont les personnes qui savent se servir de cette merveilleuse faculté. Il y était même expliqué, à titre d'exemple, comment l'homme le moins doué peut retenir facilement, après une seule lecture attentive et pour toujours, des notions aussi compliquées que la liste des cent principales villes du monde avec le chiffre de leur population.

Il me parut invraisemblable d'arriver à caser dans ma pauvre tête de quarante ans ces énumérations interminables de chiffres, de dates, de villes et de souverains, qui avaient fait mon désespoir lorsque j'allais à l'école et que ma mémoire était toute fraîche, et je résolus de vérifier si ce que ce livre disait était bien exact.

Je tirai un indicateur de ma valise et je me mis à lire posément, de la manière prescrite, le nom des cent stations de chemin de fer qui séparent Stockholm de Trehörningsjö.

Je constatai qu'il me suffisait d'une seule lecture pour pouvoir réciter cette liste dans l'ordre dans lequel je l'avais lue, puis en sens inverse, c'est-à-dire en commençant par la fin. Je pouvais même indiquer instantanément la position respective de n'importe quelle ville, par exemple énoncer quelle était la 27^e, la 84^e, la 36^e, tant leurs noms s'étaient gravés profondément dans mon cerveau.

Je demeurai stupéfait d'avoir acquis un pouvoir aussi extraordinaire et je passai le reste de la nuit à tenter de nouvelles expériences, toutes plus compliquées les unes que les autres, sans arriver à trouver la limite de mes forces.

Bien entendu, je ne me bornai pas à ces exercices amusants et, dès le lendemain, j'utilisai d'une façon plus pratique ma connaissance des lois de l'esprit. Je pus ainsi retenir avec une incroyable facilité, mes lectures, les airs de musique que j'entendais, le nom et la physionomie des personnes qui venaient me voir, leur adresse, mes rendez-vous d'affaires, et même apprendre en quatre mois la langue anglaise.

Si j'ai obtenu dans la vie de la fortune et du bonheur en quantité suffisante, c'est à ce livre que je le dois, car il m'a révélé comment fonctionne mon cerveau.

Sans doute désirez-vous acquérir, vous aussi, cette puissance mentale qui est notre meilleur atout pour réussir dans l'existence ; priez alors K.F. Borg, l'auteur de la méthode, de vous envoyer son petit ouvrage documentaire « Les Lois éternelles du Succès » dont une nouvelle édition vient de paraître en français. Il le distribue gratuitement à quiconque veut améliorer sa mémoire. Voici son adresse : K.F. Borg, chez Aubanel, 7, place Saint-Pierre, à Avignon. Ecrivez-lui tout de suite, avant que la nouvelle édition soit épuisée.

E. DORLIER.

derrière

MINIMATIC

[la moins chère des machines à laver super-automatiques multiprogrammes]



... il y a l'approbation de 10 millions de clientes satisfaites !

■ Minimatic, la toute dernière Bendix, c'est avant tout la moins chère des machines à laver super-automatiques multiprogrammes : 1.799 F t.t.c., prix spécial de lancement.

■ Quels que soient vos textiles (tissus traditionnels ou fibres modernes, blanc ou couleur) les 15 programmes de la Minimatic Bendix vous offrent le type précis de lavage qui leur convient, sans aucune intervention ni surveillance de votre part (essorage inclus).

■ Mais la Minimatic ne se contente pas d'être la plus perfectionnée des machines à laver mo-

dermes, elle est en outre la moins encombrante des multiprogrammes : elle lave 5 kg de linge sans occuper plus de place qu'une chaise.

■ Héritière de 10 millions de machines à laver Bendix, elle bénéficie d'une expérience absolument unique, celle que Bendix a pu accumuler grâce aux 10 millions d'utilisatrices qui lui ont fait confiance.

■ Parmi les 8 modèles de la gamme Bendix (Minimatic, Familiale, Automagic, Minimax 45, Minimax 60, Chronomatic, Selectomatic, Pro-

grammatic) vous trouverez la machine à laver répondant à tous vos problèmes.

■ En vous renseignant auprès du spécialiste Bendix le plus proche de votre domicile (il n'y en a pas moins de 3 200 en France entièrement à votre service !) profitez-en pour jeter un coup d'œil sur les réfrigérateurs Bendix, vous constatarez vous même ce que L'ALUFROID BENDIX représente de révolutionnaire, dans le domaine du froid et les avantages exceptionnels qu'il vous apportera ! C'est une découverte qu'il vous faut connaître.

BENDIX



LA
GUERRE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE, QUI DURA PRÈS
CIVILE DE TROIS ANS, DE JUILLET 1936
A AVRIL 1939, FUT LA PLUS INHUMANITAIRE
EN MAINE DES LUTTES FRATRICIDES
QUE L'EUROPE CONNUT DEPUIS
ESPAGNE LA GUERRE DE TRENTE ANS.

PAR LOUIS GARROS

de l'Académie d'Alsace

INSTAURÉE après la chute de la monarchie d'Alphonse XIII, la jeune république espagnole plaça à sa tête des modérés et des rêveurs, et ne fut pas de taille à résister aux assauts intéressés des partis révolutionnaire et anarchiste qui constituaient son aile gauche marchante et devaient, fatalement, déborder un faible gouvernement.

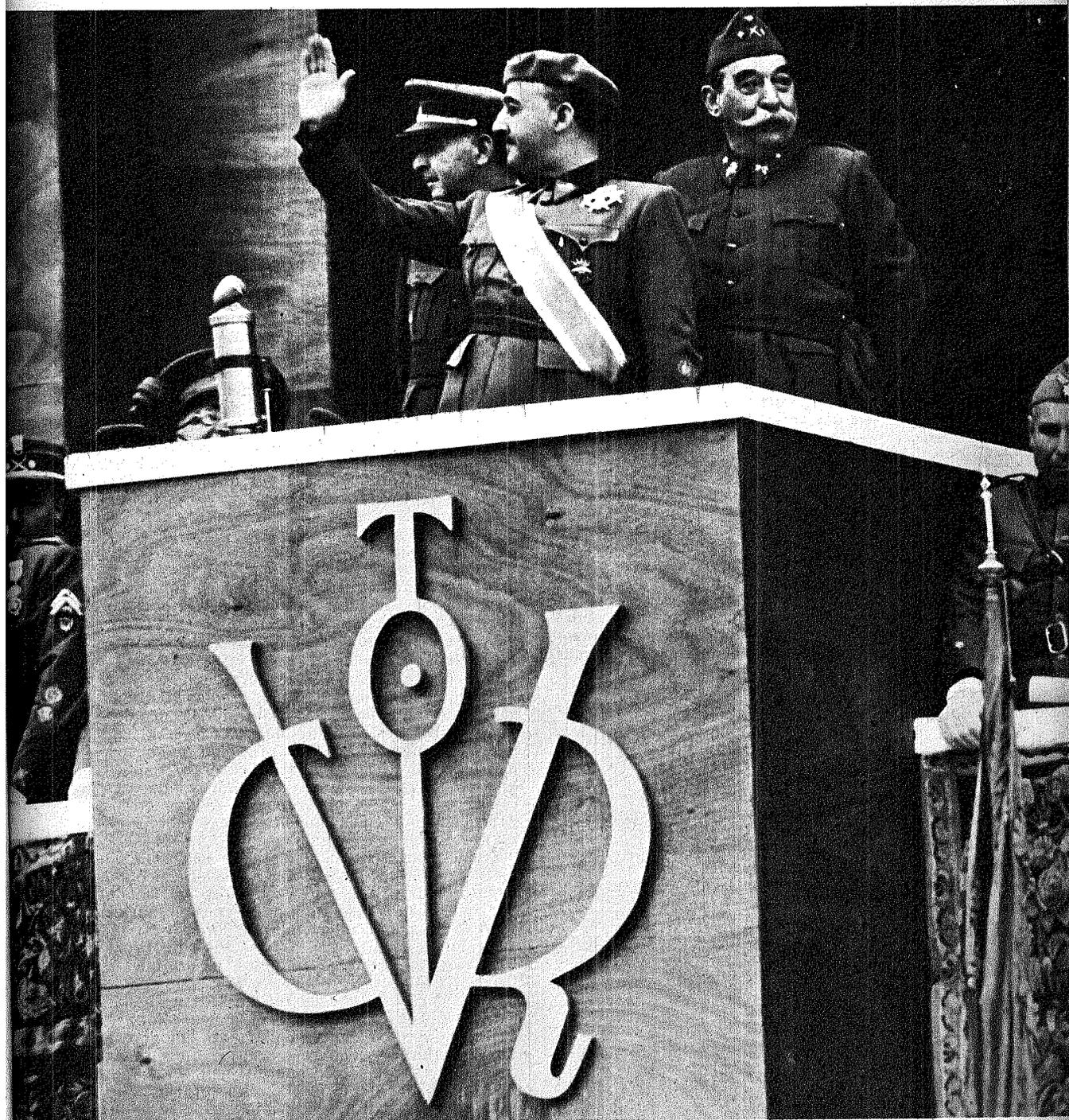
Il n'y aurait eu qu'un moyen de rendre viable ce régime mal installé sur les cendres encore chaudes de soixante ans de monarchie, c'était de céder aux exigences d'un prolétariat misérable qui entendait bien profiter de l'état chaotique des choses qu'il avait contribué à créer. Ce que demandaient ces ouvriers, ces mineurs, ces paysans, consistait surtout en mesures anticléricales, en augmentations de salaires, mieux-être des travailleurs, lois agraires, du pain, des jeux, le désarmement des ligues, la démocratisation de l'armée, le renvoi des évêques et des officiers, etc.

Or, il existait, en Espagne, une très forte opposition au régime républicain dans les partis de la droite traditionnelle, celle qui va aux processions et au confessionnal. La chute d'Alphonse XIII était due à un mouvement d'humeur qui s'était manifesté dans les grandes villes, à propos d'élections municipales, ce qui ne signifiait pas grand-chose, sinon que l'on désirait un peu changer de gouvernement. Les aristocrates, les bourgeois, les grands commerçants, les industriels n'étaient pas ennemis d'un régime parlementaire souple et modéré, mais ils ne voulaient à aucun prix d'une dictature du prolétariat. C'est cependant ce qui les attendait.

Le Gouvernement ne fit rien, se confina dans l'immobilisme le plus total. Des troubles éclatèrent, des assassinats politiques suivirent tout naturellement et, le 18 juillet 1936, éclata le pronunciamiento : les généraux s'étaient révoltés.

Cette révolte survenait au terme d'une période de quinze années assez troubles. L'Espagne avait connu, pendant la guerre de 1914-1918, à laquelle elle n'avait pris aucune part, sauf de donner asile aux espions de tous les belligérants, une grande prospérité, qui ne dura pas. Dès la fin des hosti-

Le vainqueur : du haut de sa tribune, Franco assiste au défilé de la victoire, à Madrid, le 20 mai 1939. (Cl. Ass. Press.)



lités, elle se trouva en proie à une montée subite des prix, ce qui entraîna une lutte des partis. En 1923, la réaction s'affirma en la personne d'un général nommé Primo de Rivera, qui se proclama chef d'un Directoire et usa de pouvoirs dictatoriaux pendant sept ans. Puis il dut se retirer en 1931, ayant usé son crédit, et emportant les derniers espoirs de la monarchie. Alphonse XIII partit en exil le 14 avril de cette année-là.

La République fut proclamée dans une grande euphorie, mais les lendemains ne chantèrent pas. La révolte s'empara des Asturies et de la Catalogne. Alors, les militaires se manifestèrent et le pays fut mis à feu et à sang pendant de longs mois.

L'histoire de cette guerre peut se diviser en deux grandes parties :

De 1936 à 1937, le coup d'Etat militaire réussit sur le plan politique mais échoue territorialement. Il tente de faire tache d'huile, réalise une jonction Sud-Nord, et termine la première bataille à son avantage. Reste à réduire les fronts encerclés. Un grand épisode marque cette période : la résistance de l'Alcazar de Tolède.

De 1937 à 1939, c'est la guerre totale, qui va dégénérer en guerre internationale (1). La conquête de la Catalogne et la chute de Madrid marquent la fin du conflit.

On peut dire, aujourd'hui, que jamais haines exaspérées ne caractérisèrent autant une lutte fratricide, jamais une guerre civile ne fut, dans ses conséquences, plus funeste au monde entier. La guerre d'Espagne n'est pas autre chose qu'une série de batailles et de combats où les adversaires se sont détruits pour le plaisir de se détruire et ont accumulé sottement et sciemment les ruines dans leur pays, sans la moindre nécessité. Les derniers soubresauts de la Révolution espagnole se sont encore fait sentir dans les drames intérieurs qui accompagnèrent la libération de la France en 1944 et 1945.

DE LA CHUTE DE LA MONARCHIE AU COUP DE FORCE DE 1936

Les élections municipales du 12 avril 1931 aboutirent à la proclamation de la République espagnole trois jours après. Alphonse XIII, qui s'était embarqué sur un navire de guerre, gagna la France, séjourna quelque temps à Paris, puis disparut. On ne devait plus entendre parler de lui qu'épisodiquement.

Alcala Zamora fut proclamé président de la République. C'était un tiède, un mou. Son gouvernement n'avait rien de révolutionnaire. Il comprenait quelques noms qui ne sont pas tout à fait tombés dans l'oubli, ceux de Manuel Azana, un avocat nationaliste basque, appartenant à une famille carliste de la bourgeoisie. Il devait fonder la « République basque », d'éphé-

(1) Il n'est que de lire *l'Espoir*, d'André Malraux et *Pour qui sonne le glas*, d'Ernest Hemingway, pour se rendre compte des incalculables répercussions internationales du conflit.

mère durée ; de Indelacio Prieto, un ouvrier socialiste ; Césarès Quiroga, leader autonomiste galicien ; Largo Caballero, un socialiste qui devait faire parler de lui et qui passa par les camps de concentration allemands ; Martinez Barrio, journaliste radical ; et quelques autres. Ils firent voter une constitution anticléricale, séparation des Eglises et de l'Etat, institution du divorce, expulsion des jésuites, interdiction de certaines processions, bref, la III^e République du petit père Combes, en France, trente ans auparavant...

Une première insurrection militaire éclata à Madrid en 1932 et fut vite étouffée. D'autres incidents affirmèrent l'existence d'une opposition active, et Azana démissionna.

Aux élections de novembre 1933, grosse surprise : le parti républicain modéré fut battu et le parti catholique sortit principal vainqueur de cet appel aux urnes après vingt-huit mois de régime républicain. Il en résulta un gouvernement de coalition centriste, qui ne dura pas longtemps, car des grèves « spontanées », des troubles non moins spontanés et des menées anarchistes se firent jour sur une partie du territoire. Un nouveau gouvernement se heurta, en 1934, aux graves problèmes des autonomies : la Catalogne, le Pays basque, les Asturies, voulaient être de petites républiques dans la grande. Encore un gouvernement par terre. La série allait continuer. Il y eut une grève générale à Madrid et Companys, un avocat, qui s'était acquis une réputation considérable en défendant les anarchistes vers 1920, proclama la République de Catalogne. Le destin qui l'attendait fut tragique. Vaincu par les troupes gouvernementales, il fut condamné à trente ans de réclusion, amnistié en 1936, fonda à nouveau la République catalane, se réfugia en France, fut livré par le gouvernement de Vichy au gouvernement de Franco et fusillé en 1940.

Une véritable guerre s'instaura dans les Asturies, les mineurs s'insurgèrent, proclamèrent eux aussi une République, socialiste celle-là, installèrent des comités révolutionnaires et levèrent une « armée rouge ». Que fit le président du conseil, Lerroux ? Il fit appel à deux généraux, Goded et Franco, et les chargea de venir à bout des mineurs, avec le concours de la Légion étrangère espagnole. Les mineurs furent réduits en quinze jours.

Les classes possédantes prirent peur. On en arriva à la vingt-sixième crise gouvernementale depuis 1931, il y eut des scandales financiers, on procéda à la dissolution des Cortès en janvier 1936 et on appela le peuple aux urnes.

Ce fut alors une écrasante victoire du Front Populaire qui obtint 278 sièges, tandis que le Front National n'en avait que 134 et le centre 50. Les partis de gauche réclamèrent immédiatement le pouvoir, procédèrent à des réformes agraires, votèrent une amnistie et limogèrent les généraux Goded et Franco qui furent envoyés très loin, aux Canaries.

La rébellion militaire, elle, était proche. Elle couvrait autour du général Mola, que le gouvernement avait fait venir du Maroc pour être

gouverneur de Pampeluné. Malgré les renseignements qui affluaient, ce gouvernement ne croyait pas à un soulèvement de l'armée. Le 1^{er} mai se déroula une grande manifestation populaire d'unité et, le 10, on vit revenir à la présidence Manuel Azana, qui appela un cabinet Casares Quiroga.

C'est à partir de ce moment-là que les choses se gâtèrent sérieusement.

LE DECLENCHEMENT DE LA GUERRE CIVILE

La Phalange, un mouvement très actif fondé par José Antonio Primo de Rivera, fils du général, sur le modèle des faisceaux italiens, représentait le nationalisme espagnol. Ce jeune avocat — il avait trente ans en 1936 — était persuadé que l'Occident entrait dans la période du fascisme et préconisait pour son pays une ossature militaro-religieuse fortement hiérarchisée. Après trois ans d'existence, la Phalange, en 1934, avait fusionné avec un parti de syndicalistes nationaux. Son insigne représentait un joug et des flèches, et son drapeau était rouge, comme celui des anarchistes. La Phalange venait de faire abattre un officier d'ansaldos — sorte de police républicaine — nommé José Castillo. C'était le deuxième assassinat en quelques mois, le premier ayant été celui du capitaine Faranolo.

La riposte ne se fit pas attendre.

Le 13 juillet 1936, à 3 heures du matin, des ansaldos vinrent chercher, à son domicile, le député de droite Calvo Sotelo, quarante-trois ans, ancien ministre de Primo de Rivera, leader de l'opposition. Il avait déjà reçu des menaces de mort de la part de Casares Quiroga et surtout de Dolores Ibarruri, dite « La Pasionaria », député aux Cortès, représentante du Frente Popular et particulièrement violente. Elle l'avait carrément condamné à mort au cours d'une séance parlementaire tumultueuse. Sotelo fut abattu de deux balles dans la nuque et son corps fut remis au gardien du cimetière de la Alameda.

Le 14 juillet, les obsèques des deux victimes eurent lieu, le cercueil de Castillo revêtu du drapeau rouge, celui de Sotelo paré du drapeau national.

Le 17, le mot d'ordre retentit : *Camarades, Arriba Falange Española!* Et les militaires décidèrent de passer à l'action, pour prendre les devants, car ils croyaient à l'approche d'un coup d'Etat communiste.

Le mouvement avait pris naissance au Maroc espagnol. Ce jour-là, toutes les garnisons situées de l'autre côté du détroit prirent les armes, et s'emparèrent des bâtiments publics. Le protectorat tout entier était passé à la sédition militaire.

Dans la métropole, Séville était pratiquement entre les mains du général Queipo de Llano, qui ne disposait que de quelques faibles éléments mais qui en imposait à la population. En Navarre, pas de problème, le général Mola y

régnait en maître et n'avait affaire qu'à des sympathisants. Burgos, Avila, Ségovie, Leon, Valladolid, Vitoria étaient acquises au mouvement, le « Movimiento ».

Donc, à Séville, proche du Maroc, coup de bluff qui réussit. Queipo de Llano s'empara du micro et les ondes se mirent à intoxiquer la foule.

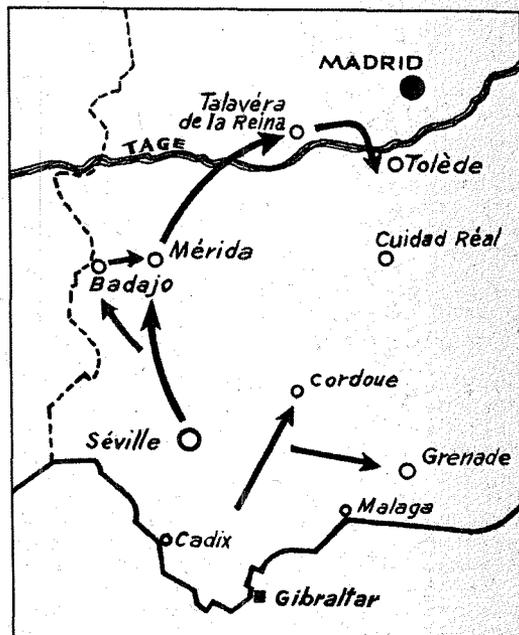
De Madrid, le ministre de la Guerre, général Mioja, téléphona à Mola, sur qui il croyait pouvoir compter et un curieux dialogue s'engagea :

— Mola ? Le président Martinez Barrio vous offre une place dans le gouvernement. Acceptez-vous ?

— Impossible ! Je viens de me soulever contre lui !

Le général Franco quitta les îles Canaries en hâte et arriva au Maroc, à Tetuan, le 19.

Le général Goded, exilé à Majorque, se souleva aussi et crut bien faire en se rendant à Barcelone. Il y fut arrêté le soir du 20 juillet. La veille, des combats sanglants s'étaient livrés entre les troupes acquises à la rébellion et 4 000 gardes civils amenés à toute vitesse par un loyal colonel républicain — ils n'étaient pas nombreux ! — Escobar. La Catalogne restait fidèle au gouvernement. Sans être autrement armée que de couteaux et de quelques vieilles pétoires, une partie de la population civile avait pris part aux engagements et subi de lourdes pertes. Le général Goded et quelques autres tombèrent sous les balles des pelotons d'exécution dans les fossés du fort de Montjuich.



Echec également à Madrid. Le chef de la conjuration avait soulevé la caserne de la Montana. Il y fut encerclé, canonné, assailli par la foule à qui l'on avait distribué 5 000 fusils. Ces nouveaux « miliciens » — ainsi devait-on les appeler — s'en donnèrent à cœur-joie et massacrèrent la presque totalité des insurgés.

A Malaga, les militaires n'opposèrent aucune résistance lorsqu'on vint les désarmer. Au Pays basque, les garnisons soulevées hésitèrent avant de tirer sur le peuple. Le gouvernement de la République, agréablement surpris, promit aux Basques leur autonomie. A San Sébastien, les chefs rebelles furent fusillés sur la place. A Oviedo, par contre, le colonel Arranda assura la victoire des insurgés.

Quant à la Marine militaire, elle restait fidèle au gouvernement. Elle lyncha ses officiers et les jeta à la mer, elle institua des comités révolutionnaires. Puis, les marins, incapables de gouverner leurs bâtiments, revinrent à Carthagène et n'en bougèrent plus jamais.

LES CHEFS DE LA REBELLION

Celui qui avait déclenché le mouvement était le général José Sanjurjo y Sacanell, âgé de soixante-quatre ans. Il avait été haut-commissaire au Maroc, commandant en chef la Garde civile, qui est, comme chacun sait, la gendarmerie espagnole. Il contribua à chasser Alphonse XIII, mais le régime républicain ne lui apporta que des déceptions. C'est lui qui, le 10 août 1932, tenta un soulèvement militaire à Madrid, mais échoua, fut fait prisonnier, condamné à mort, gracié par le président Alcalá Zamora, enfin amnistié et exilé au Portugal. De là, il tirait les ficelles et encourageait ses camarades à se soulever pour secouer le joug des républicains. Lorsque le coup se joua, le général Mola lui envoya un avion à Lisbonne pour le chercher. Au retour, l'avion s'abattit et Sanjurjo fut tué.

La Junte nationaliste réunie à Burgos, remit la présidence à un autre général, Cabanellas.

En réalité, le pouvoir était entre les mains des généraux Mola — au Nord — et Franco — au Sud.

Mola avait été au centre de la conspiration militaire, il avait très adroitement joué, mis en place son dispositif. On ne se méfiait aucunement de lui, les républicains croyaient à sa loyauté. Au mois de juin, il prit ses dernières dispositions et répartit les commandements entre ses camarades.

Francisco Franco Bahamonte, ancien chef d'état-major de l'armée, né au Ferrol le 4 décembre 1892, colonel à vingt-huit ans, au Maroc, avait été, à trente-deux ans, le plus jeune général de toutes les armées européennes. C'était un homme petit, assez corpulent, revêché, doté d'une voix aigre, mauvais orateur, mais possédant de grandes qualités de ténacité et de méthode. Très pieux, très maître de ses nerfs, menant une vie privée sans histoires, sobre, économe, simple; toutes les vertus espagnoles,

avec une femme aussi revêché que lui, constamment à l'église, pas belle, avare, naturellement vertueuse. Il avait de très beaux états de service au Maroc. Elève de l'École de Guerre à Paris, il y avait connu le maréchal Pétain.

Avant d'être exilé aux Canaries en 1936, il rendit visite au président Azana et le mit en garde contre les menées communistes : « Faites attention, ils vous auront la peau... » Azana avait ri. Franco partit très vexé et prit la décision d'entrer en rébellion dès qu'il le pourrait. Il n'ignorait pas qu'un mouvement se préparait. Il aurait peut-être été loyal si Azana l'avait chargé de quelque mission.

Un avion anglais devait venir le chercher à Las Palmas. Il prit prétexte de l'enterrement du gouverneur militaire de la Grande-Canarie, le général Balmes, pour se rendre en grande tenue de Ténériffe, où il se rongeaient les sangs, à Las Palmas où se trouvait le seul aérodrome des îles. Il fut rapidement maître de la petite capitale, apprit qu'il était destitué par le gouverneur républicain, s'envola pour Tetuan et prit le commandement de toute la zone marocaine.

Là, bien que ne faisant pas partie de la Junte, qui ne comprenait que les chefs de l'insurrection de la péninsule, Franco prit sur lui de demander l'aide de l'étranger pour faire passer le détroit à ses troupes. Il envoya deux émissaires à Rome, pour solliciter des fournitures de guerre et des avions. Il écrivit à l'attaché militaire allemand à Paris, qu'il connaissait, écrivit également une lettre personnelle à Hitler, puis envoya trois émissaires à Berlin. Il arriva le 6 août à Séville et se mit à donner des ordres aux troupes qui allaient marcher vers le Nord, en direction de Merida et de Madrid.

Le coup d'Etat militaire avait donc réussi techniquement. Restait le côté politique de l'affaire. Les contrées vitales du pays étaient restées fidèles à la République, les grandes villes également. En somme, la rébellion s'appuyait uniquement sur les couches sociales moyennes et sur certains blocs régionaux. Mais l'Espagne était définitivement divisée en deux parties qui allaient s'affronter sauvagement.

ANARCHIE A MADRID

Le gouvernement Quiroga siégeait sans désespérer depuis le 18 juillet. Il siégeait dans le chaos, dans l'anarchie la plus totale. L'armée avait fait sécession. Les leaders syndicalistes réclamaient des armes pour le peuple. Mais le gouvernement formé de républicains libéraux, croyait encore que tout allait se régler diplomatiquement.

Le soir du 19, Quiroga, complètement dépassé par les événements, se retira. Il fut remplacé par Martínez Barrio, le grand-maître de la maçonnerie, un esprit fin et délié, républicain fanatique, qui confia le commandement de la place de Madrid au général Mijoja, s'entoura de modérés, espéra ramener le calme en négociant. Il ne se rendit nullement compte de la gravité de la situation, et se heurta immédiatement aux



Les miliciens pénètrent dans un village conquis. (Cl. Keystone.)

réactions violentes des élus du Front Populaire. L'heure des solutions de bon sens était passée. Il se retira à son tour.

Azana fit alors appel à José Giral, un homme de cinquante ans, professeur de chimie à la Faculté de Pharmacie. Dès sa nomination il envoya un télégramme à Léon Blum, président du Conseil du gouvernement de Front Populaire en France :

« Sommes surpris par coup d'Etat militaire dangereux. Vous demandons de nous aider immédiatement par armes et avions. Fraternellement vôtre. »

Son intervention est contemporaine de celle de Franco. Des deux côtés, on faisait appel aux amis.

Giral essaya d'organiser la résistance, mais évita soigneusement de distribuer des armes aux milices populaires : il savait ce qu'une telle décision produirait. Azana, lui, était l' élu du Frente Popular. Il avait participé avec Companys à l'insurrection de la Catalogne, puis à celle des Asturies : il autorisa la distribution des

armes. C'était la création des Milices Ouvrières dont les membres vont commencer, dès qu'ils auront les fusils en main, par s'emparer des couvents et des églises. Le pouvoir de ces groupes armés va supplanter peu à peu celui des ministres en exercice. Ce sont les révolutionnaires qui vont défendre une autre République, la leur.

Car c'est désormais la guerre civile. Les hauts fonctionnaires ont déserté, l'administration a disparu. Les organismes de gauche s'emparent des leviers de commandes. La situation est exactement la même qu'à Paris, après le 18 février 1871, où tous les pouvoirs sont passés entre les mains de la Commune et où la seule force armée est la Garde Nationale.

On estime alors que les forces du « Movimiento » se montent à 50 000 hommes de troupe, dont le nombre passera bientôt à 175 000. Les forces gouvernementales comprennent environ 85 000 hommes sans encadrement, disposent à peine de 200 officiers sur un total de 24 000 ! Il y a quelques vieux avions...



Les miliciens pénètrent dans un village conquis. (Cl. Keystone.)

réactions violentes des élus du Front Populaire. L'heure des solutions de bon sens était passée. Il se retira à son tour.

Azana fit alors appel à José Giral, un homme de cinquante ans, professeur de chimie à la Faculté de Pharmacie. Dès sa nomination il envoya un télégramme à Léon Blum, président du Conseil du gouvernement de Front Populaire en France :

« Sommes surpris par coup d'Etat militaire dangereux. Vous demandons de nous aider immédiatement par armes et avions. Fraternellement vôtre. »

Son intervention est contemporaine de celle de Franco. Des deux côtés, on faisait appel aux amis.

Giral essaya d'organiser la résistance, mais évita soigneusement de distribuer des armes aux milices populaires : il savait ce qu'une telle décision produirait. Azana, lui, était l'élue du Frente Popular. Il avait participé avec Companys à l'insurrection de la Catalogne, puis à celle des Asturies : il autorisa la distribution des

armes. C'était la création des Milices Ouvrières dont les membres vont commencer, dès qu'ils auront les fusils en main, par s'emparer des couvents et des églises. Le pouvoir de ces groupes armés va supplanter peu à peu celui des ministres en exercice. Ce sont les révolutionnaires qui vont défendre une autre République, la leur.

Car c'est désormais la guerre civile. Les hauts fonctionnaires ont déserté, l'administration a disparu. Les organismes de gauche s'emparent des leviers de commandes. La situation est exactement la même qu'à Paris, après le 18 février 1871, où tous les pouvoirs sont passés entre les mains de la Commune et où la seule force armée est la Garde Nationale.

On estime alors que les forces du « Movimiento » se montent à 50 000 hommes de troupe, dont le nombre passera bientôt à 175 000. Les forces gouvernementales comprennent environ 85 000 hommes sans encadrement, disposent à peine de 200 officiers sur un total de 24 000 ! Il y a quelques vieux avions...

De l'autre côté, les troupes du Maroc arrivent. Ce sont des soldats solides, aguerris. La Légion, les Maures. Chaque nuit, 4 à 500 hommes passent le détroit de Gibraltar, il n'y a pas beaucoup de bateaux.

L'INTERNATIONALISATION DU CONFLIT : A PARIS

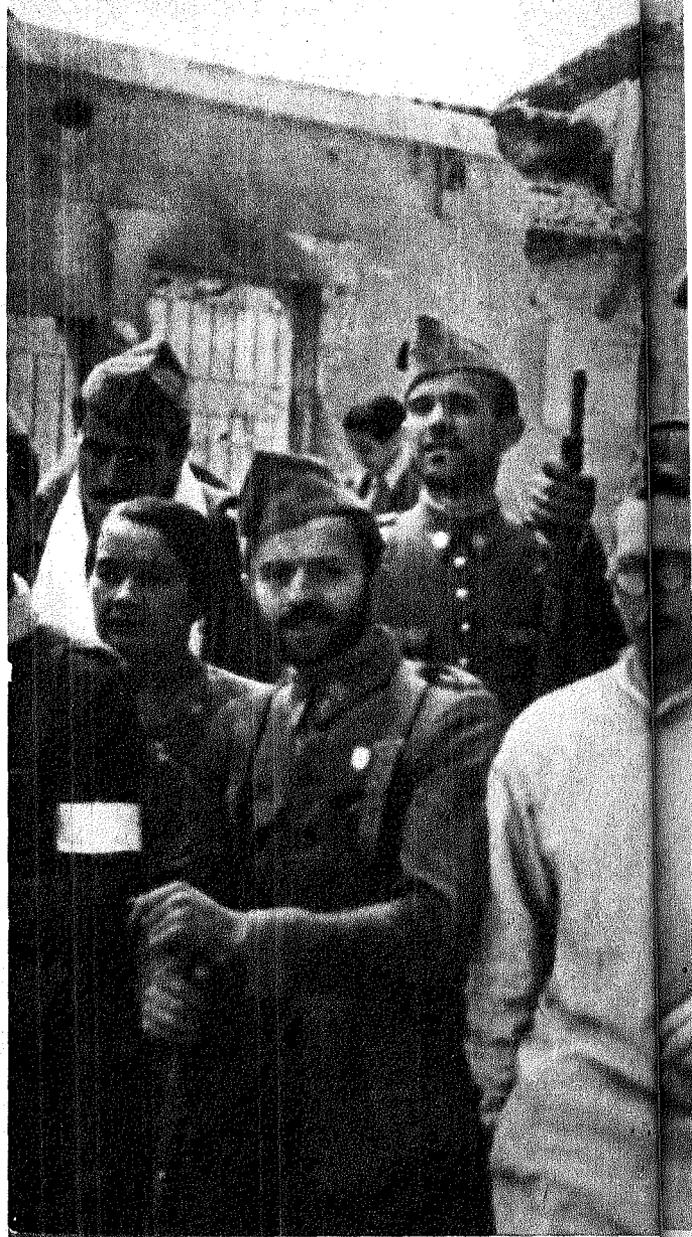
A Paris, depuis les élections du mois de mai 1936 qui ont donné 370 élus au Front Populaire (146 socialistes, 115 radicaux et 72 communistes), c'est Léon Blum qui est à la tête du gouvernement. Sa tâche, considérable, va consister à consolider les conquêtes sociales, assurer le triomphe des revendications ouvrières, les nationalisations, la dissolution des ligues factieuses comme les Croix de Feu. La guerre civile espagnole le prend de court : il n'a pas encore eu le temps de penser à une politique étrangère conforme à l'esprit de son gouvernement...

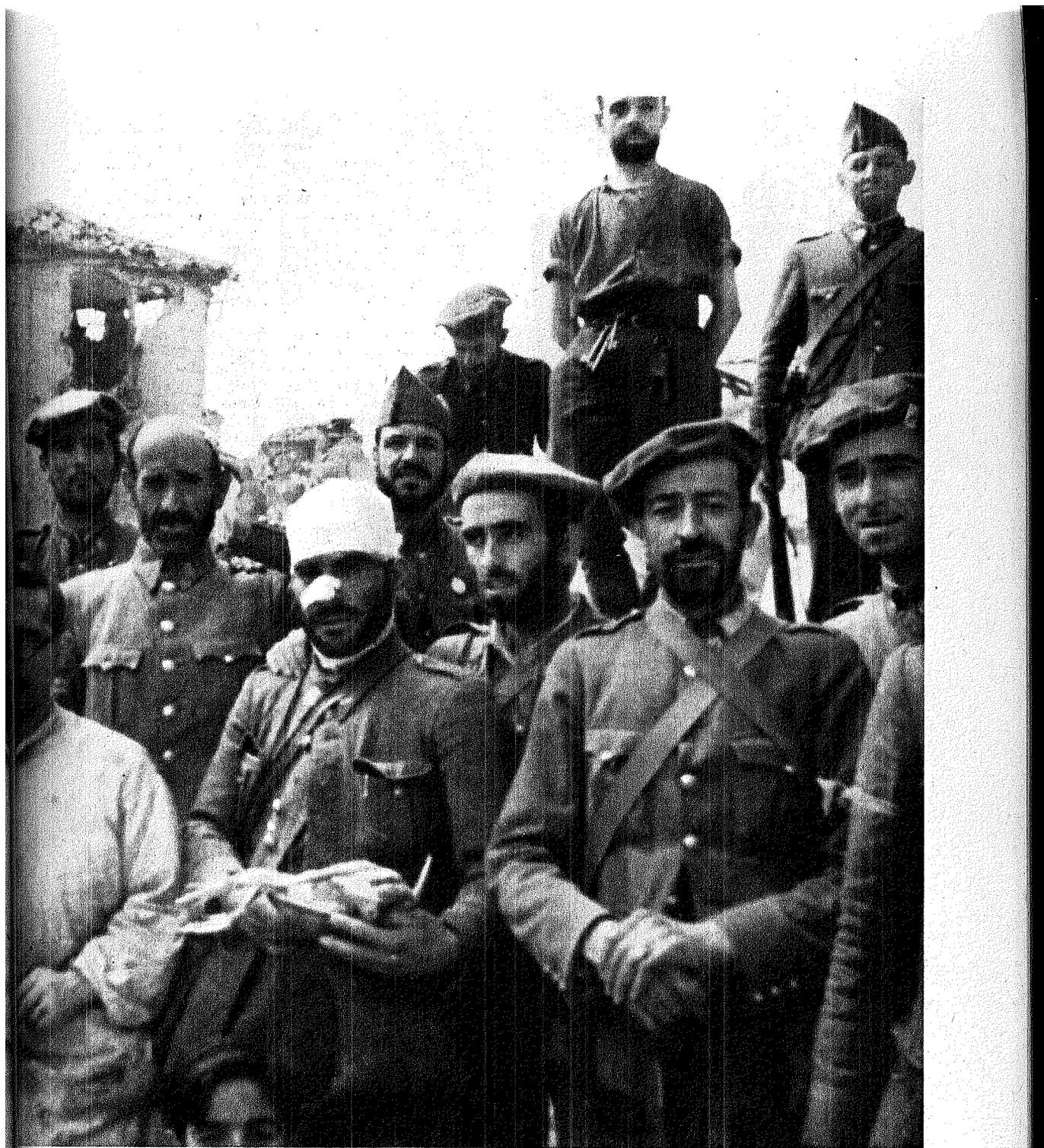
Va-t-il aider la République espagnole ? Va-t-il livrer des armes ? Dès qu'il en est question, une guerre civile morale se déclenche en France. Blum va être obligé de construire juridiquement un principe de « non-intervention » dans le désordre le plus parfait.

Le 21 juillet 1936, tandis que les émissaires de Franco se rendent en Italie, deux officiers de l'armée de l'air espagnole atterrissent au Bourget et déclarent qu'ils sont chargés de solliciter l'aide du gouvernement français pour la livraison d'armes, de munitions et l'autorisation d'achat de quarante avions. La presse de droite réagit avec vigueur. Elle fait état d'explications fort embrouillées des milieux gouvernementaux. Pierre Cot, ministre de l'Air, très favorable à l'intervention, annonce qu'il a mis à l'étude un « plan de regroupement des forces aériennes » afin de mieux assurer la défense du pays. Il envisage de déplacer les formations de bombardiers de Chartres, tellement proches de la célèbre cathédrale... En cas de conflit on risquerait de la voir détruite et ce serait fâcheux ! Et où placerait-on ces escadrilles de bombardiers ? A Toulouse... On en déduit que les appareils vont partir pour l'Espagne et les clameurs redoublent. La France va-t-elle se dessaisir de ses avions dans un climat diplomatique aussi tendu ?

Le 23 juillet, arrive à Paris Fernando de Los Rios, ancien ministre socialiste espagnol, qui vient acheter un premier lot d'avions Potez 25 et de Potez 54, modèle 1933. Le même jour, le navire républicain *Ciudad de Terragona* jette l'ancre dans le port de Marseille pour embarquer 20 000 bombes d'avion. Un autre navire est attendu à Bordeaux.

Le pauvre Léon Blum, qui, lui aussi, va être complètement débordé, se demande avec anxiété comment il se sortira d'une telle situation. Pas d'ennemis à gauche ! Or, sur sa gauche, retentissent les cris des communistes : « Blum, à l'action ! » Sur sa droite, il devine les radicaux hésitants. Une presse puissante, déchaînée,





Prise de l'Alcazar de Tolède par les troupes du général Franco. Un groupe de survivants des défenseurs de la citadelle.
(Cl. Keystone.)



Pierre Cot, ministre français de l'Air, en tenue de vol.

imprime chaque jour : « La révolution espagnole, cela ne nous regarde pas ! ». « L'État n'a pas à devenir marchand de canons ! ». « Vous l'avez assez dit que vous n'en voulez plus des marchands de canons ! Alors ? » Oui, le groupe parlementaire socialiste adresse directement une motion de sympathie au Front Populaire Espagnol, mais les sénateurs font une démarche auprès de Daladier, ministre de la Guerre. On essaie d'expliquer que les avions que l'on se propose de vendre — ou de donner — à l'Espagne, sont vieux, périmés, ayant une faible autonomie de vol... Le 25 juillet, au conseil des ministres, un radical, Yvon Delbos, défend la thèse de la neutralité absolue. Pierre Cot soutient que le gouvernement ne peut se soustraire aux engagements de livraisons déjà passés... Car il y a longtemps qu'on a promis des avions aux Espagnols, ce n'est pas d'hier !

Bref, officiellement : aucune aide. Officieusement, c'est autre chose.

Le 25 juillet, un avion espagnol se pose au Bourget, apportant une partie de l'or de la Banque d'Espagne pour, dira-t-on, servir de garantie aux livraisons d'armes. Emotion. En fait, il s'agit d'un transfert de réserves de certaines banques privées qui prennent peur... Le 29, pour éviter la crise qui menace, Pierre Cot déclare que les avions ne seront pas livrés. Le gouvernement a décidé de les rendre à la firme Potez en échange de huit avions plus modernes. Mais alors, Potez va les revendre aux Espagnols ?

Le 30 juillet, meeting monstre à la salle Wagram où les orateurs réclament des armes, des avions, des volontaires pour l'Espagne ! André Malraux prend la parole et dénonce le camouflage des avions allemands qui transitent par la France vers le Portugal à destination des armées de Franco ! Ces déclarations font impression sur le gouvernement qui va entreprendre une action... diplomatique afin de faire respecter par tous la neutralité vis-à-vis du conflit espagnol.

Le 4 août, la presse parisienne annonce que trois avions français sont effectivement partis pour l'Espagne. Le 6, six Dewoitine D 373 vendus par la maison Lioré-Olivier passent aux mains de représentants espagnols. Le 7, le gouvernement de Madrid réquisitionne à Alicante trois avions Latécoère...

La vague du Front Populaire emporte la dernière résistance du gouvernement de Léon Blum qui, pas plus que celui de Madrid, n'est capable de résister à la colère des masses qui ont voté « pour ». Des volontaires sont recrutés ouvertement par le bureau parisien du Frente Popular. Le 11 août, six multiplaces Potez partent de Franczal pour l'Espagne. Mais, du côté opposé, on enregistre l'arrivée de vingt et un avions italiens et de quelques Fokkers allemands. Les aviateurs envoyés par Mussolini assurent la maîtrise du détroit de Gibraltar à Franco. 70 000 Flèches Noires sont en train de se concentrer autour de Rome, destination : Madrid ! Ils n'y sont pas encore... L'aide militaire allemande est plus discrète que celle de l'Italie. Hitler envoie des spécialistes en matière de chars, d'aviation, de transports, de D.C.A. et de Génie. Pour une durée de six mois, pas plus.

En regard, l'aide française se révèle intermittente, inavouée et assez contradictoire. L'aide soviétique est régulière et abondante, elle se traduit par une massive intervention mécanique.

L'apport des sympathisants, qu'ils soient du côté de Franco ou du côté des Républicains, cessera en 1938... à la demande même des intéressés.

LES FORMATIONS INTERNATIONALES

Elles ont fait beaucoup parler d'elles. Elles sont spécifiquement républicaines, c'est-à-dire à majorité massive communiste. C'est Staline qui



Les combats autour de Madrid :
deux miliciens dans une tranchée.
(Cl. Keystone.)

a chargé le parti communiste français, le plus proche de l'Espagne, de les former. Thorez a confié la direction de l'affaire à Marty, tandis que Malraux était nommé conseiller en matière d'aviation. Marty, après avoir sombré dans le trente-sixième dessous, est mort. Malraux est aujourd'hui ministre de de Gaulle.

Les volontaires, d'abord constitués en brigades mixtes, c'est-à-dire se suffisant à elles-mêmes, sont destinés à former plus tard, le noyau d'une armée internationale toujours prête à intervenir en Europe, ou même en Amérique.



Deux soldats nationalistes dans les ruines de Tolède.

(Cl. Keystone.)

Thorez, le Tchèque Gottwald, les Italiens Palmiro Togliatti et Luigi Longo, inspectent les bureaux d'engagements, sous le contrôle de généraux soviétiques. Les techniciens passent en tête : ouvriers spécialisés, mécaniciens d'aviation, opérateurs de radio...

Quelle fut l'importance numérique de ces brigades ? On ne saurait le dire avec exactitude. Il n'existe point d'archives officielles pas plus que sous la Commune de Paris. Une cinquantaine de mille hommes, dont 25 000 Français, 5 000 Polonais, 5 000 Anglais et Américains. Le chiffre de 50 000 est probablement inférieur à la réalité. Mais, par ailleurs, si l'on évalue à 3 500 hommes l'effectif d'une brigade, on n'arrive plus qu'au chiffre de 30 000. Malraux a dit lui-même que les effectifs n'avaient pas dépassé 25 000. Et combien de combattants réels dans ce chiffre ? Peut-être 15 000, pas plus, au printemps et à l'été de 1937. On peut évaluer les pertes à 2 000 morts, ce qui est lourd. Les

Français ont été incontestablement les plus nombreux, mais leur valeur combative fut inférieure à celle des volontaires allemands ou italiens, des émigrés qui avaient déjà lutté.

Le commandant fut très quelconque. Qui commandait, les commissaires politiques ou les chefs d'unités ? Ils se sont souvent confondus.

On a cité et on cite encore les bataillons Thaelmann et Edgar-André, formés d'Allemands et de quelques Américains, le bataillon Garibaldi — italien comme son nom l'indique — un bataillon franco-belge, et les Français désignés par un numéro.

La grande revue d'adieux eut lieu à Barcelone en novembre 1938, avec allocutions de Negrin et de la Pasionaria.

Puis tout le monde regagna ses foyers : tout au moins ceux qui en avaient un.

L'intervention italienne assura d'abord à Franco la maîtrise aérienne. Le 28 novembre 1936, un accord fut signé à Rome. Dès 1937, les

effectifs italiens seront considérables : près de 45 000 hommes. Les quatre premiers milliers de Chemises Noires débarquèrent à Cadix en janvier 1937, sous le commandement du général Roatta.

Du côté des Allemands, l'effort fut sensiblement moindre, mais il fut décidé par Hitler en personne. L'idée du Führer était d'ouvrir un front possible au Sud de la France en accrochant celle-ci à des difficultés immédiates. Mais l'aide fut toujours circonstancielle et on dit même que Hitler fit parvenir des livraisons d'armes aux républicains, afin de prolonger le conflit. Ceux-ci ne surent pas exploiter la situation.

LA DEFENSE DE L'ALCAZAR

Ce fut l'un des épisodes les plus spectaculaires de la première phase de la guerre civile. On en parle encore, on en parlera longtemps. Tolède était le siège de deux académies mili-

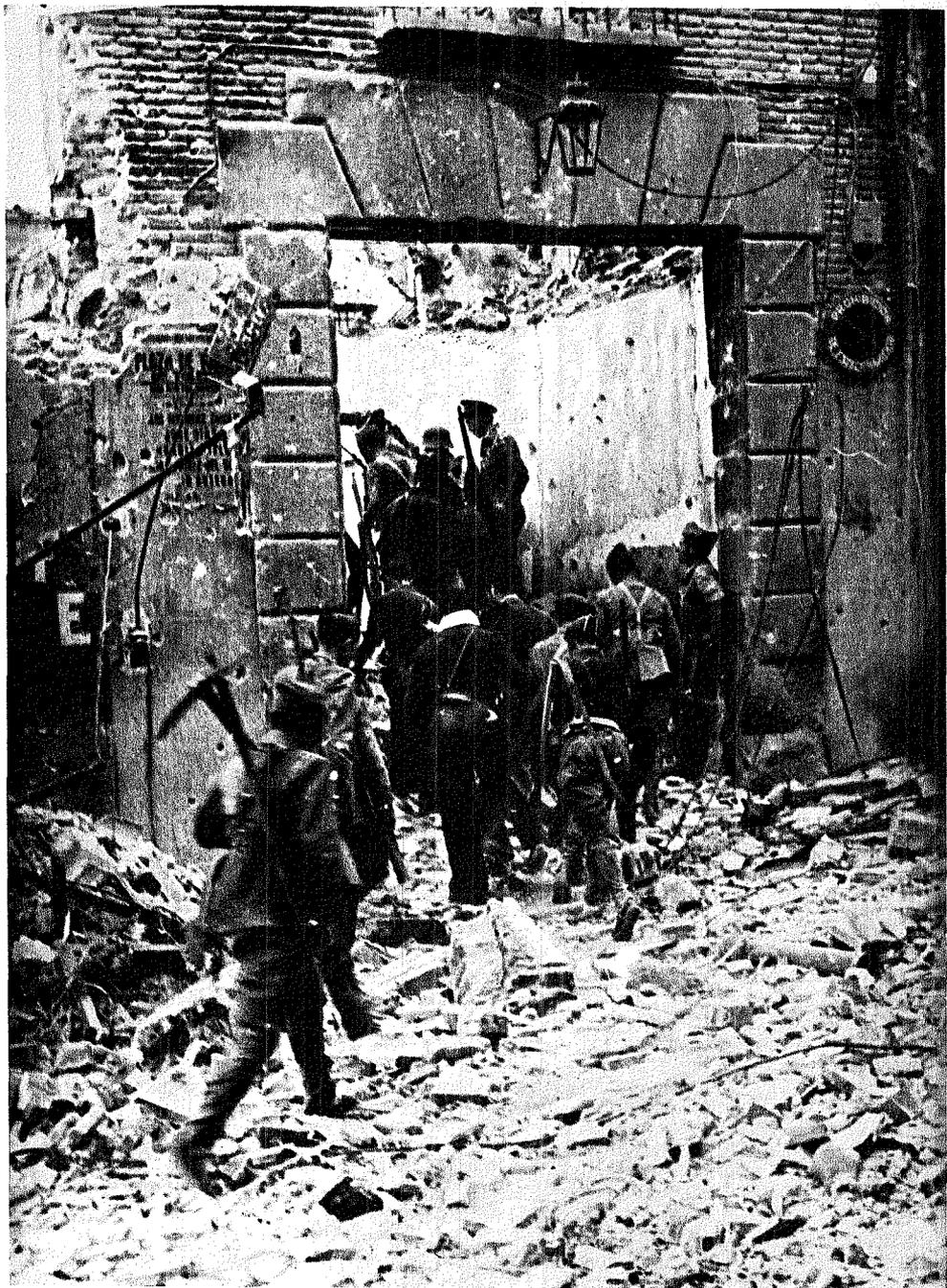
taires comparables à notre Saint-Cyr et à notre Saumur. Le colonel José Moscardo commandait l'École des Cadets qui s'était soulevée. Mais les élèves officiers étaient presque tous en vacances, en ce mois de juillet 1936. Il ne restait à Tolède que 600 gardes civils, 150 officiers et 160 jeunes soldats. Quant aux Cadets, ils étaient une douzaine, pas plus. Moscardo se replia avec ces forces sur la ville haute et mit en état de défense la forteresse de l'Alcazar, antique bâtisse maure surplombant le Tage, qui offrait la sécurité pour quelques jours en attendant l'arrivée de renforts en marche. Elle était pourvue de vivres en quantité suffisante pour soutenir un siège de brève durée. Il existait toutefois, à la manufacture d'armes de la ville, des armes automatique et un million de cartouches que Moscardo s'appropriâ.

Le Comité du Front populaire s'était installé en face de l'Alcazar, à l'Hôtel des Postes. Le 21 juillet, les premiers coups de feu retentirent et l'offensive contre la forteresse commença. Moscardo, sommé, refusa de se rendre. Le gou-



Tolède : autour de la vieille forteresse de Philippe II, tout n'est que ruines et dévastations. (Cl. Keystone.)

L'une des entrées de la forteresse de Tolède, sur le mur de laquelle subsistent les débris d'une affiche annonçant une course de taureaux.
(Cl. Keystone.)



les chars réussirent une percée, mais l'infanterie ne suivit pas. C'est quelques jours après que débuta la véritable *bataille pour Madrid* qui devait durer jusqu'à la fin de la guerre. Travailleurs, femmes, enfants, creusaient des tranchées, accumulaient les obstacles, construisaient des barricades, les internationaux avaient pris position à la Casa del Campo et à la Cité Universitaire. De l'autre côté, les Maures donnaient l'assaut. Les pertes furent effrayantes. La première brigade internationale laissa un tiers de ses effectifs à terre mais repoussa les Marocains. La bataille se cristallisa autour de Carabanchel, il y eut des corps à corps jusque dans l'enceinte de l'hôpital militaire, batailles de rues, de maisons, d'étages qui se poursuivirent pendant près de trois semaines, aux cris de « No pasaran » : ils ne passeront pas.

Ils ne passèrent pas, en effet. Et, à Madrid même, la « cinquième colonne » ne joua pas le rôle prépondérant qu'on lui prêtait. On sait que l'origine de l'expression, si souvent utilisée depuis lors, était venue de ce que le général Mola devait lancer, primitivement, quatre colonnes sur Madrid et comptait sur la cinquième formée par les sympathisants « intra-muros ».

Cette première empoignade coûta 12 000 morts.

Puis le front de Madrid se stabilisa. En février 1937, les rebelles attaquèrent sur la Jarama, tandis qu'une offensive italienne heureuse se développait sur Malaga, puis il y eut une tentative à base de motorisés vers Guadalajara, qui fut, pour les Italiens, un échec sanglant.

L'affaire de la Jarama est du 6 février 1937. Elle constitue le début des opérations menées pour consolider les succès militaires obtenus tant au Sud qu'au Nord par les troupes de Franco. Les Nationalistes engagèrent cinq brigades mobiles et six batteries lourdes. Les républicains évitèrent de justesse une rupture de front car Miaja dut engager les bataillons d'élite d'El Campesino. Le bataillon anglais y laissa beaucoup des siens, mais la route de Valence ne fut pas coupée... au prix de 25 000 morts républicains.

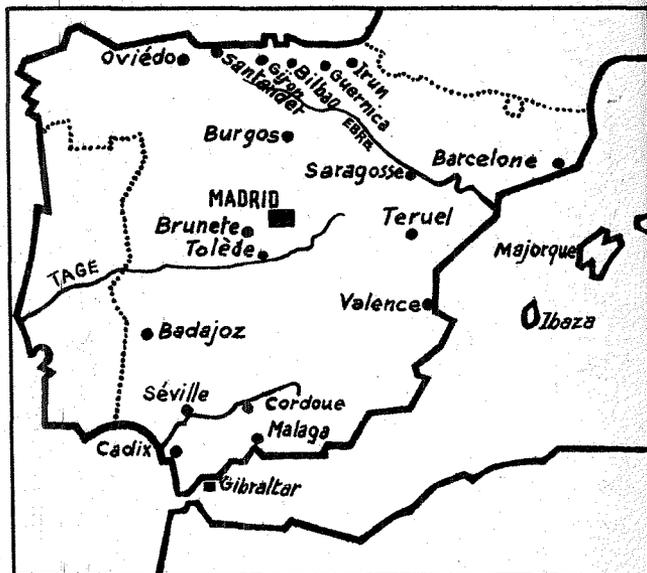
La bataille de Guadalajara, dont on parla beaucoup, fut menée par le général italien Roatta qui avait enfoncé les lignes républicaines. Là encore, les brigades internationales rétablirent la situation et, le 11 mars, les Italiens des deux partis s'affrontèrent. La brigade Garibaldi avec le concours de quatre-vingts avions mit les fascistes en déroute.

Par contre, la bataille de Malaga fut un net succès nationaliste. Le port méditerranéen était fortement convoité par Franco qui ne disposait encore que de Cadix, sur l'Atlantique. Trois colonnes italiennes se heurtèrent à 40 000 républicains commandés par Villalba. La ville fut prise le 8 février, avec 11 000 prisonniers. La flotte républicaine n'avait pas bougé.

Des rivalités avaient éclaté entre communistes et anarchistes et c'est de ces querelles intestines que devait mourir la République dont le territoire se rétrécissait à vue d'œil.

Dans le Nord, les Basques avaient proclamé leur indépendance. L'offensive du général rebelle Mola débuta le 30 mars, avec l'appui des soixante avions de la Légion allemande « Condor ». Cette formation bombardait sauvagement Guernica, le 26 avril, faisant 1 650 morts et 2 000 blessés. Les nationalistes occupèrent Bilbao et la Biscaye tomba.

Pour faire diversion, les républicains livrèrent la bataille de Brunete, près de Madrid, engageant 50 000 hommes et 130 chars, le 6 juillet 1937. Les nationalistes, d'abord surpris, contre-attaquèrent le 18. Leurs adversaires perdirent une centaine d'avions et des milliers de morts. Quinze jours plus tard, le front de Santander s'écroula sous la poussée rebelle, victoire qui eut une immense répercussion, car elle livra à Franco des provinces très riches.



LA FORTUNE DU GENERAL FRANCO

La mort de Sanjurjo et les hésitations de Mola avaient préparé à Franco les allées du pouvoir. Il était le plus remuant et le plus hardi des généraux. A Salamanque, grâce aux efforts de son frère Nicolas, il avait été acclamé « generalissimo ». Un décret de la junte le proclama « chef du gouvernement ». Il s'installa à Burgos — qui devint la capitale nationaliste — le 1^{er} octobre 1936 et reçut ensuite le titre de « Caudillo ». Il proclama son admiration pour Hitler et déclara vouloir écarter, pour l'instant, toute restauration monarchique. Le 18 novembre, son gouvernement était reconnu par l'Allemagne et l'Italie.

Tout n'allait pas pour le mieux dans son camp et il avait, lui aussi, à faire face à des riva-

lendemain, les nationalistes parvenaient à la frontière et y déployaient leurs drapeaux. Le drame de la Catalogne était terminé.

Le 27 février, l'Angleterre et la France reconnaissent le gouvernement de Franco. Celui-ci fit connaître qu'il n'accepterait qu'une capitulation sans conditions.

Madrid et quelques lambeaux de territoire tenaient toujours. La guerre se prolongea. Le gouvernement républicain, regroupé à Toulouse, se transporta à Valence, toujours inviolée.

L'AGONIE

La France avait « lâché » la république espagnole sous l'empire de la nécessité. Devant les succès remportés par Franco, il avait bien fallu, dès le 15 février, « tâter » le terrain à Burgos. D'autant plus que le Front Populaire français avait lui aussi, disparu. Le gouvernement français dépêcha un négociateur officieux, Léon Bérard, qui conclut un accord, stipulant que Paris remettrait à Franco le milliard en lingots d'or déposé par la République à Mont-de-Marsan, ainsi que les objets d'art emportés par les fuyards. La Chambre des Députés l'approuva par 323 voix contre 261. Le maréchal Pétain fut nommé ambassadeur à Burgos en mars 1939.

« Nous n'avons pas été battus, nous avons été trahis ! » ne cessaient de répéter les communistes espagnols qui voulaient se substituer au dernier gouvernement républicain.

La capitale tenait toujours, malgré un état sanitaire déplorable. Une armée importante s'y trouvait encore, mais manquant de tout, principalement de vêtements et de chaussures. Il ne lui restait que quarante avions... Le pain allait manquer, les médicaments aussi. Trente-deux divisions nationalistes se préparaient à un furieux assaut. Il n'y avait plus de gouvernement. Une junte représentait le seul pouvoir véritable à Madrid. Ce fut le colonel Casado qui en prit la tête : il était partisan de la négociation immédiate. Il proclama la déchéance du gouvernement que présidait alors un communiste, Negrin, et celui-ci quitta l'Espagne. La chute de Madrid, dont les défenseurs de tendances diverses s'entre-tuaient, n'était plus qu'une question de jours. Casado essaya de gagner du temps, et, le 23 mars, entama les négociations. Puis il s'enfuit vers Valence, prit place sur un bateau anglais. Le général Miaja, qui commandait la capitale depuis le début des hostilités, s'enfuit également.

Le 28 mars, les troupes nationalistes firent leur entrée dans la ville en ruines. Le 30, elles pénétraient dans Valence.

Le 1^{er} avril 1939, à 3 h 15, la *Radio-Nacional* diffusait le communiqué suivant : « Aujourd'hui, après avoir fait prisonnière l'armée rouge, après l'avoir désarmée, les troupes nationales ont atteint leur dernier objectif militaire. La guerre est terminée. Signé : le généralissime Franco. »

Le temps des dénonciations et des représailles commença aussitôt.

LA TRAGÉDIE ESPAGNOLE EST UN CHARNIER

C'était, hélas, la suite de terribles tragédies auxquelles on avait assisté pendant trois années. « La tragédie espagnole est un charnier ! » s'était écrié Bernanos. L'importance numérique des exécutions varia d'une province à l'autre. Les gouverneurs et les fonctionnaires nommés par le *Frente Popular* furent tous fusillés. On exposait les corps des suppliciés pour que les familles s'exposent à de nouvelles représailles en venant les reconnaître. On a parlé de 75 000 exécutions en Espagne nationaliste jusqu'en 1938. Il semble que ce chiffre soit très exagéré. On estime plutôt à 40 000 exécutions le nombre des victimes dans les zones tenues par les nationalistes pendant toute la durée de la guerre ce qui est déjà trop. Dans l'ensemble, les hommes de Franco ont abattu plus de gens dans les petites localités que le Front Populaire, mais moins que ce dernier dans les grandes villes. Le fanatisme, une certaine conception primitive du rôle de la violence et un retour à une certaine forme d'inquisition expliquent en partie ces tristes exploits.

Certes, Frederico Garcia Lorca, le grand poète espagnol, beau-frère du maire socialiste de Grenade et intellectuel de gauche, fut exécuté par les phalangistes, mais José-Antonio Primo de Rivera fut jugé par un tribunal populaire et exécuté le 18 novembre 1936.

On cite le chiffre de 85 940 personnes exécutées en Espagne républicaine du 18 juillet au 1^{er} septembre 1936, dont près de 8 000 religieux et prêtres. Des bandes armées tuent, pillent, s'attaquent surtout aux édifices du culte, aux couvents ; les évêques sont fusillés, torturés, ainsi que les anciens ministres, les vieux généraux, les notables. A Madrid, les tchékas opèrent comme en Russie. L'Espagne trempe dans le sang. « Ici on fusille comme on déboise » écrit Saint-Exupéry. « La vie humaine ne compte plus, déclare un Anglais de Madrid, la ville produit l'effet d'un asile d'aliénés. »

La guerre aura fait un million de morts.

La mort de José Antonio Primo de Rivera ne fut pas inutile pour le nouveau régime. La propagande en fera le saint du parti et son corps reposera après la guerre à l'Escorial, avant de prendre place dans la vaste nécropole de Los Caídos dédiée par Franco aux morts de la guerre civile.

CEUX QUI ONT SURVECU

Nombreux sont les républicains combattants qui se sont exilés en Amérique. D'autres demeurèrent en France où l'on trouvait encore pendant les hostilités de 1939-1940, des compagnies de « travailleurs espagnols » aux arrières du front. Les plus chanceux avaient contracté un engagement dans la Légion et servaient en Indochine, au Levant, au Maroc. Des milliers participèrent à la Résistance Française et il en est

qui s'illustrèrent sordidement. Pour les vaincus, un monde s'était achevé tandis que l'Espagne nationaliste inaugurerait le temps de la « rénovation de la patrie. »

Que sont devenus les principaux leaders républicains ? Azana est mort en France en 1940, après avoir reçu, dit-on, l'extrême-onction des mains de l'évêque de Montauban. Miaja est mort à Mexico en 1958. La Pasionaria vit encore en U.R.S.S. et vient de faire paraître ses mémoires. El Campesino, après avoir été derrière le rideau de fer est revenu en France, il exerce le métier d'ouvrier sur les chantiers de la région parisienne et, parfois, raconte des souvenirs aux reporters en mal de copie. Martinez Barrio a continué, jusqu'à sa mort récente, à entretenir la fiction d'un gouvernement républicain en exil.

La République nourrit encore des espérances secrètes chez un peuple qui n'oublie pas...

Actuellement, il y aurait près de 250 000 émigrés républicains espagnols dispersés dans le monde. L'émigration a publié plus de 4 000 ouvrages, édité une centaine de journaux, maintenu l'organisation de plusieurs partis et syndicats. Le gouvernement fantôme entretient des ambassadeurs en Yougoslavie et au Mexique, il a des délégués officiels dans tous les pays du monde. Le président actuel de la République espagnole qui réside à Buenos Aires, est Luis Jimenez de Asua, ex-professeur de droit pénal à l'Université de Madrid. Le président du gouver-

nement est Sanchez Albornoz, professeur d'histoire, qui réside également à Buenos-Aires.

Et Franco ? Il a d'abord donné à l'Espagne une structure autoritaire inspirée des principes politiques de la phalange. Il est resté neutre pendant la deuxième guerre mondiale, il a éludé les demandes allemandes relatives au passage des troupes du Reich destinées à attaquer Gibraltar. Il a envoyé une division combattre sur le front russe. Il a fait interner les Français qui cherchaient à passer du côté des Alliés. Puis il s'est rapproché de ceux-ci. En 1947, une loi de succession a rétabli en Espagne, « état catholique et social » la monarchie, sans pour autant résoudre la question monarchique qui ne l'est pas encore aujourd'hui.

Il a quelque peu adouci les rigueurs de la dictature, qui avait été nécessaire pour ramener le calme dans un pays déchiré. Les militaires américains, soucieux d'obtenir des bases en Espagne pour établir leurs armements offensifs, l'ont sauvé de l'inimitié profonde que lui avaient voué les régimes occidentaux. L'Amérique a aidé Franco, et la France a renoué avec lui des relations politiques et commerciales. Les touristes français se ruent par centaines de milliers chez lui, chaque année.

Royaume sans monarchie, l'Espagne verra un jour, peut-être pas très lointain, un roi monter sur le trône. Mais le « Chef » ne sera plus là pour imposer son autorité et, alors, tout est à craindre.

Louis GARROS.

Madrid, fêtes de la victoire, le 20 mai 1939 : les marins espagnols défilent devant Franco en faisant le salut fasciste. (Cl. Ass. Press.)



PERSONNALITÉ MARQUANTE
DE LA
POLITIQUE FRANÇAISE,
UN HOMME INTÈGRE :

RAYMOND POINCARÉ

ANCIEN CHASSEUR A PIED,
MAIS
A CHEVAL
SUR LES PRINCIPES

PAR S. DE V. D'ALAZAC

Le soir du 17 janvier 1913, dans une petite ville du Centre de la France, deux citoyens — un professeur, un homme de finance — faisaient leur quotidienne partie de billard au café du Théâtre. Il neigeait, au dehors. Le garçon, vêtu de noir, engoncé dans le grand tablier blanc réglementaire, observait d'un œil las les carambolages, la course des boules d'ivoire sur le tapis vert. Un nouveau consommateur entra dans la salle et jeta ces simples mots, en enlevant son pardessus : « Poincaré est élu... » Ce jour-là, en effet, s'était tenu, à Versailles, le congrès de l'Assemblée nationale, Sénat et Chambre des Députés réunis, afin de désigner un successeur à Armand Fallières, pour la présidence de la République. L'un des joueurs de billard s'approcha de son partenaire, lui étreignit les mains et murmura : « Poincaré ? c'est la revanche ! » Il était à la fois professeur de philosophie, Lorrain et officier de réserve. La fibre patriotique jouait à plein chez cet intellectuel qui devait, deux ans plus tard, trouver la mort dans une tranchée, près d'Hébuterne. La partie s'acheva silencieusement. Poincaré était élu... La « belle époque » prenait fin... Demain, ce serait la guerre.

323. Si ce dernier avait obtenu la majorité absolue des votants, aucun problème ne se posait, il eût été désigné. Mais il ne l'obtenait pas. Il n'y avait donc pas de « candidat unique »...

Une délégation s'en fut donc trouver Poincaré, au quai d'Orsay. Elle était composée de républicains bon teint, à la tête desquels se trouvait plus ou moins Georges Clemenceau, homme politique très en vue et qui n'aimait pas beaucoup Poincaré. Pourquoi ? Pour de multiples raisons. Il lui reprochait un conformisme tâtilon et disait de lui que « c'était un homme qui avait le cœur bourré de dossiers ». Poincaré non plus n'aimait pas beaucoup Clemenceau. Certes, l'idée républicaine, l'idée de laïcité les rapprochait, mais il trouvait Clemenceau trop fantaisiste, obéissant par trop à des

le lendemain, le train pour Versailles, en même temps que le Tout-Paris de la politique, des lettres et des arts, sans oublier les grandes dames des théâtres subventionnés, toutes plus ou moins protégées par les ministres de la République. On s'en fut aux urnes, et, du tournoi, Poincaré sortit vainqueur avec 483 voix au deuxième tour, Pams n'en obtenant que 296 et Vaillant, socialiste, 69.

Le soir, le nouvel élu revint à Paris avec l'escorte de cuirassiers qui le conduisit à l'Élysée où il alla faire visite à Armand Fallières, parvenu au bout de son septennat.

Cette élection eut un énorme retentissement non seulement en France, mais en Europe et dans le monde. Les dés avaient été lancés.



Madame Poincaré.

décisions irréfléchies. Bref, une opposition de tempéraments. Et comme les deux hommes étaient orgueilleux et ambitieux, il n'existait aucun terrain d'entente entre eux.

La délégation demanda donc à Poincaré de se soumettre « à la discipline républicaine » et à se désister en faveur de son concurrent. A quoi il répondit par une fin de non-recevoir, n'admettant pas que l'on considère Pams comme plus républicain que lui. Suivit un échange de propos assez vifs, on se traita mutuellement de « menteur » et Clemenceau envoya ses témoins au président du Conseil. Mais des amis s'interposèrent — à la veille d'un si beau jour ! — on « retint » les antagonistes et l'on prit,

UN LORRAIN A L'ELYSEE

Au point de vue intérieur, un sérieux bouleversement venait de se produire, en effet. Depuis pas mal d'années, l'Élysée était occupé par des gens issus des départements situés en dessous de la Loire, gens essentiellement pacifiques, à la tripe républicaine affermie, soucieux d'une politique laïque basée sur la Séparation et qui appelaient à la tête des cabinets ministériels, des amis sûrs, dévoués à la cause. Tels avaient été Grévy, issu d'un département nettement républicain, le Jura ; Sadi Carnot, de Limoges ; Emile Loubet, de Montélimar, et enfin Fallières, du Lot-et-Garonne. La plupart des présidents du Conseil avaient été, soit des Méridionaux, comme eux, soit des gens de l'Ouest républicain, comme Briand. Puis Fallières avait été obligé d'appeler Poincaré et, brusquement, surgissait, en pleine lumière politique, un homme déjà fort connu, mais qui ne faisait pas de bruit, un homme de ces marches de l'Est, un Lorrain, au patriotisme un peu exacerbé et qui ne s'en laissait pas conter.

Il était sympathique à beaucoup de monde, mais avec une nuance. Il était froid, assez distant. Il connaissait tout, une véritable encyclopédie et il avait acquis une grosse influence dans les milieux très en vue. La politique étrangère qu'il venait de mener depuis son accession au pouvoir, en une époque particulièrement cruciale, lui assurait les voix des bourgeois de droite, malgré son laïcisme. A gauche, on lui reprochait naturellement ses goûts autocratiques et surtout, une prise de position très favorable à une réforme électorale : le scrutin de liste à la place du scrutin d'arrondissement. Aujourd'hui, ces expressions sont absolument vides de sens, mais il y a cinquante-cinq ans, elles étaient fort à la mode. Le scrutin d'arrondissement favorisait les républicains, grâce à l'inévitable scrutin de ballottage où l'on faisait « bloc » sur le candidat de gauche le plus avantagé. Le scrutin de liste, en partageant harmonieusement les voix, désavantageait forcément les « arrondissementiers ».

Au fond, pour l'Élysée, il avait eu fort peu

de monde contre lui, il était depuis longtemps « désigné ». Les présidents du Sénat et de la Chambre, Antonin Dubost et Paul Deschanel, n'auraient eu aucune chance. Un autre vieux politicien, Léon Bourgeois, était malade. Encore un autre, Alexandre Ribot, était par trop discuté. Pour lui trouver un concurrent valable, on avait beaucoup cherché et Pams n'avait certes pas l'envergure voulue. Aussi bien, Poincaré était destiné à être élu et le savait fort bien.

MARIE A UNE DIVORCEE

Il existait, certes, un léger inconvénient.

Il n'avait pas fait un « mariage bourgeois », ce qui était de nature à indisposer les catholiques. Il avait épousé son « amie », une certaine Henriette Benucci, d'origine italienne, divorcée d'avec un personnage peu recommandable, un Irlando-Américain, nommé Killoran, lequel avait disparu sans laisser de traces. Divorcée, la dame contracta une deuxième union avec un homme du monde, Bazire, qui, fort opportunément, décéda, et Raymond Poincaré conduisit son amie devant le maire en 1904. Mais, évidemment, ils n'étaient jamais passés devant le curé et c'était fort ennuyeux. Une divorcée à l'Élysée, pensez donc ! Une Henriette Benucci... Le faubourg en frémissait et se voilait la face. Le clergé ne voyait pas d'un très bon œil cette union à laquelle il n'avait pas participé. Et cela faisait des voix en moins.

Il se produisit une intervention décisive, celle d'un haut prélat, qui posa à Poincaré la question de confiance : qu'était devenu ce Killoran dont M^{me} Poincaré était divorcée ? Il promit de le faire rechercher. Sans doute était-il mort, mais où ? Si la nouvelle de ce décès se confirmait, eh bien, il épouserait sa femme devant Dieu après l'avoir épousée devant les hommes.

Forts de cette promesse, les catholiques recurent la permission de disposer de leur vote en faveur de celui qui recevait, quelques jours avant le scrutin, l'investiture de l'*Echo de Paris*, feuille éminemment bien pensante, et de son leader, le comte de Mun. Et, lorsqu'une police diligente apporta la preuve de la disparition définitive du premier mari de M^{me} Poincaré, le président tint sa promesse : le 5 mai 1913, c'est-à-dire quatre mois après son élection, le mariage catholique fut célébré « secrètement » — mais ce secret n'en fut bientôt plus un — par le recteur de l'Université catholique, M^{sr} Baudrillart, dans la chambre de la rue de Babylone où M^{me} Poincaré mère était morte quelques semaines plus tôt.

Ah ! ce mariage avec une divorcée avait bien troublé l'excellente femme... Elle aurait tant voulu que son fils chéri épousât « quelqu'un de son monde »... Raymond lui avait juré de parfaire cette union dès que cela serait possible. Et c'est la raison pour laquelle il fit procéder à la sainte formalité entre les murs qui

avaient recueilli le dernier souffle de sa mère.

Il avait lui-même beaucoup souffert de cet ostracisme, il avait été blessé de la froideur avec laquelle on traitait cette Henriette qu'il aimait énormément. Disons tout de suite, pour ne plus y revenir, que ce fut un couple parfait, un ménage très uni, et que M^{me} Poincaré, dûment passée devant les autels, tint avec beaucoup de distinction, tout en sachant s'effacer au besoin, sa place de femme de président. Elle était assez avenante et ne faisait pas du tout mauvaise figure aux côtés des souveraines dont elle partageait le landau officiel pour les grandes réceptions des rois de l'Europe. Elle veilla constamment sur la santé de son auguste époux et s'attira de très nombreuses sympathies. Elle



Poincaré enfant, sur les genoux de son père.

avait un sourire un peu triste, parfois, lorsqu'elle songeait à l'époque désormais révolue où elle avait uni sa vie à celle de ce brillant avocat, dont le cabinet était célèbre à Paris et en France. C'était le bon temps. Aujourd'hui, on était à l'Élysée et les heures d'intimité devenaient rares... N'importe, elle fut heureuse de voir son mari parvenu, par ses seuls mérites, à la première magistrature du pays.

UNE CARRIERE EBLOUISSANTE

Raymond Poincaré était donc un fils de la bourgeoisie. Le grand-père avait été doyen de la Faculté de Pharmacie, son père ingénieur

des Ponts et Chaussées, ce qui était alors un titre. Bourgeoise lorraine, froide, résolue, laborieuse, aux horizons quelque peu limités, pratiquant le culte de la République, le respect des lois laïques. Brillant élève des établissements secondaires, puis des universités, Raymond s'était orienté vers les études juridiques, tandis que son cousin Henri préférait une formation scientifique qui devait faire de lui l'un de nos savants les plus en renom.

Né à Bar-le-Duc le 20 août 1860 — un jour d'élections législatives — vingt ans plus tard, ayant accompli son année de service militaire, comme dispensé, dans un régiment d'infanterie de Nancy, Raymond Poincaré prêtait son serment d'avocat et, dès lors, il va brûler les étapes : premier secrétaire de la conférence du stage, directeur du cabinet du ministre de l'Agriculture en 1886, conseiller général à vingt-sept ans, député de la Meuse à trente-deux ans, rapporteur du Budget. Il connaissait admirablement ses dossiers, il était servi par un merveilleux mécanisme intellectuel, mais, par contre — toute médaille ayant son revers — il était à peu près dépourvu d'imagination. On ne peut tout avoir. Il est du genre « bûcheur », de ceux qui ne se fient qu'à leur mémoire, qui répudient toute improvisation. Ministre de l'Instruction publique à trente-trois ans, en 1893, il prend, l'année suivante, le portefeuille des Finances. Ensuite, il s'écarta pendant une dizaine d'années des combinaisons ministérielles, se consacra à son cabinet d'avocat, écrivit de nombreux articles dans les

Poincaré soldat.



revues et les journaux les plus cotés et prit femme. Sénateur en 1903, membre de l'Académie française en 1907, il est enfin président du Conseil en 1912 : une carrière fulgurante, mais parfaitement ordonnée.

Ayant pris le galon d'officier de réserve, il fut affecté à un bataillon de chasseurs alpins, le 11^e, pour lequel il conserva, sa vie durant, une totale affection. Il souffrit certainement de ne pouvoir faire campagne de guerre à la tête d'une compagnie de « diables bleus ». Il accomplissait les périodes réglementaires avec ponctualité, et se trouvait chez lui dans ce milieu militaire taillé à son image, dans ces popotes d'officiers où l'on côtoie tant de braves gens disciplinés et fiers de « servir », stricts, ordonnés, attachés à leur métier. Poincaré eût fait un excellent colonel.

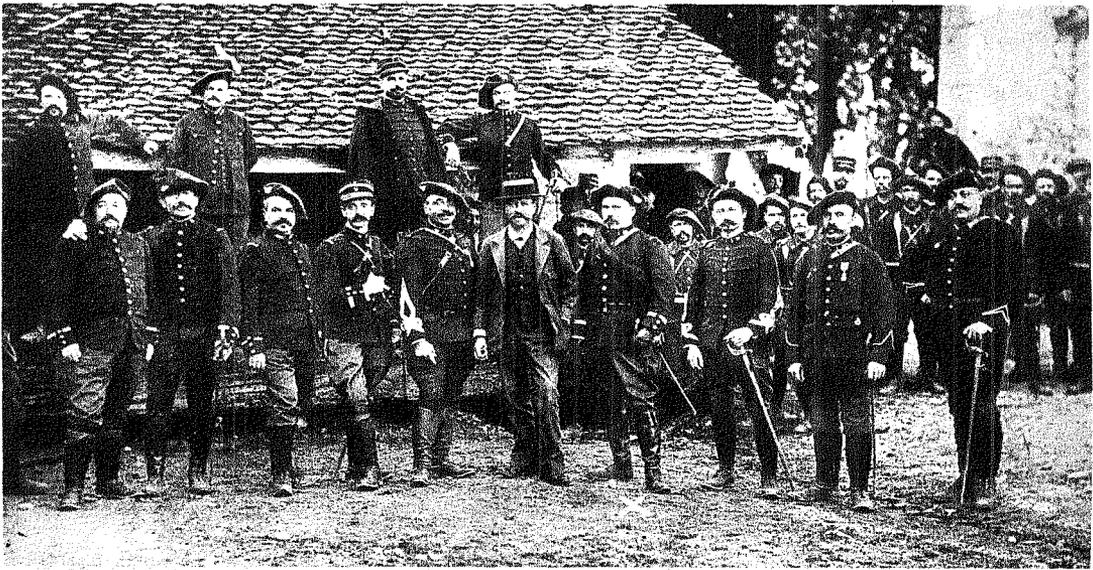
AU TEMPS DE L'AFFAIRE

Cet amour de l'armée, bien propre à un Lorrain de bonne souche, ne l'avait cependant pas empêché de prendre position au moment de l'affaire Dreyfus. Il avait appartenu, comme nous l'avons dit, au gouvernement présidé par Charles Dupuy qui avait eu à connaître — si l'on peut s'exprimer ainsi — des débuts de l'Affaire. Prudent, il avait évité de se compromettre lorsque partisans et adversaires du condamné s'affrontaient au Parlement et sur la place publique. Mais, en 1898, lorsque fut décidée la révision, il estima que les jeux étaient faits et, le 28 novembre, il monta à la tribune pour « libérer sa conscience » et faire connaître publiquement ce qu'il avait su des événements lorsqu'il appartenait au gouvernement.

— Comme mon ami M. Louis Barthou, dit-il, comme mon ami M. Leygues, comme mon ami M. Delcassé, je n'ai connu l'arrestation du capitaine Dreyfus que par un article de journal, quinze jours après. Je dis que nous n'avons jamais entendu parler d'aucune autre charge précise contre le capitaine Dreyfus que le « bordereau » qui lui était attribué. Je dis que jamais, en 1894, nous n'avons eu connaissance d'aucun dossier diplomatique ou secret. Je dis qu'en 1894, aucun de nous, ni le président du Conseil, ni aucun de ses collègues, n'a entendu parler des aveux faits par le condamné... Je vois bien qu'en rompant aujourd'hui un silence qui me pesait, je m'expose à des attaques, à des injures, à des calomnies. Je ne m'en soucie pas. Je suis très heureux d'avoir saisi à cette tribune l'occasion, trop longtemps attendue, de libérer ma conscience.

Tout le caractère de Poincaré est contenu dans ces quelques phrases.

Plus tard, ses adversaires devaient prétendre qu'il connaissait *tout* mais qu'il ne comprenait *rien*. C'était faux, bien entendu. Son étonnante mémoire enregistrait tout, mais son intelligence, si l'on veut, était purement analytique. Ainsi de ses discours. Il les écrivait



Poincaré, lieutenant, accomplissant une période de réserve en 1894.

intégralement et les reproduisait de mémoire, sans y changer un mot. S'il lui arrivait, par hasard, d'en changer un seul, il rectifiait sur la copie destinée à la presse, à l'étonnement admiratif des journalistes. Tour de force qui obtenait son petit succès : il y était fort sensible.

Une autre de ses qualités, pour laquelle, d'ailleurs, il exagérait un tantinet : l'intégrité. Il ne voulait pas qu'il fût dit qu'il aurait pu faire tort, ne fût-ce que d'un centime, au Trésor public. Il écrivait de sa main sa correspondance personnelle et n'employait pour l'affranchir, que des timbres achetés de ses deniers, contrairement à tant d'autres de ses collègues qui profitaient des avantages de la franchise postale. Lui, méticuleux à l'extrême, économe par tempérament, terrorisé à l'idée que l'on pût lui reprocher un jour d'avoir profité des avantages attachés à sa charge, pénétra riche à l'Elysée et en sortit à peu près complètement ruiné.

Cet homme-là bourré de complexes, sera littéralement pourri de scrupules constitutionnels, allant jusqu'à abdiquer ses idées personnelles, s'obligeant à rester étranger aux inévitables discussions d'une libre démocratie, suivant le règlement à la lettre, se haussant au-dessus de tous les intérêts particuliers, tournant et retournant ses scrupules jusqu'à en être malade.

DANS UN MONDE TROUBLE

Sa prise de fonctions coïncidait avec une période particulièrement grave du concert européen : Caillaux venait de négocier avec

l'Allemagne la liberté d'établir notre protectorat sur le Maroc, moyennant la cession de quelques territoires congolais, la guerre des Balkans battait son plein. Poincaré allait présider, en somme, au *réveil militaire et national*, rien que par le fait de la seule présence d'un Lorrain à l'Elysée.

« Sa grande, sa seule préoccupation : rendre la France assez forte pour faire face à l'Allemagne en cas de conflit. Son premier message aux Chambres, le 18 février 1913, claironne des phrases que l'on n'a pas l'habitude d'entendre, c'est une sorte de « garde-à-vous ». Il y a quelque chose de changé. Ecoutez-le :
« L'amoidrissement du pouvoir exécutif n'est pas dans les vœux de la France... »

» Notre armée et notre marine, dans le labeur silencieux, sont les plus utiles auxiliaires de notre diplomatie... »

» Nos paroles de paix auront d'autant plus de chances d'être écoutées qu'on nous saura mieux armés et plus résolus... »

Cinquante ans avant, c'est déjà la « force de dissuasion ».

Et, comme de juste, il est des gens qui trouvent cela ridicule.

En mars 1913, il appelle au pouvoir Louis Barthou, pour faire voter la loi de Trois Ans. L'Allemagne arme sans répit, c'est urgent. Dans les établissements d'enseignement, des pétitions circulent que signent bravement les élèves : les Trois Ans ! Par contre, la *classe* libérable ayant été maintenue sous les drapeaux, il s'ensuit quelques petites mutineries vite matées.

Une grande partie de la nation a, d'ailleurs, emboîté le pas. Lorsqu'à la revue du 14 juillet 1913, où Poincaré a remis des drapeaux à de nouvelles unités, la musique de la Garde



Poincaré et le tsar Nicolas II - juillet 1914.

LA RESPONSABILITE DE POINCARÉ DANS LA GUERRE DE 1914

Républicaine attaque la Marche Lorraine en passant devant la tribune présidentielle, une immense clameur d'enthousiasme s'élève de la foule et Poincaré a les larmes aux yeux... La loi est votée le 7 août. Barthou tombe à la fin de l'année, il est remplacé par Gaston Doumergue, décidé à maintenir la prolongation du service militaire. En mai 1914, échec : les élections se font « à gauche ». C'est net, le suffrage universel vient de se prononcer contre toute tentative belliqueuse. Doumergue donne sa démission, c'est la crise. Viviani, appelé, échoue dans sa tentative de former un cabinet. Alexandre Ribot, appelé ensuite, est renversé le jour même où il se présente devant les Chambres, fait sans précédent depuis MacMahon. Poincaré est directement mis en cause, on l'appelle « le Mal Elu de l'Elysée ». Mais il laisse dire. Il convoque de nouveau Viviani, qui réussit, cette fois. On ne prévoit pas qu'il durera au-delà de la rentrée d'octobre et Cailiaux, déjà son successeur désigné, dit ceci : — A mon sens, la paix du monde ne pourrait être sauvée que si M. Poincaré quittait l'Elysée. Opération nécessaire, mais rude.

Il n'a d'ailleurs peut-être pas tort. Il faudrait négocier directement avec l'Allemagne un abandon de l'Alsace et de la Lorraine, moyennant des compensations substantielles à l'Est. Mais la guerre survient brusquement à la suite de l'assassinat de cet archiduc d'Autriche...

La question s'est posée et se pose encore aujourd'hui : quelle est la part de responsabilité de Raymond Poincaré dans le déclenchement de cette guerre qui aurait pu être évitée ?

Question pleine d'embûches. Il y a beaucoup à dire. Tout ne fut peut-être pas tenté pour retarder le conflit, pour arriver à une entente. La situation était épineuse, pour ne pas dire plus, explosive depuis le 28 juin, jour de Sarajevo. Or, le président de la République partit pour la Russie en compagnie de son premier ministre et c'est à Saint-Petersbourg qu'il apprit l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie. La prudence n'était-elle pas de renoncer, provisoirement, à ce voyage lointain, en attendant que la situation se soit éclaircie ?

Il n'y renonça pas. Il tenait à rencontrer le tsar et à affirmer, aux yeux du monde, la parfaite union de la France et de la Russie. Il avait déjà rencontré Nicolas II alors qu'il était président du Conseil. Il avait patronné les voyages du chef d'Etat-major général de l'armée, Joffre, auprès de l'allié russe, il avait envoyé à Saint-Petersbourg un ambassadeur à lui, Paléologue, bien connu pour ses activités russophiles, au lieu et place d'un diplomate, Georges Louis, qui ne cessait de dénoncer le délabrement de l'empire des Romanov et d'attirer l'attention du gouvernement sur les imprudences de la diplomatie slave. Têtu, Poincaré

fit le voyage, fut reçu avec tous les honneurs dus à son rang, passa les troupes en revue à Tsarkoe-Selo, assista à la prière de l'empereur, etc.

Pendant ce temps, à Paris, un vice-président du Conseil assurant l'intérim se débattait avec les premiers effets de la crise qui, de jour en jour, devenait de plus en plus menaçante.

Lorsque Poincaré et Viviani revinrent dans la capitale, leur cuirassé ayant forcé les feux, il n'était déjà plus temps. Le président fut accueilli avec enthousiasme, acclamé à la gare du Nord. On ne criait pas encore « A Berlin ! », mais le cœur y était. Un tout autre homme eût immédiatement repris la négociation chancelante, eût provoqué une réunion, une conférence, en eût appelé au kaiser et l'aurait bien forcé à jeter le masque. Il fût intervenu énergiquement auprès de Saint-Petersbourg, auprès de Vienne, auprès de Belgrade...

Il ne fit à peu près rien. Lorsque l'Italie, qui a toujours une carte en réserve dans sa manche, proposa d'ultimes conversations, on chercha partout le président du Conseil Viviani et on ne le trouva pas : il était chez sa maîtresse, une dame de la Comédie-Française.

Ce fut la Russie qui mobilisa la première, déclenchant la réaction en chaîne. On a beau-

coup reproché à Poincaré d'avoir toujours prétendu le contraire. Lorsque après la guerre, sur les bancs de la Chambre, la question lui fut directement posée, lorsqu'on le força à reconnaître implicitement qu'il était au courant mais qu'il avait pieusement admis le mensonge patriotique afin de bien montrer à l'univers qui n'en demandait pas tant que l'Allemagne était la grande, la seule coupable, Viviani, à son tour, se défendit àprement et l'affaire en resta là. Quelques prophètes clamant dans le désert poursuivirent cependant l'ancien président de la République de leurs démonstrations imprimées par des extrémistes, que la police pourchassait et qu'elle faisait condamner. Poincaré n'en demeura pas moins, aux yeux de la majorité de l'opinion, le « Français sans reproche » dont il s'était créé le personnage.

Caillaux, dans ses mémoires, a démolit ce personnage et a cité à son sujet des traits qui donnent à réfléchir. Qui a raison ? De l'intègre Lorrain ou du Sarthois aux talons rouges que son adversaire n'eût de cesse qu'il l'ait fait passer en haute cour comme traître à la patrie ? On ne le sait au juste, c'est celui-ci ou celui-là, suivant que l'on pense dans un sens ou dans l'autre. Il paraît que Poincaré aurait dit que si les Allemands ne créaient pas d'incident de frontière on saurait bien les y forcer... Les esprits, en cet été de 1914, étaient tellement échauffés !

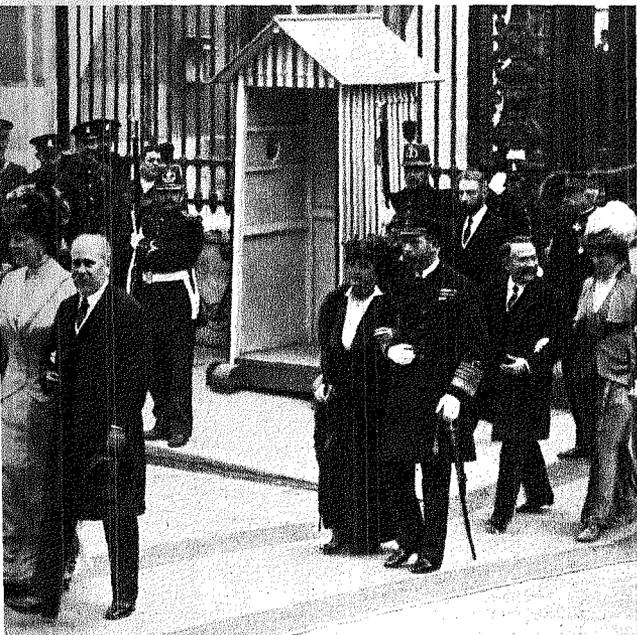
La France, à son tour, mobilisa et Poincaré s'écria : « La mobilisation n'est pas la guerre. » C'était tout comme, et il n'y avait pas de problème. En ces temps lointains, mobiliser signifiait entrer en campagne. Ce n'est que plus tard qu'on a compris qu'il conviendrait de varier la formule, de mobiliser en plusieurs temps, de manière à laisser encore quelques chances aux diplomates. Formule habile partout appliquée et qui permit l'entrevue de Munich en 1938 : laquelle eut tout de même pour résultat de retarder la deuxième guerre d'un an et qui fut considérée par les peuples pacifiques comme un succès diplomatique. On s'est efforcé, ensuite de la taxer d'échec et de prouver qu'il fallait à toute force être belliciste.

POINCARÉ SUR LE FRONT

Revenons à Poincaré. Dans le désarroi de ce mois d'août où les revers s'abattirent sur les armées françaises, on le perd de vue et la masse des citoyens, justement angoissée, laisse passer sans réagir le départ du président et du gouvernement pour Bordeaux, n'ayant d'yeux que pour Gallieni qui a juré de défendre Paris jusqu'au bout et pour Joffre en qui elle a une confiance totale. La victoire justifie cette confiance et c'est sur la pointe des pieds que Poincaré regagne Paris, avec Madame, rapportant dans ses bagages les drapeaux allemands conquis et dont on lui a fait hommage. Le voilà donc de nouveau installé à l'Élysée.

Poincaré et la reine d'Angleterre - mai 1914.





Mai 1914, un cortège sort du ministère des Affaires étrangères : Raymond Poincaré et la reine d'Angleterre, le roi d'Angleterre George V et M^{me} Poincaré, Gaston Doumergue et l'une des dames d'honneur de la reine.

Il va alors se transformer du tout au tout et se composer un nouveau personnage : il est « la France », et il s'exprime au nom de la nation, car il a des discours plein ses poches et va en faire largement usage.

Il se déplace d'abord pour se rendre au grand quartier général afin de remettre la médaille militaire au vainqueur de la Marne, et face à un Joffre souverainement ennuyé, il prononce de mâles paroles que diffuseront les journaux. Il se rend à Ypres pour y rencontrer le roi des Belges, qu'il harangue. Il est encore en complet veston, coiffé d'un feutre. Cela ne lui plaît pas, cela fait trop civil. Poincaré ne peut pourtant pas s'habiller en chasseur à pied ! Alors, il va revêtir une vareuse de tissu sombre, boutonnée jusqu'au col, une culotte de cheval, des leggings noirs et... une casquette de chauffeur de grande maison dont il passera parfois la jugulaire ! Pour justifier cet ahurissant accoutrement, il a trouvé des arguments : il ne pouvait pas se mettre en habit, encore moins en redingote. Alors, en veston ? Et s'il pleut, il lui faudra un parapluie ? Impensable. Et s'il fait chaud, il devra endurer le chapeau de feutre, à moins de porter un canotier ? Impensable encore. Et pour saluer les drapeaux, les défilés, les généraux ? Un coup de chapeau cent fois répété ? Non, le mieux est la casquette, non pas la casquette d'ouvrier, trop populacière, mais le couvre-chef à visière, avec un peu des allures de képi et qui se prête fort bien au... salut

militaire. Le rêve de Poincaré se réalise : il portera la main à la visière, comme un brave soldat.

Et il va visiter le front, d'un bout à l'autre. On va le voir un peu partout, recevant les souverains alliés, distribuant les drapeaux et les décorations, passant des revues, visitant des cantonnements et prononçant des discours au nom de la France. Devant un corps d'armée rassemblé, il y va de son allocution dont évidemment personne ne saisit un traître mot, en ce temps où les micros n'existent pas et d'autant plus que la voix de l'orateur est aigrette, sans chaleur, sans accent. La presse, servile, se fait l'écho de ces déplacements, les journaux illustrés publient ses photographies en poses héroïques, les trois couleurs à la main. Sa popularité demeure à peu près nulle. Les soldats n'éprouvent aucune réelle sympathie pour cette personnalité si éloignée d'eux, qu'ils connaissent mal, qui débite des phrases toutes faites dont ils n'ont cure : le Droit, la Justice, la Liberté des peuples, la victoire, etc. On va même jusqu'à se gausser de lui, malgré une censure impitoyable qui veille sur le personnage. Des chansons commencent à circuler, pas méchantes au demeurant, celle du permissionnaire qui va au cinéma et regarde les actualités :

*On voit Poincaré sur le front
Quand on vient en permission...*

Ce pittoresque et officiel touriste prenait grand soin de ne s'entourer d'aucun ministre durant ses voyages, ne tolérant auprès de lui, parfois, que le ministre de la Guerre, le petit bonhomme Millerand qui, lui, n'avait point quitté le veston ni le chapeau rond. Dans les grandes cérémonies, Poincaré était flanqué des présidents des deux assemblées, le binoclard Antonin Dubost et l'élégant Paul Deschanel. Comment Poincaré ne sut-il pas utiliser le concours d'un chef de gouvernement, d'un président du Conseil de haute classe ? Peut-être n'en trouva-t-il pas, peut-être n'en voulut-il pas ? Viviani fantaisiste, Briand paresseux, Ribot trop vieux, Painlevé dans les nuages, voilà les seuls gens à qui il s'adressa jusqu'à ce qu'en 1917, la situation se fut bien détériorée. Et il fallut faire appel à Clemenceau.

AVEC CLEMENCEAU

Le seul susceptible de reprendre les affaires que Raymond Poincaré avait laissé tranquillement se détériorer faute d'avoir su trouver des hommes capables : cela doit lui être reproché.

Clemenceau n'aimait pas Poincaré. Nous l'avons dit par ailleurs. Poincaré reprochait surtout à Clemenceau de ne pas avoir milité dans son « Union sacrée », telle qu'il l'avait définie dans son message aux Chambres du 4 août 1914 :

« La France... Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils dont rien ne brisera, devant l'envahisseur, l'Union sacrée. »



A l'arrière du front, en 1915 : le général Joffre, le président Poincaré et le prince héritier de Serbie, celui qui fut assassiné à Marseille.



Été de 1918 : Raymond Poincaré qu'accompagne Georges Clemenceau remet à Foch le bâton de maréchal de France.

Plus de luttes intestines, plus de querelles politiques, il n'y aura que moi, Poincaré, tous unis sur mon nom. C'était assez habile.

Bien entendu, Clemenceau ne marcha pas et continua dans son journal, à vitupérer les maladresses du gouvernement, à critiquer plus ou moins ouvertement ses actes. *L'Homme enchaîné* devint le cauchemar de l'hôte de l'Élysée.

Donc, il appela Clemenceau en se disant que, peut-être, il échouerait... Car, s'il échouait dans sa tentative de former un gouvernement, il y aurait un suprême recours : lui, Poincaré, qui reprendrait les rênes du pouvoir après un solennel appel au pays.

Clemenceau réussit parfaitement, s'entoura

de quelques vieux camarades qui n'étaient peut-être pas tous des oracles, prit le portefeuille de la guerre, se flanqua d'un général chef de cabinet militaire qui fit trembler tout le monde, Mordaq, et de Georges Mandel.

Finis les voyages au front du président de la République, finis les remises de drapeaux et les discours, Clemenceau défendit formellement à Poincaré de sortir de l'Élysée sans son autorisation, de prononcer un seul mot sans son visa. Bref, il le mit sur la voie de garage. Vous n'irez plus au front... ou alors avec moi ! condescendit à l'emmenner à la conférence de Doullens, pour le commandement unique, et peut-être une ou deux autres petites fois. Et celui qu'on vit sur les écrans et dans les pages

des magazines illustrés, ce fut Clemenceau, avec sa vieille canne et son chapeau mou tout cabossé, un Clemenceau étonnamment populaire, que les soldats saluaient avec plaisir et qui n'hésitait pas à dire aux généraux ce qu'il pensait d'eux. Finis les entrevues compassées, les saluts mielleux, les harangues toutes semblables ! Clemenceau tapait sur la table et tout le monde obéissait.

Seul dans son Elysée, Poincaré remâchait sa ranceur. Il souffrait de voir le Tigre si populaire et lui qui ne l'était pas. Il lui écrivait de longues lettres, acerbes, que le Vieux mettait au panier. On lui demandait :

— Comment sont vos relations avec Clemenceau ?

Et il répondait, avec la grimace :

— Excellentes...

Clemenceau en vint à refuser de prendre connaissance des lettres de Poincaré et la situation fut tendue, tendue... Elle le fut encore plus au moment de l'armistice. Poincaré était comme Foch, il aurait voulu qu'on poursuivit la guerre, qu'on pénétrât en Allemagne, en combattant. Clemenceau ne voulut pas, il imposa « son » armistice comme il allait imposer « sa paix » avec la bénédiction du président Wilson. Poincaré enregistra l'erreur et sut, dès lors, qu'il reviendrait.

Ses ranceurs n'allaient qu'en s'amplifiant. Il ne digéra pas le refrain de la *Madelon de la Victoire* :

... *Joffre, Foch et Clemenceau !*

Alors et moi, Poincaré ?

Il ne digéra que difficilement la loi votée par les Chambres qui décida que « le maréchal Foch et le citoyen Clemenceau » avaient bien mérité de la Patrie ».

Et Moi ? Cette satisfaction ne lui fut accordée que très peu de temps avant l'expiration de son mandat de président de la République.

Il n'y eut que l'accolade de Metz qui rapprocha, un court instant, les deux hommes, Rien d'autre.

POINCARE-LA-GUERRE...

Poincaré se retira le 17 février 1920. Clemenceau pensait bien être élu à sa place. Il n'en fut rien : on lui préféra Deschanel.

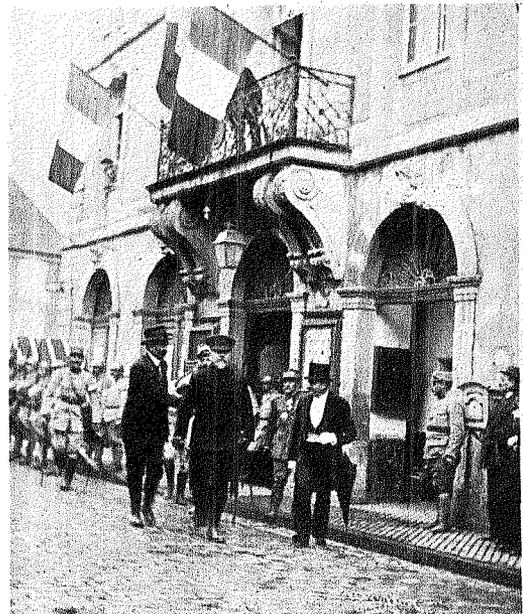
Rentrant à son domicile de la rue Marbeau, après la cérémonie d'investiture de son successeur, le petit Lorrain se frotta les mains :

— Au travail !

Il fourbit sa bonne plume de Tolède et attira à lui quelques rames de papier...

Et il se mit à rédiger ses mémoires, ainsi qu'à écrire des articles pour les journaux sud-américains, car l'ancien président de la République était « pauvre ».

C'était l'époque où commençaient à se produire ces troubles sociaux dont nous avons maintenant tellement l'habitude, où l'on faisait charger la garde républicaine contre les grévistes, où la place de l'Opéra se transformait



Poincaré à Masseveaux, en Alsace - août 1916.

en champ de bataille sur lequel s'affrontaient les ouvriers porteurs de drapeaux rouges et les forces policières. On se mit à traîner Poincaré dans la boue, on le surnomma « Poincaré-la-Guerre » et aussi « l'Homme qui rit dans les cimetières ». Un journal avait publié une étonnante photo sur laquelle on voyait le président, accompagné de l'ambassadeur des Etats-Unis, Myron T. Herrick, parcourant les allées de tombes militaires d'une nécropole du front et les deux hommes avaient l'air de rire. Riaient-ils ? C'est bien improbable. Des explications officielles furent données : le président « faisait la grimace parce qu'il avait le soleil dans l'œil ». Mais le surnom resta longtemps au pauvre Poincaré.

Ses mémoires ? Un long plaidoyer. Douze gros volumes. Les derniers sont « condensés », qui excitèrent la curiosité, mais qui lui valurent d'autres attaques. Il faut les lire avec beaucoup de prudence : si on les lit ! L'auteur a largement « interprété » les faits et il aura à répondre à dix-sept questions que lui poseront des juristes, des intellectuels, des universitaires de la nuance Sartre avant la lettre, qui auront fouillé jusqu'à ses petites actions diplomatiques. Controverse serrée aujourd'hui tombée dans l'oubli. Qui parle encore des causes immédiates de la



Le 13 juillet 1914, Poincaré et les maréchaux Joffre et Foch. A sa droite, le président du conseil municipal de Paris, Adrien Mithouart.

guerre de 1914 ? Avec une touchante unanimité, on a célébré le cinquantenaire du conflit dans le conformisme le plus parfait... et dans une atmosphère quelque peu indifférente.

IL REVIENT AU POUVOIR

Depuis son départ de l'Elysée, Poincaré avait vu les événements marcher très rapidement. Le personnel du Parlement s'était renouvelé, le parti socialiste à tendance bolcheviste était né, l'agitation était latente dans les milieux ouvriers, il y avait des mouvements de grève générale dans plusieurs départements, au Havre la cavalerie chargeait, sabre au clair. A l'extérieur, on entrait dans une politique nettement réactionnaire, se traduisant d'abord par le réta-

blissement des relations diplomatiques avec le Vatican ; les premières sanctions étaient appliquées en Allemagne ; la Pologne envahie par les troupes soviétiques était libérée avec le concours de la France ; on se battait dans les pays du Levant ; le président Deschanel avait abandonné son mandat, Millerand lui avait succédé ; Briand — encore lui ! — était revenu au pouvoir, il faisait occuper la Ruhr, des conférences internationales se succédaient, les Etats-Unis signaient un traité de paix séparée avec l'Allemagne, on parlait toujours des « réparations » et les Allemands disaient qu'ils ne pouvaient pas payer. « Le Boche paiera »... les conditions de cet extraordinaire traité de Versailles commençaient à faire sentir leur effet. La France raidit sa position, ne voulut entendre parler d'aucun moratoire : Briand démissionna le 12 janvier 1922 et qui fut appelé ? Vous l'avez deviné : ce fut Raymond Poincaré.

Il avait retrouvé son siège de sénateur de la Meuse, il était président de la commission sénatoriale des Affaires extérieures, il travaillait ferme, critiquait beaucoup. Il ne put former un ministère d'union nationale, les socialistes lui ayant refusé leur concours. Il dut se contenter d'une formation centriste. Ce ministère devait durer plus de deux ans, exactement du 15 janvier 1922 au 29 mars 1924.

LES FLUCTUATIONS DE LA LIVRE

Aggravation du climat social, émeutes un peu partout, augmentation des prix du détail, nouvelles grèves, crise de la Trésorerie, budget en déséquilibre, hausse sensible du prix des denrées alimentaires, impossible de voter le budget ; la monnaie perd plus de 50 % de sa valeur, la livre sterling monte, le dollar monte, on institue l'impôt du double décime et ce sont les décrets-lois pour la réalisation de mesures d'économie. Du 14 janvier au 8 mars 1924, la cote de la livre passe de 96,11 à 123 francs. La Banque de France intervient et, le 23 avril, la livre est redescendue à 63,05.

Mais, un mois avant, le gouvernement a été mis en minorité, a démissionné : de cette crise sort un nouveau ministère Poincaré, on prend les mêmes et on recommence. Conférences internationales, conférences d'experts, tension avec la Grande-Bretagne, occupation des usines Krupp à Essen.

Et pendant ce temps, impavide, Raymond Poincaré, tout en traitant les affaires intérieures et extérieures avec fougue, inaugure un monument aux morts chaque dimanche et prononce, chaque dimanche, un nouveau discours. Clemenceau n'est plus là pour le freiner, aussi s'en donne-t-il à cœur-joie. Toutes les semaines il affirme le bon droit de la France, il parle aux anciens combattants, aux populations qui le laissent faire, vaincues par sa ténacité. Au mois de mai 1924, des élections législatives ont lieu, elles se font sous le nom de Poincaré pour les partis de droite, tandis qu'en face, s'est réalisé un « cartel de gauches » dont le



Raymond Poincaré sur son lit de mort.

porte-parole est Edouard Herriot, maire de Lyon. C'est ce cartel qui sort vainqueur de la consultation. Poincaré démissionne, le président de la République Millerand sera forcé de démissionner lui aussi, pour ne pas avoir voulu céder aux exigences des nouveaux messieurs. Gaston Doumergue est élu à l'Élysée, Poincaré retourne à ses chères études.

Pas pour longtemps ! Dans l'euphorie de sa victoire, le Cartel a géré les intérêts du pays en dépit du bon sens. On crève le plafond des avances de la Banque de France à l'État, c'est la guerre au Maroc contre Abd-el-Krim, en Syrie contre les Druzes, c'est le pacte de Locarno où Briand se laisse finasser par les Allemands, c'est Painlevé et Briand — encore lui ! — qui sont au pouvoir. Professeur égaré dans le maquis de la politique, Edouard Herriot a commis les pires gaffes, tenté de ressusciter les vieilles luttes religieuses, supprimé l'ambassade du Vatican, a été renversé après avoir fait fonctionner « la planche à billets », la livre est remontée à 93,50 et ce n'est pas fini ! Car Herriot reviendra au pouvoir le 17 juillet 1926, hué par la foule aux abords de l'Élysée. Du coup, la fuite de la monnaie s'accroît, la livre passe à 235 francs ! Les socialistes lâchent leur ancien allié, le ministre des Finances Anatole de Monzie trouve seulement 60 millions dans les caisses, qui seront engloutis en une journée, le président de la République force Herriot à aller s'expliquer devant les Chambres, il le fait le 21 juillet, tandis qu'une foule hostile se masse devant le Palais-Bourbon, il abandonne, les manifestants sont devant le ministère des Finances...

Poincaré s'impose à nouveau. Gaston Doumergue fait appel à lui et, trois jours après, la livre est retombée à 199. Elle sera à 184 en août. Le gouvernement crée la Caisse Autonome d'Amortissement, on fait des économies, on supprime des sous-préfectures. En décembre, la livre est à 120. C'est la stabilisation.

Le 22 avril 1925, dans un discours resté

célèbre, le ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, s'écrie : « Le communisme, voilà l'ennemi ! »

LES DERNIERS FEUX

Poincaré durera jusqu'au 26 juillet 1929. Presque un record. Il est malade. Il a beaucoup maigri. Il prononce toujours des discours, mais ce n'est plus le même homme. Il a assisté à la faillite de toute une politique. Intellectuellement, ses facultés sont demeurées intactes, il collabore régulièrement à plusieurs feuilles américaines. Il attend la fin de la session parlementaire pour entrer en clinique le 1^{er} août 1929, afin d'y subir l'opération de la prostate. La première phase réussit, mais il faut attendre le mois de septembre pour effectuer la seconde, un point congestif s'étant, entre-temps, déclaré. Après s'être reposé quelques semaines, au début de 1930, sur la Côte d'Azur, on le verra revenir au Sénat. Lorsqu'au mois de février, une crise ministérielle secouera le pays, on reparlera de Poincaré : mais sa carrière politique est désormais close. Il continuera à publier ses *Souvenirs*. Le 13 décembre 1930, il est frappé d'une embolie cérébrale dont il se remet, mais, ne voulant pas paraître diminué auprès de ses collègues, il ne reparaitra plus au Sénat. Au mois de juin, il est élu bâtonnier de l'Ordre des avocats à la Cour de Paris, poste dont il se démettra bientôt, ses forces déclinant petit à petit. Il meurt le 15 octobre 1934, six jours après l'assassinat à Marseille du roi de Yougoslavie et de son vieil ami Louis Barthou.

L'annonce de cette mort provoqua une réelle émotion dans le pays. On avait pris conscience de Poincaré, sa disparition laissait un vide difficile à combler. On lui fit de très solennelles funérailles au Panthéon. Il n'avait que soixante-quatorze ans...

S. de V. d'ALAZAC.

L'EXPLOSION DES 4^e et 5^e bombes sur l'atoll de BIKINI

JUILLET 1946

PAR ARCH. W. LAYTON

On parlera encore longtemps, on parlera même toujours, de l'explosion de la bombe atomique lancée sur l'agglomération urbaine d'Hiroshima au mois d'août 1945, il y aura bientôt vingt ans, et l'on évoque aussi, mais beaucoup moins souvent, la bombe de Nagasaki, qui tomba peu après la précédente. C'est le nom d'Hiroshima qui symbolise le début de l'ère atomique dans laquelle nous vivons actuellement, c'est cette deuxième bombe de l'Histoire qui est devenue célèbre, et non pas la première, qui jaillit dans le ciel du désert du Nevada, devant une assemblée de savants stupéfaits et effrayés. La bombe de Nagasaki porte le numéro 3.

Par contre, on a à peu près totalement oublié les expériences qui se déroulèrent sur l'atoll de Bikini, le 30 juin et le 25 juillet 1946, où la Marine des Etats-Unis fit exploser, à titre purement expérimental, heureusement, les cinquième et sixième bombes A, premières de la série aujourd'hui fort longue des bombes qui n'ont tué personne — sauf accidents, comme les malheureux marins pêcheurs japonais qui furent radio-activés. Cependant, à l'époque, ces expériences déchainèrent la chronique et l'humanité tout entière se rendit instantanément compte que le cauchemar n'était pas terminé, que les temps allaient changer et qu'on pénétrait dans une ère nouvelle et terrifiante.

Le mot de « Bikini » évoque pour nous, aujourd'hui, un tout autre aspect que celui d'un champignon de nuages s'élevant dans les airs. Il concrétise certaines formes bien terrestres et, désor-

mais, les encyclopédies mentionnent deux fois le même nom : celui de l'atoll devenu historique, et l'autre, qui ne l'est pas moins, et qui ne prédispose pas à la terreur.

Les grands magazines illustrés d'actualités que nous connaissons aujourd'hui n'existaient pas encore à l'époque du Bikini des bombes 4 et 5, où le papier était rare. Aussi, est-ce dans une presse spécialisée qu'il faut surtout aller chercher quelques détails sur ces journées passées autour d'un atoll du Pacifique, un minuscule îlot de corail de cette Micronésie dans l'archipel des îles Marshall, à peu près à mi-chemin entre l'Equateur et le 20^e degré de latitude Nord, tout proche d'un autre atoll, celui d'Eniwetok, qui devait servir, par la suite, à d'autres expériences du même ordre.

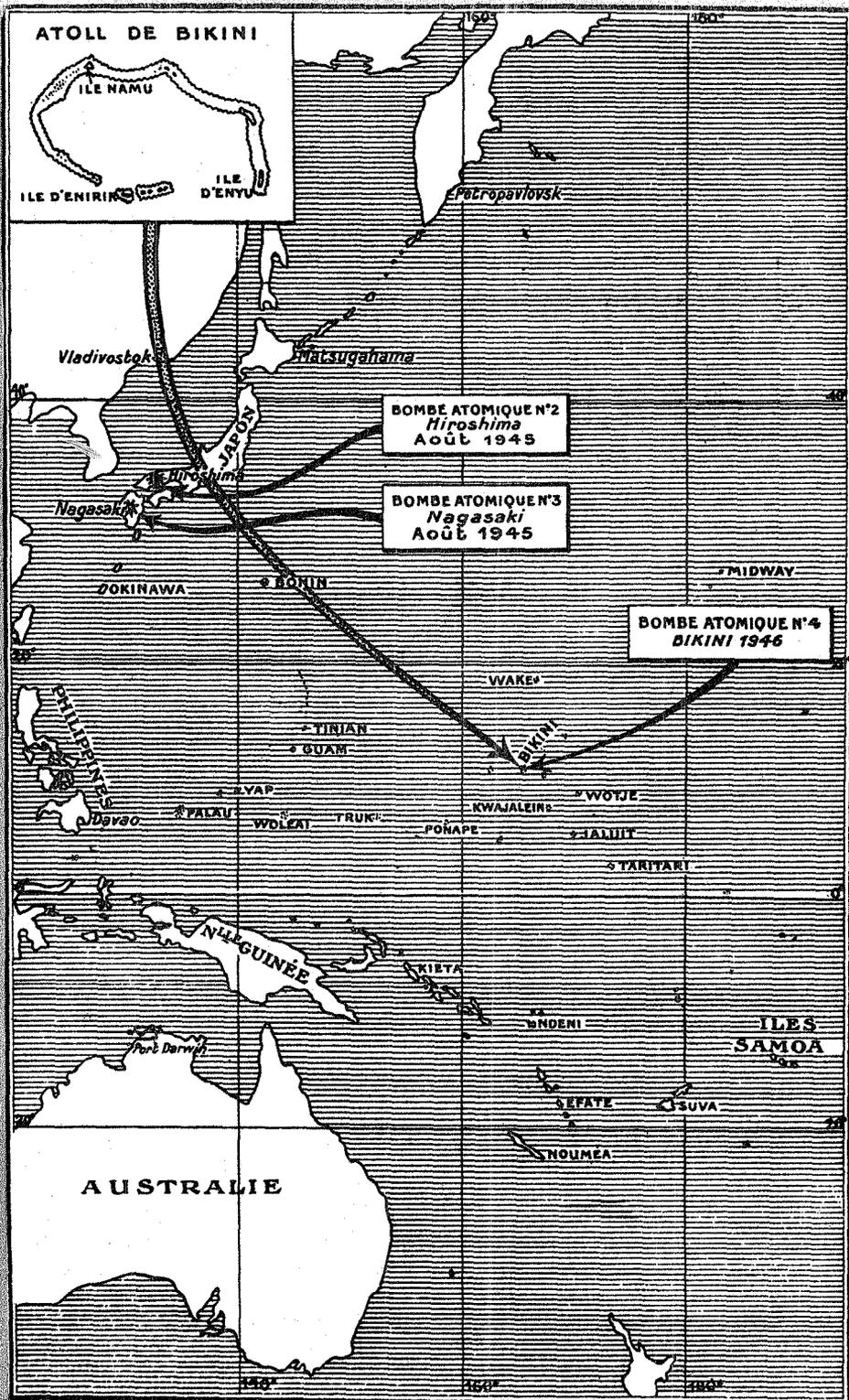
La science nucléaire était alors dans l'enfance, mais ses parrains avaient hâte de la voir grandir, se développer. Le résultat de cette croissance, nous l'avons aujourd'hui sous les yeux et nous savons que les savants du désert de Nevada ont engendré un monstre.

On pourrait presque dire : « Bikini, c'était le bon temps ».

Dès la fin de la guerre, au début d'octobre 1945, certains chefs de la Marine américaine avaient déclaré qu'il était de toute nécessité d'éprouver d'urgence, par des expériences réelles, la capacité de résistance des navires à la bombe atomique. Quelques chefs de l'aviation, de l'armée, avaient formulé, eux aussi, un avis semblable.

Le 16 octobre, l'amiral King, ministre de la





balisage, ancrage de bouées, construction sur trois îlots de l'atoll — Bikini, Enyu et Aomoen — de 15 tours métalliques de 25 mètres de haut destinées à porter des instruments de mesure et des appareils de prise de vues. Les services météorologiques s'organisaient, et l'étude des phénomènes était déjà dégrossie au moyen d'expériences à échelle réduite effectuées dans le Maryland et en Californie, sur des plans d'eau d'une centaine de mètres carrés, les explosions étant figurées par la détonation d'une charge de 1 000 kg de tolite ou par la chute verticale d'un disque de fonte de plusieurs mètres de diamètre.

Plus de 7 000 instruments de mesure furent mis en batterie pour déterminer aussi bien le rendement énergétique de la bombe que le souffle, les pressions, les ondes de choc, la température, les mouvements de la mer, la propagation des ondes électromagnétiques, les recherches électroniques, la radio-activité, l'optique, les radiations diverses, la photographie scientifique, etc.

Les avions d'observation, quatre forteresses B 17 et quatre chasseurs, étaient télécommandés par des appareils de même type les suivant à faible distance. Une canonnière radioguidait les embarcations d'après les indications de trois hélicoptères : rien n'avait été laissé au hasard.

Enfin, il y avait les spécialistes chargés des observations sur les animaux soumis aux effets de la bombe : 3 500 rats, 200 porcelets et 200 chèvres angoras. On comptait 18 médecins, 1 vétérinaire, des collaborateurs scientifiques de l'Armée et de la Marine et des chercheurs civils. Les chèvres étaient partiellement tondues et revêtues de mantelets taillés dans des tissus d'uniforme, et erraient en liberté ou étaient parqués. Les porcs étaient libres, les rats occupaient de minuscules cages réparties un peu partout.

De hautes personnalités scientifiques ou militaires allaient suivre de près les expériences. En outre, le gouvernement des Etats-Unis avait invité les nations membres de la Commission de l'énergie atomique de l'O.N.U. à se faire représenter par deux observateurs chacune. Les membres de la presse étaient 250 (1).

Le secret le plus absolu fut conservé sur divers points très sensibles : la fabrication, le montage, l'amorçage, le procédé de lancement de la bombe et d'autres trop longs à énumérer.

Il fut néanmoins indiqué que les deux bombes utilisées pour les expériences de Bikini étaient identiques à celle qui avait été lancée le 9 août 1945 sur Nagasaki et contenait, par conséquent, du plutonium. Aucune autre bombe plus puissante n'avait été réalisée jusqu'à ce jour aux Etats-Unis.

La première expérience — explosion d'une bombe atomique dans l'air au-dessus d'une flotte au mouillage — eut lieu dans la matinée du 1^{er} juillet 1946.

Depuis la veille, les 93 bateaux-cibles porteurs de leurs appareils enregistreurs et de matériels

(1) On notera que parmi les personnalités scientifiques qui assistaient aux expériences figurait en bonne place le Dr Oppenheimer, directeur du laboratoire de Los Alamos où les bombes étaient construites. Plus tard, cet éminent technicien devait passer de l'autre côté.

de guerre étaient mouillés ou embossés dans le Sud-Ouest de l'îlot sur plusieurs lignes rayonnant autour du vieux cuirassé *Nevada* peint en rouge et juste au-dessus duquel la bombe devait éclater. L'ensemble comprenait 5 cuirassés, 2 porte-avions, 4 croiseurs, 13 torpilleurs, 8 sous-marins, 20 transports et le reste était constitué par des unités de petit tonnage. Chaque bâtiment avait à bord une fraction de son approvisionnement normal en munitions et en combustibles. Les unités de la cible n'étaient pas d'ailleurs des épaves dépouillées : leurs équipages les abandonnèrent pour la durée de l'expérience et reprirent ensuite leur vie normale à bord. C'étaient des unités d'un âge avancé, à l'exception du croiseur lourd allemand *Prinz Eugen*, entré en service en 1939 et qui finissait ainsi, sans gloire, une carrière relativement brève ; il y avait également un croiseur léger ex-japonais *Sakawa*, de la fin de 1941, un petit porte-avions américain, *l'Independence*, de 1943. Les cuirassés américains portaient tous des noms glorieux : *Arkansas*, *Pensacola*, *Pennsylvania*. Finissait également à Bikini le porte-avions *Saratoga* qui avait été, un moment, l'orgueil de la Navy et avait figuré dans un film de grande propagande.

A Kwajalein, ce jour-là, les avions télécommandés destinés à enregistrer les détails de l'opération Crossroads furent présentés aux missions civiles et militaires. Dans cet autre coin perdu du Pacifique, les deux bombes étaient entreposées, protégées par un cordon de militaires qui avaient ordre de tirer sur toutes personnes suspectes ; toutes les voies d'accès étaient bloquées par des réseaux de barbelés, les appareils photos avaient été confisqués, il était interdit de fumer dans un rayon de 1 kilomètre...

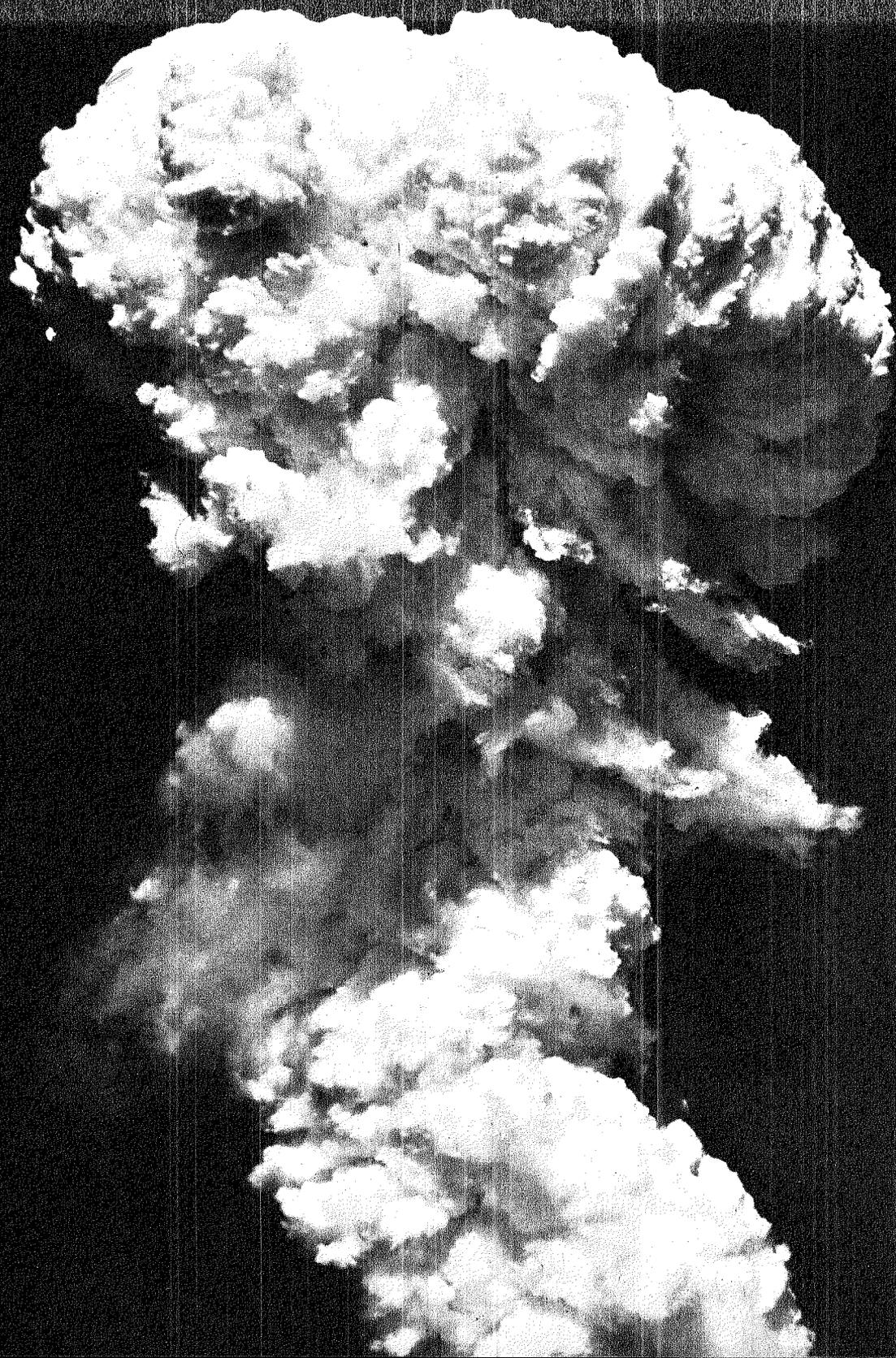
Les quarante navires de l'escadre d'observation s'étaient répartis autour des cibles, en un vaste arc de cercle.

Le 30 juin était le 1^{er} juillet à Bikini. Après trois vols d'essai, la superforteresse B 29, pilotée par le major Woodrow Swancut, héros de la guerre de Chine et qui avait reçu le nom de *Dave's Dream*, lâcha la quatrième bombe atomique de l'Histoire à 21 h 59 (GMT) et l'explosion se produisit à 22 h 03.

Le capitaine de vaisseau Henry Ballande, observateur militaire du gouvernement français, vit ceci, à 35 kilomètres de distance :

« L'explosion de la bombe dans l'atmosphère donne naissance à une lueur très brève, mais dont la brillance est nettement supérieure à celle du soleil. Dans les secondes qui suivent, une énorme demi-sphère lumineuse se développe avec une rapidité prodigieuse, atteint bientôt 3 kilomètres de diamètre, puis s'évanouit. Il semble qu'elle soit due à l'expansion d'une grande masse d'air, d'oxygène et d'azote portée à une très haute température.

» Dès que cessent ces effets lumineux, un immense nuage de gaz et de vapeur d'eau apparaît à l'emplacement de l'hémisphère incandescente et s'élève rapidement vers le ciel en restant relié à la surface de la mer par une colonne de vapeur qui forme le pied de ce gigantesque champignon.

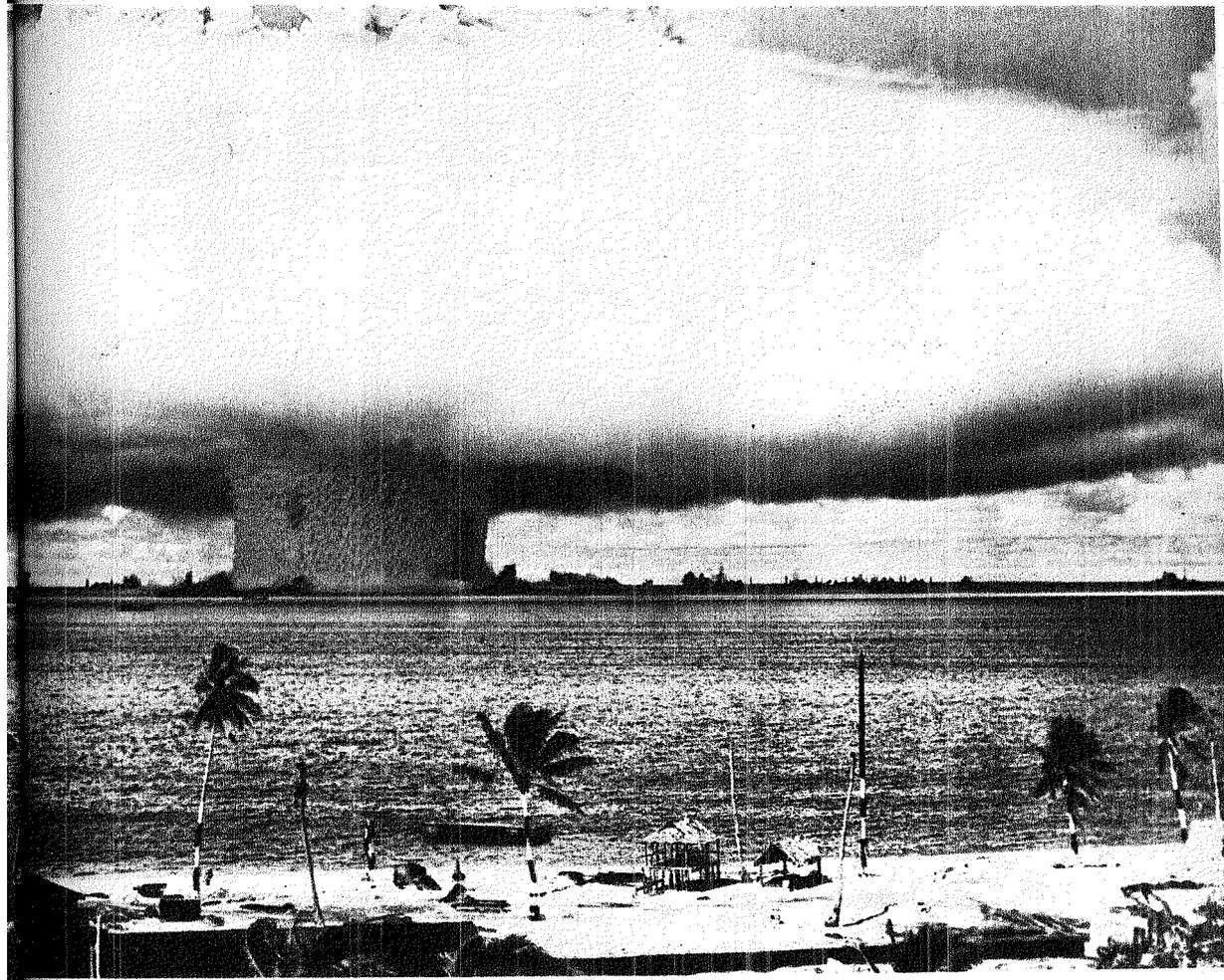


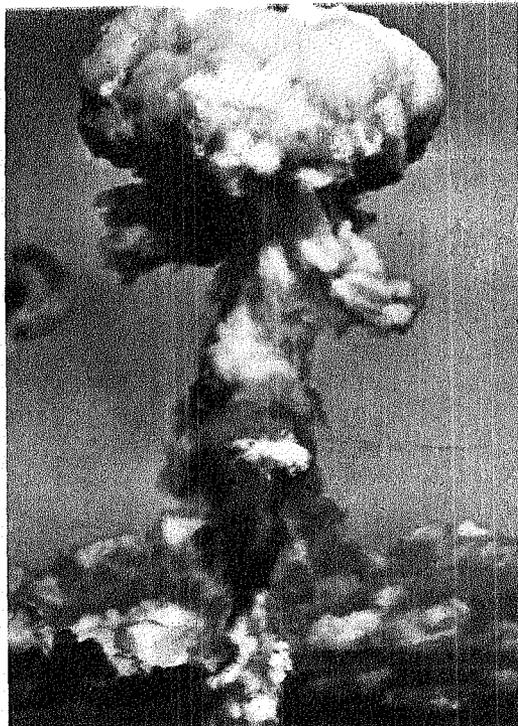
mement forte due à la colonne d'eau qui avait imprégné tous les bâtiments-cibles empêcha de faire immédiatement des constatations détaillées.

Aucun être humain ne s'était trouvé à moins de 18 kilomètres des points d'explosion. On avait muni les assistants de lunettes très noires, on avait pris toutes les précautions possibles. On jugea, plus tard, que, dans un personnel directement exposé au souffle et aux effets calorifiques, les pertes auraient été très lourdes dans un rayon de 1 kilomètre, encore notables jusqu'à 1 800 ou 2 000 mètres. Cependant, sauf au voisinage du point d'explosion, l'abri d'un pont de navire ou d'une simple cloison aurait sans doute assuré une protection à peu près totale. Le cas particulier de ce porcelet qui se promenait sur le pont du *Sakawa* et qui, à 500 mètres à peine de la première explosion, coula avec le bâtiment, nagea pendant quatre heures autour de l'épave avant d'être recueilli et dont la santé fut peu altérée, montrait bien qu'il

◀ Cinq minutes après l'explosion du 1^{er} juillet 1946 : vue aérienne.

▼ Explosion sous-marine du 24 juillet 1946 - vue prise par un appareil photo automatique placé sur l'île de Bikini.





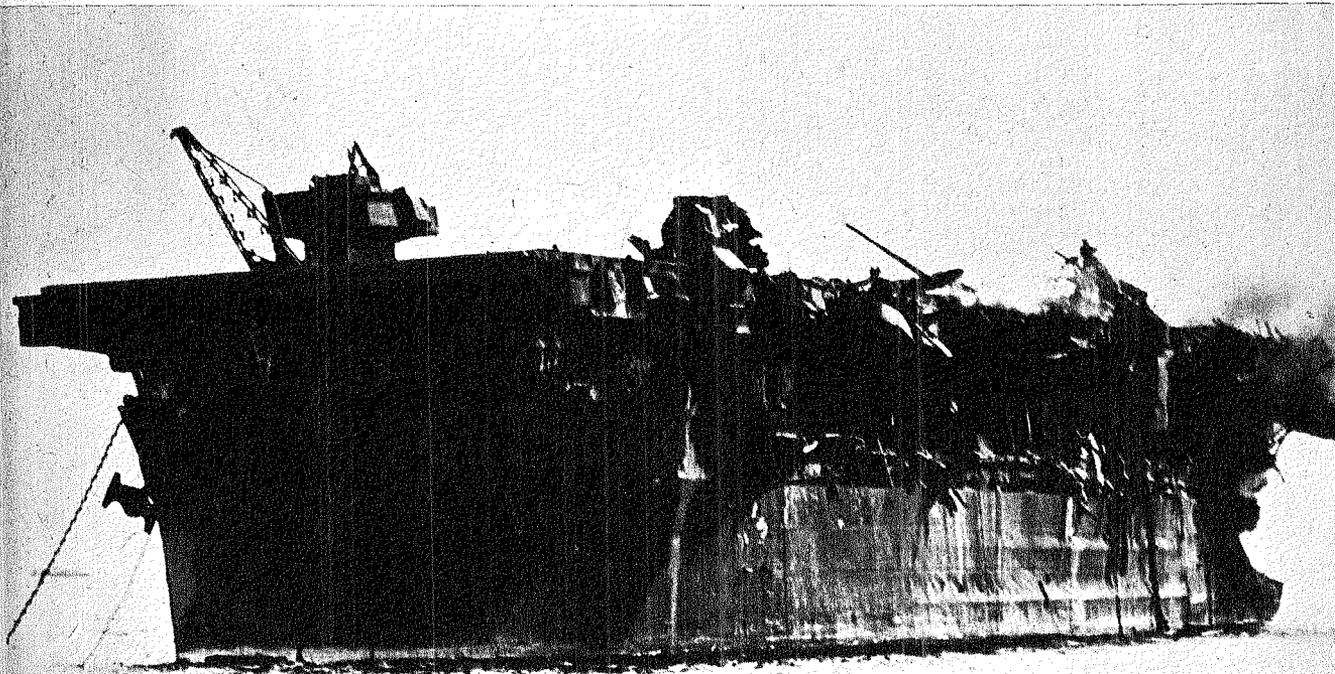
fallait s'attendre à une certaine « dispersion » dans les effets de la bombe sur le personnel. Certains esprits mal tournés répliquèrent que les bombes atomiques n'étaient pas faites pour les porcs...

La leçon qu'on tira de ces expériences et de quelques-unes qui suivirent? Ces bonnes vieilles bombes d'Hiroshima et de Nagasaki n'étaient plus bonnes qu'à reléguer dans les magasins aux accessoires... Il fallait trouver beaucoup mieux. Les savants se mirent au travail d'arrache-pied et parvinrent à leurs fins assez rapidement. Puis ils recommencèrent et, aujourd'hui encore, ils cherchent à trouver quelque chose d'absolu. Ils y arriveront malheureusement.

Sur l'atoll le plus célèbre désormais du monde et sur ses voisins immédiats, les explosions se multiplièrent pendant plusieurs années. Bikini continua à servir de terrain d'expérimentation. Comme, à la fin du mois d'août 1949 les Russes avaient déclenché leur première bombe A, on vit prendre forme en Amérique le projet du docteur Teller, appelé d'abord la « Super Bombe » qui devint en 1952 la bombe H — à hydrogène. Celle-ci explosa pour la première fois en novembre de cette année-là, elle provoqua la disparition totale

◀ Vue prise à bord d'un bombardier de la marine américaine, quelques minutes après l'explosion du 1^{er} juillet 1946.

▼ Effets produits par l'explosion du 1^{er} juillet sur un navire cible.



de l'îlot d'Elujelab, dans l'atoll d'Eniwetok, ne laissant à sa place qu'un cratère de 1 500 m de longueur. La bombe H soviétique se manifesta en août 1954. Les Russes avaient utilisé le lithium au lieu du tritium et bénéficiaient ainsi d'un gain de puissance sensible.

Les Américains donnèrent alors un coup de collier et Bikini devint, en 1954 le champ de tir prévu pour cinq explosions. Et c'est alors que se produisit le drame.

Lorsqu'ils firent partir la deuxième bombe, lorsque le champignon eut emporté le nuage radio-actif, le vent changea brusquement de direction et quelques heures plus tard, à 190 km de là, un bateau de pêcheurs japonais, le *Dragon 5* eut son équipage atteint par les retombées radio-actives. Tous les hommes furent victimes de brûlures graves et le radio du bord décéda. Le monde entier fut horrifié. D'autant plus qu'au même moment, les habitants bien innocents de l'îlot de Rongelap étaient atteints à leur tour. On les transporta dans des hôpitaux américains, ils subirent un long traitement et ce n'est qu'au bout de quatre années qu'ils purent regagner leurs pénates.

L'ère de la fusée nucléaire déclencha les essais de 1956 et de 1958 jusqu'à ce qu'enfin intervint l'accord sur l'arrêt des essais. Depuis, on travaille dans le secret des laboratoires, on en connaît suffisamment pour pouvoir se passer de « tests ».

En 1958, donc, l'atoll de Bikini, dévasté, fut abandonné par les expérimentateurs. La radio-activité y avait atteint des sommets vertigineux. L'accès de la région fut rigoureusement interdit. Tout était détruit.

Six années se passèrent. L'an dernier, le directeur du laboratoire des recherches biologiques de l'université de Washington, le docteur Lauren Donaldson, un vétéran des essais de Bikini, revint sur l'atoll, chargé d'une mission d'exploration par l'*American Atomic Energy Commission*, en même temps que quinze spécialistes. Il venait voir si une contrée ayant connu le chaos nucléaire pouvait renaître à une vie normale.

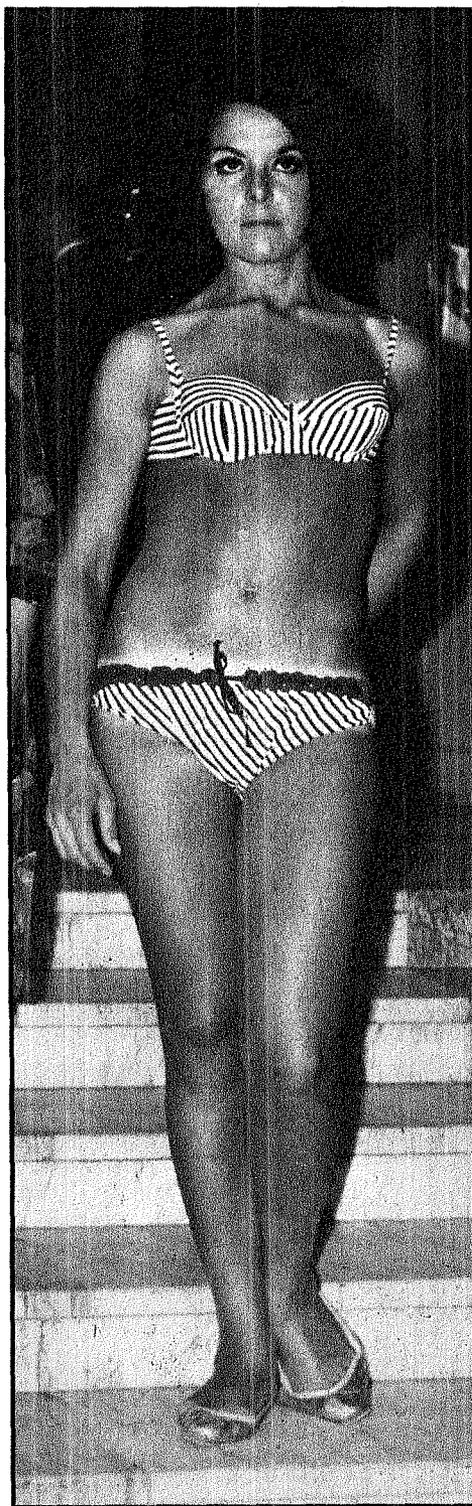
Le taux de radio-activité avait baissé régulièrement. Le docteur Donaldson et le docteur Welender constatèrent que la jungle tropicale avait tout envahi, même des installations bétonnées, même les pistes d'atterrissage des avions. De nouveau, il y avait des animaux, les poissons étaient revenus, des milliers et des milliers d'oiseaux avaient construit leurs nids à même le sol, car il n'y avait plus d'arbres, mais ce sol, d'une extraordinaire richesse, allait permettre d'en replanter. Seuls, les coquillages étaient morts et bien morts, ils avaient été asphyxiés par la boue radio-active.

De Bikini, il ne nous reste que ce charmant maillot deux pièces réduit à sa plus simple expression. C'est l'encyclopédie qui s'exprime ainsi.

Arch. W. LAYTON.

Adaptation française de L. GARROS

RÉFÉRENCES : « Les expériences atomiques de Bikini », par le capitaine de vaisseau Henry Ballande, dans la Revue Maritime, novembre 1946.
« Les expériences de Bikini », note d'information parue dans la même revue, octobre 1946.



aux ordres du
Général Leclerc
en Tunisie

Le IV^e Bataillon sacré de l'histoire grecque

PAR LE GÉNÉRAL INGOLD



Leclerc, dans une campagne foudroyante, venait de porter la victoire française du Tchad à Tripoli. Nalut, poste tripolitain à la frontière de Tunisie, était occupé par nos troupes, lorsque courut une rumeur au long de nos colonnes :

« Des Grecs viennent se battre à nos côtés. »

Le lendemain, leur chef, le colonel Cigantès, arrivait à Nalut. C'était un colonel à la barbe blanchie, ancien combattant de 1914-1918 dans les rangs de l'armée française et breveté de notre Ecole de Guerre. Dès notre première rencontre, il me confia :

— Le premier « bataillon sacré » de l'Histoire grecque date de l'an 371 avant notre ère. Il avait été formé par 300 Thébains qui « formèrent une troupe de choc vouée à la mort ». Epaminondas était leur chef. A la bataille de Chéronée, ils se firent tuer jusqu'au dernier, mais leur sacrifice avait sauvé la Patrie.

» Le « Bataillon sacré » ressuscitait plus de deux mille ans plus tard. Il était cette fois formé par cinq cents jeunes Grecs, presque tous intellectuels ou étudiants qui, à l'appel d'Alexandre Itsilampis, étaient accourus de l'Europe entière. Ils portaient une tunique noire sur laquelle une tête de mort était tracée en fils d'or. Comme leurs ancêtres de Thèbes, les hommes du Bataillon sacré d'Itsilampis avait juré de n'accepter du sort que la victoire ou la mort. Ils tinrent leur serment. A la bataille de Dragaisani, ils se battirent à un contre cinq et plutôt que de céder un pouce de terrain, ils se firent tuer sur place. Leur sacrifice ne fut pas vain. Il ouvrit la révolution hellénique d'où naquit la proclamation de l'indépendance.

» Le troisième « Bataillon sacré » devait revivre en 1877. Une poignée d'étudiants de Thèbes, commandée par un professeur et deux jeunes officiers, refit le serment de la mort. Ils soulevèrent la Thessalie, encore sous le joug de l'étranger, et, par leur sacrifice, contribuèrent à chasser l'occupant. »

Le colonel Cigantès s'était tu.

Et voici que le « IV^e Bataillon sacré » vient de renaître devant l'invasion de la Grèce par les Italo-Allemands. L'union intime de la France et de la Grèce, dans un même idéal de libération, va s'en trouver affirmée.

D'où venait ce « Bataillon sacré » ? Après la prise de Tripoli et la liaison du général Leclerc avec le général Montgomery, il avait été proposé par celui-ci au colonel Cigantès de servir à la Force L sous les ordres du premier. Le Bataillon sacré présentait quelques caractéristiques qu'il semble nécessaire de signaler : il était composé d'officiers, souvent de grade élevé, qui avaient renoncé avec dignité aux prérogatives qui leur

Le général Freyberg, commandant le corps néo-zélandais, et le colonel grec Cigantès, au moment de la percée de Gabès.



étaient attachées pour participer, les armes à la main, à la libération de leur pays. Un certain nombre de jeunes étudiants y servaient aussi. Les chefs avaient été choisis sans tenir compte des grades antérieurs. Ils provenaient, dans l'ensemble, des officiers sortis récemment des écoles militaires. En face de situations particulières, les décisions étaient prises par vote à mains levées. A la proposition de prendre part à la bataille de Tunisie avec les Français de Leclerc, les officiers, sous-officiers et hommes de troupe avaient répondu « Oui » à l'unanimité. Le colonel Cigantès avait ajouté :

— Je vous remercie. Tout notre passé nous attache en effet à la France. Mais je voudrais avoir votre avis sur un détail. Voici... Les Français de Leclerc qui viennent du Tchad sont, je pense, très mal ravitaillés... aussi je crois qu'il serait préférable, étant donné nos missions de reconnaissance, de garder notre ravitaillement britannique de L.R.D.G. (1).

Le Bataillon sacré garda ainsi son ravitaillement propre.

Pour le général Leclerc, l'apport de cette troupe d'élite était d'autant plus précieux que la Force L manquait d'éléments de reconnaissance légers. Or, l'escadron grec était motorisé sur jeeps (2).

Ce soir-là, quand je quittai le colonel Cigantès, celui-ci, en me serrant la main y plaça son propre insigne de l'Escadron sacré, un large glaive ceint d'une couronne de lauriers avec la devise grecque d'Epaminondas : « Dessus ou dessous ».

Deux jours plus tard, le 20 février 1943, les troupes du général Leclerc pénétraient en Tunisie. Dans la matinée, Remada fut atteint. Un grand drapeau tricolore flottait sur ce poste. Ce drapeau de Remada qui nous attendait, ce drapeau

(1) Long Range Desert Groupe, formation britannique adaptée aux reconnaissances lointaines dans le désert.

(2) Environ 65 véhicules.



Groupe de combattants grecs du Bataillon Sacré.

deviné de loin, puis distinctement vu, ce drapeau qui maintenant flottait devant nous, soulevait en nos cœurs une bouleversante émotion. Il représentait la France, la France tout entière, la France de nos amitiés perdues, de nos familles perdues...

Des drapeaux tricolores, depuis notre départ du Tchad, nous en avions dressés, avec notre flamme de combat à croix de Lorraine, sur bien des postes conquis... Oum el Araneb, Gatroum, Mourzuck, Sabha, Brack Schuiref, Ghadamès, Sinaouen, Mizda... C'était alors « un geste de guerre » qui se liait au combat, à l'action elle-même. Ici, à Remada, c'était plus, je pense, qu'un acte de guerre. C'était le « geste d'amour » des Français dont nous avions été séparés depuis quatre ans. Et je pense que le geste de guerre de nos drapeaux levés sur des postes conquis se trouvait alors en grandeur humaine peut-être dépassé. Le maréchal Foch n'écrivait-il pas :

« Au-dessus de la guerre il y a la Paix. »

Il y a aussi l'union.

Le sous-officier chef du poste de Remada nous

salua, rigide au garde à vous devant son poste — des Mogkrasenis en burnous bleus l'encadraient — les mêmes que les Mogkrasenis de mes chevauchées marocaines d'autrefois, dans leurs burnous bleus.

Tous dressés sur nos véhicules, nous avons adressé au drapeau de Remada un dernier salut. L'étape devait être longue. On marchait à l'enemi.

Le 22 février, nos avant-gardes atteignaient Ksar-Rhilane, débordant ainsi à l'Ouest la ligne de Mareth.

Une patrouille grecque indépendante de huit jeeps et deux de nos pelotons auxquels étaient jointes quatre jeeps par peloton, recevaient des missions particulières de reconnaissance, la patrouille grecque au long de l'Erg et nos pelotons, l'un vers Ksar Hallouf, l'autre vers Ksar Tarcine.

Le 23 février, le peloton en reconnaissance vers Ksar Tarcine se heurtait à des blindés allemands

entre Ksar Tarcine et le Djebel Outid. Ses véhicules de tête, les jeeps des Grecs, s'étaient approchés, sans les voir, des blindés ennemis. Ceux-ci ouvrirent le feu à une centaine de mètres, Deux officiers grecs furent tués, un autre sera porté disparu, les deux jeeps de tête étaient détruites. La patrouille grecque indépendante de l'Erg, alors dans la région, entendit l'accrochage et « marcha au canon ». L'esprit de décision de son chef intimida les Allemands que notre peloton prit en chasse.

Ainsi, les deux premiers morts de la Force L dans la campagne de Tunisie étaient des officiers grecs. L'un d'eux était le fils du ministre de la Guerre de l'armée grecque en 1939. Tous deux étaient sortis de l'Ecole militaire des officiers grecs au moment de la guerre.

Le même jour, devant Ksar Rhilane, tombait le capitaine Ohrel, ancien méhariste de l'Afrique Occidentale Française. A nouveau, par le sang français et le sang grec versés en ces premiers combats sur le sol tunisien, nos patries venaient tragiquement de s'unir. Nos bataillons « Français

libres » n'étaient-ils pas eux aussi des Bataillons sacrés ?

Pourtant, et les lignes qui suivent, je les écris avec tristesse...

Il y a quelques années, alors chancelier de l'Ordre de la Libération, je pensais qu'un geste français pourrait être fait à l'égard de ces officiers grecs tombés audacieusement en éclaireurs de nos éléments d'avant-garde. J'entrai en liaison avec l'ambassade de Grèce à Paris et obtins des renseignements sur les familles de ces officiers. Puis, ceci acquis, je demandai au ministre de la Défense nationale français que la croix de la Légion d'honneur leur fût décernée à titre posthume (3).

(3) Sur cette question, on peut consulter le « Journal officiel » du 7 décembre 1962 qui ne prévoit plus l'attribution de la Légion d'honneur à titre posthume. Toutefois, la réponse du ministre de la Défense nationale à une question posée par M. Pleven (« J. O. » du 29 octobre 1963) laisse entendre « que la Légion d'honneur pourra être décernée à titre posthume dans le cas où elle l'aurait été au titulaire s'il avait vécu, à l'occasion d'un acte de bravoure exceptionnelle ». (« Bulletin de la Légion d'honneur », janvier 1964.)

Deux combattants du Bataillon Sacré. On distingue l'insigne de l'unité sur la poitrine de l'un d'eux ; le deuxième porte celui des parachutistes sur le bras droit.



Mais les services administratifs du ministère me firent connaître que cela n'était pas possible, les officiers grecs n'étant pas « morts pour la France ».

Il me parut alors que cette réponse strictement réglementaire n'aurait pas été approuvée par le général Leclerc... Celui-ci n'était plus là. En son nom, je certifiâi les faits : les officiers grecs n'étaient-ils pas tombés pour la sauvegarde, le salut des nôtres ? J'alertai diverses personnalités de premier plan. Hélas, lors de mon départ de la Chancellerie, aucune décision, à ma connaissance, n'avait été prise (4).

Sur ce plan de l'Histoire, nous pouvons regretter que notre Légion d'honneur ne soit pas, par cette attribution, entrée dans la fresque légendaire des Bataillons sacrés de la Grèce dans cette fresque légendaire de plus de deux mille ans.

Entre ce 23 février et ce 10 mars 1943, date de l'attaque des forces motorisées allemandes sur Ksar Rhilane, s'étend une période relativement calme, marquée par l'activité de nos patrouilles franco-grecques et notre organisation défensive aux abords du puits de Ksar Rhilane. L'ennemi se contentait en général d'occuper au matin certains éperons dominants et de pousser des pointes vers nos avant-postes. Un jour il avait avancé un canon de 25 livres à faible distance d'El-Outid. Son tir bien ajusté sur notre observatoire avait coupé les pieds d'un télémètre. Au cours de nos rencontres avec les automitrailleuses allemandes, l'ennemi se dérobait devant nos jeeps.

Au long de ces patrouilles, Français et Grecs se trouvaient côte à côte, parfois sur le même véhicule. On partageait en camarades de combat les rations de L.R.D.G. et je garde le souvenir de quelques bonnes tablettes de chocolat croquées dans l'aventure d'une reconnaissance matinale.

L'ensemble de la Force L avait terminé son organisation défensive autour du puits de Ksar Rhilane quand se déclencha le 10 mars l'attaque allemande contre nos positions. Celles-ci organisées heureusement par le commandant Vézinet s'appuyaient sur l'Erg. Dans le sud de celui-ci, le détachement grec tenait sa place. Cette bataille de Ksar Rhilane fut une bataille d'un jour. Elle fut marquée par un véritable acharnement des forces allemandes (groupement Luck) à vouloir anéantir la Force L. Les troupes blindées ennemies attaquèrent en effet successivement sur notre face Nord, sur notre face Sud, puis enfin sur notre face Est. Vers 13 heures, des automitrailleuses allemandes ayant pénétré au cœur de notre dispositif, on considéra à l'état-major de la VIII^e Armée que la Force L était probablement perdue, et le général Montgomery déclara :

— C'est dommage, ils étaient très sympathiques. Cela serait une perte pour la VIII^e Armée.

L'activité des aviations britannique et allemande fut intense tout au long de la journée. Celles-ci entraient dans la bataille, sur nos têtes, par vagues de 30 à 50 appareils.

La tombée de la nuit voyait le désastre total de l'adversaire et les débris des troupes assaillantes, ramenant leurs morts et leurs blessés, battaient en retraite sur El Hamma d'où elles étaient parties le 9 mars.

Le général Leclerc parcourut notre position jusqu'à la nuit et, rentré à son P.C., adressa aux troupes l'ordre du jour suivant :

« Les Boches voulaient prendre Ksar Rhilane. Ils ont attaqué avec environ 50 engins blindés. Les troupes du Tchad aidées par leurs camarades britanniques et grecs leur ont infligé un échec certain et fait subir des pertes sévères. Ce premier contact avec le Boche a été une victoire. Les autres le seront aussi. Vive le général de Gaulle ! Vive la France ! »

Le soir même, à 22 heures, par radio **Most Immediat**, le général Montgomery passait au général Leclerc : **WELL DONE**.

Le lendemain, s'inclinant devant nos tombes, le général Leclerc me disait avec tristesse :

— Il y a ce qu'il faut...

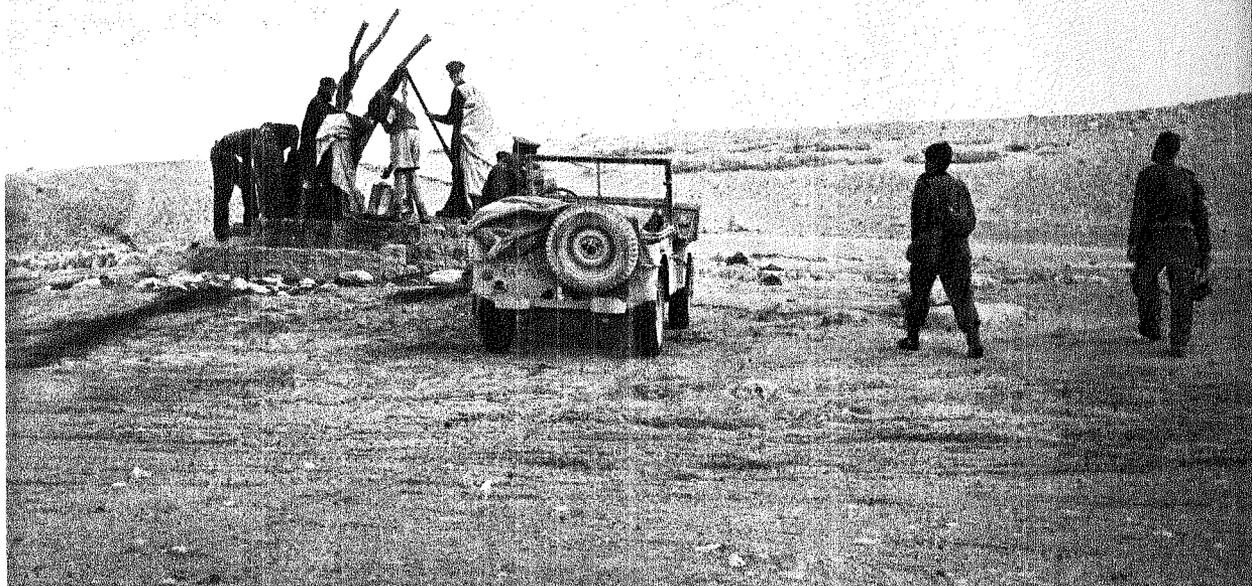
Oui... Ce qu'il faut, tout ce que la bataille exige. La guerre impose son tribut de mort. Et pour un chef comme Leclerc, qui aimait ses soldats, le tribut à payer était toujours trop lourd, même s'il n'était que de quelques morts pour une victoire.

La résistance victorieuse de Ksar Rhilane va permettre le débouché du corps néo-zélandais à l'Ouest de la ligne de Mareth (5). Afin de favoriser largement ce débouché vers le Nord, le commandement britannique demande à la Force L d'enlever le Djebel Oufid, observatoire remarquable situé à une dizaine de kilomètres au Nord de Ksar Rhilane. Cette opération est réalisée le 19 mars, tandis que, dans la période du 19 au 23 mars, nous assurons la protection des flancs de l'attaque britannique par la prise de Bir Rhezene, Bir Soltane, Ksar el Hallouf.

Dans ces opérations de détail, les Grecs ont leur place aux côtés des Tchadiens et d'une unité nouvelle, le 1^{er} régiment de marche de spahis marocains, venu de Syrie. Leurs bonnets de police rouges jettent maintenant sur la Force L un éclat de couleur. A juste titre, les spahis sont fiers de leur coiffure... comme Bournazel était fier de sa tunique écarlate.

(4) Le code actuel de la Légion d'honneur prévoit pour ces promotions d'étrangers : « Toutes les promotions concernant les étrangers sont transmises par le ministre compétent au ministre des Affaires étrangères qui a charge de les présenter au Conseil de l'Ordre. »

(5) Commandé par le général Freyberg, 26 000 hommes, 6 000 véhicules.



Combattants grecs se ravitaillant en eau à un puits de la zone désertique.

Le corps néo-zélandais, avec le vrombissement de ses milliers de véhicules, s'engage avec succès dans ce débordement de la ligne de Mareth. Alors surgit une vision nouvelle du champ de bataille. Ce sont vingt pistes tracées en une nuit par les caterpillars... Ce sont des ravins coupés de front par des chenaux. Après le règne du silence, du sentier à peine tracé, c'est le règne du bruit, de la circulation réglée comme dans de vastes villes au long d'itinéraires qui s'appellent « L Track », « Z Track »...

Ce débouché se trouve cependant stoppé devant le verrou du Djebel Melab qui barre la passe d'El Hamma. Le général Freyberg demande alors à Leclerc l'appoint de son infanterie. C'est ainsi que les Français s'emparent le 23 mars du massif du Djebel Melab. La guerre, alors, reprend son aspect du siècle dernier. Nos hommes, général Leclerc et ses officiers en tête, assaillent les pentes à travers les buissons, les rochers, les balles claquent, on les méprise comme nos anciens les avaient méprisées. Mais leur cadence aujourd'hui s'est amplifiée et le tireur ennemi est devenu invisible car les poudres modernes ne trahissent plus l'homme, comme au temps de la poudre noire. Hélas, il y a des balles qui tuent. Quelques anciens du Tchad trouvent la mort ce jour-là : capitaine d'Abzac, lieutenant de Heering, lieutenant Danis.

Deux voitures grecques avaient ouvert le premier assaut, ayant à leur bord le général Leclerc et le colonel commandant la première vague. Les voitures grecques avaient chargé jusqu'au bas des Djebels, permettant ainsi aux chefs d'être les premiers à s'avancer sous le feu.

Peu après cette affaire, l'Escadron sacré quitta la Force L pour recevoir une nouvelle mission. Nous les avons regrettés. Ils étaient avec tous, Blancs ou Noirs, d'agréables camarades de combat. Au lendemain de Ksar Rhilane, j'entendais sans étonnement un Grec d'Athènes dire, dans un français très pur, à l'un de nos chauffeurs camerounais :

— Alors, Joseph, comment vas-tu ce matin ?

De tous ces camarades, je ne devais retrouver par la suite que le colonel Cigantès, de passage à Paris. Son chauffeur Matheos, devenu amiral, avait épousé une Bretonne.

Les histoires de guerre se terminent parfois par des romans d'amour.

Général Fr. INGOLD,

Ancien officier du Service Historique
de l'Armée 1936-1939.



1814 - tableau de Melissonier.

LES ADIEUX DE FONTAINEBLEAU

PAR LÉOPOLD TANTAINÉ

Dans cette cour du château de Fontainebleau où foisonnent aujourd'hui, à la belle saison, les touristes de toutes nationalités, s'est déroulé, le 20 avril 1814, l'un des épisodes les plus dramatiques de l'histoire de France. Un homme descendait les marches de l'escalier en fer à cheval qui donne accès au bâtiment principal. Sa silhouette trapue se découpait depuis près de vingt années sur l'horizon de tous les champs de bataille d'Europe. Coiffé du chapeau de feutre noir que l'on appelle encore le « petit chapeau », bien qu'il soit très grand, vêtu de la redingote grise, chaussé de lourdes bottes à l'écuycère, il allait, lentement, perdu dans ses pensées. Quelques généraux, quelques officiers le suivaient, tête nue, et, dans le groupe, on remarquait des uniformes étrangers : un habit rouge, un habit blanc. Dans la cour, étaient

rangés plusieurs centaines de soldats, rigides dans l'uniforme bleu sombre, et que le haut bonnet d'ourson grandissait. Un officier tenait un drapeau surmonté de l'aigle d'or. Un commandement retentit, des fusils claquèrent. L'homme arpenta la cour d'un pas soudain plus vif. Le vent qui soufflait emporta les mots qu'il prononçait. Il s'arrêta devant le drapeau, saisit la soie à pleines mains, l'embrassa. L'officier pleurait. Un général se précipita, les soldats se mirent à pousser des cris. Puis, le petit cortège, sur les pas de l'homme qui maîtrisait à grand-peine son émotion, franchit la grille du château, des équipages s'avancèrent... Cinq minute après, il n'y avait plus personne. Les voitures s'étaient éloignées, les bataillons avaient rompu par quatre : Napoléon I^{er} venait de faire ses adieux à la Garde Impériale.

L'HOMME TRAQUÉ

Que reste-t-il de cette scène ? D'abord, le cadre, qui est splendide, ce château en bordure de la forêt immense. Et puis, sous le dôme doré des Invalides, l'Homme, dans son tombeau, devant lequel viennent s'incliner des milliers et des milliers de citoyens du monde entier, soudain saisis de respect. Non loin de ce sarcophage, dans une salle du Musée de l'Armée Française, le drapeau qu'il embrassa est conservé pieusement, dans une vitrine. Sur la soie, dont les couleurs se devinent à peine, de grands noms de victoires sont brodés en lettres d'or, entremêlés d'abeilles. La cour d'un château, le tombeau de porphyre, la soie décolorée de l'emblème que tenait l'officier de grenadiers... et, dans le souvenir de tous ceux pour qui la gloire n'est pas un vain mot, la scène des Adieux de Fontainebleau. La dernière page d'un livre magnifique, celui de l'Épopée Napoléonienne, que l'on ne se lasse jamais de relire.

Napoléon venait de vivre une lente agonie. Il était arrivé à Fontainebleau le matin du 31 mars et il s'était installé dans son petit appartement du premier étage, le long de la galerie de François 1^{er}. Vingt jours devaient s'écouler avant son départ. Trois mortelles semaines au cours desquelles les événements les plus divers se déroulèrent. Ce n'était pas un souverain vaincu qui venait prendre ses quartiers dans la vieille demeure des rois de France. C'était un homme trahi, et que l'on allait traquer. Seulement, le 31 mars, si la situation paraissait bien compromise, rien n'était encore perdu. Les Alliés avaient pris Paris ? Mais lui, ne s'était-il point emparé de Vienne ? de Berlin ? de Moscou ? de Madrid ? de Rome ? de Naples ? de Lisbonne ? et de toute la kyrielle des petites capitales d'Allemagne ? Et de toutes les grandes villes possibles et imaginables ? On peut faire sa paix avec les ennemis vainqueurs et, ici, l'honneur était sauf. Et quant aux soldats qui venaient de mener, sous son commandement l'immortelle campagne de France, qui a pu prétendre qu'ils étaient démoralisés ? Vainqueurs dans vingt combats, leurs détachements se hâtaient sur toutes les routes de la région vers Fontainebleau et, dans les pays que l'ennemi occupait, les paysans chassaient déjà le Cosaque, harcelaient les convois, démollissaient les trainards à coups de fusil : les vieux fusils centenaires qui servaient sous le roi Louis XV, le Bien-Aimé, et que l'on avait retrouvés dans les greniers, toujours bons pour descendre les pillards... Le jour où Oudinot vint dire à l'empereur qu'il ne répondait pas de l'esprit des soldats de son corps

d'armée, qu'en savait-il ? Les avait-il interrogés ? On a eu beau jeu, par la suite, de faire état des soumissions de quelques grands seigneurs de la guerre, qui tenaient à leurs rangs et prérogatives, ou des officiers des corps de troupe, qui ne se doutaient pas qu'on les enverrait en demi-solde un an plus tard. Quant à Paris !

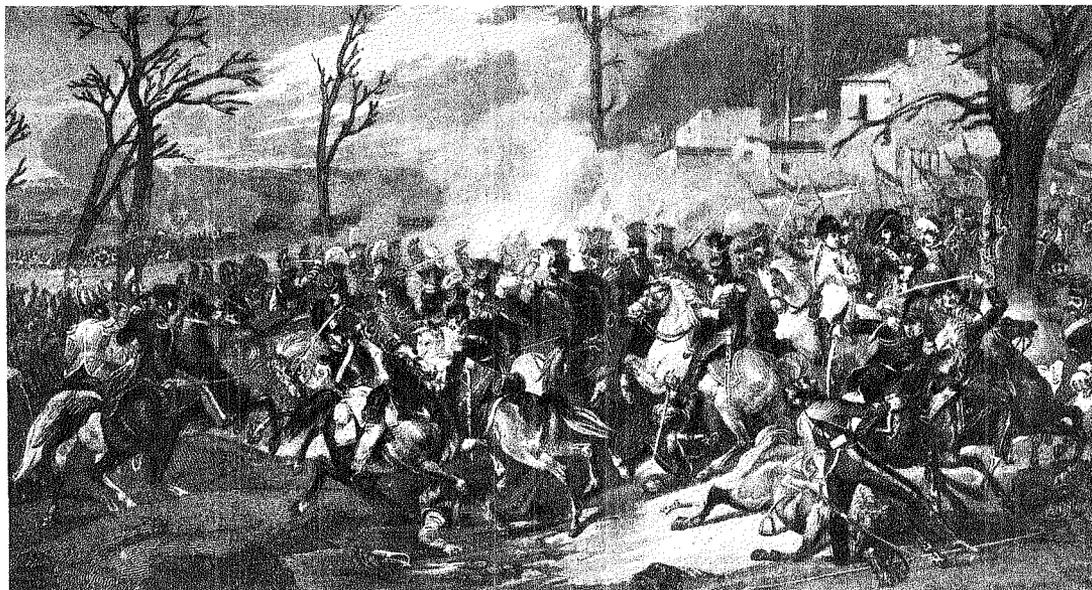
Paris aurait pu tenir quelques jours de plus : le temps nécessaire pour que l'empereur arrivât avec une trentaine de mille hommes. La manière dont avait été reçue la garde prussienne à Pantin prouvait que les défenseurs de la capitale n'étaient pas décidés à se soumettre en moins de vingt-quatre heures. A la barrière de Clichy, le maréchal Moncey n'avait peut-être pas dit son dernier mot. Mais, sur les boulevards, tandis que la fusillade crépitait aux portes de la ville, les bourgeois buvaient tranquillement le café. Dans les salons, les dames confectionnaient à la hâte des flots de rubans blancs et les cocardes de même. Les hommes du gouvernement ne se sentaient pas le courage d'aller galvaniser la garde nationale ou de mourir à la tête de quelque batterie juchée aux moulins de Montmartre. Et la Cour, sur la route d'Orléans, galopait en berlines. Dans des circonstances de ce genre, surgit inmanquablement un « gouvernement provisoire » qui traite avec l'ennemi, sans se soucier du reste. C'est ainsi que Paris tomba, le 30 mars 1814.

Que s'était-il donc passé dans les quelques jours qui avaient précédé ce lugubre événement ?

LA CAMPAGNE DE FRANCE

Il convient d'abord de rappeler très succinctement quelques-uns des épisodes principaux de la campagne de France.

L'empereur avait livré sa première bataille à Saint-Dizier, le 27 janvier 1814. Le 1^{er} février, à la Rothière, il trouvait devant lui les armées réunies de Schwartzemberg et de Blücher. Ne pouvant entamer cette masse puissante, il repliait son armée derrière la Seine. Le 3, il apprenait que les deux armées ennemies se séparaient : Blücher marchait sur Châlons, l'Autrichien sur Troyes. Excellente occasion de les battre séparément. Le 10, se livrait la bataille de Champaubert, le 11 celle de Montmirail, le 13 celle de Vauchamps, le 17 celle de Mormant, le 18 celle de Montereau. Pendant ce temps, à Châtillon, Caulaincourt s'efforçait d'obtenir la paix. Mais les maréchaux battaient en retraite. Avec le mois de mars, ce sont les batailles de Craonne et de Laon. Le 21, à la bataille d'Arcis-sur-Aube, il se rend compte qu'il y a



Bataille d'Arcis-sur-Aube - 20 mars 1814.

autre chose à tenter que de courir sans cesse le pays, de l'un à l'autre des adversaires. Sa grande idée est celle-ci : laissant quelques troupes avec les maréchaux Marmont et Mortier pour couvrir Paris, il se transportera sur les arrières de l'ennemi, les coupera de leurs communications et rameutera les garnisons des places fortes de l'Est. Puis ayant ainsi recomposé ses effectifs, il reviendra dans la direction de la capitale, trouvera les coalisés sur sa route et les battra.

Mais, entre temps, les pourparlers de Châtillon ont définitivement échoué et, à Sommepeuis, le 24 mars, le conseil de guerre des Alliés a décidé de faire fi des menaces de l'empereur, et de marcher carrément sur Paris. Quoi qu'il puisse advenir des arrières. A ce moment-là, Napoléon pouvait encore marcher, lui aussi, vers sa capitale. Mais, au lieu de marcher sur Paris, ce qui eût probablement tout sauvé, l'empereur, trompé par l'apparition d'un détachement russe dans les environs de Saint-Dizier, croit que c'est l'armée des Alliés qui revient et change, pendant la nuit du 25 au 26, toutes ses dispositions. Rien ne put le persuader que l'ennemi menaçait la capitale sans s'inquiéter de ses arrières. Le 27, encore, il s'obstina dans sa décision. Le 28, il quitta Saint-Dizier dans l'après-midi et arriva à Doulevant dans la soirée. Il y trouva un billet de Lavalette qui disait : « La présence de l'empereur est nécessaire s'il veut empêcher que la capitale soit livrée à l'ennemi. »

C'était un peu tard.

Stratège éminent, Napoléon n'a jamais voulu croire que les alliés sacrifiaient délibérément la sûreté de leurs communications à la conquête d'un objectif géographique, fût-ce Paris. Faute militaire d'importance, certes, mais il ignorait que, de Paris, on les appelait et que la politique cédait le pas à la science de la guerre. La lettre de Lavalette lui ouvrit les yeux.

EN ROUTE VERS PARIS

Il quitta donc Doulevant de grand matin, le mardi 29 mars. A cheval, il marcha par Vandœuvre avec la Garde. Au pont de Dollencourt, il fut rejoint par plusieurs courriers et il apprit que la situation empirait, que les alliés avaient atteint la proche banlieue de Paris. Il expédia aussitôt le comte Dejean, à franc étrier. Puis, ayant atteint Troyes et dormi dans une chambre du château de Pouilly, il repartit le 30, à l'aube. Et cette fois-ci, il prit le galop. Il creva son cheval. A Villeneuve-l'Archevêque, il prit place dans un cabriolet d'osier que lui prêta un commerçant, un boucher. Le maréchal Berthier monta avec lui. Caulaincourt, Bertrand et Flahaut trouvèrent une autre voiture et suivirent. Il avait encore l'espoir d'arriver assez tôt pour reprendre la situation en mains. Jusqu'à son dernier souffle, il aura conservé des illusions... Il déjeuna à Sens (à l'hôtel de l'Écu de France), abandonna le cabriolet, et repartit dans une calèche prêtée par M. de Fontaine. Il passa à Villeneuve-la-Guyard à 5 heures de

l'après-midi. Il continua sur Moret et Fontainebleau. En traversant cette ville, les voyageurs apprirent quelques détails sur la bataille qui se livrait devant Paris. Les mauvaises nouvelles vont vite. On parlait déjà de capitulation... Il espérait toujours arriver à temps pour se mettre à la tête des troupes de Marmont et de Mortier. Et il se hâtait ! Plus vite, toujours plus vite ! La nuit était venue. Les chevaux de la calèche commençaient à en avoir assez. On relayerait à la prochaine poste. Où était-ce ? A la « Cour de France », aux fontaines de Juvisy. Avec un peu de chance, on serait sous Paris avant l'aube.

Quelle heure était-il exactement lorsque Napoléon parvint à la Cour de France ? Entre dix et onze heures du soir, par nuit noire, ont dit tous les témoins. La fièvre y régnait, les gens étaient inquiets. Un courrier avait été dépêché vers Paris pour annoncer l'arrivée de l'empereur. Il vint buter dans une vingtaine de cavaliers. Amis ? Ennemis ?... Amis. Ils précédaient le général Belliard, à la tête de quelques

escadrons. Le courrier tourna bride, revint vers la maison de postes et y arriva juste au moment où la calèche impériale s'y arrêta, pour relayer. Il se pencha à la portière, une tête y apparut : « Sire, c'est le général Belliard... » — « Belliard ? Où est-il ? » — « Le voici, aux ordres de Votre Majesté... »

Les lanternes de la voiture éclairaient faiblement la route sur laquelle venait de défilé, sans faire halte, l'avant-garde de cavalerie. Au loin, on percevait le piétinement de plusieurs centaines de chevaux, le cliquetis des gourmettes, et des sabres sur les éperons. L'empereur descendit de voiture et fit quelques pas. Le courrier le suivait, une torche à la main et la terrible petite silhouette se détachait sur la lueur rouge et tremblotante.

Plus tard, la maison de postes dite de la « Cour de France » fut acquise par Camille Flammarion et elle fait maintenant partie de l'observatoire de Juvisy. Encore une scène de l'histoire de France que cette entrevue, sur la route de Paris, dans cette nuit du 30 au



Aux environs de Soissons, 1814. Tableau de J.-V. Chelminski.

31 mars 1814. Que faisaient là ces cavaliers ? En réalité, la capitulation de Paris ne fut signée par Marmont et les plénipotentiaires alliés que le 31 mars, à 2 heures du matin, mais bien avant ce moment, le maréchal Mortier avait donné l'ordre à ses troupes de se replier sur Essonnes, et la cavalerie de Belliard formait la tête de colonne. Comme un cavalier approchait, l'empereur demanda : « Qui est là ? » Et le général reconnut la voix, et il répondit : « C'est le général Belliard, sire !... » Il mit pied à terre, Napoléon l'emmena à l'écart et Belliard lui apprit la capitulation.

L'empereur réalisa-t-il immédiatement l'étendue de la catastrophe ? Certainement non. Sans doute crut-il qu'il faisait quelque mauvais rêve. Car, enfin ! Avoir été vainqueur dans cent combats, avoir été porter la guerre partout avec succès et apprendre que Paris capitule, à quelques kilomètres, et ne pouvoir rien faire ! Il appela auprès de lui Berthier et Caulaincourt et tous trois se mirent à presser Belliard de questions. A quelque distance, les escadrons s'étaient arrêtés, les chevaux soufflaient, renâclaient, les cavaliers lançaient des jurons, le brouhaha confus des fantassins commençait à se faire entendre. Belliard répondait ce qu'il pouvait, ce qu'il savait.

A LA COUR DE FRANCE

Napoléon fut consterné. On l'entendait murmurer : « Quelle lâcheté !... Capituler !... Joseph a tout perdu... Quatre heures trop tard !... Si je fusse arrivé quatre heures plus tôt, tout était sauvé... » La première impression, terrible, fut courte. Il reprit son sang-froid et déclara : « Quatre heures ont tout compromis ; en quelques heures, le courage, le dévouement de mes bons Parisiens peut tout sauver. Ma voiture, Caulaincourt : allons à Paris. Je me mettrai à la tête de la garde nationale et des troupes. Nous rétablirons les affaires... Général Belliard, donnez ordre aux troupes de retourner. »

Ce qui était beaucoup plus facile à dire qu'à faire exécuter. Des troupes, il y en avait maintenant plein la route. Elles étaient fatiguées, le moral se trouvait particulièrement bas. Et, ce n'était pas le moment de les ramener vers le combat problématique. D'abord du repos, et du ravitaillement. Ensuite, on verrait. Mais Napoléon ne voyait pas. D'un pas d'automate, il s'était mis à avancer dans la direction de sa capitale qu'il voyait livrée à ses ennemis. Chacun le suivait, d'un air morne en se demandant jusqu'où il irait, ainsi. Les talons de ses bottes claquaient sur le sol. Lorsqu'il eut marché pendant une centaine de mètres, il s'aper-

çut que la voiture qu'il avait demandée n'arrivait pas. Alors, il retourna sur ses pas, il répéta : « Ma voiture Caulaincourt, partons, ne perdons pas de temps ! » Il refit ainsi en sens inverse le chemin qu'il venait de parcourir, se retrouva devant le général Belliard et, comme celui-ci voulait discuter, il lui intima l'ordre de se taire et poursuivit son idée : la capitulation avait été conclue trop rapidement, il rameuterait des troupes, il rétablirait les affaires, l'armée le rejoindrait dans les trente-six heures... Entraîné par ce flux de paroles, Belliard se mit, lui aussi, à parler et à dire que la population ne suivrait pas, que la garde nationale avait regagné ses foyers, et qu'on ne pouvait pas faire battre le rappel dans une ville occupée par l'ennemi, que la convention était signée et qu'une signature était une signature, que marcher sur Paris ne servirait à rien, que les alliés occupaient les barrières...

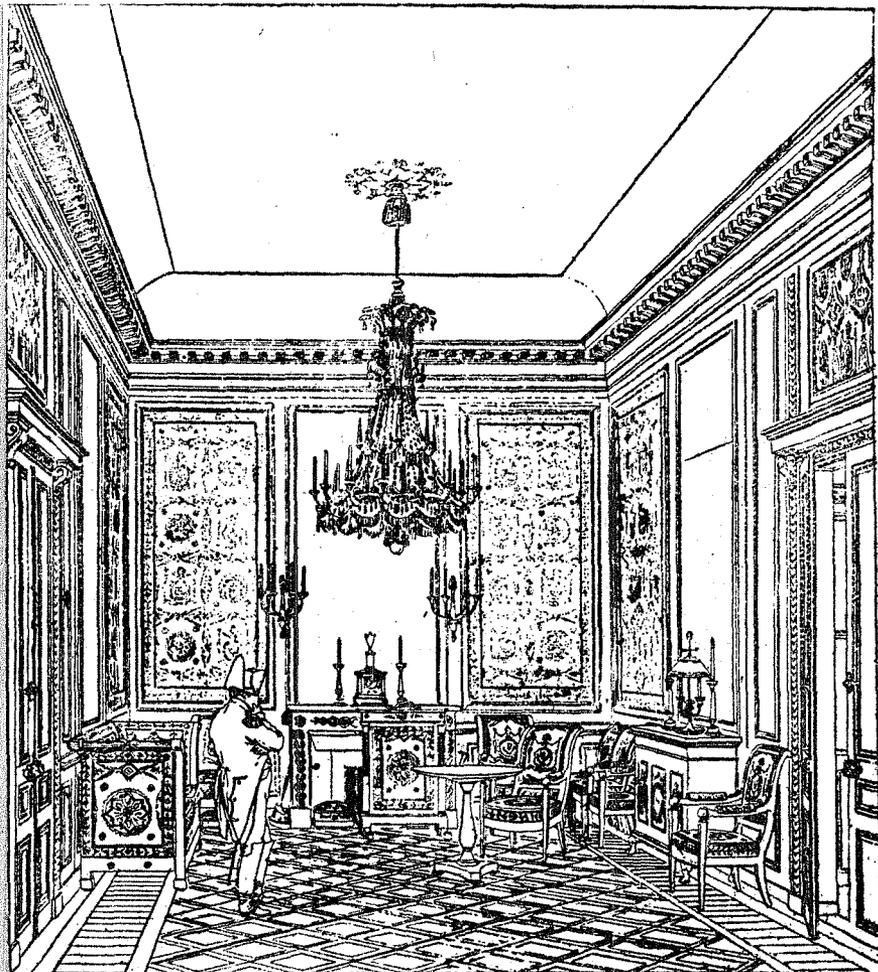
Il reprit la route, au pas, discutant, s'échauffant, s'arrêtant. Il dépassa les cavaliers. Il marchait d'un pas rapide, Belliard suivait, et les autres aussi. Il paraît qu'il fit ainsi une lieue et trouva les fantassins de la Jeune Garde, qui appartenaient à la division du général Curial. Il demanda : « Où est le général ? » On lui répondit qu'il était resté à Paris, mais que toute l'infanterie suivait. Il se rendit enfin compte que l'on se trouvait trop loin de la capitale pour pouvoir espérer y rentrer à la suite d'un hardi coup de main dont la préparation prendrait plusieurs heures, à elle seule. Peu à peu, le sens des réalités lui revenait.

Napoléon resta à la Cour de France jusqu'à 4 heures du matin. C'est à cette heure-là qu'il reçut un premier courrier expédié de la porte de Paris et l'informant que la capitulation était définitivement signée.

Alors il monta en voiture et se fit conduire à Fontainebleau où il parvint à 6 heures du matin.

Le 31 mars, à 11 heures, les armées alliées faisaient leur entrée dans Paris par la barrière de Pantin, descendaient la rue du faubourg Saint-Martin, passaient sous la porte et suivaient les boulevards et la rue Royale jusqu'aux Champs-Élysées. La Garde russe se trouvait en tête. Le défilé prit fin à 5 heures du soir. Les cocardes blanches commencèrent à faire leur apparition sur les corsages et aux chapeaux, et les cris de « Vive le Roi », à retentir. Parmi ces troupes étrangères régnait un ordre que des témoins ont qualifié « d'admirable » et, peu à peu, les Parisiens, rassurés, se dirent que tout était bien qui finissait bien.

Dans la rue Saint-Honoré, la foule faillit écharper un soldat français que les Russes eurent beaucoup de peine à délivrer.



Napoléon à Fontainebleau.

LE CORPS DE MARMONT ABANDONNE

La déclaration du 1^{er} avril, portant la signature du Tzar, affirma que les alliés ne traiteraient plus avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille. Caulaincourt adressa un rapport à l'empereur qu'il achevait ainsi : « La trahison a, je le crains, déjà fait bien du chemin... Sire ! ne prenez conseil que de votre courage... Je n'ai pas vu un visage ami... Cette réserve, si ce n'est que cela, donne à Votre Majesté la mesure de l'opinion et du caractère des hommes restés ici. Je stimule les bons, j'encourage les faibles ; je trouve bien peu de Français. Je le dis avec douleur à Votre Majesté... Je ne lâcherai prise que quand on me mettra à la porte. »

Immédiatement après son arrivée au château de Fontainebleau, l'empereur avait donné des

ordres pour que le corps de Marmont fût placé à Corbeil et Essonnes et le corps de Mortier entre Essonnes et Fontainebleau. Puis il s'était occupé de la réorganisation de l'armée. Dès le lendemain, les trois divisions de la Garde Impériale s'établirent autour de Moret, le corps Saint-Germain et Melun. De France à Saint-Germain-sur-Ecole, tandis que le reste de l'armée s'étendait jusqu'à Villeneuve-la-Guyard. Les troupes qui avaient participé à la défense de Paris couvraient donc ce rassemblement. Et, le vendredi 1^{er} avril, le colonel Fabvier trouva l'empereur inspectant les premières positions, sur les hauteurs d'Essonnes. Napoléon l'interrogea « avec une sérénité et un sang-froid que je n'oublierai de ma vie » a rapporté Fabvier, qui tenta de le désabuser en lui rapportant certains propos qu'il avait entendus, certaines scènes dont il avait été le témoin.

Tout n'était donc pas encore perdu ce soir



Les adieux de Fontainebleau
vus par le cinéma... en 1904 !

du 1^{er} avril où l'empereur rentrait à Fontainebleau, assistait à la parade de la garde montante dans la cour du château et passait une partie de la nuit courbé sur ses cartes. Caulaincourt ne rentra à Fontainebleau que le 2 avril, dans la soirée, passa plusieurs heures avec Napoléon, lui faisant entendre que l'abdication était le seul parti à prendre.

ENTHOUSIASME A FONTAINEBLEAU

Le 3 avril était un dimanche. A Fontainebleau, l'empereur passait la revue des divisions Fririon et Henrion, Vieille et Jeune Garde, qui l'acclamaient. Dans la soirée, il reçut Ney, Lefebvre, Oudinot, Savary. Le corps de Macdonald s'était rapproché de Montereau. Si elles eussent été plus proches, peut-être Napoléon eût-il attaqué ce jour-là. Il avait rapporté la plus grande confiance du contact pris avec les hommes de la Garde à qui il avait adressé une courte harangue : « Soldats ! L'ennemi, en nous dérobant trois marches, s'est rendu maître de Paris. Il faut l'en chasser. D'indignes Français, des émigrés, auxquels nous avons

pardonné, ont arboré la cocarde blanche et se sont joints à nos ennemis : les lâches !... Ils recevront le prix de ce nouvel attentat... Jurons de vaincre ou de mourir et de faire respecter cette cocarde tricolore qui, depuis vingt ans, nous trouve toujours dans le chemin de l'honneur et de la gloire ! » Le général Pelet, qui assistait à cette scène a écrit seulement ces quelques mots qui en disent long : « Tout à coup partit un tonnerre de cris : Vive l'empereur ! Vive l'empereur ! A Paris ! A Paris ! »

Le lendemain, 4 avril, il passa en revue la division du général Souham. Puis, après la parade traditionnelle de chaque jour, à la garde montante, et les acclamations devenues de règle, il passa dans son cabinet et s'entretint avec les maréchaux Berthier, Ney, Kellermann, Lefebvre, Oudinot, auxquels s'était joint Macdonald qui venait d'arriver.

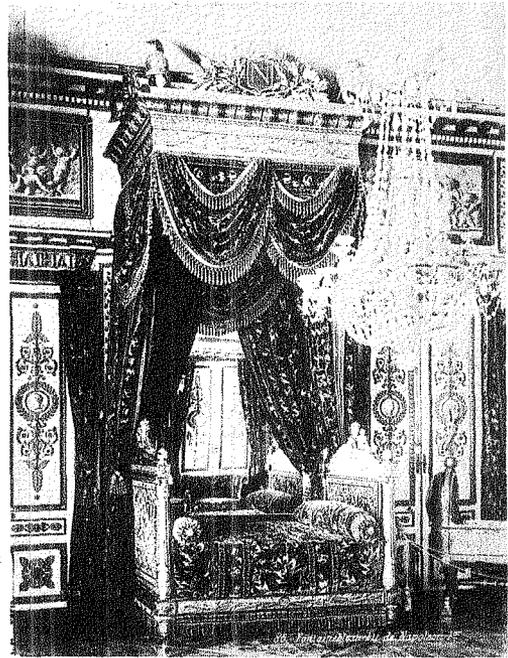
L'abdication ? Il en avait entretenu Caulaincourt depuis la nuit du 30 mars en lui répétant qu'il ne cherchait nullement à conserver sa couronne, qu'il ne se battait pas pour le trône sur lequel il était monté, mais bien pour sa descendance. L'abdication ? On peut être sûr que Napoléon l'envisagea dès qu'il connut la capitulation de Paris. Mais il y avait un

abîme entre l'abdication pure et simple, c'est-à-dire l'humiliation, et une abdication raisonnée, après avoir traité avec l'ennemi vainqueur. Et traité honorablement ! Il n'était question que de *cela*. Et c'est uniquement pour *cela* que l'empereur tenait à sauver l'honneur des armes, à rentrer dans Paris pour, ensuite, entamer de justes négociations. C'est à cela qu'il pensait lorsqu'il disait que rien n'était encore perdu. Et, certes, sans la trahison de Marmont, il fût rentré dans Paris en vainqueur. La campagne de France, s'achevait honorablement.

LES COMMISSAIRES CHEZ LE TSAR

Mais voici la suite réelle : l'erreur fatale et l'embarras de Marmont, la légèreté de Ney se jetant sans vergogne à la tête des Bourbons, son manque absolu de caractère et sa vanité. L'homme qui montra le plus de grandeur d'âme fut peut-être le Tsar... Après s'être décidé à rédiger un premier acte d'abdication réservant les droits de Napoléon II, l'empereur nomma Ney, Caulaincourt et Macdonald ses commissaires et les envoya à Paris où ils furent reçus par Alexandre, qui leur fit part de ses hésitations. Il ne tenait nullement aux Bourbons. (Il ne les connaissait pas.) Il promit d'appuyer les propositions qu'il venait de recevoir. Les commissaires furent remplacés chez le Tsar par les membres du « prétendu gouvernement provisoire ». Quand ils se croisèrent dans le grand salon, il y eut échange de propos assez vifs. Pendant l'altercation, M. de Talleyrand était resté impassible, le nez dans sa cravate... Au fond, l'affaire ne se présentait pas trop mal, les commissaires restaient confiants, les provisoires semblaient atterrés. Pourtant, à la fin de l'audience, un aide de camp du Tsar avait dit à celui-ci quelques mots à voix basse, et Macdonald avait cru entendre ces deux-ci : *totum corpus*... Les commissaires s'en étaient allés déjeuner chez le maréchal Ney. Marmont se trouvait avec eux. On vint l'appeler et il sortit. Un moment après, il rentra, pâle, l'air égaré, disant : « Tout mon corps a passé cette nuit à l'ennemi ! » Il partit et on ne le revit plus. Les mots *totum corpus* se trouvaient ainsi expliqués. Marmont s'était engagé avec Schwarzenberg, mais il avait été convenu que, puisque les commissaires venaient négocier au nom de l'armée entière, le traité particulier de Marmont n'aurait pas de suites ; il en eut, par la faute du général qui commandait à Essonne en l'absence de son chef. Souham, appelé à Fontainebleau, craignit que l'empereur, au courant de l'intrigue, ne le fit arrêter et il précipita la

catastrophe. Atterrés à leur tour, les commissaires n'avaient plus la moindre autorité. A l'audience du soir, le Tsar déclara que le roi de Rome était irrévocablement écarté. Qu'allait-il advenir de Napoléon ? Il conservait le titre de souverain, on lui donnait l'île d'Elbe. Alexandre tint ces propos : « J'ai été autrefois son plus grand admirateur ; dès ce moment, je cesse d'être son ennemi et je lui rends mon amitié. Dites-lui, Messieurs, s'il ne veut pas de cette souveraineté, et dans le cas qu'il ne trouverait d'asile nulle part, dites-lui qu'il vienne dans mes Etats. Il y sera reçu en souverain. Il peut compter sur la parole d'Alexandre. »



Le lit de Napoléon au palais de Fontainebleau.

Le 6 avril, à 1 heure du matin, Caulaincourt, Ney et Macdonald étaient de retour à Fontainebleau. A 2 heures, ils se firent conduire au Palais. L'empereur dormait et l'on eut beaucoup de peine à le réveiller. Caulaincourt entra dans sa chambre et le secoua assez rudement, dit Macdonald. Il connaissait la défection de Marmont et se doutait bien de l'échec de la négociation. Il déclara à ses interlocuteurs qu'il remettait une nouvelle décision à quelques heures.

L'ABDICTION

Ce fut le 6 avril qu'il signa sa déchéance. Caulaincourt le trouva assis dans l'embrasement d'une fenêtre ouverte sur les pelouses du jardin, à 6 heures du matin, le teint livide, les cheveux en broussailles, les habits en désordre. Il eut une ultime entrevue avec les maréchaux. Ney lui dit que les officiers étaient inquiets et fatigués. Oudinot lui répéta la même chose, qu'il ne pouvait répondre des soldats. Il signa, renonçant pour lui et ses héritiers aux couronnes de France et d'Italie. Les trois missionnaires repartirent pour Paris.

filis et à l'intérieur duquel se trouvaient toutes les lettres de Marie-Louise. Caulaincourt le lui remit. « Donnez-moi votre main... » lui dit-il. Puis : « Embrassez-moi. » Caulaincourt sanglotait presque. Il fit quelques dernières recommandations. C'est alors que le duc de Vicence comprit que l'empereur s'était empoisonné, et qu'il allait mourir. Il voulut aller chercher du secours. Mais Napoléon le retint avec force, lui disant que sa mort serait le salut de la France. Il souffrait horriblement. Il parlait d'une voix affaiblie et saccadée. Le hoquet et de violentes nausées le secouaient. Après quoi, il vomit. Caulaincourt finit par apprendre qu'il avait

6 avril 1814

Les puissances alliées en vertu de la Convention de Fontenoy ont déclaré l'empereur Napoléon Ier déchu de sa couronne et de son pouvoir. L'empereur a accepté cette déchéance et a signé le présent acte de démission.

Je, Napoléon Ier, empereur des Français, déclare que j'ai accepté la déchéance de mon pouvoir et de ma couronne, et que j'ai signé le présent acte de démission.

En foi de quoi, j'ai signé ce présent acte de démission.

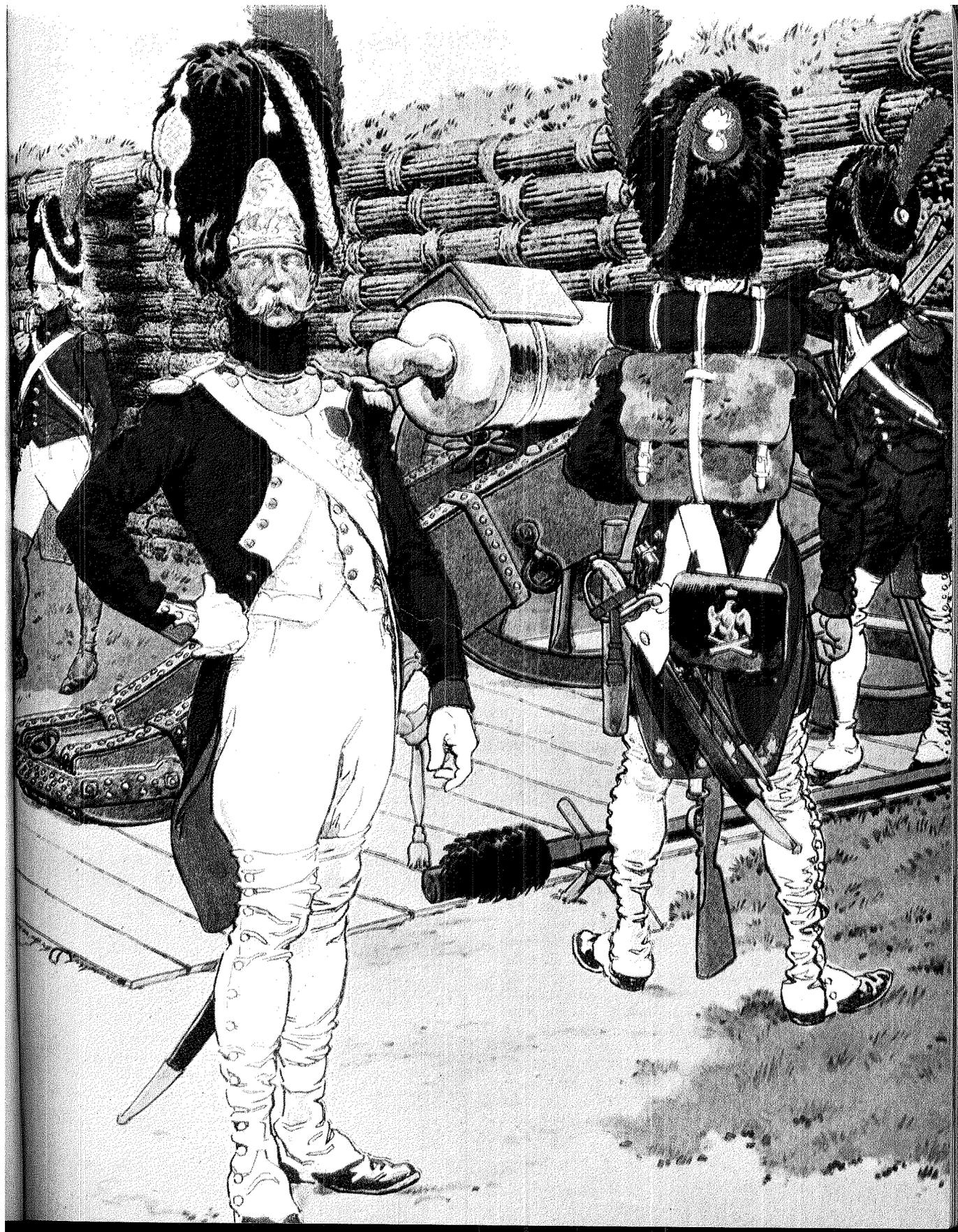
Napoléon Ier

L'acte d'abdication de Napoléon I^{er}.

Nombreux sont ceux qui se sont détournés de lui et qui l'ont laissé errer, seul, dans les corridors du château ou dans les chemins du parc. Cependant, la vie officielle continuait. Chaque jour, la garde était relevée avec le cérémonial habituel, chaque jour les soldats le saluaient avec enthousiasme. Lui, ayant perdu sa couronne, songeait principalement à retrouver sa femme et son fils. Les questions de famille l'ont absorbé durant cette semaine où il attendit son départ pour l'île d'Elbe. Peut-être redoutait-il également un attentat.

Il était 3 heures du matin, dans la nuit du 12 au 13, lorsqu'il fit appeler Caulaincourt. Il lui parla assez longuement. Puis il lui remit une lettre adressée à l'Impératrice. Ensuite, il lui ordonna d'aller chercher, dans son cabinet, un petit portefeuille de maroquin rouge sur lequel était le portrait de sa femme et de son

ingurgité dans un verre d'eau un poison qui comprenait de l'opium, de la belladone et de l'ellébore blanc. (C'était une formule due à Cabanis, qui l'avait donnée à Condorcet.) Napoléon portait cette préparation, dans un petit sachet, suspendu à son cou, depuis le hurra de Malo-Iaroslavetz où il avait failli être pris par les Cosaques. On lui avait assuré que la dose était plus que suffisante pour tuer deux hommes. L'empereur, très certainement, ne dut la vie qu'à ce que la préparation en question avait vieilli et perdu de ses qualités nocives. Il expliqua à Caulaincourt qu'il avait choisi ce genre de mort, afin de ne pas être défiguré. Après que Caulaincourt eut pu, enfin, donner l'alarme, le grand-maréchal arriva, ainsi que le médecin, Yvan. Constant, contrairement à ce qu'il en ait dit, ne fut appelé que tardivement au chevet de l'empereur. Lorsque celui-ci fut



hors de danger. Yvan sortit de la chambre, eut (paraît-il) une crise de nerfs, descendit dans la cour, trouva un cheval sellé attaché à l'une des grilles, l'enfourcha et s'éloigna au galop. On ne le revit plus.

LES ADIEUX AU DRAPEAU

Huit jours se passèrent. Il avait apposé sa signature sur le traité. Mais il devait différer son départ jusqu'à la ratification de la convention par toutes les puissances alliées. Envoyé en Angleterre, le document revint à Paris le 17 avril. Il fut signifié à Fontainebleau le 19. Enfermé dans son petit appartement, passant ses journées à lire, étudiant le dossier de l'île d'Elbe, il s'entretint surtout avec Maret, duc de Bassano et avec Caulaincourt. Il avait retrouvé tout son calme, discutait gravement des questions les plus sérieuses. En attendant, les abandons se multipliaient. L'un de ceux qui le touchèrent le plus fut celui de Berthier, l'un de ses plus anciens compagnons d'armes. Par contre, il reçut quelques visites. Et il refusa d'en recevoir d'autres. Celle de la comtesse Walewska, par exemple.

Caulaincourt avait accompli une dernière mission à Paris, afin de régler certains détails. Il revint à Fontainebleau en compagnie de Flahaut, et il rapporta 209 000 francs à l'empereur. Le 16 avril, il prit place pour la dernière fois à la table impériale. Napoléon avait perdu tout espoir de jamais revoir l'impératrice. Us les commissaires étrangers qui devaient l'accompagner à l'île d'Elbe arrivèrent : Schouvalow, sir Neil Campbell, le général Koller, le comte de Truchess-Waldburg. Bientôt, tout fut prêt pour le départ.

Le 20 avril 1814, à 11 h 30 — d'autres disent midi — ce qui restait de la Garde Impériale fut rassemblée dans la cour du château de Fontainebleau, la cour du Cheval Blanc. Il n'y avait que quelques centaines d'hommes. Le détachement commandé par le général Cambronne et qui devait suivre le nouveau souverain de l'île d'Elbe était déjà parti. Quelques écrivains ont prétendu que l'empereur pouvait à peine parler et se soutenir. Dans ses Mémoires, Maret, duc de Bassano, a protesté contre cette légende mensongère. « Ayant embrassé ses amis, dit-il, il descendit les degrés... dans une attitude aussi assurée que lorsqu'il avait monté les marches du trône. Il porta sur ses vieux soldats un regard attendri mais calme, et il leur parla d'une voix ferme comme son âme. »

Onze mois après exactement, le 20 mars 1815, il descendait de voiture, à 10 heures du matin. Dans cette même cour du Cheval Blanc.



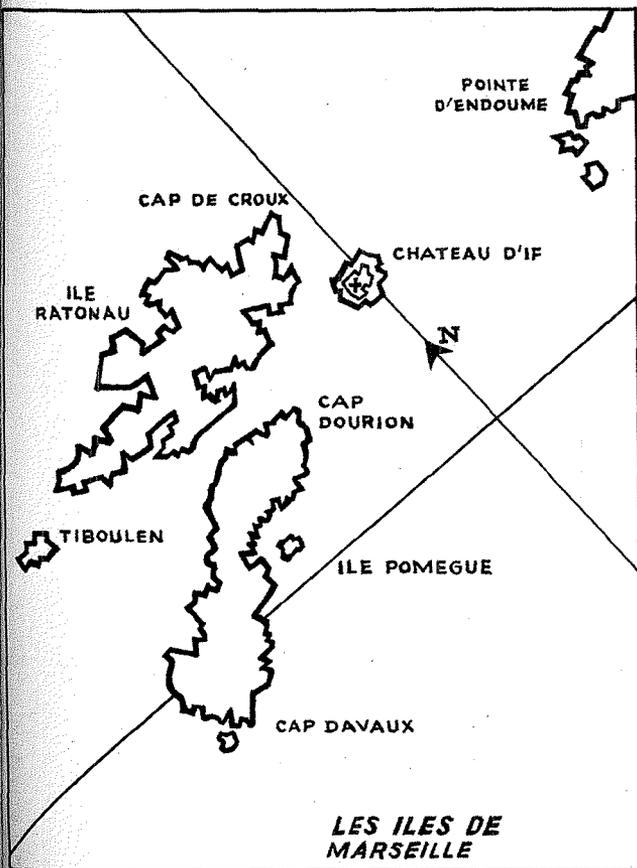
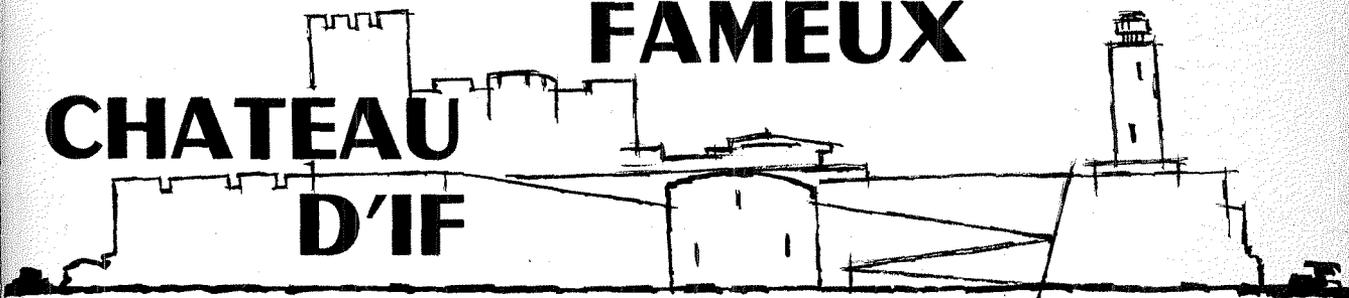
Le drapeau des adieux.

Et il s'installait dans le Palais avec la même aisance qu'il aurait eue, s'il en était sorti quelques jours auparavant. Il y séjourna quatre heures seulement. Puis il se remit en route. Vers Paris. D'où fuyait le roi Louis XVIII. Et près de ces mêmes fontaines de Juvisy où, dans la nuit du 30 mars 1814, il avait appris la capitulation, il passa en revue quelques régiments de cavalerie qui venaient de se rallier à lui. Onze mois, c'est bien peu de temps. On peut être sûr, néanmoins, que Napoléon avait totalement oublié ce qui s'était passé à cette époque-là. C'est le propre des hommes de génie de regarder seulement devant eux.

Léopold TANTAINÉ.

L'HISTOIRE DU FAMEUX

CHATEAU D'IF



Qui ne connaît le célèbre château d'If qui monte la garde à l'entrée de la rade de Marseille depuis quatre siècles et demi ? Il fait partie du décor et les vedettes du Vieux-Port y mènent sans cesse les touristes qui ne connaissent son histoire que par le roman d'Alexandre Dumas... C'est là qu'Edmond Dantès, l'infortuné fiancé de la belle des Catalans, Mercédès, fut enfermé de par la volonté du procureur du Roi et qu'il y reçut les confidences du vénérable abbé Faria, lui aussi placé sous les verrous en raison d'un libelle qu'il avait fait circuler et qui avait indisposé quelque puissant de ce monde... L'abbé fit de son compagnon de geôles le richeissime comte de Monte-Cristo qui, certain matin, fut jeté à la mer, enfermé dans un sac, ayant pris la place de l'abbé, décédé de sa belle mort. La suite, nous la connaissons, vous la connaissez et l'on persiste et persistera longtemps à montrer aux visiteurs les cachots où ces deux personnages de légende passèrent de longues années.

Trois îles ferment donc la rade de l'antique Phocée : Ratoneau, Pomègue et If. Dans l'antiquité, Ratoneau aurait été *Prote*, Pomègue se serait appelée *Mese* et If, c'était *Hypea*. C'est du moins ainsi que Pline les désigne et il n'y a pas de raison de douter de son érudition. Ratoneau s'appela aussi l'île Saint-Etienne, du nom d'une chapelle que l'on connaissait dès le XIII^e siècle et l'on raconte que l'un des soldats de la petite garnison qui y était installée, vers 1765, devint fou, s'imagina être le roi

nison se défendirent héroïquement. Mais, l'aventure étant susceptible de se renouveler, François I^{er} décida de prendre des précautions et, dans le but de défendre la ville contre toute attaque venant de la mer, décida de fortifier l'îlot du rhinocéros. La première pierre du futur « château » fut posée peu après la levée du siège. On transporta sur ce petit morceau de territoire les pierres des maisons et des couvents marseillais démolis pour la défense des remparts. On mit quatre ans pour édifier le fort qui fut achevé à la fin de l'année 1528. Il occupait un plan carré de 28 mètres de côté, il était flanqué de trois tours cylindriques que l'on voit encore de nos jours et dont l'une, celle qui fait face à l'île de Ratoneau, est plus large et plus haute que les autres. On la nomme la tour Saint-Christophe. On creusa également trois citernes d'eau douce. On établit un moulin à vent pour moudre le blé. Et, pour parfaire le tout, vers la fin du XVI^e siècle, on compléta la défense en entourant l'îlot d'une enceinte bastionnée. Dans la tour Saint-Christophe, une chapelle avait été prévue, afin de ne rien laisser au hasard. En vérité, ce fut une véritable église, que l'on surmonta non d'un clocher, mais d'un poste de garde, à la pointe de l'île, en face de Marseille.

Il y a quelque cinquante ou soixante ans, on voyait encore, sur la porte du fort l'emblème de François I^{er}, la « salamandre ». On peut le voir sur la porte du fort de Notre-Dame-de-la-Garde, qui fut construit également sur les ordres du « roi-chevalier ».

Alerte au château d'If en 1536. La garnison fait ses préparatifs en vue d'une attaque, car les troupes de Charles Quint menacent de nouveau et Marseille et la Provence. On attend la flotte espagnole, on scrute anxieusement l'horizon de la mer, les piles de boulets sont au pied des canons. Mais aucune voile ne se manifeste. On attend pendant deux ans, puis c'est la détente : le roi de France et l'empereur viennent de se réconcilier. Alors on tire le canon, on fait parler la poudre : ce sont des salves d'honneur.

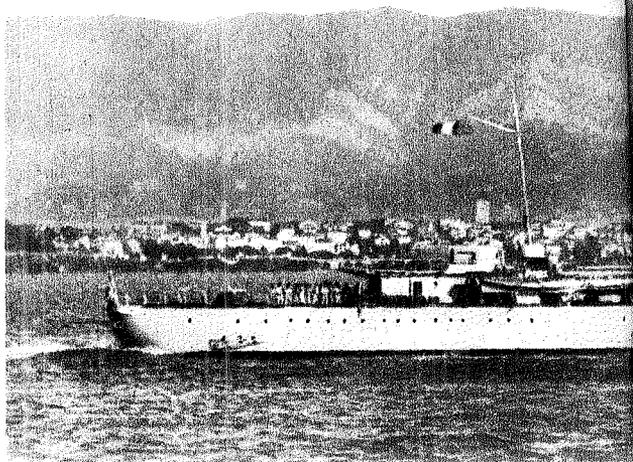
Pendant la Ligue, le château d'If tombe au pouvoir des rebelles qui y débarquent une troupe amenée par les galères toscanes. Henri IV prend le parti de négocier, qui est le meilleur, mais il mettra une année entière pour obtenir l'évacuation des Toscans. Les guerres se succèdent : Guerre de Trente Ans, Guerre de la Succession d'Autriche,

Guerre de Sept Ans : la défense de la forteresse est renforcée, mais les flottes ennemies ne font aucune apparition.

Le château d'If avait rempli son rôle de force de dissuasion... Il servait d'épouvantail. Les précautions prises par François I^{er} portaient leurs fruits.

Les gouverneurs du château d'If furent, de père en fils, de 1598 à 1771, les Fortia de Piles, d'une maison originaire du royaume d'Aragon, connue depuis le X^e siècle. L'un d'entre eux fut le parrain d'un fameux marin marseillais, le chevalier Paul, à la naissance assez originale. Certain jour du mois de décembre 1597, un bateau conduisait au fort, entre autres, une humble lavandière qui se trouvait dans un état intéressant. Un heureux événement se préparait. Or voici qu'un orage éclate, la mer devient mauvaise, la lavandière ne peut résister à la colère des éléments et elle met au monde un garçon. On la transporte au château d'If, on y dépose le nouveau-né — de père inconnu — et le gouverneur, Paul de Fortia, sert de parrain et confère au garçon son prénom : Paul. Il devint amiral de France, après avoir gravi tous les échelons de la hiérarchie depuis simple mousse jusqu'à chef d'escadre en 1649. Il termina sa carrière en commandant en chef dans les mers du Levant. De nos jours, un navire de guerre a porté son nom, le *Chevalier-Paul*, et la Chambre de Commerce de Marseille, renouvelant le procédé, est sa marraine.

C'est à partir des années 1630 que le châ-



teau d'If devient prison d'Etat, à l'instar du Mont-Saint-Michel et de quelques autres forteresses que les flots entourent. On y enferme quelques personnages de marque, tels que le prince Casimir Jagellon, frère du roi de Pologne et surtout le fameux rebelle marseillais, Grandevès-Niozelles, qui avait résisté aux ordres du roi Louis XIV.

Niozelles fut le héros d'une histoire terrible. Marseille était déjà une ville bouillonnante, prête à la rébellion, assoiffée d'autonomie. Ses habitants se rappelaient leur ancienne indépendance du XIII^e siècle, au temps de leurs « podestats ». Sous un prétexte en somme futile, l'armement d'une galère, Marseille se révolta. Gaspard de Grandevès-Niozelles attaqua l'hôtel de ville, s'en empara, pendant que ses amis se rendaient maîtres de quelques-unes des portes de la vieille cité. La galère du chevalier de Vendôme, passant à la dissidence, bombardait le port. Les troupes du duc de Mercœur, gouverneur de la Provence, ripostèrent et reprirent plusieurs des points attaqués. La population se soulevait et il fallut une armée entière pour la réduire, ainsi que la flotte des galères de Toulon que commandait justement le chevalier Paul. Tout finit par rentrer dans l'ordre, mais les meneurs furent pourchassés. Niozelles persista à ne point vouloir reconnaître l'autorité du roi de France. Louis XIV, outré, résolut de châtier Marseille. Il fit désarmer la population et construire le fort Saint-Nicolas, pour la tenir sous son canon. Puis il fit son entrée

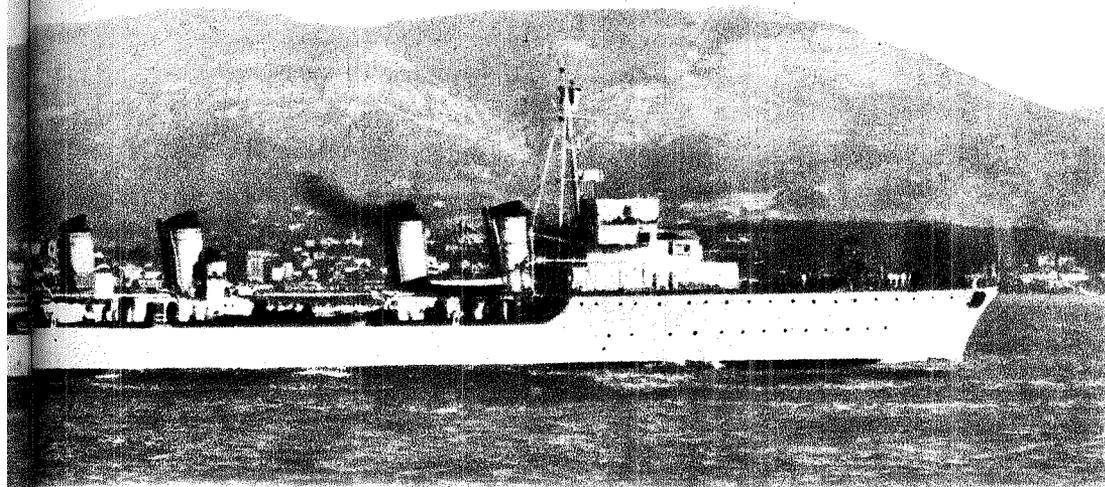
dans la ville, par la brèche ouverte dans les remparts, pour bien faire comprendre qu'il pénétrait dans une ville conquise. C'était le 2 mars 1660. Il résolut de faire de cette cité encore moyenâgeuse une cité moderne et le débouché du royaume sur la Méditerranée. C'est de cette époque que datent le renom et la prospérité de notre grand port méditerranéen.

Le château d'If continua à recevoir des prisonniers et servit de maison de redressement pour les mauvais garçons. Parmi ceux-ci, Mirabeau, qui y séjourna plusieurs mois en 1774, et qui se signala en séduisant la cantinière. Le Consulat et l'Empire y incarcérèrent des « politiques ». Dans la nuit du 3 au 4 mai 1810, la flotte anglaise, qui croisait à peu près perpétuellement dans le golfe du Lion, tenta un débarquement sur l'îlot, mais fut repoussée. Le château conserva, pendant seize ans, le corps du général Kléber, ramené d'Egypte et que l'on y avait entreposé... provisoirement. La Restauration vint, et les prisonniers changèrent de catégorie, ce furent les bonapartistes qui furent mis, à leur tour, sous les verrous.

Et là se place l'aventure d'Edmond Dantès...

Le château d'If demeure un monument d'architecture militaire, classé. Et un site romantique célèbre. Sa silhouette trapue se dessine admirablement sur le ciel provençal, elle éclate au soleil, elle laisse tourner le flot des petites embarcations qui accomplissent régulièrement le circuit des îles.

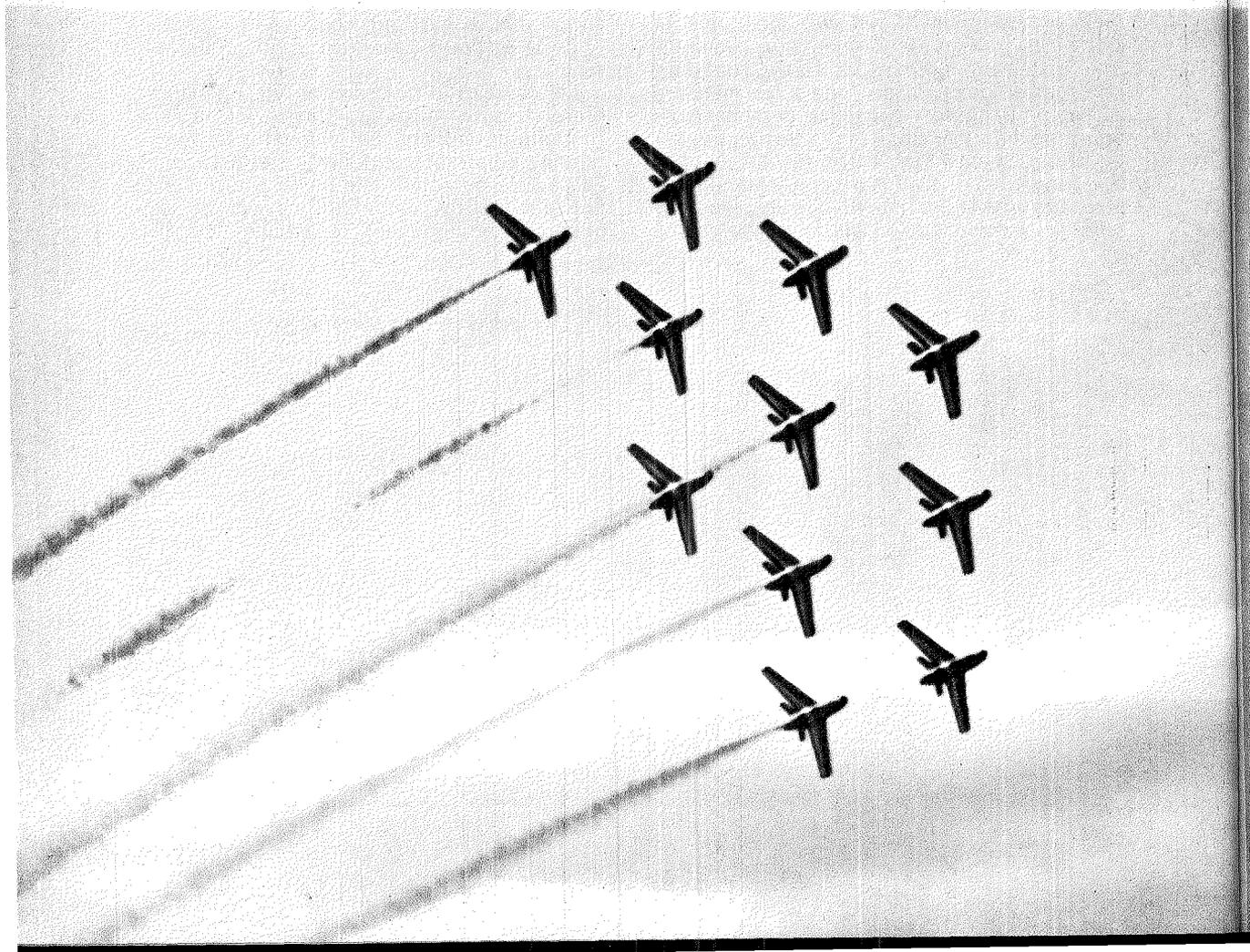
Le contre-torpilleur « Chevalier-Paul ».



LA PATROUILLE ACROBATIQUE

Avant la guerre de 1939, les grands meetings d'aviation comportaient un « clou » : les évolutions de la « Patrouille d'Etampes » qui doit bien être l'ancêtre de notre actuelle « Patrouille acrobatique ». Les spectateurs qui se pressaient à ces manifestations ont conservé le souvenir de ces appareils qui circulaient dans le ciel à 200 km/h, ce qui paraissait, et ce qui était vraiment une performance remarquable.

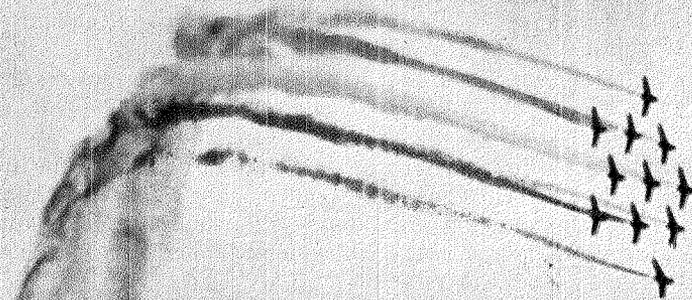
Aujourd'hui installée à Salon-de-Provence, au cœur même de la base-école où sont formés les jeunes officiers de l'armée de l'Air, la patrouille acrobatique de France est ainsi nommée depuis le mois de février 1964. Elle descend en ligne directe de la « patrouille de l'Ecole de l'Air » créée en 1957, qui eut pour leaders les capitaines Kerguelen, Angot et Chapus.

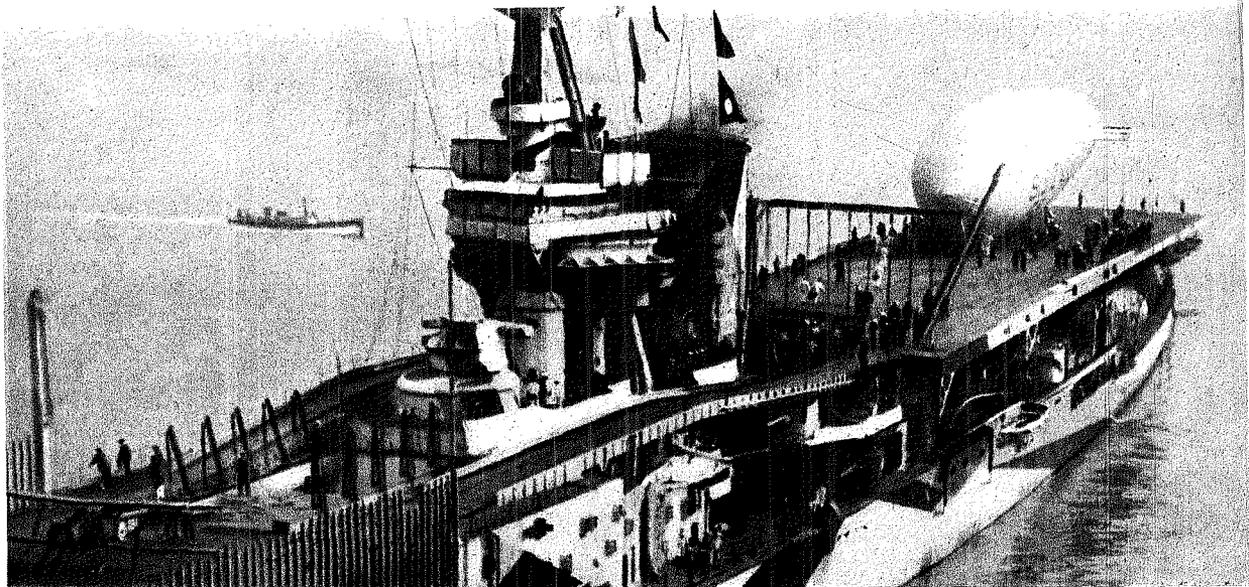


LA PATROUILLE ACROBATIQUE

Elle remplace aussi la « patrouille de France » de Nancy, composée de Mystères 4 et dissoute au début de 1964.

Le local de la « patrouille de France », appelée aussi P.A.F., est un ancien poste de garde à quelque 100 mètres de la piste d'envol. Sur celle-ci sont rangés les C.M. 170 Fouga Magister de la base, et, parmi eux, ceux de la patrouille. Dans la salle d'honneur, de nombreux trophées sont exposés et la vitrine qui les abrite est trop petite pour les contenir tous. Sur la surface d'un mur est dessinée une carte de l'Europe qui ne comporte aucune frontière : de petites étoiles qui y sont réparties figurent les meetings auxquels a participé la patrouille : 103 missions importantes en dehors de Salon. Fêtes de clubs, défilés, manifestations régionales, natio-





Le premier porte-avions de l'histoire : un ancien cuirassé britannique « Furious » aménagé en 1918.

naissance et progrès des navires PORTE-AVIONS

Le porte-avions est né en 1918 dans la Marine britannique, lorsque le croiseur de bataille **Furious** fut équipé d'une plate-forme d'atterrissage. En 1919, l'amiral Beatty prévoyait la mise en service d'une flotte de sept porte-avions. L'armement principal devait en être des avions de reconnaissance.

Vingt ans après, six des bâtiments de 1919 se trouvaient encore en service. Ils étaient complétés par un bâtiment neuf, l'**Ark Royal**. Mais au cours des vingt années d'entre-deux-guerres, le développement de l'aviation embarquée fut contrarié par des idées fallacieuses sur la suprématie des avions d'une armée de l'Air basée à terre. Les sept porte-avions britanniques de 1939 entrèrent dans le conflit européen avec une absence quasi complète d'aviation de chasse. Ce fut la catastrophe. De ce fait, leur rôle fut à peu près nul dans la campagne de Norvège (avril 1940). Ils furent totalement absents de la campagne Hollande-Belgique-France au cours de laquelle seuls les avions de bombardement en piqué du porte-avions français **Béarn** intervinrent le 31 mai 1940 pour détruire les ponts de l'Oise et de la Somme à Origny.

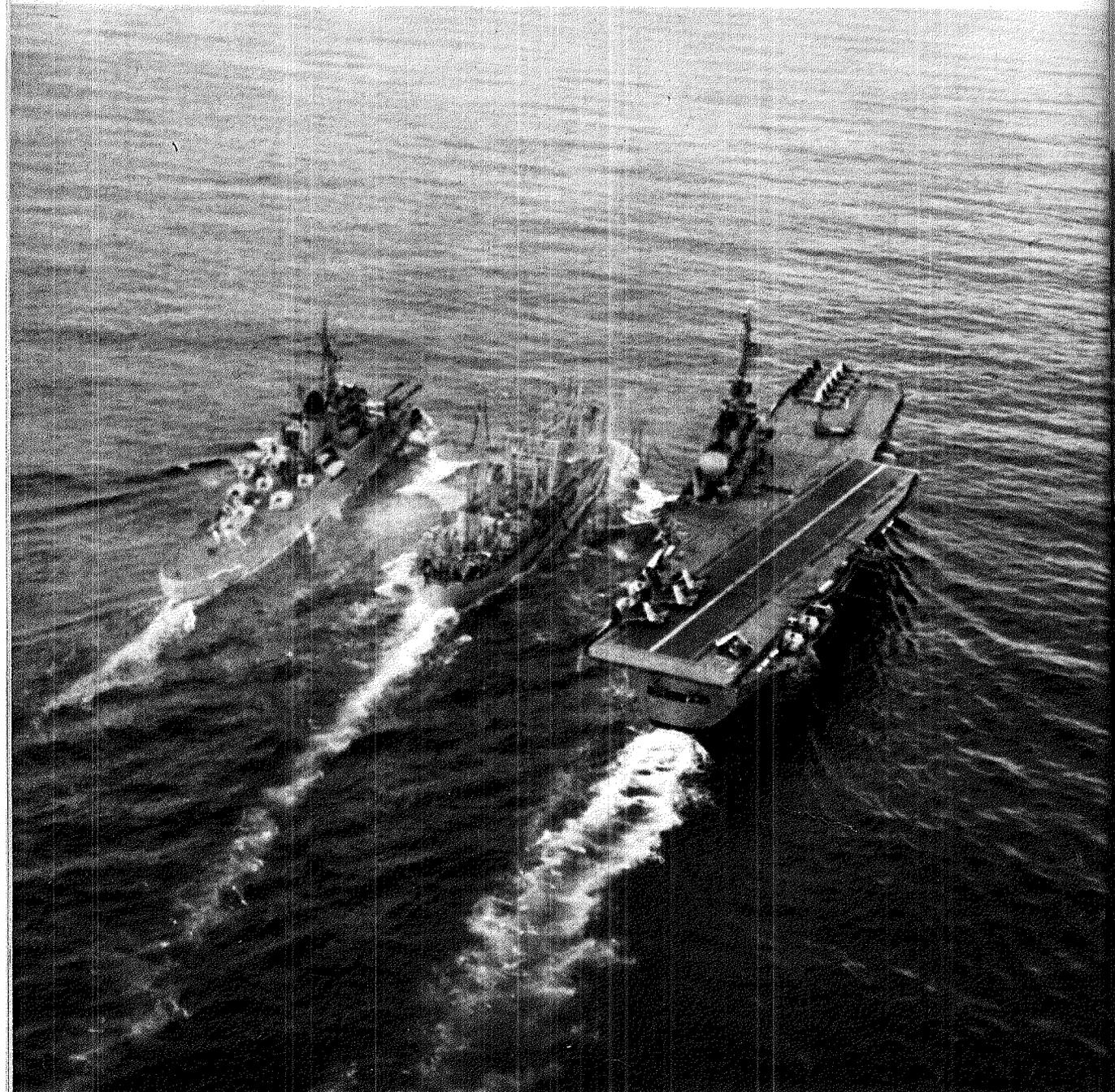
Ce complexe d'infériorité britannique se prolongea jusqu'en 1942. Entre-temps, l'absence d'avions de chasse embarqués coûta la perte des croiseurs **Southampton** dans le détroit de Sicile le 11 janvier 1941, **Fiji**, **Calcutta**, et **Gloucester** dans les eaux de Crète du 22 mai au 1^{er} juin 1941, des

cuirassés **Prince of Wales** et **Repulse** le 9 décembre 1941, en Malaisie, des croiseurs lourds **Dorsetshire** et **Cornwall** à Ceylan le 5 avril 1942. Le manque d'avions de chasse embarqués faillit même coûter la destruction de porte-avions insuffisamment armés, l'**Ark Royal**, l'**Illustrious** et le **Formidable**. Il entraîna celle de l'**Hermes**, qui en était totalement démuné.

La situation ne fut redressée qu'en 1942 par l'intervention de l'aviation de chasse des porte-avions américains. Ceux-ci ayant, par chance, échappé au désastre de Pearl Harbour, purent intervenir au printemps 1942 contre les bases avancées japonaises du Pacifique et livrer avec succès la bataille de la mer de Corail et celle de Midway. La supériorité en aviation de chasse embarquée (**Wildcat**) et en bombardiers en piqué (**S.B.D.**) permit également aux porte-avions américains de repousser les assauts japonais dans les îles Salomon, devant Guadalcanal, en attendant de permettre, avec la mise en service des avions de chasse **Hellcat**, en 1943, de gagner la grande bataille navale des îles Mariannes (19 juin 1944) dont l'importance dépasse celle du Jutland de 1917.

Les porte-avions américains ont à eux seuls, abattu, dans le Pacifique, 12 268 avions japonais dont 11 368 — soit 93 % — étaient des avions basés à terre.

Sur le porte-avions « Arromanches »,
appareillage avec commandos aux postes de bande.



Le porte-avions « Foch », la « Seine » et le « Vauquellier ».



L'un des préjugés de 1939 était la vulnérabilité congénitale des navires porte-avions, due à la difficulté de cuirasser leurs hangars et leur pont d'envol, où à leur aptitude à servir de cible au canon et surtout aux torpilles des sous-marins.

Il est certain que les premiers événements parurent justifier cette crainte. Le 17 septembre 1939, l'**Ark Royal** démuné d'avions de chasse s'était aventuré en mer du Nord. Il fut pris à partie par un Heinkel III qui annonça l'avoir coulé. La radio de Goebbels s'empara de cet exploit imaginaire. Le 26 septembre 1939, le **Courageous**, effectuant une patrouille anti-sous-marine à l'entrée de la Manche, fut torpillé et réellement coulé par un sous-marin. La marine française s'inquiéta pour le **Béarn** dont la vitesse de 18 nœuds fut jugée trop faible pour échapper aux risques de torpillage. Le bâtiment fut désarmé à Brest. La psychose de la vulnérabilité du porte-avions fut telle que l'amiral Darlan fit suspendre la construction du **Joffre** et du **Painlevé**. La marine allemande fut prise par contagion de cette phobie et, Goering aidant, Hitler arrêta la construction de son premier porte-avions, le **Graf-Zeppelin**, en avril 1940. Un an plus tard, le **Graf Zeppelin** manquera au **Bismarck**, et lorsque le redoutable cuirassé allemand se lancera dans l'Atlantique, il succombera aux quelques torpilles des avions du **Victorious** et de l'**Ark Royal** le 28 mai 1941.

Malgré ses pertes de 1939-1940, la Marine britannique conserva sa foi dans les porte-avions, et elle hâta la construction de l'**Illustrious**, du

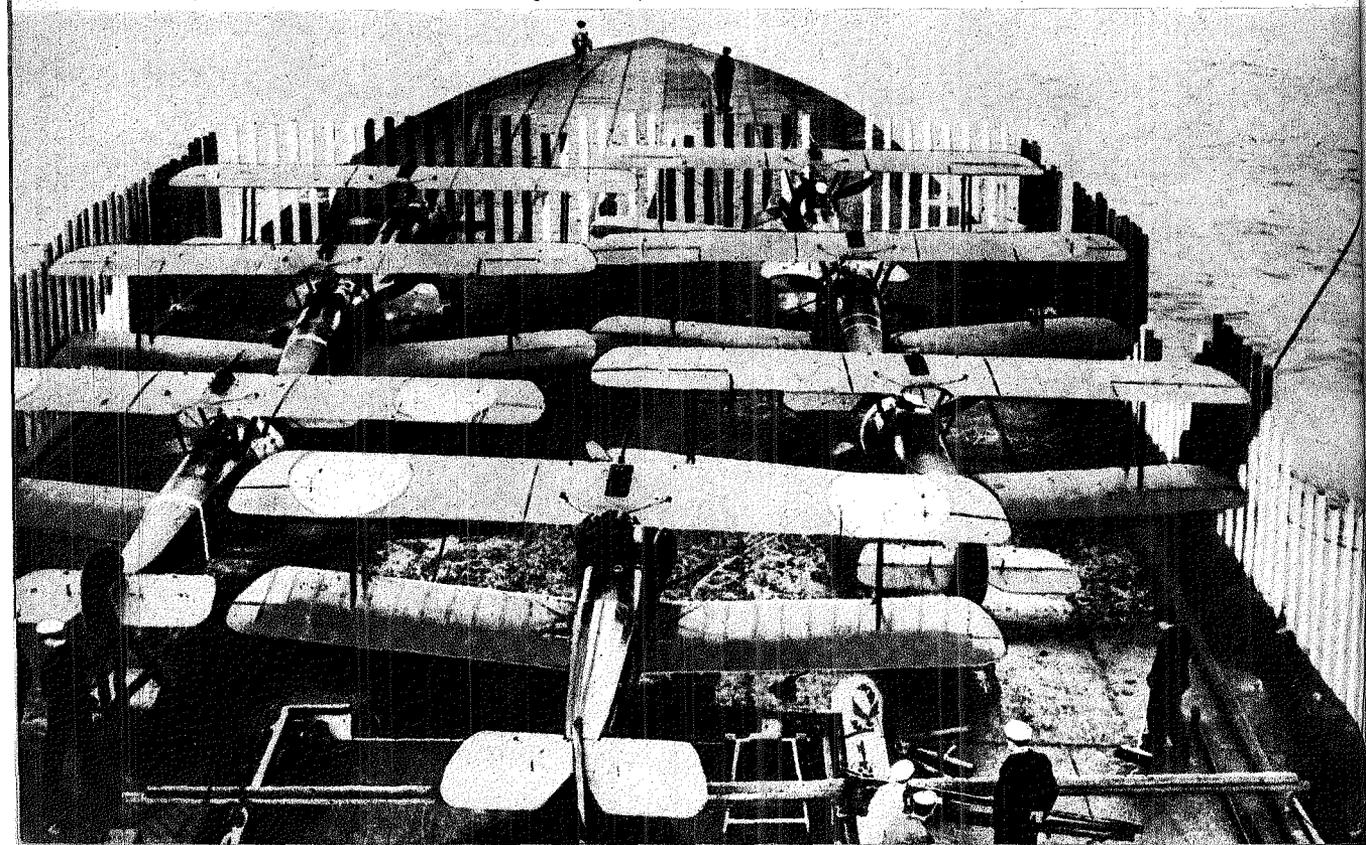
Victorious, de l'**Indomptable**, de l'**Indefatigable**. En 1941, elle acheta des avions de chasse américains, puis se fit livrer par les Etats-Unis 38 porte-avions d'escorte. C'est ainsi que la bataille de l'Atlantique fut gagnée en 1943.

De toutes les armes employées de 1939 à 1945, les avions de porte-avions ont causé le plus de pertes au cours des batailles sur mer, plus que les sous-marins, que les navires-canon et que l'aviation côtière. Quant à la vulnérabilité des porte-avions, elle fut relativement faible : 11 % du total des porte-avions alliés mis en service de 1939 à 1945, alors qu'elle est de 20 % pour les cuirassés et de 27 % pour les croiseurs.

Entre les années 1945 et 1950, deux types nouveaux de porte-avions firent leur apparition : le porte-avions « stratégique » pour le lancement de bombes atomiques, et le porte-avions « léger de combat » pour la défense antiaérienne et pour la lutte anti-sous-marine. Notre **Arromanches** de 14 500 tonnes correspond à ce dernier type et le **Clemenceau**, de 18 500 tonnes, en constitue une version améliorée.

Le porte-avions léger rapide armé d'avions de chasse, à hélice ou à réaction, et d'avions anti-sous-marins, telle fut la formule d'après-guerre. Le **Georges-Clemenceau**, filant 30 nœuds, répond exactement à ces deux caractéristiques de la guerre navale type 1950. Il n'est nullement périmé aujourd'hui, malgré l'apparition de grands sous-marins atomiques.

Les petits avions du « Furious » en 1918 alignés sur le pont d'envol.



LA GRANDE SARAH

*L'une des gloires
de l'histoire du
Théâtre de France*

PAR MAURICE DUPLAY

— Non, je ne veux pas être actrice !

Ainsi regimbe contre la décision qu'un conseil de famille vient de prendre à son sujet, une fillette de quinze ans maigrichonne, efflanquée, le nez accusé, le teint blême, avec de fauves cheveux crépelés — une tignasse — et qui serait laide sans la splendeur des yeux et la noblesse de l'allure. Elle se nomme Rosine Bernard et deviendra la grande Sarah sous un patronyme dont elle aura corrigé la banalité.

Pour l'instant, elle trépigne et montre son petit poing à l'aréopage : sa mère Julie Bernard, sa tante Rosine, « l'une belle, l'autre ravissante » ; un notaire du Havre, M. Meydiou, toujours solennel et sentencieux, une espèce de Prudhomme ; M. Régis qui protège la mère... et le duc de Morny qui s'intéresse à la tante — le tout puissant duc de Morny, président du Corps législatif, un des seigneurs du régime. C'est même lui qui, pour clore une discussion qui commençait à l'importuner, jeta de sa voix nonchalante de dandy : « Mettez cette gamine au Conservatoire, et n'en parlons plus !... »

Morny, comme de juste, impose à ce petit monde, Sarah comprise. Elle se présentera au Conservatoire.

Mais quel morceau choisir pour l'examen d'entrée ? Une grande tirade de la tragédie classique ? Pas du tout. Elle récitera la fable **Les Deux Pigeons**, qui transpose dans le monde des oiseaux les vicissitudes du couple humain, ses effusions et ses lassitudes, ses désaccords et ses réconciliations.

« C'est une originale, cette petite », songe le compositeur Auber, directeur du Conservatoire, descendu du « Cheval de bronze » pour présider le jury, et, avec lui, ses collègues. Mais la candidate a une bonne diction, une voix prenante,





puis, derrière elle, se profile sur la muraille la grande ombre tutélaire de Morny. Sarah est reçue.

Deux ans plus tard, elle sortait du Conservatoire, non avec un prix de tragédie comme on aurait pu le penser, mais de comédie, et encore n'était-ce que le second. Son dépit est facile à imaginer.

D'OBSCURS DEBUTS

Outre Morny, la tante Rosine comptait de brillantes relations. Le directeur du service théâtral au ministère des Beaux-Arts en faisait partie, Camille Doucet, « un affable et charmant vieillard ». A cause de son excessive bénignité, on avait modifié le prénom en « Camomille ». Celui-ci glissa sans peine sa jeune protégée à son subordonné Thierry, administrateur général de la Comédie-Française.

Obscurs furent les débuts de Sarah. La critique et les camarades soulignaient sa maigreur de chatte errante et sa façon de s'habiller tout ensemble négligée et tapageuse. Telle quelle, elle sut séduire néanmoins un habitué du foyer, le comte de Kératry, gentilhomme, talon rouge, qui arrondissait opportunément des mensualités de misère.

Elle serait restée ignorée longtemps encore sans une algarade qui la tira de son obscurité. C'était le jour de la fête commémorative de Molière. Tous les membres de l'illustre compagnie, selon une antique tradition, doivent défiler devant son buste et le couronner. Avant la dite cérémonie, Sarah et ses camarades, sociétaires, pensionnaires, étaient rassemblés au foyer, une palme à la main. Sarah avait jugé bon d'amener la plus jeune de ses deux sœurs, Régina, une morveuse, soigneusement frisée et pomponnée pour la circonstance. Non loin, se rengorgeait une importante sociétaire qui accaparait les grands rôles tragiques : M^{me} Nathalie. Or, ne voilà-t-il pas que, bien involontairement, en toute innocence, la petite Régina pose le pied sur sa traine. Indignée, M^{me} Nathalie, de ce bras charnu habitué à brandir le sceptre, la repousse avec tant de brutalité, que la maladroite va se cogner contre un pilastre. Son front saigne, elle pleurniche. Sarah, sans égard à la hiérarchie dramatique, lance à M^{me} Nathalie : « Méchante bête ! » et aggrave l'insulte d'une gifle.

Cette gifle retentit bien au-delà de Cabotinville. Tout Paris s'en scandalisa et s'en amusa davantage. Sarah, en fin de compte, était renvoyée de la Comédie-Française, et, un bon laps de temps, tenue en quarantaine.

UN TALENT QUI S'AFFIRME

Cependant, Camomille Doucet n'avait pas renié sa protégée, qu'il casait à l'Odéon. Elle y végétait, insignifiante dans des petits rôles, quand, un soir, elle se révéla. On jouait **Kean**, mélo d'Alexandre Dumas, et le Quartier Latin ne voulait pas de cette pièce. Les étudiants, en hommage au grand proscrit de Guernesey et pour fronder César, réclamaient, à grands cris, **Ruy Blas**. Les acteurs étaient sifflés, hués, on allait devoir baisser le rideau. Soudain, Sarah entra en scène et la cabale s'apaisa. Elle était populaire chez les étudiants, sensibles à cette voix que Hugo, par la suite, appellera « une voix d'or ». La jeune comédienne en tira de tels accents que le public fut charmé et la pièce sauvée. Toutefois, pour devenir vraiment célèbre, il lui fallut attendre le 14 janvier 1869.

Son illustre aînée, M^{me} Agar, honorait de ses bontés un jeune scribe du ministère de la Guerre qui rimait dans les moments où il ne grattait pas du papier au service de l'Etat. Ce François Coppée, timide et sentimental, qui ressemblait au Premier Consul, était l'auteur d'un acte en vers **Le Passant**, pour lequel sa maîtresse s'était enthousiasmée et qu'elle avait imposé à l'Odéon. Agar jouait, dans cette bluette, la belle courtisane florentine Sylvia, et Sarah le troubadour juvénile et fervent Zanetto, en un travesti qui seyait à sa minceur. Ce fut quelque chose, toutes proportions gardées, comme les premières du **Cid** et de **Cyrano**. Zanetto entraînait Coppée dans la gloire, l'arrachait irrévocablement à son rond de cuir.

Mais, dix-huit mois plus tard, éclatait la guerre, et Sarah, avec la même passion qu'elle mettait à interpréter ses rôles, soignait les soldats blessés dans un Odéon converti en ambulance, sur son initiative. Zanetto s'était mué en infirmière.

L'HOMMAGE DU PERE HUGO

Sedan ! La débâcle emporte Napoléon III, mais ramène Victor Hugo avec l'auréole de l'exil et une belle barbe blanche de patriarche. Tout naturellement, on va reprendre ses pièces. Sarah médite : « Je serai la reine dans **Ruy Blas**. » Elle décroche le rôle de haute lutte, elle y est si admirable que la salle l'acclame infatigablement et que, la représentation terminée, le vieil Hugo accourt dans sa loge, plie le genou devant elle, lui baise les mains, en murmurant : « Merci ! Merci ! »

Désormais, Sarah ne pouvait plus s'accommoder d'une scène secondaire, son retour à la Comédie-Française s'imposait. Elle fut réintégrée rue de Richelieu. Cependant, elle y avait laissé de fâcheux souvenirs, et, comme le succès n'avait

◀ Sarah Bernhardt —
rôle de la Tisbé — dans « Angelo ».



Sarah Bernhardt dans « l'Aiglon ».

pas assoupli son caractère, le nouvel administrateur, Perrin, qui ne l'aimait guère, qui la subissait, l'avait surnommée « M^{lle} Révolte ».

A la Comédie-Française, elle avait un partenaire à sa taille : Mounet-Sully. D'un génie égal au sien, il ressemblait à Héraclès pour la force, à Apollon pour la grâce. Mais, dans l'Olympe aussi, les amants ne s'entendaient pas toujours, se querellaient parfois comme les plus vils mortels. Puis, dans un ménage d'acteurs, que de sujets de froissements et de divisions épargnés aux couples ordinaires, par exemple, lorsque l'homme obtient un meilleur rôle et plus d'éloges que la femme, et inversement. Bref, l'éblouissante aventure prit bientôt fin.

Sarah, dès ses débuts, avait cherché l'originalité. Haussant le diapason de plus en plus, elle versa de l'originalité dans l'excentricité. Elle s'attifait, à la scène comme à la ville, de toilettes ébouriffantes, hébergeait dans son appartement

une ménagerie de bêtes exotiques, couchait dans son cercueil anticipé. Plus tard, elle confiera au musicien Reynaldo Hahn qu'elle avait songé à se faire greffer une queue de tigre, pour parachever sa souplesse et sa morbidesse félines. Tout cela décelait une boulimie de réclame et la volonté d'oublier des amours olympiennes dont elle gardait la nostalgie. Cependant, une affection humaine habitait ce cœur théâtral. D'une liaison avec le prince de Ligne, lui était né un fils qu'elle chérissait. A côté du petit Maurice, ses guenuches, pumas et lézards comptaient peu.

LE SOUCI DES BEAUX-ARTS

Elle nourrissait, à bon droit, l'ambition de jouer **Phèdre**. Or l'administrateur Perrin lui refusait opiniâtrément ce rôle où elle fut sublime. Elle jouerait bien dans la tragédie racinienne, mais ne dépasserait pas le rôle d'Aricie.

Dépitée et pour satisfaire une activité qui débordait son art, pour s'accorder aussi des diversions et des compensations, elle se dit : « Si je faisais de la sculpture ? » Et, nantie de dons minimes et de quelques hâtives leçons, Sarah empoigna l'ébauchoir. Elle avait loué un atelier boulevard de Clichy, elle œuvrait au sein d'un désordre étudié, d'un fouillis artistique, vêtue d'une façon qui eût dérouté Carpeaux. Elle portait, avec un pantalon collant, la pâle souquenille à vaste collerette de Pierrot, une ample et flottante cravate de tulle et des manchettes de dentelles. Dans ses compositions, elle visait au grandiose et n'atteignait que l'académisme le plus plat. Ainsi envoya-t-elle au Salon de 1876, un groupe **Après la tempête**, où une aïeule bretonne serrait, contre son cœur, le cadavre de son petit-fils rejeté par les flots. Cette grande machine lacrymogène attendrit, à coup sûr, le bourgeois, mais fut crûment qualifiée par Rodin de « saloperie ».

Heureusement, la statuaire ne l'avait pas complètement enlevée au théâtre. **Hernani** lui procura un nouveau triomphe. Son partenaire était Mounet-Sully. De quelle voix doucement vibrante, Dona Sol lui murmurait : « Vous êtes mon lion superbe et généreux », et par quels mélodieux rugissements le lion lui répondait ! Mais ni le théâtre ni la sculpture ne suffisaient à cette perpétuelle insatisfaite. Toujours elle aspirait à « autre chose ». Un beau matin, elle s'improvisa peintre. Après l'ébauchoir, elle mania le pinceau. Mal et pour se faire accuser de cabotinage et de mégalo-manie.

A mener cette existence fébrile, trépidante, Sarah dilapide sa santé. Elle tousse, crache le sang. Elle se dit moribonde. Elle doit exagérer, car elle quittera ce monde presque octogénaire. Sa phtisie serait-elle un rôle émouvant en marge de la scène ?

ET CELUI DE LA PUBLICITE

A ce stade de sa destinée, elle est très belle mais d'une beauté étrange et qui ne concorde guère avec les canons plastiques du XIX^e siècle finissant, lesquels exigent, chez les femmes, l'opulence des formes. Sa fauve chevelure couronne un visage diaphane où les grands yeux, aux nuances changeantes, mettent du rêve ; le moindre de ses gestes est naturellement royal. D'ailleurs, Sarah est une reine ayant autour d'elle une petite cour de célébrités, voyant affluer à ses pieds une vague quotidienne d'hommages. Chaque courrier lui apporte des lettres d'amour. Sa loge du Théâtre Français et la loge de son concierge regorgent de corbeilles de fleurs. Dans la cohorte de ses soupirants, languit un pauvre diable de fonctionnaire nommé Bénâtre. Il accable Sarah de poulets enflammés, ne manque aucune représentation où elle joue, rôde autour du petit hôtel qu'elle s'est fait bâtir à l'angle de l'avenue de Villiers et de la rue Fortuny, dans ce quartier qui est celui des artistes arrivés, la patrie d'une bohème dorée. Bénâtre n'est séparé de l'inaccessible idole que par son internement à Ville-Evrard.

En 1878, une exposition universelle marqua la résurrection de la France. Le clou était le ballon captif de Pierre Giffard. Sarah souhaitait de s'élever dans les airs, mais pas comme le premier quidam venu : en ballon libre. Docile, Giffard mit à sa disposition un petit aérostat baptisé **Dona Sol**. Sarah s'embarqua avec un de ses familiers, le peintre Georges Clairin. A 2 600 mètres d'altitude, les aéronautes burent le champagne. Mais au-dessous, Paris s'alarmait ou s'indignait. Cette nouvelle fouda n'allait-elle pas coûter la vie à Sarah ? Ne renoncerait-elle donc jamais à défier l'opinion ? En tout cas, à sa descente de ballon, elle essuyait une verte semonce de son administrateur excédé.

Peu après, entra dans sa vie, l'imprésario Jarret. Persuasif, Jarret avait, de plus, la main large : livres, dollars, marks, couronnes en pleuvaient.

— La France n'est plus assez vaste pour votre génie, remontra-t-il à l'actrice. L'Angleterre et les Etats-Unis vous réclament.

L'ère des grandes tournées à l'étranger débuta. Avec Sarah, partait une de ses « bonnes » camarades du Conservatoire : Marie Colombier. Simple théâtrienne, elle jalousait la grande actrice et ne tarderait pas à mettre à nu ses vilains sentiments.

Hors de France, Sarah souleva plus d'enthousiasme encore que dans son propre pays. Les foules l'étourdissaient d'ovations, l'étouffaient dans leurs embrassements, dételèrent sa voiture pour remplacer les chevaux, la promenaient sur un innombrable pavois d'épaules. Une publicité démente entretenait ce délire.

L'AVENTURE AVEC DAMALA

Pas très longtemps après son retour en France, elle se laissa convaincre de repartir par l'irrésistible Jarret, cette fois pour visiter les capitales européennes. Elle avait engagé dans sa troupe, un jeune Grec d'une rare beauté, probablement à cause de cette beauté, Aristide Damala.

Damala, fils de famille, avait été officier de cavalerie puis diplomate, et, dans ces deux états, opéré la conquête de nombre de cœurs féminins. Ayant dissipé son patrimoine, il s'était rabattu sur le théâtre, comme gagne-pain. Au reste, il ne manquait pas de talent et tenait honorablement sa place auprès de Sarah, à Bruxelles, Copenhague, Saint-Petersbourg, Vienne, qui rivalisaient de ferveur pour la tragédienne. Mais momentanément celle-ci semblait indifférente à ses succès professionnels ; ce qui l'intéressait avant tout, c'était Damala.

Sarah Bernhardt dans « Frou-frou ».



Mounet-Sully ressemblait à Héraclès, lui à Adonis. Elle aspirait à remonter dans l'Olympe. Cependant, Damala ne répondait que fraîchement à sa flamme. Sans doute, il ne la repoussait pas comme Hippolyte la fille de Minos et de Pasiphaé, mais elle eût souhaité plus d'élan, plus d'ardeur. Pour le retenir, elle décida de l'épouser. Quand elle prit cette résolution, la troupe séjournait en Italie. Mais elle était catholique convertie et Damala orthodoxe ; or la législation italienne interdisait une telle union. Et, en France, cela demanderait des délais intolérables à sa patience.

Le 30 mars 1882, la troupe joue à Naples, et elle ne jouera plus avant le 4 avril, à Nice.

Sarah signifie à Damala :

— Nous allons, pendant le battement, nous marier en Angleterre. Nous serons à Nice, en temps voulu.

Philéas Fogg n'a-t-il pas réalisé bien plus difficile ? Mais, le 4 avril, point de Sarah ni de Damala au rendez-vous de Nice. Ils ne parvien-

Sarah Bernhardt
dans la « Dame aux Camélias ».



dront à rallier la troupe qu'en Espagne. Malgré toute leur célérité, ils n'ont pu ressembler aux héros de Jules Verne.

Quand Sarah, chargée de lauriers abondamment dorés, réintégra Paris, l'Ambigu était à vendre. Elle l'acheta aussitôt, ravie d'avoir « son » théâtre. Hélas ! elle ne put le conserver longtemps. Sous sa direction, l'Ambigu périclita vite. Et la période des dettes s'ouvrit pour cette femme brouillonne en affaires, et prodigue par générosité autant que par munificence.

Comme si la plaie d'argent n'eût pas suffi à la tourmenter, elle avait le cœur blessé par l'inconstant Damala. Le bellâtre, exaspéré de sa jalousie et de son despotisme, avait même quitté le domicile conjugal.

SARAH BARNUM

Pourtant, Sarah ne se démoralisait pas. L'Ambigu où elle avait eu le temps de créer **Fédora**, de Sardou, avec succès, abandonné par nécessité, elle louait la Porte Saint-Martin. Elle y créait **Nana Sahib**, de Jean Richepin, avec Jean Richepin lui-même. Le poète s'était fait acteur par amour de sa protagoniste. Il était beau comme un habitant de l'Olympe, et, avec lui, Sarah enrichissait sa collection d'amants-dieux.

Ici, se place un incident qui ne fut à la louange ni de l'un ni de l'autre. Marie Colombier, cette théâtrale de tout temps jalouse de Sarah, avait dégorgé un fiel accumulé depuis le Conservatoire, dans un roman à clefs **Mémoires de Sarah Barnum**. Il faut savoir que Barnum était le directeur d'un grand cirque américain qui faisait courir l'Europe entière. Furibonde, Sarah résolut de se venger. Elle mobilisa son fils Maurice et Jean Richepin, en vue d'une expédition punitive. Elle-même en prenait le commandement, armée d'une cravache et d'un poignard. Marie Colombier vit son appartement saccagé, fut flagellée de la belle manière. Elle eut relativement de la chance, car son ennemie n'employa que la cravache.

D'autres lointains voyages, d'autres triomphes, d'autres amours. Les tournées à l'étranger sont destinées à alimenter une trésorerie comparable au tonneau des Danaïdes. Sarah a quitté le petit hôtel de l'avenue de Villiers pour un grand, 56, boulevard Péreire. Un capharnaüm encombré des objets les plus hétéroclites, où les pièces de valeur s'acoquinent aux brimborions de pacotille, où le beau fraternise avec le clinquant. Cet intérieur tient du palais et de la roulotte.

Un jour, Sarah s'engoua de Victorien Sardou, en tant qu'auteur. Pour un peu, elle n'aurait monté que des pièces de lui. On s'étonne que l'interprète idéale de Racine se soit illusionnée à ce point sur ces mélos solidement construits certes, mais parfaitement vides.



Sarah Bernhardt et Coquelin.

L'INTERPRETE DES ROSTAND

Toutefois, elle rachetait son erreur en adoptant un jeune poète et dramaturge, authentique celui-là, Edmond Rostand, de qui elle interprétait *La Princesse Loïtaine* et *La Samaritaine*.

Reconnaissant, Rostand, au cours d'une « Journée Sarah Bernhardt » (9 décembre 1896), commencée par un banquet au Grand Hôtel, poursuivie et terminée par un gala à la Renaissance, la sacrait, dans un sonnet fameux :

Reine de l'attitude et princesse des gestes.

Sa carrière se poursuivait, glorieuse. Celle qui, changeant de sexe sur les planches, avait été Zanetto puis Lorenzaccio, fut Hamlet avant d'être l'Aiglon, noire comme la nuit avant de devenir blanche comme l'aube. Elle avait, dans le drame shakespearien, un jeu de scène du dernier pathétique. Tandis que les baladins représentent devant le roi et la reine, *Le meurtre de Gonzague*, elle saisissait un flambeau, courait vers les coupables, et scrutait, à sa lumière, leurs visages épouvantés.

Et la guerre vint ou plutôt revint pour Sarah qui avait enduré 1870. Depuis quelque temps, elle souffrait d'une jambe, et, en 1915, il fallut l'amputer. Ainsi elle s'identifiait aux mutilés des batailles. Dominant fatigues et souffrances, stoïque, héroïque, elle voulut aller à eux, « ses semblables, ses frères », pour les distraire, les consoler. Transportée sur un brancard, de cantonnement en ambulance, elle leur apportait les dictames et les elixirs de la poésie. Et puis elle ne craignit pas de retraverser l'Atlantique — un Atlantique dont les colères n'étaient plus seules à affronter depuis que sous-marins et torpilleurs infestaient ses eaux afin d'exalter l'amour de la France dans les cœurs américains.

Ses dernières forces, Sarah les dépensa en faveur des jeunes auteurs dont elle facilita la percée. Le plus doué fut, de toute évidence, Maurice Rostand qui, d'ailleurs, a retracé sa vie dans un ouvrage à la fois pieux et lucide. L'admiration tendresse que lui avait inspirée le père, elle l'avait reportée sur le fils. Après *L'Aiglon*, elle créa *La Gloire*, autre chef-d'œuvre. Et quand, au mois de mars 1923, la grande tragédienne entra en agonie, au milieu d'une consternation universelle, sa main défaillante tenait le manuscrit d'une nouvelle pièce de Maurice Rostand *Le Secret du Sphinx*, qu'elle se proposait de jouer sitôt guérie. Sa suprême pensée allait au théâtre.

Sarah fut prodigieuse, incomparable. Sans doute son art comportait-il quelques fausses notes, un peu à l'image de son hôtel, ce bric-à-brac somptueux, sans doute fut-elle irritante en même temps que bouleversante, ridicule en même temps que sublime, mais une personnalité de cette stature doit être acceptée en bloc, et Sarah Bernhardt n'a pas usurpé sa déification.

Maurice DUPLAY.

DANS LA GUERRE



LE CYNISME DE RIBBENTROP

La tragédie commença, en vérité, au mois d'août 1939. Tout était encore tranquille, malgré les sévères coups de semonce de l'année passée. De son propre chef, le comte Ciano s'était rendu à Salzbourg, quartier général de Hitler, et il se trouva tout à coup en face de la froide détermination allemande de déchaîner un conflit. Il s'en doutait bien un peu depuis un an, mais espérait quand même que le Führer réfléchirait avant d'entraîner le monde dans une aventure sanglante.

L'alliance de l'Italie avec l'Allemagne avait été conclue au mois de mai, sur l'offre insistante des Allemands. La décision de conclure le pacte fut prise inopinément par Mussolini tandis que Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères du Reich, se trouvait en visite semi officielle à Milan. Quelques journaux américains annoncèrent que la métropole lombarde avait accueilli l'Allemand avec hostilité et que cela dénonçait un affaiblissement du prestige du Duce. Celui-ci, dans un accès de rage, empoigna le téléphone, et donna l'ordre à son gendre, qui se trouvait lui aussi à Milan, d'accéder aux demandes allemandes pour une alliance laissée en suspens depuis plus d'une année : le Pacte d'Acier était né, sous un prétexte futile. La décision, qui devait avoir une si néfaste influence sur l'avenir de l'Italie, fut prise unique-

ment à la suite d'une réaction de dépit d'un dictateur devant les déclarations sans fondement de quelques journalistes étrangers.

Vint donc le voyage de Ciano à Salzbourg.

Ce jour-là, le 11 août 1939, Ribbentrop fit part à l'Italien de la décision allemande de mettre le feu aux poudres. Ils se promenaient tous deux dans un jardin.

— Eh bien, Ribbentrop, demanda Ciano, que voulez-vous, en somme ? Dantzig ou le Corridor ?

C'était là que l'affaire était encore en suspens. Le port allemand de Dantzig avait été neutralisé après la guerre de 1918, mais, comme la Pologne n'avait aucun accès à la mer, les Alliés avaient tracé, pour y parvenir, entre le territoire polonais et la côte de la Baltique, c'est-à-dire à travers le territoire allemand, un couloir, que l'on appelait communément le « corridor ». A l'intérieur de celui-là, les convois polonais avaient toute latitude de circuler en direction de la mer, tandis que les convois allemands qui traversaient le corridor pour se rendre en Allemagne orientale étaient soumis à un tas de formalités douanières et tracassières qui mettaient en furie les nouveaux maîtres du Reich. Quant à Dantzig, vieille ville allemande, on en avait fait une ville libre sous le contrôle de la Société des Nations. Hitler, ayant à peu près digéré la Tchécoslovaquie, réclamait impérieusement le retour de Dantzig au

(Cl. Keystone.)

Mussolini passe les bersagliers en revue.





(Cl. Keystone.)

Les femmes de Pavie, radieuses, applaudissent le Duce.

Vaterland et la suppression pure et simple du « corridor ».

Ayant écouté la question que lui posait le comte Ciano, Ribbentrop répondit :

— Ce que nous voulons ? Plus que cela. Nous voulons la guerre.

Et il ajouta :

— Vous êtes un méridional. Vous ne pouvez pas comprendre quel besoin urgent nous avons de mettre la main sur le bois des forêts polonaises.

Il était plein d'illusions, tout comme Hitler et les autres. Il était persuadé que la France et l'Angleterre assisteraient sans bouger à l'anéantissement de la Pologne. Ribbentrop proposa même un pari à Ciano : en cas de neutralité franco-anglaise, celui-ci lui céderait une peinture italienne. Dans le cas contraire, Ribbentrop, donnerait à Ciano une collection d'armes anciennes. Ce pari eut plusieurs témoins. Ribbentrop perdit, bien entendu. Et Ciano n'entendit jamais parler de la collection d'armes qu'il avait gagnée.

C'est d'ailleurs le même Ribbentrop qui, le 16 juin 1941, à Venise, fit cette étonnante confidence à son collègue romain :

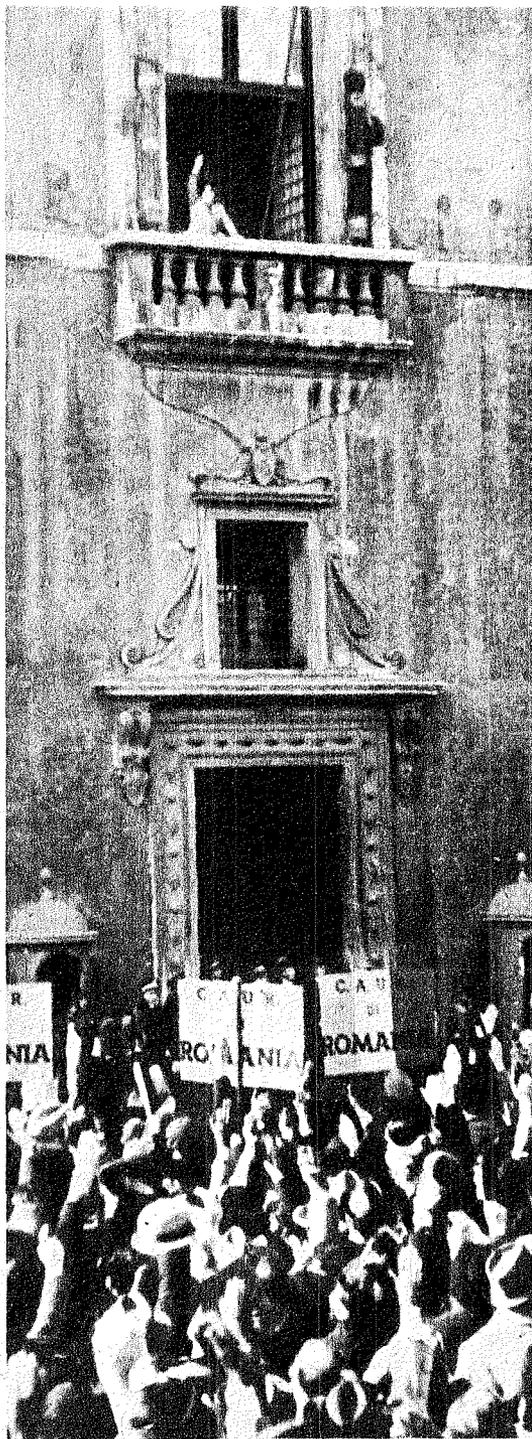
— Cher Ciano, une chose est certaine : si nous attaquons la Russie de Staline, elle sera rayée de la carte du monde en huit semaines.

L'OCCASION PERDUE

Mais revenons en arrière, aux premiers jours de la guerre de 1939.

La France, qui ignorait quelle serait l'attitude de l'Italie en cas de conflit, avait massé un certain nombre de divisions sur la frontière des Alpes, la valeur de quatre corps d'armée placés sous le commandement d'un chef très énergique, le général d'armée Billotte, assisté du général d'armée Besson. Ces éléments n'étaient peut-être pas de toute première valeur, mais ils comportaient certaines unités vraiment aptes à la montagne et il eût été relativement facile de porter la guerre en territoire italien. On disposait d'un mois et demi avant que la saison devint rigoureuse, et c'était plus qu'il n'en fallait pour atteindre le Brenner, voire même renverser la situation et s'assurer la collaboration des Italiens qui n'auraient pas tellement le régime de Mussolini, ils l'ont prouvé par la suite.

Cependant, l'armée des Alpes demeura sur ses positions et ne fit pas un mètre en avant. Les éléments des secteurs fortifiés continuèrent à monter la garde dans leurs ouvrages, puis les divisions actives furent retirées au profit du front du Nord-Est et il ne demeura, dans les vallées, que trois divisions de deuxième réserve dont le



Mussolini au balcon du palais de Venise.
(Cl. Keystone.)

rôle se réduisit à occuper un terrain que l'on ne cherchait pas à nous enlever.

De leur côté, les Italiens ne bougèrent pas. La situation était assez fluide. Le 15 mars, Hitler avait déchiré le pacte de Munich et la tension de l'année précédente se reproduisait automatiquement. Les prétentions allemandes sur Dantzig s'affirmaient de plus en plus. Le 7 juillet, sir Percy Loraine, ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, fut reçu par Mussolini, à qui il remit un message personnel de Chamberlain, premier ministre. C'était une sorte de réquisitoire modéré contre les prétentions de Berlin avec des considérations sur les dangers qu'elles faisaient courir pour la paix du monde.

Le Duce répondit assez brillamment :

— La Pologne, dit-il, est bien le dernier pays à pouvoir parler en faveur de la Tchécoslovaquie, puisque c'est elle précisément qui lui a porté un coup mortel alors qu'elle était déjà à terre, en annexant le territoire de Teschen...

Puis il conclut :

— Dites à Chamberlain que si l'Angleterre est prête à combattre pour défendre la Pologne, l'Italie est décidée à prendre les armes en faveur de son alliée, l'Allemagne.

En réalité, l'Italie s'orientait vers une proposition de conférence internationale.

LES HESITATIONS DU DUCE

C'était assez habile parce que cette initiative servirait surtout à mener la confusion et la dissension dans le camp ennemi où, déjà, de nombreuses voix s'élevaient contre la guerre.

Immédiatement, Ribbentrop opposa son veto : il ne voulait pas de conférences. Il tenait que la négociation au sujet de Dantzig ne regardait que l'Allemagne et la Pologne, elles seules. D'ailleurs, ajoutait-il, l'Allemagne évitera le conflit le plus longtemps qu'il lui sera possible. Ce qui ne voulait rien dire du tout, sinon qu'elle était bien décidée à le déclencher si elle n'obtenait pas satisfaction.

Les deux dictateurs, qui devaient se rencontrer au Brenner vers la fin du mois de juillet, renvoyèrent cette entrevue à plus tard, d'un commun accord.

L'Angleterre commençait à prendre des précautions et dirigeait des troupes indiennes vers l'Égypte. Cela donnait à réfléchir aussi bien à Mussolini qu'à son gendre, car ils se rendaient parfaitement compte qu'à suivre la voie allemande ils allaient droit à la guerre et qu'ils y allaient dans des conditions les plus défavorables. L'Italie était au bout de ses réserves d'or, au bout de ses stocks de métaux et elle ne pouvait songer, en cas de bagarre, qu'à sauver l'honneur. En ce début du mois d'août, l'armée française passait encore pour capable de tenir tête aux forces allemandes et il ne venait à l'idée de personne que la Pologne pût s'écrouler en moins de quinze jours.

Le Duce réfléchit et demanda au comte Ciano d'organiser une rencontre avec son collègue Ribbentrop :



— Il faut lui démontrer, avec documents à l'appui, que la guerre serait une folie en ce moment. Nos chances sont de 50 %. Dans trois ans elles seront de 80 %. Il faut savoir attendre et il faut reprendre l'idée de la conférence internationale.

Et ce fut l'entrevue de Salzbourg où Ciano rencontra à la fois Hitler et son ministre des Affaires étrangères.

Le Führer fut très cordial, voire même détendu, mais il demeura immuable et implacable dans sa décision. Ribbentrop se montra fuyant d'abord, puis ne cacha pas sa volonté de déclencher la guerre en Pologne. Il rejeta même toute solution qui serait susceptible de donner satisfaction à l'Allemagne et d'éviter en même temps le conflit armé.

Ciano réalisa tout de suite qu'il n'y avait plus rien à faire. Il pensa que si l'on donnait aux Allemands plus même que ce qu'ils réclamaient, ils attaqueraient quand même, car ils étaient possédés du démon de la destruction. Ils avaient décidé de frapper, et de frapper fort. Il constata que l'Italie représentait bien peu de choses à leurs yeux, et il ne le fit pas sans amertume. Il sentit fort bien que leur alliance avec l'Italie ne comptait qu'en proportion des forces que celle-ci pourrait détourner de leurs propres fronts. Rien de plus. Le sort des Italiens ne les intéressait pas.

Le comte eut cependant un deuxième entretien avec Hitler, qui fut aussi bref que tranchant. Le Führer qui fit preuve, il le constata, d'un savoir militaire vraiment profond, répéta qu'il était certain de pouvoir localiser le conflit avec la Pologne. Il ajouta, pourtant, que la « grande guerre » devait se faire pendant que le Duce et lui-même étaient encore jeunes. Il ne cacha pas sa volonté d'action imminente.

LES ARGUMENTS DE CIANO

Mussolini reçut son gendre à son retour de Salzbourg, le 15 août 1939. De toute manière, Ciano revenait de ses entretiens dégoûté de l'Allemagne, de ses chefs, et de leur façon d'agir.

— Ils nous ont trompés et ils nous ont menti, dit-il. Et maintenant, ils sont sur le point de nous entraîner dans une aventure que nous n'avons pas voulue et qui peut compromettre le régime et le pays. Lorsque le peuple italien apprendra l'agression contre la Pologne, il frémira d'indignation et il voudra même prendre les armes contre les Allemands. Je ne sais s'il faut souhaiter à l'Italie une victoire ou une défaite du Reich. De toute façon, étant donné le comportement de l'Allemagne, j'estime que nous avons les mains libres et je vous propose, Duce, d'agir en conséquence, c'est-à-dire que nous n'avons pas l'intention de participer à un conflit que nous n'avons ni voulu, ni provoqué.

Ayant dit, Ciano attendit la réaction du Duce. Celui-ci commença par lui donner raison. Puis, soudain, il changea d'avis, prit la pose, déclara que « l'honneur l'obligeait à marcher avec l'Allemagne » et qu'il voulait une part du butin.

C'était proprement insensé. L'état d'esprit, en Italie, était nettement anti-allemand, le peuple ne voulait pas se battre pour aider l'Allemagne à acquérir une puissance dont elle le menacerait un jour...

Ciano rencontra par hasard, sur la plage où il allait prendre son bain, l'ambassadeur de Pologne à qui il parla de modération. Mais celui-ci lui affirma que son pays se battrait jusqu'au dernier homme.

Il était vraiment difficile de concilier tout le monde et le jeune ministre italien se rendait parfaitement compte que ses efforts, quels qu'ils fussent, resteraient vains. Mais, avec tous ses défauts, Ciano demeurait cependant un honnête garçon. La vie l'avait gâté, il était fort, plein de santé, son physique avantageux lui valait beaucoup de succès féminins, il était ambitieux, voulait arriver... à quoi? A trente-quatre ans, il était déjà aux sommets de la hiérarchie. Alors? Tenait-il surtout à assurer son avenir? Il connaissait parfaitement l'état de santé de son beau-père et savait qu'un jour ou l'autre, il succomberait à une attaque de paralysie générale. Le genre de vie que menait Mussolini, une vie dissolue, ne laissait présager rien de bon. Qui prendrait sa succession? Certainement pas quelqu'un de ces fantoches dont il s'était entouré. Certainement pas l'héritier de la maison de Savoie qui, lui aussi ne se distinguait pas par une parfaite vertu. Bref, Ciano était bien placé. Encore convenait-il de ne rien embrouiller et d'agir sagement. Or, lier son destin à celui de Hitler ou d'un Ribbentrop lui paraissait pure folie. Et il devina qu'il avait raison en pensant cela.

Il eut, le lendemain, un entretien avec Mussolini qui dura six heures d'horloge, mais il parvint à un résultat: le Duce changea encore d'avis et déclara ceci:

— Il est vain de s'élever à deux mille mètres au milieu des nuages. Peut-être s'y trouve-t-on plus près du Père Eternel, s'il existe, mais on y est beaucoup plus loin des hommes. Cette fois, c'est la guerre. Et nous ne pouvons pas la faire, parce que notre situation ne nous le permet pas.

Il était convaincu que les démocraties, la France, l'Angleterre, entreraient en guerre si l'Allemagne attaquait.

Le Duce devait varier encore plus d'une fois dans ses sentiments. Et puis, il redoutait la colère de Hitler. Celui-ci ne réglerait-il pas son compte à l'Italie s'il venait brusquement à abandonner, pour un temps, la question polonaise? Qui viendrait au secours de l'Italie? Tout cela le rendait nerveux, irritable.

MUSSOLINI HESITE

Il profita d'une absence de son gendre pour faire volte-face une fois de plus: il était trop tard pour lâcher les Allemands.

— Si nous le faisons, la presse du monde entier dira que les Italiens sont des lâches, qu'ils ne sont pas prêts, qu'ils ont reculé devant le spectre de la guerre...

— Duce, vous ne pouvez faire cela, vous ne pouvez marcher avec des gens qui vous ont menti. Ce n'est pas nous, ce sont eux qui ont violé le pacte par lequel nous devions être des associés et non des esclaves. Déchirez-le, jetez-le à la face de Hitler et l'Europe reconnaîtra en vous le chef naturel de la croisade anti-allemande...

Et, sur ce, Ciano se mit en relations par téléphone avec Ribbentrop et lui demanda un rendez-vous au Brenner. L'Allemand lui répondit évasivement, lui dit qu'il attendait « un message important de Moscou ». Et le coup de théâtre que nul n'attendait se produisit le lendemain.

Le 22 août, en effet, Ribbentrop téléphona à Ciano qu'il préférerait le rencontrer à Innsbrück plutôt qu'au Brenner, car il devait partir ensuite pour Moscou afin d'y signer un accord politique avec les Soviets.

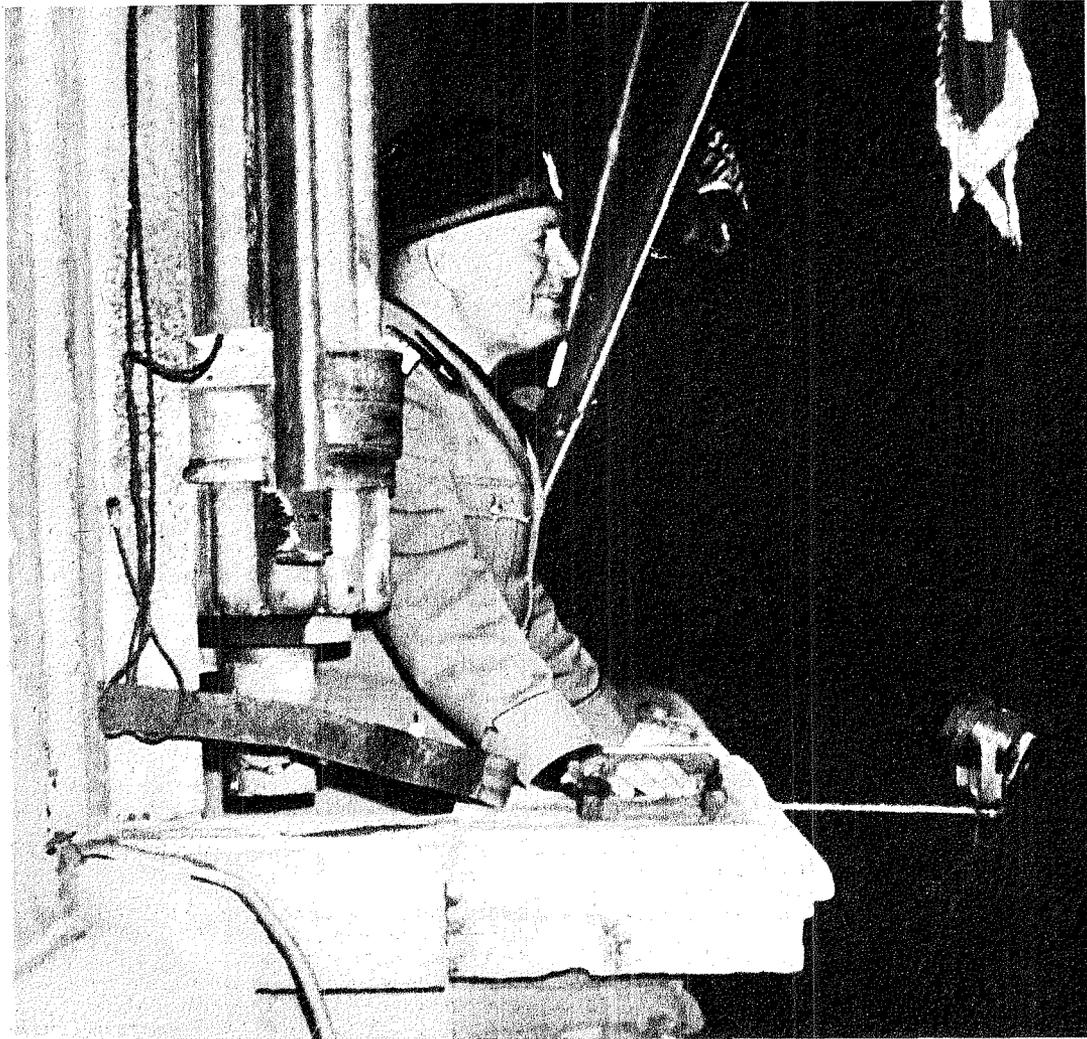
Plus de doute : les Allemands avaient réussi un coup de maître, la situation en Europe en était

bouleversée. L'affaire provoqua un grand désarroi dans le corps diplomatique.

Et aussitôt, les prises de position se multiplient. Tandis que le Japon proteste, Paris et Londres font savoir officiellement qu'ils sont décidés à intervenir dans un conflit éventuel. Rome en revient à son idée de conférence internationale, l'ambassadeur sir Percy Loraine s'évanouit presque dans les bras du comte Ciano, François-Poncet est plutôt pessimiste mais répète que la France se battra, bien qu'il ne sous-estime pas la portée de la défection russe. Le Duce devient belliciste. Le président Roosevelt envoie un message...

Le roi d'Italie, qui fait preuve d'un certain réalisme, estime que les Français pourront franchir la frontière où et quand ils le voudront, et même avec une grande facilité. L'armée est dans un état lamentable. Il ne faut rien brusquer, attendre six mois au besoin, l'arme au pied.

Dans la nuit du 25, coup de téléphone de Rib-



Mussolini parle à la foule au balcon du palais de Venise.

(Cl. Keystone.)

aux États Généraux de 1789

l'Apostrophe de

MIRABEAU

au marquis de

DREUX-BRÉZÉ

PAR HENRI GAUBERT

« Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple, et qu'on ne nous en arrachera que par la force des baïonnettes ! »

UN SYMBOLE REPUBLICAIN

Il existe, à la Chambre des Députés, un bas-relief de bronze signé du sculpteur Dalou : le sujet évoque la fin tumultueuse de la séance des Etats généraux du 23 juin 1789. Sur la gauche, se détache la silhouette du marquis de Dreux-Brézé, grand maître des cérémonies. L'artiste a représenté ce personnage au moment où il pénètre dans la salle de l'hôtel des Menus, à Versailles, pour rappeler aux représentants du tiers état que le roi leur réitère l'ordre de se retirer. Mais, voici que, au centre, s'avance Mirabeau, torse bombé, visage crispé, index menaçant, jambe avantageuse ; et, en réponse aux injonctions de l'envoyé de Louis XVI, le fougueux tribun lance cette phrase mémorable : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple et qu'on ne nous en arrachera que par la force des baïonnettes ! »

Dans notre actuelle Chambre des Députés, cette œuvre d'art est considérée, on s'en doute

bien, non point comme un simple panneau décoratif, mais plutôt comme un symbole républicain chargé de rappeler aux générations dans quelles conditions s'ouvrit, en 89, la lutte entre la monarchie et le peuple.

Ce symbole, avant de l'accepter comme une vérité historique, il semble peut-être utile d'en vérifier les détails matériels, et je crois qu'il convient, en tout premier lieu, d'interroger les trois principaux acteurs de ce petit drame : le président Bailly, à qui vint obligatoirement s'adresser Dreux-Brézé ; ensuite, Dreux-Brézé lui-même ; et, enfin, Mirabeau, l'auteur présumé de l'apostrophe.

BAILLY LA GIROUETTE

Il y avait, au sein de l'Assemblée, un homme bien placé, semble-t-il, pour entendre et pour noter la mercuriale de Mirabeau : c'est Bailly, président de cette même Assemblée nationale, et qui, en raison de ses fonctions, apostilla le

procès-verbal de cette séance mouvementée du 23 juin 1789. Or, nous chercherions en vain, dans cette pièce d'archives où se trouve le compte rendu des débats, la moindre allusion au mot que l'Histoire attribue à Mirabeau : on s'en rendra compte en parcourant le passage qui nous intéresse.

« Peu de temps après la retraite du roi, une partie de MM. du clergé et de MM. de la noblesse s'étant retirée, le grand-maître des cérémonies s'est approché de M. le Président et lui a dit qu'il avait entendu l'ordre du roi de se retirer. M. le Président lui a répondu qu'il ne pouvait séparer l'Assemblée qu'elle n'eût délibéré librement sur ce sujet. Le grand-maître des cérémonies a dit qu'il allait rendre compte de cette réponse au roi. »

Au bas du document, nous trouvons, comme il convient, la signature du président Bailly, et les parafes des deux secrétaires Camus et Pison du Galland. Dans ce texte, pas la moindre trace du « mot » de Mirabeau.

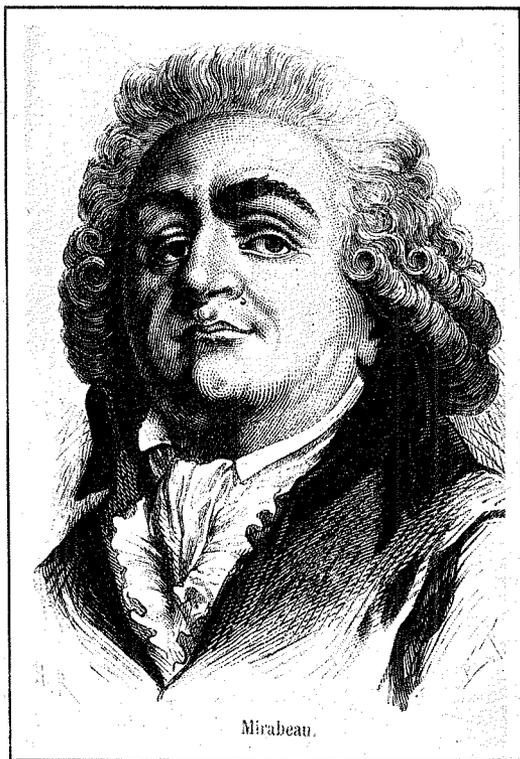
Si nous feuilletons les Mémoires de ce même Bailly, nous allons trouver les faits rapportés d'une façon fort différente : l'auteur nous contera qu'après le départ de Louis XVI, des représentants de la noblesse et d'une partie des députés du clergé, il vit s'approcher le grand-maître des cérémonies. Dreux-Brézé répéta l'ordre du roi ; mais, très fermement, Bailly répondit que « la Nation assemblée » ne pouvait recevoir d'ordres.

Après s'être défendu d'avoir, en ce qui le concernait, manqué de respect à l'envoyé de Louis XVI, Bailly rapporte le mot du tribun : « A la vérité, Mirabeau prit la parole et, s'emportant contre le grand-maître des cérémonies, dit à peu près ce qu'on a répété depuis : « Allez dire à ceux qui vous envoient que la force des baïonnettes ne peut rien contre la volonté de la Nation ! » On a beaucoup loué cette réponse qui n'en est pas une, mais une apostrophe que Mirabeau ne devait pas faire, puisque le président était là, et qui, en même temps que déplacée, était hors de toute mesure. »

Nous marquerons ici quelque embarras. A qui, en définitive, accorder notre confiance ? Au Bailly qui, le 23 juin 1789, signa ce procès-verbal où ne se trouve même pas cité le nom de Mirabeau ? — ou au Bailly qui, deux ans après la fameuse séance, décrira cette même scène en attribuant à Mirabeau un rôle de premier plan ?

A mon avis, aucun de ces témoignages ne présente de garanties absolues.

En tant que président de l'Assemblée nationale, Bailly, qui connaissait à fond son métier de politicien, se devait d'escamoter avec adresse, dans le compte rendu de la session, tous les incidents soulevés maladroitement par les hom-



mes de son groupe. D'ailleurs, un procès-verbal de séance politique ne vise pas, d'ordinaire, à reproduire nécessairement toutes les paroles prononcées, surtout celles qui pourraient desservir les intérêts du parti. A quoi bon, dans ces conditions, nous attarderions-nous à étudier une pièce officielle, peut-être incomplète, et tendancieuse ?

Devons-nous plutôt adopter la seconde version que consigna Bailly dans ses Mémoires, écrits deux ans après la séance du 23 juin 1789 ? Pas davantage. Tout à l'heure, au passage, nous avons noté l'imprécision un peu inquiétante de l'auteur : « Mirabeau dit à peu près ce qu'on a répété depuis. » Nous aurions préféré autre chose que cet « à peu près » ; et il nous sera aussi permis de déplorer que, pendant ce long intervalle, tant de personnes aient « répété » (et sans doute plus ou moins déformé) ce mot historique. Il faut bien le dire, en cette même année 1791, la société des Jacobins venait de commander à Houdon, sur la motion de Barnave, le buste de Mirabeau, récemment décédé, et sur le socle de la statue on avait gravé la phrase mémorable. Il nous sera permis de nous demander si Bailly ne commit pas, en l'occurrence, une légère confusion en consignait dans ses Mémoires non le mot qu'il avait entendu en 1789, à Versailles,

mais plutôt l'inscription qu'il put lire en 1791 sur le buste du tribun. Du reste, dans le brouhaha indescriptible qui marqua la fin de la séance royale des Etats généraux, il est normal que Bailly n'ait pas saisi exactement les paroles de Mirabeau.

En tout cas, le témoignage trop « double » de Bailly ne nous permet point de nous faire une opinion sur l'authenticité du « mot » de Mirabeau.

DREUX-BREZE LE SILENCIEUX

Il semble que le marquis Henri-Evrard de Dreux-Brézé était assez bien placé pour entendre — et retenir — la véhémence apostrophe que lui décocha à brûle-pourpoint l'impétueux Mirabeau. Malheureusement pour l'histoire du « mot », c'est seulement au retour de l'émigration, sous le règne de Louis XVIII, que l'ancien grand-maître des cérémonies de Louis XVI s'avisa de vouloir rectifier le récit traditionnel. Mais le monarque, ne jugeant pas opportun de raviver à ce moment-là les passions politiques, s'opposa à ce que l'on réveillât les polémiques révolutionnaires. Et nous voilà frustrés de la déposition du principal témoin !

Mais d'une façon assez inattendue, le fils de ce même Henri-Evrard de Dreux-Brézé, membre de la Chambre des Pairs sous Louis-Philippe, aura, le 9 mars 1833, l'occasion de défendre publiquement la mémoire de son père — ce qui nous vaudra de connaître la version conservée par la famille du marquis.

En cette séance du 9 mars, en effet, de Villemain soutenait un projet tendant à pensionner les vainqueurs de la Bastille et, à ce propos, l'orateur, évoquant les premières heures de la Révolution, ne manqua point de faire l'allusion obligatoire à la vibrante réponse de Mirabeau. Le *Moniteur universel* nous rapporte ainsi le discours de Villemain : « M. le Marquis de Dreux-Brézé, appuyant et répétant un ordre imprudent qui avait été suggéré au vertueux et infortuné Louis XVI, prescrivait à l'Assemblée nationale de se dissoudre et de se séparer en trois ordres... Vous savez les terribles et foudroyantes paroles qui furent alors prononcées par le grand orateur : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple... » Je n'achève pas. Le jour où ces paroles furent prononcées, messieurs, l'insurrection commençait et la Bastille était prise. »

Aussitôt, le fils de Dreux-Brézé se lève et demande la parole pour s'essayer à corriger l'histoire, en s'appuyant sur ses traditions familiales : « on père fut envoyé pour demander la dissolution de l'Assemblée nationale. Il y



Les Trois Ordres aux Etats Généraux :
Noblesse, Clergé, Tiers-Etat.

arriva couvert, c'était son devoir, il parlait au nom du roi. L'Assemblée, qui était déjà dans un état d'agitation, trouva cela mauvais. Mon père, en se servant d'une expression que je ne veux pas rappeler, répondit qu'il resterait couvert, puisqu'il parlait au nom du roi. Mirabeau ne lui dit pas : Allez dire à votre maître... J'en appelle à tous ceux qui étaient dans l'Assemblée et qui peuvent se trouver dans cette enceinte ; ce langage n'aurait pas été admis. Mirabeau dit à mon père : « Nous sommes assemblés par la volonté nationale, nous ne sortirons que par la force. » Je demande à M. de Montlosier si cela est exact. (Le *Journal des Débats* rapporte que l'interpellé opina, de façon affirmative.) Mon père répondit à M. Bailly : « Je ne puis reconnaître dans M. Mirabeau que le député du bailliage d'Aix, et non l'organe de l'Assemblée. » Le tumulte augmenta ; un homme contre cinq cents est toujours le plus faible ; mon père se retira. Voilà, messieurs, la vérité dans toute son exactitude. »

Si le témoignage est un peu tardif, il ne manque pas, avouons-le, d'un certain accent de sincérité. Mais cette preuve, essentiellement morale, peut-elle suffire ? J'en doute. En dépit du signe affirmatif de Montlosier, nous regretterons que la version conservée dans la famille de Dreux-Brézé n'ait point été authentifiée par un certain nombre de témoins de premier plan, tout au moins dès le retour de Louis XVIII. Et, sans mettre aucunement en doute la véracité de la déclaration du fils de Dreux-Brézé, il nous sera permis de dire que la moindre précision, de la part du père, eût reçu de l'Histoire un accueil encore plus favorable.

MIRABEAU LE BARNUM

Puisque Bailly, président de la séance du 23 juin 1789, ne nous fournit que des renseignements contradictoires — puisque Dreux-Brézé, en raison des ordres de Louis XVIII, ne peut nous donner le témoignage circonstancié que nous attendions, adressons-nous à Mirabeau lui-même, et voyons si, dans les papiers

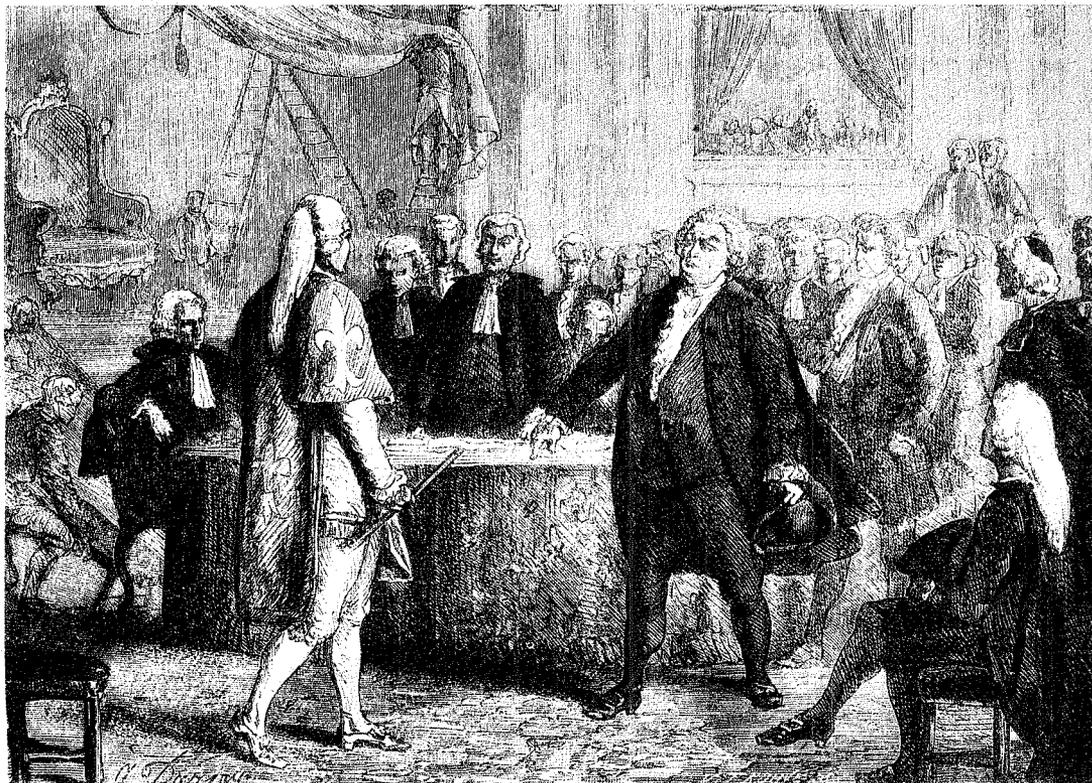
du tribun, nous n'arrivons pas à glaner quelque détail curieux et utile.

Mirabeau était trop soucieux de sa publicité pour ne pas faire un certain bruit autour de cette apostrophe dont il revendique de bonne heure la paternité. Dans sa *Troisième lettre à mes commettants*, le député du bailliage d'Aix ne manqua point de brosser un tableau de la

la conduite de Dreux-Brézé, et précisant avec fort avantageux : décrivant avec complaisance son interruption, il « oublie » de mentionner la réponse du président Bailly à Dreux-Brézé ; puis, il rapporte qu'il refusa au maître des cérémonies le droit de parler au nom du roi : « Oui, monsieur, nous avons entendu les intentions qu'on a suggérées (1) au roi, et vous ne

(1) *On reconnaît ici la pensée des révolutionnaires « première manière » : Louis XVI est le roi, on le respecte certes, on veut le conserver à la tête de l'Exécutif ; mais on est décidé à combattre à outrance son entourage, jugé fort néfaste.*

Mirabeau et le marquis de Dreux-Brézé.



sauriez être son organe auprès des Etats généraux ; vous qui n'avez ici ni place ni droit de parler, vous n'êtes pas fait pour rappeler son discours. Cependant, pour éviter toute équivoque, je déclare que si l'on vous a chargé de nous faire sortir d'ici, vous devez demander des ordres pour employer la force, car nous ne quitterons nos places que par la force des baïonnettes. »

Ce boniment à la Barnum impressionna fortement les bons bourgeois voltairiens de la petite ville d'Aix, qui durent se montrer assez fiers d'être représentés aux Etats par un député aussi fougueux, répondant au lieu et place de Bailly, prenant seul la parole pour stigmatiser la conduite de Dreux-Brézé, et précisant avec éloquence les droits du Tiers devant les empiétements de la royauté...

Hélas ! Tout ceci ne correspond guère à la réalité : comme président, Bailly répondit directement à Dreux-Brézé sans le truchement d'un interprète.

D'autre part, nous allons le voir, tous les députés du Tiers élevèrent de bruyantes, de véhémentes protestations dès qu'ils entendirent l'ordre du grand-maître des cérémonies, et Mirabeau se contenta, tout simplement, de joindre sa voix au chœur général.

On conçoit fort bien qu'aux yeux des Aixois, Mirabeau ait cherché à se parer ainsi des plumes du paon ; il est normal que cet ambitieux ait voulu s'attribuer un rôle de premier plan (2). Mais il est étrange qu'aucun des collègues du tribun n'ait rapporté ces fulgurantes paroles !

Délaissant les assertions contradictoires de Bailly, feignant d'ignorer la mise au point effectuée par le fils de Dreux-Brézé, l'Histoire, plus soucieuse de la fable républicaine que de la vérité intrinsèque, a adopté sans plus le récit de Mirabeau, le « mot » authentifié... par son seul auteur.

La méthode, on en conviendra, n'est pas des plus scientifiques.

(2) Il faut bien noter que la Gazette nationale ou Moniteur universel, publication privée, dénuée de tout caractère officiel, rapporte, dans son numéro 10 (20-24 juin 1789), l'apostrophe de Mirabeau. Mais comme l'article en question reproduit d'une façon littérale la version donnée par Mirabeau dans sa Troisième lettre à mes commettants, on est bien forcé de conclure que l'article du Moniteur, dans lequel le tribun est présenté dans une attitude héroïque, est de... Mirabeau lui-même. Procédé publicitaire de bas étage.

DES TEMOINS IMPARTIAUX A LA BARRE DE L'HISTOIRE

Puisque les trois acteurs principaux s'accordent assez mal, interrogeons les mémoires laissés par certains députés du Tiers qui ont assisté à la scène.

Je dirai, sans plus attendre, qu'aucun de ces témoins ne rapporte les paroles de Mirabeau.

Gautier de Bieurzat, représentant de l'Auvergne, déclare qu'il s'éleva de tous les côtés des protestations nombreuses et confuses lorsque le grand-maître des cérémonies vint confirmer l'ordre de Louis XVI. « On lui a répondu, précise le député, qu'il n'avait qu'à aller dire au roi que nous nous étions fait le serment mutuel de n'obéir qu'à notre devoir et au service de la patrie ; que ces intérêts exigeaient que nous reassions assemblés et que nous ne reconnaissons aucun pouvoir capable de nous dissoudre. »



Troisième erreur, plus grave : les paroles du marquis de Dreux-Brézé provoquèrent, nous le savons, un tollé général, et il s'ensuivit un brouhaha indescriptible. Dans ces conditions, comment l'assistance eût-elle pu entendre l'apostrophe ronflante de Mirabeau, cette interminable période oratoire dont il s'attribue la paternité ? Moins naïfs que les électeurs du bailliage d'Aix et les abonnés du *Moniteur universel*, nous accueillerons les assertions du député provençal avec un certain scepticisme. Certes, en entendant l'injonction du grand-maître des cérémonies, Mirabeau dut, comme les autres représentants et au même titre que ses collègues, protester avec véhémence. Mais, sans doute, fut-il le seul... à entendre le mot historique qu'il préférait (4).

Enfin, quatrième erreur, Mirabeau ne bougea point de sa place ; il ne s'avança pas, menaçant et autoritaire, à la rencontre de Dreux-Brézé devant le bureau — inexistant — du président Bailly. Plusieurs témoins, dans leurs mémoires, stipulent qu'au moment de l'entrée du fonctionnaire de Louis XVI dans la salle, les députés du Tiers, qui siégeaient sur les ban-

(4) *On pourra objecter que le fils de Henry-Evrard de Dreux-Brézé reconnut que Mirabeau avait adressé la parole à son père. Mais à ce témoignage de seconde main, qui nous parvient quarante ans après la fameuse séance, on nous permettra de préférer les témoignages directs et immédiats, rapportés plus haut, de députés présents à la séance du 23 juin 1789.*

quettes du fond, restèrent à leurs rangs, aucun ne sortit des travées. D'ailleurs, un député aux Etats généraux de 89, Emmanuel Toulangeon, rapporte dans son *Histoire de la Révolution* que « très peu de membres ont pu entendre les paroles de Mirabeau, car le tribun lança sa phrase sans se déplacer ». Remarquons encore que l'article du *Moniteur*, que l'on soupçonne fort d'avoir été rédigé par le tribun lui-même, s'accorde fort bien sur ce point avec le récit de Toulangeon : « M. le Comte de Mirabeau se lève avec le ton et les gestes de l'indignation, et répond ainsi..., etc. » La cause est entendue : le député d'Aix ne s'interposa point, comme on a voulu le faire croire, de la façon cavalière dont on lui fait gloire, entre le président de l'Assemblée et l'envoyé du roi.

Que reste-t-il donc de la légende historique ? Peu de chose, à la vérité.

A l'entrée de Dreux-Brézé, Mirabeau, sans quitter sa place, se leva, comme sans doute beaucoup d'autre représentants. Dans le tumulte général provoqué par les paroles du grand-maître des cérémonies, Mirabeau cria son indignation, comme d'ailleurs toute l'assistance.

Mais quelles furent, au juste, les paroles du tribun ? Aucun témoin digne de foi ne nous les rapporte, nous venons de le voir. Quant à l'intéressé, il est trop sujet à caution pour qu'on lui fasse confiance.

Aussi considérerons-nous avec un sourire indulgent, mais un peu sceptique, la scène romantique et romancée que le bronze austère et... pseudo-historique de Dalou s'efforce d'immortaliser dans notre Chambre des Députés.

Henri GAUBERT.

Dans le prochain numéro d'HISTORAMA, vous lirez :

- La bataille de Caen, en juin 1944
- Liliane de Réthy et le roi Léopold III
- Les médecins de Napoléon
- Un dernier mot sur le général Weygand
- En 1916, deux flottes s'affrontent en mer du Nord
- Philippe II et l'Escorial
- L'exil fantaisiste de Victor Hugo
etc.

« Le Roman de la Momie »

« Le Roman de la Momie » : c'est le titre d'un ouvrage délicieux, de Théophile Gautier. C'est bien, également, le titre qui convient aux aventures posthumes de l'Égyptien, avant qu'on ne le place dans son sarcophage, avant qu'on ne le dirige sur sa « maison d'éternité ». Des momies... Nous avons tous eu l'occasion d'en voir, dans les vitrines de nos musées. Mais nous ne nous doutons peut-être pas des inimaginables conceptions religieuses, et, plus encore, des extraordinaires opérations qui ont présidé à l'embaumement par bandelettes magiques. L'éminent historien Marcel Brion nous dévoile, dans cette étude quelques-uns des secrets de l'au-delà, en terre d'Égypte, il y a de cela quelques millénaires...

PAR MARCEL BRION
de l'Académie française

La nature du sol avait fait des Égyptiens un peuple léger, optimiste et gai. Une terre qui se travaillait facilement et qui, sans grands efforts, fournissait d'abondantes récoltes, la bienveillance du Nil qui procurait à la fois l'irrigation et le fumage, à moins de sécheresses exceptionnelles — et c'était alors au roi d'y porter remède par les cérémonies appropriées —, tout cela créait un climat de bien-être, d'aisance, de facilité, même dans les classes pauvres. Des chanteuses qui battent des mains, des danseuses, des joueuses d'instruments ajoutaient à cette atmosphère de sensualité apaisée, d'insouciance joyeuse. Un pharaon se sentait écrasé par la tristesse et le dégoût de vivre. Son médecin lui conseilla d'aller se promener en barque et d'emmener avec lui une vingtaine de belles jeunes filles vêtues seulement de résilles vertes, qui lui tiendraient compagnie ou s'ébattent dans l'eau, autour du royal esquif. La cure, nous dit-on, réussit, et le pharaon malade prit si bien goût à ce remède qu'il le répéta aussi fréquemment qu'il le pouvait.

Le climat dispensait les Égyptiens de lourds vêtements et de maisons calfeutrées. La grâce des corps nus ou simplement vêtus d'un pagne en ce qui concerne les hommes, d'une robe fine et transparente pour les femmes, jouait librement dans l'ombre et la lumière. Tout était léger, dans le cœur de ces hommes et autour

d'eux. Leurs maisons reposaient sur de minces poutrelles de bois, au sommet desquelles on renouvelait chaque jour des bouquets de fleurs odorantes. Au lieu de murs, des rideaux tissés de couleurs charmantes. La demeure terrestre était un séjour délicieux, et l'on comprend qu'aimant cette vie matérielle, pleine de jouissances et à peu près exempte de soucis, les Égyptiens aient souhaité retrouver dans l'au-delà le même bien-être dont ils jouissaient ici-bas, et prolonger dans une immortalité bienheureuse les plaisirs qu'ils goûtaient de leur vivant.

L'amour de la vie apparaît comme le caractère dominant de ces hommes qui ne semblent pas tourmentés par de grandes inquiétudes psychologiques ou métaphysiques, qui habitent un pays riche, prospère, abrité par ses frontières naturelles contre les invasions étrangères. Aussi les textes « pessimistes » comme le *Chant du Harpiste*, et le *Dialogue du désespéré avec son âme*, sont-ils extrêmement rares. L'Égyptien veut que la vie continue dans l'au-delà telle qu'elle est ici-bas, et qu'elle soit éternelle, cette fois. S'il a souffert de la précarité de son existence terrestre, il réclame, au terme de celle-ci, une immortalité bienheureuse.

Non pas une immortalité qui aboutirait à la fusion avec les éléments, au retour dans le Grand Tout, ou même à la transmigration de

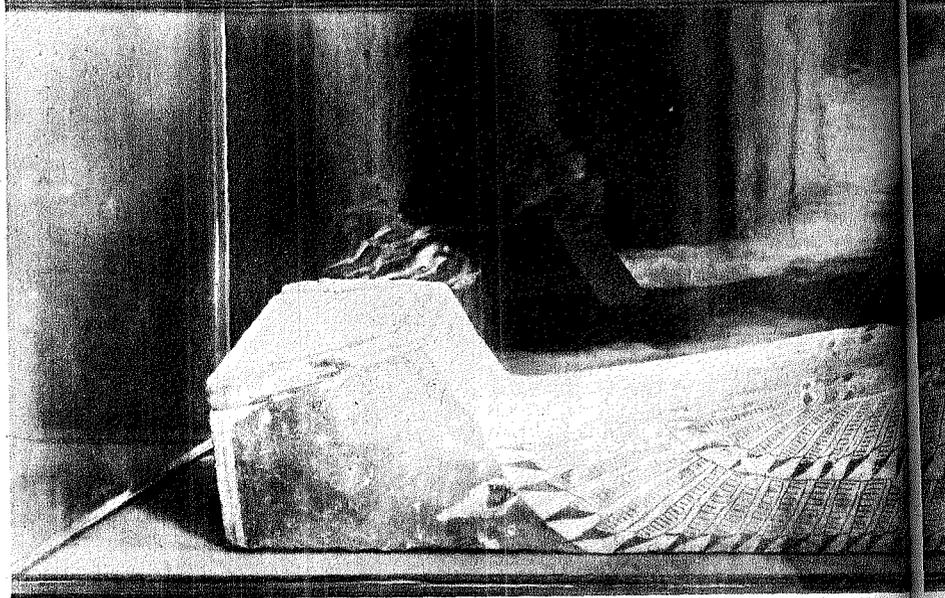
l'âme à travers des corps multiples. L'Égyptien ne veut ni des « avatars » ni de la métépsychose. Il lui faut une éternité individuelle, dans laquelle il demeurera celui qu'il est sur la terre, et sa vie terrestre lui apparaît alors comme une sorte de noviciat au cours duquel il lui importe de préparer cette éternité bienheureuse à laquelle il aspire. Il s'agit moins de la mériter, encore que l'âme, après sa séparation d'avec le corps, se présente devant les juges des Enfers, et soit pesée par eux, que de se l'assurer matériellement. L'idée du mérite semble être assez tardive, et dériver probablement d'influences asiatiques, syriennes ou juives. Pour l'Égyptien primitif l'immortalité est promise à celui qui aura pris les précautions nécessaires, pratiquement et surnaturellement (par des opérations magiques), pour se la procurer.

L'ensevelissement du corps a subi des variations importantes au cours des millénaires : selon les croyances qui commandaient le rituel funéraire, les corps étaient allongés ou recroquevillés, tournés vers l'est ou vers l'ouest, démembrés ou laissés intacts. Les progrès réalisés dans l'architecture du tombeau, depuis la simple fosse jusqu'à l'ensemble monumental du tombeau nagadien, l'évolution du cercueil, depuis la natte ou la peau de gazelle jusqu'à la superposition des sarcophages de pierre et de métal, tout cela témoigne du désir, toujours plus actif, de préserver le corps humain — et dans certains cas aussi le corps de l'animal — contre la décomposition.

Qu'est-ce que le corps humain, pour l'Égyptien ? Aucune question n'est aussi discutée que celle-là et il faudrait un volume rien que pour exposer les éléments de la controverse. Les

croyances égyptiennes sur ce sujet paraissent assez confuses et surtout difficiles à interpréter pour des Européens modernes. Il est impossible, en effet, de définir avec une exactitude rigoureuse des concepts qui appartiennent à un monde mental avec lequel nous possédons probablement peu de points communs. Il faudrait être un Égyptien d'autrefois pour savoir ce que ses contemporains pensaient et de quelle manière ils avaient résolu les plus hauts problèmes métaphysiques. La traduction des textes, elle aussi, donne naissance à bien des erreurs, d'autant plus que les textes sont rares et qu'on ne peut alors les contrôler ou les recouper les uns par les autres. Les Égyptiens, enfin, ne se sont jamais expliqués d'une façon claire et objective sur ces questions qu'on supposait connues de tous, et leur goût du secret les empêchait d'en révéler les mystères aux voyageurs grecs qui auraient pu les interpréter pour nous. S'ils les admettaient, comme initiés, à leurs mystères, la loi du secret, dans ce cas, leur fermait la bouche. Hérodote et Apulée qui ont été des « initiés » ne nous disent rien des problèmes majeurs ou ne font que des allusions énigmatiques, d'où il est impossible de tirer rien de précis.

On sait toutefois que l'homme égyptien, beaucoup plus complexe en cela que l'Européen chrétien, qui ne se compose que d'un corps et d'une âme, possédait sept corps. L'un correspondait au corps matériel (sahu, le corps vivant, zet, le corps mort). Il y avait l' « âme » (Ba), représentée par un oiseau à tête humaine. Après la mort, le Ba s'envole et rejoint les dieux au ciel. L'esprit, Akh, paraît partager la destinée céleste du Ba. « L'Akh est pour le ciel », disent



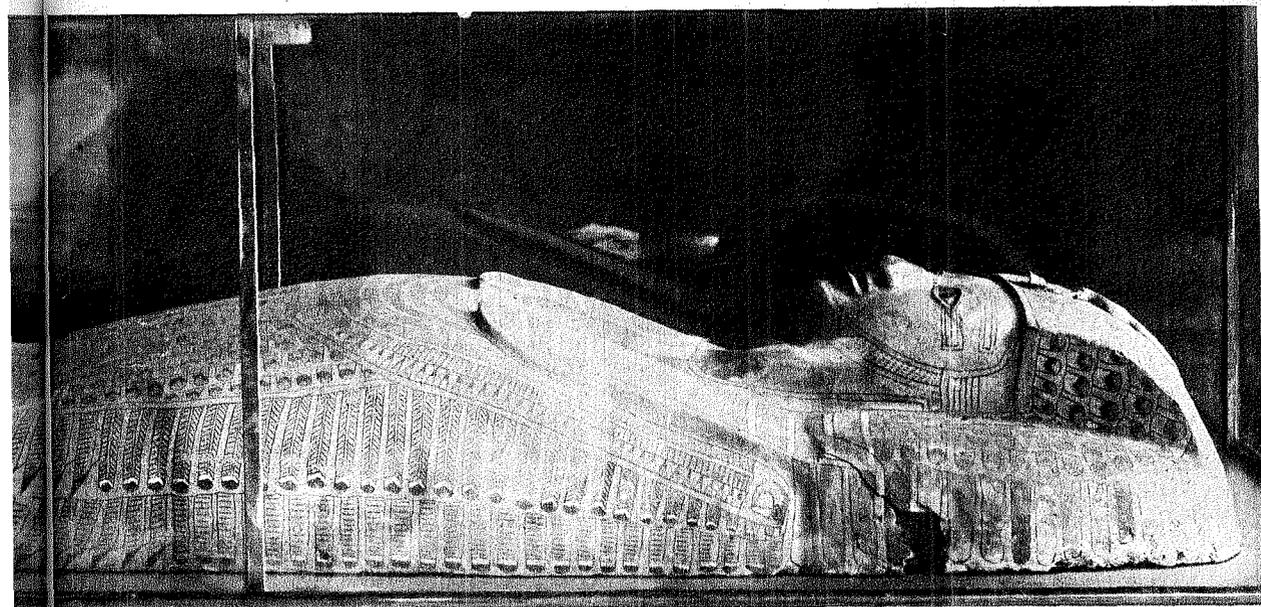
Sarcophage égyptien.
(Musée du Louvre/Cl. Roger-Viollet.)

les textes anciens, et son nom se rattache au nom de l'Horizon, Akhet. Le cœur se présente sous deux aspects, le cœur physique, Hati, et le cœur organe de la volonté, Ab. Hhaib est l' « ombre », et Sekhem la « puissance vitale ». Telles sont du moins les notions sur lesquelles on est à peu près d'accord aujourd'hui, encore qu'on ne sache pas exactement quelle valeur et quelle signification flonner à ces équivalences très relatives.

Le problème se complique encore davantage lorsqu'on aborde la question du Ka. Pour présenter un exemple de la complexité des interprétations auxquelles donne lieu la définition du mot Ka, qui joue un si grand rôle dans la survie de l'Égyptien, examinons ce qu'est le Ka pour quelques égyptologues, choisis naturellement parmi les plus célèbres et les plus éminents. Un « double », s'accordent-ils à dire, à peu près généralement. Bon, mais qu'est-ce qu'un *double* ? Une sorte de reflet, d'ombre claire, répond Maspero, une « projection vivante et colorée de la figure humaine, qui reproduit dans ses moindres détails l'image entière de l'objet ou de l'individu ». Pour sir Flinders Petrie, c'est « la conscience mentale intime et la puissance héréditaire de la pensée ». Pour von Bissing, c'est l'ensemble des forces vitales qui se perpétuent par la nourriture, et aussi la force de vie qui réside dans la nourriture, d'où la nécessité de nourrir les morts pour conserver leur survie en perpétuant le Ka. Loret, qui a fait de si remarquables travaux sur le totémisme égyptien, voit dans le Ka d'un individu sa substance même, son nom impérissable, son totem. Pour Erman, le Ka est la force vitale de l'homme infusée à sa nais-

sance et entretenue par la nourriture. L'opinion de Moret, très originale et séduisante, y découvre l'individualisation du *mana*, du génie de la race, de la Substance divine. Mais la notion du *mana*, empruntée par les ethnologues et les historiens des religions au langage polynésien, est elle-même assez obscure et difficile à cerner. Quand nous aurons dit que Steindorff considère le Ka comme une sorte de génie protecteur, d'ange gardien créé avec l'homme, qui l'accompagne durant toute sa vie, que Kees, au contraire, n'y trouve qu'une sorte de définition, de formulation abstraite, embrassant tout un ensemble de forces surnaturelles, on se résigne, devant la quantité d'opinions contradictoires, ou à accepter la solution éclectique de Van der Leeuw, ou à rester dans l'ignorance, en se disant qu'il est impossible de penser avec le cerveau d'un Égyptien, ce qu'il faudrait pour savoir sans erreur ce qu'il en était.

Le Ka, ce *double*, se détachait du corps mais il ne l'abandonnait pas complètement. Il revenait visiter le corps terrestre dans son tombeau. L'espace qu'il parcourait librement lui appartenait, mais sa propre existence demeurait liée à celle du corps. Il était indispensable que le Ka pût se poser sur la dépouille charnelle de l'individu, momifiée, ayant conservé l'intégralité de ses organes (sans quoi la survie n'aurait été que partielle), ou, à défaut de la momie elle-même, sur une image du défunt que les incantations magiques auront douées de vie, dont elles auront fait l'équivalent d'un corps vivant. Dans le cas où n'aurait plus existé ni le corps du défunt, ni ses images, le Ka, ne sachant plus où se poser, aurait perdu le contact avec la vie, *perdu la vie*.



La notion de la survie est liée donc à la notion même de Ka, et c'est pourquoi il serait si important pour nous de préciser ce que les Egyptiens entendaient sous ce nom, quel contenu ils donnaient à un mot qui demeure pour nous énigmatique. Car si l'âme Ba vit de sa vie propre après la mort, le Ka, lui, constitue un lien entre le monde terrestre et le monde spirituel, entre le charnel et le divin.

De cette analyse des différents corps qui constituaient l'individualité humaine, on déduit la raison profonde de tous les rites funéraires. Ceux-ci avaient pour objet de préserver le corps de la décomposition par les procédés d'inhumation et de conservation les plus efficaces, de le mettre à l'abri des intempéries, des bêtes sauvages (dans l'époque préhistorique), des voleurs, que tenteront les trésors déposés dans le tombeau, de le cacher pour le soustraire à la curiosité, à la cupidité, à la haine, car c'est tuer définitivement et pour l'éternité un homme que de détruire sa momie et ses images ; d'empêcher, enfin, les organes de subir le processus normal de décomposition, en immortalisant sa substance matérielle.

Il faut, d'autre part, lui procurer tout ce dont il avait besoin et tout ce qui servait à ses plaisirs, soit en réalité en les enterrant avec lui, soit en disposant près de lui les images des êtres et des objets convenablement animés par des formules magiques. En Egypte, comme dans toutes les sociétés primitives, le sacrifice rituel des femmes, des esclaves, des animaux a été en usage. Ces massacres, en masse, dont les tombes royales d'Ur, découvertes par Wooley, ont révélé le saisissant spectacle, et dont le professeur Absalon trouvait un exemple en Moravie dans une immense sépulture collective datant de l'âge de bronze, ils ont eu lieu en Egypte aussi. Massacre des reines, des concubines, des servantes, des musiciennes, des chevaux, des animaux familiers, afin que les corps demeurent auprès des corps, que les « âmes » accompagnent les « âmes » dans l'au-delà. Par un juste sentiment d'humanité, et peut-être aussi par esprit d'économie, on a renoncé à ces sacrifices coûteux et barbares et l'on s'est contenté de remplacer les êtres réels par leurs images, puisque la magie avait le pouvoir de donner aux images les mêmes propriétés que possédaient les corps vivants.

C'est ainsi que sur les mastabas de Sakkarah, d'admirables séries de bas-reliefs d'une vie intense, pittoresque, imagée, retracent toutes les circonstances de la vie terrestre, la promenade en barque sur le Nil, la chasse, la pêche, les festins, la danse ; tout est représenté, jusqu'au chien sous la chaise du maître, jusqu'au nain bouffon, tous les travaux agricoles, toutes les tâches de l'artisan, afin que tous les corps de métiers figurent dans la tombe pour subvenir aux besoins du défunt, dans le cas où les objets qu'il possède s'useraient ou disparaîtraient.

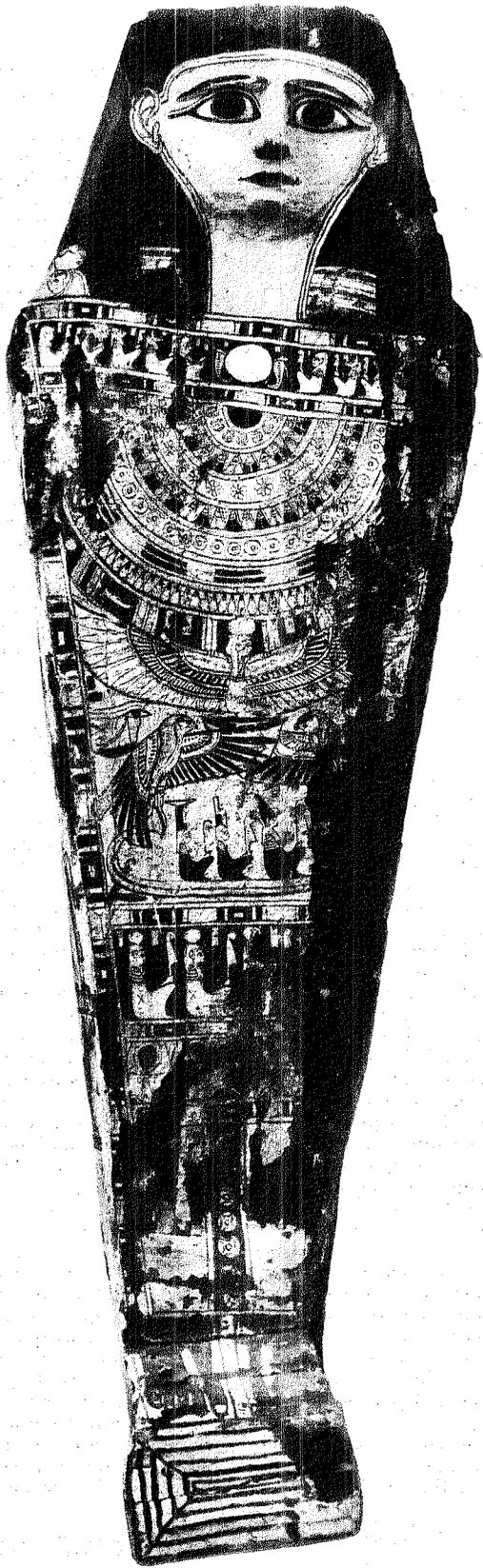
Toutes ces provisions ont été placées là, réellement ou figurativement, en prévision du moment où les offrandes que l'on apporte périodiquement au défunt cesseraient. Ces offrandes, ces sacrifices de parfums, de liqueurs, d'aliments,

il en hume le fumet nourrissant, ou l'agréable odeur à travers l'étroite ouverture qui fait communiquer la chambre accessible aux vivants et le *serdab*, la chambre secrète, peuplée des statues du mort, où habite le Ka. Les offrandes sont indispensables. Le plus grand honneur que le roi puisse faire à l'un de ses ministres est d'ordonner pour lui, après sa mort, des offrandes analogues à celles dont bénéficiera le souverain lui-même. Et si l'apport régulier des offrandes cesse, pour on ne sait quel motif imprévisible, les images des choses, momifiées, sculptées en ronde-bosse, tracées en bas-relief sur les murs, ou peintes, ou incarnées dans des figurines de bois pareilles à des poupées, seront là pour les remplacer, la vertu de remplacement des formules magiques étant toute-puissante.

Il convient aussi de placer dans la tombe ces images dites des « répondants » — *oushabtiu* — qui travailleront dans l'au-delà à la place du défunt. Quand celui-ci habitera, en effet, les Champs d'Hialou, ou les Champs d'Osiris, il sera appelé à exercer des travaux agricoles ; pour préserver son oisiveté, les répondants, qui sont le plus souvent des petites statuettes de terre vernissée, se lèveront, *répondront* à sa place, et iront labourer, semer ou moissonner, comme lui-même, sans cela, devrait le faire. Abandonnant à ses petits serviteurs empressés de se substituer à lui toutes les corvées et les besognes pénibles de la vie future, le défunt immortel pourra appartenir tout entier à ces plaisirs matériels qui constitueront pour lui une sorte de « paradis de Mahomet ».

Provisions de bouche, remplaçants et répondants accompagneront donc le défunt dans l'Autre-Monde. La tombe deviendra une sorte de magasin où l'on trouvera un mobilier complet, des chars, des vêtements, des armes, des bijoux, des maquettes de bateaux de plaisance, des maisons, des reproductions en miniature de la cuisine, de la porcherie, de la basse-cour, du cellier. Il y aura une armée de soldats de bois portant l'arc, la lance et le bouclier, des servantes pétrissant le pain ou gavant les oies, des bateliers, des chanteurs et des musiciens.

Ces figurines n'ont pas la beauté et la grâce des statuettes funéraires chinoises de la dynastie Han ou de la dynastie Tang ; aucune pensée esthétique, d'ailleurs, n'a présidé à leur exécution. On s'est soucié uniquement de leur ressemblance avec la réalité. Les tendances réalistes, naturalistes de l'art égyptien sont renforcées encore par cette nécessité de reproduction exacte, quasi photographique, que réclame la survie. Pour que le Ka retrouve les images du défunt à défaut de son corps, il est indispensable que ces images présentent une ressemblance « frappante ». De là, le caractère saisissant de vérité que nous rencontrons dans la sculpture égyptienne, dès ses débuts — la tête de Narmer, par exemple, et plus encore dans la statuaire funéraire des IV^e, V^e et VI^e dynasties. Les statues qui emplissent les temples funéraires des rois ou les mastabas des particuliers — par exemple les mastabas de Ti, de Ptahotep, de



Mererouka, à Sakkarah — ne répondent pas à un désir d'orner l'édifice. Leur beauté esthétique, qui est très grande et qui vient, en grande partie de leur fonctionnalité, demeure parfaitement indépendante de l'intention qui les a créées ; intention purement utilitaire. A défaut de la momie, qui peut disparaître, pour une raison ou pour une autre, le Ka retrouvera la statue, et il y aura plusieurs statues afin de multiplier les chances de survie, celles-ci pouvant être mises en danger par la destruction d'une statue unique.

Les images du défunt, sculptées en bas-relief ou en ronde-bosse, ne sont pas là pour perpétuer sa gloire, nul ne les voit d'ailleurs, mais uniquement pour prolonger son existence matérielle. Leur monumentalité grandiose n'est que la conséquence des matériaux employés, les plus solides, les plus résistants, le granit, la diorite, le basalte, et des formes adoptées : les plus simples, les plus ramassées : celles qui présentent le moins de chance de cassures. Rassemblées sur elles-mêmes, elles répondent à cet idéal de Michel-Ange qui disait qu'une statue n'était parfaite que si l'on pouvait la faire rouler du haut d'une montagne sans qu'une de ses parties essentielles se brisât. Assis ou debout, les bras au corps, les jambes rapprochées, captif d'une dure et pesante immobilité, l'Égyptien affronte les dangers de l'avenir avec une sérénité inébranlable. Il ne risque rien de la main des hommes, ni des intempéries. Dans son tombeau élos et caché, personifié par de solides blocs de roches les plus dures, son corps convenablement momifié déposé au fond d'un puits inaccessible, il n'a plus à craindre la véritable mort, la mort définitive, qui sans ces précautions le précipiterait dans le néant.

Pour protéger le corps contre les dégradations extérieures, on l'enferme dans plusieurs cercueils, puis dans un sarcophage de pierre, que l'on ne pourra ni déplacer ni ouvrir. Pour le préserver de la décomposition, on procède à cette opération de la momification, qui, de fait, a maintenu jusqu'à présent les corps des rois dans un état d'intégrité totale.

Dès l'antiquité, les momies ont été un sujet de stupéfaction pour les Grecs. C'est eux qui ont inventé ce mot de *moumia*, qui signifie bitume, car le bitume était un des éléments principaux de l'embaumement. Dans la même acception, le médecin arabe Ibn Betas parle de cascades de « moumia » tombant des Monts de l'Orage. Hérodote a rapporté d'une façon très pittoresque les séances d'embaumement auxquelles il est probable qu'il a assisté. Il nous montre ainsi les embaumeurs présentant d'abord aux héritiers du défunt des modèles de cadavres en bois peint, correspondant aux divers prix, le plus cher d'abord pour terminer par le meilleur marché. On se met d'accord sur la « classe » choisie ; ensuite, les héritiers étant partis, les embaumeurs se mettent au travail. L'embaumement de première classe commence par l'extraction du cerveau à travers les narines par un crochet de fer. Puis, à l'aide d'une pierre d'Éthiopie bien aguisée, on fait une incision

dans le flanc et on retire les entrailles. On nettoie alors l'abdomen, on le lave avec du vin de palme et on le bourre d'aromates. Après quoi, on plonge le corps dans un bain de bitume où on le laisse pendant soixante-dix jours. Ce délai expiré, on le retire du bitume, on le lave, on l'enroule dans des bandelettes de lin, après l'avoir enduit de gomme, et on le rend aux parents qui le placent dans un cercueil, puis dans le tombeau.

L'embaumement de deuxième classe était moins compliqué. On se contentait d'injecter de l'huile de cèdre dans le corps, par l'anus, sans le vider, et on le déposait dans le bain de bitume. A la sortie du bain, on débouchait l'orifice et l'huile de cèdre s'en échappait, emportant les entrailles devenues liquides. La première méthode coûtait un talent d'argent que Wallis Budge évalue à 250 livres anglaises ; la deuxième, vingt mines, c'est-à-dire soixante livres. Pour une somme minime, on avait la troisième classe, à la portée de toutes les bourses, qui ne comportait que le bain de natron et un rinçage de l'abdomen au *syrmaea*.

Diodore décrit l'embaumement avec plus de détails. Il nous montre les différents fonctionnaires spécialisés dans les diverses opérations, le *grammateus*, qui indique sur le flanc du cadavre l'endroit où sera faite l'incision, le *paraskistes*, armé de la pierre d'Éthiopie, qui fera cette incision — et ce dernier se sauve aussitôt poursuivi à coups de pierres et de malédictions par les assistants, car son geste est considéré comme criminel. Les embaumeurs proprement dits, au contraire, sont traités avec un grand respect, presque à l'égal des prêtres. Leur habileté consiste à nettoyer le corps sans le défigurer, en préservant, par exemple, les paupières et les sourcils.

Les organes que l'on avait retirés du corps étaient traités à part et placés dans des vases, que l'on appelle vases canopes, disposés aux angles du sarcophage. De telle manière que le corps était complet, intact, et pouvait s'engager dans la vie future sans la moindre infirmité.

A la Renaissance déjà, les momies étaient pour les Arabes un objet de commerce. On en tirait des drogues fort estimées en médecine et, plus tard, des produits à l'usage des peintres. Les Juifs en avaient à peu près l'exclusivité. Malheureusement, les momies étaient rares, malgré les violations des tombes ; aussi d'habiles falsificateurs furent-ils entraînés à fabriquer de fausses momies en traitant sommairement avec du bitume des cadavres d'esclaves, de prisonniers, de miséreux, auxquels ils donnaient l'aspect de momies antiques et qu'ils vendaient pour telles. Wallis Budge raconte qu'en 1564, un médecin appelé Guy de La Fontaine eut la curiosité de visiter les magasins du grand marchand de momies d'Alexandrie, et qu'il n'y trouva que des corps récents de galériens ou de gens qui étaient morts des maladies les plus dégoûtantes. Ce commerce de momies, vraies ou fausses, demeura fructueux jusqu'au jour où un marchand juif fut trahi par un de ses esclaves chrétiens qu'il voulait convertir de force au

judéisme en l'accablant de coups et qui, las de ces mauvais traitements, dénonça son maître au pacha de Damiette. Celui-ci profita de l'occasion pour imposer une taxe colossale sur le commerce des momies, qui devint moins lucratif et disparut presque complètement, du moins comme « grand commerce ».

Les Egyptiens conservaient aussi quelquefois leurs cadavres dans du miel ; le corps d'Alexandre fut ainsi plongé dans du miel blanc et sans mélange. Le voyageur arabe Abd el Latif raconte qu'un pillard de tombeaux découvrit un jour, dans une sépulture, une grande jarre pleine de miel ; trempant son doigt dans la jarre il commença à en manger jusqu'au moment où il s'aperçut qu'un long cheveu d'enfant s'enroulait autour de son doigt ; et il retira de la jarre un cadavre admirablement conservé... Pour les plus pauvres, on se contentait de saler les corps, mais ce procédé avait l'inconvénient de les défigurer, de rendre les os très friables et la peau pareille à du papier.

Les diverses opérations de l'embaumement étaient accompagnées de cérémonies magiques. Plusieurs papyri, notamment celui du Louvre 5158, celui du Caire, contiennent les textes du rituel d'embaumement, et les prières qui soulignent chaque geste. Il y en a pour les diverses poses qu'on donne à la momie, pour le dorage des ongles, pour le nettoyage de la colonne vertébrale, pour l'enveloppement dans les bandelettes. Chaque fois, on fait appel à Osiris, pour qu'il favorise ces opérations et qu'il leur accorde une efficacité surnaturelle. On voit par là que l'embaumement n'était pas seulement un moyen matériel de conservation du corps, mais aussi un rite religieux, qui ajoutait la protection divine aux moyens pratiques employés pour éviter la décomposition.

Une fois le corps embaumé et enfermé dans ses cercueils, puis dans son sarcophage, la magie disposait encore autour de lui l'arsenal de ses conjurations puissantes. Celles-ci étaient parfois écrites sur les bandelettes de toile qui enveloppaient le corps, elles recouvraient les parois des cercueils et du sarcophage, les murs de la tombe. Il importait, en effet, que le défunt fût armé, surnaturellement, contre les dangers qui l'attendaient dans l'au-delà. Dangers de deux sortes : il y avait lieu de craindre les attaques des démons, des génies mauvais — peut-être des élémentaux, comme disent les occultistes —, fantômes désincarnés qui tenteraient de s'emparer de son corps pour l'habiter ; il fallait aussi affronter le jugement des morts, au cours duquel le défunt était appelé à se justifier. En effet, pour parvenir à la béatitude éternelle, encore convenait-il qu'à la pesée de l'âme, celle-ci fût jugée digne d'habiter les paradis d'Hialou, les jardins d'Osiris. On distingue ainsi trois catégories de textes : les textes des pyramides, les textes des sarcophages, et les livres, les papyri, destinés à informer le défunt de tout ce qu'il aurait à risquer dans l'au-delà, de ce qu'il faudrait faire et dire, le moindre geste, le moindre mot devant être parfait et sans soupçon d'erreux, cette exactitude absolue étant la condition

nécessaire du succès d'une opération magique.

Parmi les textes des pyramides, nous connaissons ceux où Onas menace les dieux hostiles. Ces textes ont été recueillis dans les célèbres ouvrages de Maspero, de Scaek-Sackenbourg, de Kurt Sethe, principalement après estampage de ces inscriptions par Brugsch. Les textes des cercueils et des sarcophages ont fait, de leur côté, l'objet de plusieurs publications. Quant aux papyri funéraires, ils sont représentés surtout par le *Livre des Respirations*, le *Livre des Portes*, le *Livre de la Nuit*, le *Livre de l'Am-Douat*. Ce dernier, traduit et publié par M. Jéquier sous le titre le *Livre de ce qu'il y a dans l'Hadès*, décrit le voyage quotidien du soleil dans l'autre monde, le long du fleuve dont les méandres sont rapportés avec leurs accidents, les régions qu'il traverse, les peuples qui les habitent.

Le plus connu de ces textes funéraires, celui qui a été le plus souvent étudié et reproduit, est le fameux *Livre des Morts*, ce *baedeker* de l'Autre-Monde, qui était indispensable pour éviter au mort les errances et les erreurs, les omissions, les maladresses, les fausses manœuvres. De magnifiques exemplaires du *Livre des Morts*, le plus souvent illustrés, ont été conservés. Les égyptologues le désignent sous le nom de Papyrus de Nu, Papyrus de Guenna, Papyrus de Nebsemi, Papyrus d'Ani, etc., selon le nom du défunt dans la tombe duquel le texte a été trouvé. Les publications de Naville, de Budge, de Pleyte, de Sethe, de Lepsius, de Pierret, de Horraek, de Le Page Renouf, de Grapow, permettent de bien connaître ces documents d'une importance capitale pour l'étude des conceptions égyptiennes sur la vie de l'au-delà. Roeder, en particulier, donne ces textes au complet.

La survie, en effet, n'est pas assurée par le procédé matériel et le rituel magique. Au moment où un éritère moral est apparu, où l'on s'est dit que le mort devait mériter l'immortalité pour la posséder, le jugement de l'âme est devenu une cérémonie très grave. Invité à avouer ses fautes, le défunt devait faire cette *confession négative*, dont le *Livre des Morts* lui souffle les répliques, dans laquelle il se déclare pur de tout péché ; sans quoi il sera dévoré par les monstres mangeurs d'hommes dont les « miniatures » du Papyrus d'Ani retracent l'effrayante image. Il devra ensuite se présenter devant les différentes portes, se faire reconnaître des gardiens, et accepter ; il devra repousser avec des charmes efficaces les ennemis qu'il rencontrera sur sa route. Chaque étape de ce long voyage à travers le monde des morts est minutieusement énumérée, et si le mort a la prudence de suivre exactement les prescriptions de son « guide », il arrivera au bout sans encombre, ayant franchi les obstacles, évité les pièges, dispersés les démons et les goules. A cet égard, on notera une curieuse parenté entre le *Livre des Morts* égyptien, et le *Bardö-Tödöl*, qui joue le même rôle au Thibet, d'une façon beaucoup plus impressionnante et terrible, en avertissant le voyageur de tous les obstacles hideux, redoutables et fantastiques qu'il apercevra

sur sa route. Pour rassurer le voyageur, le *Bardô-Tôdôl* l'avertit que ces spectacles atroces et macabres, qui constituent certainement le sommet de l'horrible, sont des illusions et que si son cœur reste ferme il n'a rien à craindre de ces prestiges illusoire. Au contraire, les dangers que court l'Égyptien dans l'au-delà sont très réels, selon la tendance réaliste qui s'attache à tous les concepts égyptiens, et s'il n'y prend pas garde, il périra en route. Protégé par Osiris, escorté par le dieu psychopompe, Anubis, à tête de chacal, le mort qui a respecté toutes les prescriptions peut se considérer comme *sauvé*. Le salut pour lui dépend autant du formalisme étroit que de la pureté de cœur affirmée par lui devant ses juges ; l'éternité n'appartient qu'à celui qui s'en est montré digne, et qui l'a préparée par les procédés pratiques et magiques qui garantissent la survie. Grâce à eux, le mort devient le « siège de tous les dieux » et lui-même un dieu tout-puissant. « Je suis le Grand dont personne ne connaît le nom. Les six béliers sont mes âmes, les six Khnoum sont mes ombres. J'aspire l'air avec mon nez comme Chons, le Maître des Nourritures. Je regarde devant moi avec mes deux yeux comme Ahi, le fils bien-aimé d'Hathor. » Ainsi parle le sarcophage de Sebkh-O.

Il en va assez différemment en ce qui concerne le roi. Celui-ci, étant dieu de son vivant déjà, ne peut se contenter de partager l'immortalité du vulgaire. Fils de Râ, le Soleil, il monte dans le Ciel, après sa mort, et il s'identifie avec le Soleil. On lit dans les textes de sa pyramide,

l' « ascension » d'Ounas. On s'est posé la question de savoir si le roi devait comme les simples mortels mériter son immortalité. Moret conclut cette discussion par l'affirmative. Le roi est soumis au jugement du Soleil qui est le dieu juste par excellence. Il ne suffit pas qu'il soit admis par Osiris ; on sait quel conflit opposa les prêtres d'Osiris aux prêtres de Râ, et quelle guerre de religion se déchaîna entre eux. La destinée solaire du roi proclamée par le clergé d'Héliopolis tendait donc, dans une certaine mesure, à combattre la croyance au paradis d'Osiris. Il semble, d'autre part, que la notion héliopolitaine, solaire, de la survie royale, ait été plus spiritualisée que celle, assez terre à terre, du paradis d'Osiris.

Plus tard, sous l'influence de certaines idées « démocratiques », la vie éternelle a cessé d'être le privilège de quelques-uns ; elle s'est vulgarisée et s'est faite accessible à tous ceux qui avaient les moyens de s'offrir un embaumement suffisant, même de la dernière classe, et dont la pureté morale était suffisante, elle aussi, pour leur permettre de se risquer devant les juges des Enfers. Les grands personnages qui touchaient au pharaon et participaient de sa divinité terrestre ont été admis à l'éternité divine, puis celle-ci a été mise à la portée de toutes les bourses, peut-être de toutes les consciences aussi, et elle a cessé d'être le privilège de l'aristocratie pour tomber dans le « domaine public ».

Marcel BRION,
de l'Académie française.

musica

DISQUES ●●●●●●●●●●

LA REVUE DE TOUTE
LA MUSIQUE

CLASSIQUE

JAZZ

VARIÉTÉS

DANSE

en vente chez
les marchands
de journaux
le n° 2,50 f

BIBLIOGRAPHIE

■ Histoire de la Librairie Hachette de 1826 à nos jours, par Jean Mistler.

Un maître livre dû à la plume d'un érudit et aussi d'un homme de goût. Cent quarante années d'histoire. Une étude entièrement rédigée d'après des documents originaux, pour la plupart inédits. Un récit absolument passionnant qui retrace en détail l'origine et le développement, à travers trois guerres et huit régimes politiques, de la petite librairie qui allait devenir la première maison d'édition et de diffusion du livre et de presse en Europe. Quand Louis Hachette, son fondateur, reprit le fonds de commerce du sieur Brédif, en 1826, il trouva six titres édités par la maison. Quarante ans plus tard, à sa mort, son catalogue allait des alphabets élémentaires au dictionnaire Littré. La maison Hachette, comme l'écrivait Edmond About, était devenue « un véritable ministère de la librairie ». Depuis lors, aucun domaine n'est resté étranger à Hachette, tout ce que l'intelligence française compte de noms illustres figure sur ses catalogues. On trouvera dans le volume écrit par Jean Mistler des détails complètement inédits sur le Paris d'autrefois aussi bien que sur les guerres de 1870, de 1914, de 1940. Ce qui n'est pas le moindre de ses attraits. (Hachette.)

■ Winston Churchill, par Quentin Reynolds.

C'est la personnalité puissante du grand homme d'Etat britannique qui se dégage d'après les souvenirs d'un correspondant de guerre qui a connu les jours les plus terribles de l'enfer dans lequel s'est débattu la Grande-Bretagne pendant la dernière guerre. Churchill restera aux sommets de l'Histoire et l'ouvrage de Quentin Reynolds est l'un des meilleurs témoignages qui nous aient été transmis. Il se lit comme un roman. Mais la vie de sir Winston n'est-elle pas la plus belle des légendes ? « Quel roman que ma vie ! » aura-t-il pu dire, comme le disait Napoléon. (Ed. Fernand Nathan, collection « Histoire et Documents », prix 9,75 F.)

■ Témoignage sur une catastrophe, par sir Edw. L. Spears.

Le général Spears était déjà officier de liaison de l'armée britannique auprès du Grand Quartier français en 1914. Il en a publié ses souvenirs naguère et le voici maintenant à ceux de la Deuxième Guerre mondiale, ou plus précisément à la première phase de celle-ci, à savoir la période s'étendant du début des hostilités à l'armistice de juin 1940. Spears est l'un des meilleurs auteurs militaires d'outre-

Manche et il a tenu constamment des rôles de premier plan au cours des événements qui ont amené les Anglais à s'engager aux côtés de l'armée française, aussi bien en 1914 qu'en 1939.

Ces souvenirs sont rédigés d' « une plume très alerte et très caustique. L'auteur ne mâche pas ses mots et n'hésite pas à dire tout ce qu'il pense des personnages qu'il a côtoyés : il est parfois d'une franchise totale. (Presses de la Cité.)

■ Histoire de l'Art. Art paléochrétien, par Wladimir Sas-Zaloziecky.

C'est le septième volume de l'Histoire de l'Art-Payot, qui en comprendra vingt, et dont le quart est paru. Excellente édition, dans un format commode, d'un prix accessible à tous, ce qui n'empêche pas un soin dans la présentation et une iconographie abondante. (Payot.)

■ Amérique du Sud.

Les éditions géographiques Kümmerly + Frey, de Berne, continuent à publier de grandes cartes qui sont indispensables à l'historien ou à l'amateur d'Histoire. La dernière en date présente le découpage politique de l'Amérique du Sud, elle est éditée avec un soin méticuleux.

■ Grandes Enigmes de l'Histoire, par Gilbert Guilleminault.

Cet ouvrage a été écrit avec la collaboration de Philippe Bernert, François Brigneau, Simone Daubagne, Sonia Lescaut, Anne Manson et Marie-Jeanne Viel et constitue le vingt-cinquième titre paru dans la collection « Jeunes Bibliophiles ». Sept affaires mystérieuses — et qui le resteront sans aucun doute — depuis le Masque de Fer jusqu'à Martin Borman, subitement disparu du bunker d'Hitler à Berlin... en passant par l'affaire du collier de la Reine, le mystère de la mort de Louis XVII, l'évanouissement dans la nature du tsar Alexandre I^{er}, dont le cercueil était vide, le drame de Mayerling, bien entendu et la résurrection de la grande-duchesse Anastasia échappée du massacre de la maison Ipatiev. On relit toujours ces histoires avec plaisir. (Gautier-Languereau.)

■ Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche, par Yvonne Girault.

Un nom prestigieux. Voici Bayard, depuis son enfance jusqu'à sa mort exemplaire, au soir d'une bataille, la face tournée vers l'ennemi. Un texte dynamique et de très belles illustrations en couleurs de Brenet — un maître — d'Y. Thos et J. Toussat. Ce luxueux volume, dont on regrette qu'il ne compte que trop peu de pages, s'adresse à nos jeunes ; mais les parents le liront aussi avec beaucoup de plaisir et admireront cette très belle édition. (Gautier-Languereau.)

“ les oranges sont mûres ”... c'est L'OPÉRATION JÉRICHO

Un film tourné en septembre 1945 sur les lieux mêmes de l'action, et que tout le monde a vu sur nos écrans, a retracé cette « Opération Jéricho », demeurée fameuse dans les annales de la Résistance : l'attaque de la prison d'Amiens par des escadrilles de Mosquitos britanniques, venues de l'autre côté du détroit, à la demande de Dominique Ponchardier — le gorille... — et la libération de plusieurs centaines de détenus politiques enfermés dans les geôles de la Gestapo et destinés à être fusillés ou déportés. Opération à la fois spectaculaire et symbolique, conjuguant les efforts des groupes de résistants luttant sur le sol de France et ceux de l'aviation alliée, venue les appuyer de toute la force de ses moyens de destruction. De cette action, vraiment unique parmi les mille épisodes de la Deuxième Guerre mondiale, notre collaborateur le colonel Joubert a évoqué ici la préparation, l'exécution et le retentissement.

PAR J. JOUBERT

de l'Académie d'Histoire

Amiens, ville au nom chantant, sept siècles ont glorifié sa cathédrale ; en une heure la Résistance a rendu sa prison célèbre.

C'était le 18 février 1944, à midi.

Trois jours après, le 21, M. Le Baube, préfet de la Somme, qui ne tenait sans doute pas à entrer dans les détails, rendait compte en ces termes au gouvernement :

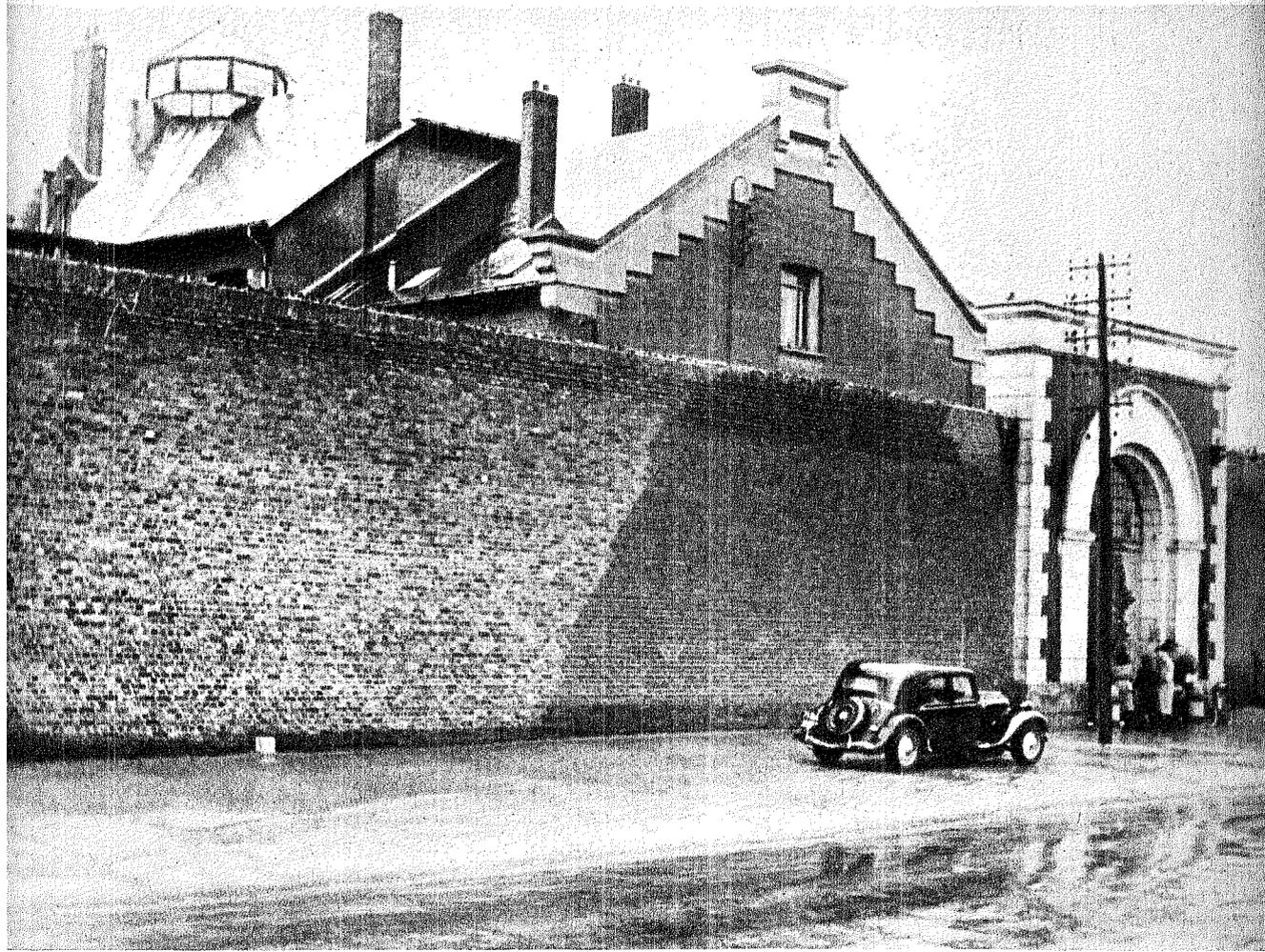
« Quelques avions anglo-américains volant à basse altitude ont lancé sur un quartier d'Amiens, dans la partie nord de la ville, un certain nombre de bombes explosives.

» L'objectif visé *semble avoir été* la maison d'arrêt, qui a été entièrement détruite... »

Mais non ! c'était bien la prison qui constituait l'objectif de ce raid.

Bien entendu, les avions alliés visaient ordinairement les organisations militaires de l'ennemi, ses convois, ses usines et, lorsque les

bombes s'éparpillaient, c'était le fait du hasard, de l'imprécision du tir à grande hauteur. Alors, pourquoi une prison ? Il est vrai que d'après les renseignements fournis par le commissaire divisionnaire d'Amiens, M. Heannot, cette maison d'arrêt détenait dans ses murs sept cents prisonniers dont cent quatre-vingts Allemands (hommes et femmes) et cinq cent vingt Français (448 hommes et 72 femmes). Une aile du bâtiment servait en outre de corps de garde aux policiers ou aux soldats de la Wehrmacht. Or, sur ces cinq cent vingt Français, plus de trois quarts sont des « politiques », c'est-à-dire des résistants. Viennent de les rejoindre trois agents principaux du réseau de la région, le réseau Ponchardier. Le sort de ces « politiques » est sans problème : ils doivent être fusillés. Bientôt. Quand ? On ne le sait. Mais ils sont condamnés. Et ils le savent...



La prison d'Amiens. Près de la porte, on aperçoit les traces du mur écroulé et reconstruit. (Cl. Keystone.)

L'IDEE DE DOMINIQUE PONCHARDIER

Dominique Ponchardier qui a la responsabilité de la région nord peut-il abandonner ses hommes ? Il est à la tête de l'organisation « Sosie », dirigée de Londres, dont la mission est de « faire » du renseignement d'abord, puis du sabotage ou des coups de main. Son frère Pierre joue le même rôle en zone sud. Leur action est parallèle à celle d'autres réseaux de la France libre. Ils sont directement en liaison avec les groupes Buckmaster et Alibi.

Enseigne de vaisseau, Dominique Ponchardier a sous ses ordres de capitaine de frégate Rivière, à qui il a confié la surveillance du littoral de la Manche, et Rivière a lui-même pour adjoint un vétéran de la guerre d'Espagne, Pépé, qui lui amène un groupe de communistes opérant dans les départements de la Somme et la

Seine-Inférieure, des « durs », entièrement dévoués à Ponchardier. Au mois de décembre 1943, onze d'entre eux avec leur chef, l'enseigne de vaisseau Le Sec, ont été fusillés à la citadelle d'Amiens. L'adjoint de Pépé, Jean Beaurin, incarcéré par l'occupant, attend le même sort pour le mois de février suivant. Dossier chargé ! Il avait à son actif cinq déraillements dont deux étaient des coups de maître : à Miremont, celui d'un train de permissionnaires de la Wehrmacht, avec un bilan de 191 tués dont un général de division ; à Frircules, entre le Tréport et Abbeville, celui d'un transport de troupes de renfort vers l'Est, soit 200 tués et 400 blessés.

Comment délivrer Beaurin ? On ne le peut sans monter une opération sur la prison. Telle est la solution que propose Pépé. Tandis que Ponchardier réfléchit à l'affaire, on apprend, en janvier, que le commandant des F.T.P.F. de



Les Mosquitos attaquent la prison d'Amiens - pour le tournage du film « Jericho ». (Cl. Keystone.)

Saint-Quentin a voulu agir ainsi sur la prison de cette ville, mais il a échoué. Ce coup malheureux a eu pour premier résultat le renforcement de la surveillance policière tant à Saint-Quentin qu'à Amiens. Puis, successivement, l'arrestation de deux membres importants du réseau : Serge, qui porte sur lui la moitié du plan de la prison — l'autre moitié se trouvant dans la poche de Pépé — et Holleville, surnommé le « Curé de Montparnasse », qui s'occupait principalement des réfractaires au S.T.O. Pépé, qui se sent visé par la Gestapo, va se reposer temporairement près de la ville d'Eu, chez son ami Legade. Là, il reçoit la visite des parents angoissés de Serge et de Holleville. Il leur promet qu'il tentera l'impossible pour délivrer les deux malheureux. Il rejoint Ponchardier et lui raconte l'histoire. Serge, Holleville, Beaurin, il faut absolument les sortir des griffes allemandes. Ne s'est-on pas juré mutuellement de tout faire pour s'entraider en cas de coup dur ?

— On va voir ça, dit Ponchardier.

Ils envisagent ensemble plusieurs opérations et finissent par conclure à l'impossibilité d'une attaque de vive force contre la prison. Elle équivaudrait, pour le réseau, à un suicide collectif. Alors ? La R.A.F. pense Ponchardier. Trois ou quatre bombes bien placées pourraient, certes, anéantir le corps de garde, mais comment les prisonniers parviendraient-ils à forcer

les portes de leurs cellules puis à franchir le haut mur d'enceinte ? Ponchardier, Pépé, Rivière, hochant la tête, discutent le problème. D'autre part, l'accord de Londres est indisponible, bien sûr. L'opération paraît une gageure.

Toutefois, Ponchardier a son plan. Il commence par adresser à Londres un croquis détaillé de la prison et de ses abords. Ensuite il fait parvenir une série de rapports sur la flak, la garnison, les panzer stationnés aux portes de la ville. Londres ne comprend pas très bien pourquoi on lui envoie ces renseignements, qui ne manquent pas de valeur, certes, mais qui ne présentent pas un intérêt immédiat, surtout ceux qui concernent le bâtiment de la prison.

LA R.A.F. PREPARE L'ACTION

Entre-temps, le 12 février, deux officiers de l'I.S. sont incarcérés à Amiens. Voici un atout de plus dans le jeu de Ponchardier qui, enfin, abat ses cartes. Il rédige un long rapport sur le moral de ses hommes qui a baissé à la suite des nombreuses arrestations opérées par la police allemande. Leurs rangs sont singulièrement éclaircis. Il se fait l'interprète de leurs plaintes au sujet de l'inertie des chefs qui ne tentent rien pour délivrer leurs camarades emprisonnés. Puis il pose la question de confiance : pourquoi ne pas exécuter une opération specta-

culaire sur la prison d'Amiens dont les plans ont été envoyés précisément dans le courant de janvier ?

Cette lettre provoque des remous à Londres, l'I.S. s'interroge, réfléchit, hésite et finit par demander l'avis d'un « as » de la R.A.F., le Group Captain Pickard, commandant la 140^e Wing. Celui-ci, plans de la prison en main, comprend immédiatement de quoi il s'agit. Il ne donne aucune réponse sur le moment et, violant volontairement le secret, va consulter son ami Livry — alias Philippe Level — un Français, le seul qui soit sous ses ordres. Ne s'agit-il pas en effet de délivrer des Français des geôles de la Gestapo ? Mais cette prison est entourée de murs hauts de sept mètres soixante-dix et épais de près d'un mètre. Pickard expose son plan : « Trois vagues de six avions chacune participeront à l'attaque. La première aura pour mission de jeter bas le mur d'enceinte en deux endroits ; la deuxième s'en prendra aux angles de la prison ; un intervalle d'une minute et demie séparera l'action de chacune d'elles. La troisième vague interviendra dix minutes plus tard pour faire le travail qui aurait été raté au premier passage. » Livry a approuvé. Les risques ? Nombreux et importants. D'abord le grand nombre de détenus, puis une aviation de chasse allemande toujours en alerte, une flak entraînée, précise. Pour éviter les pertes, tant chez les prisonniers que dans les squadrons, il faudra voler à dix mètres au-dessus du sol et poser les bombes comme à la main — à plus de quatre cents kilomètres à l'heure.

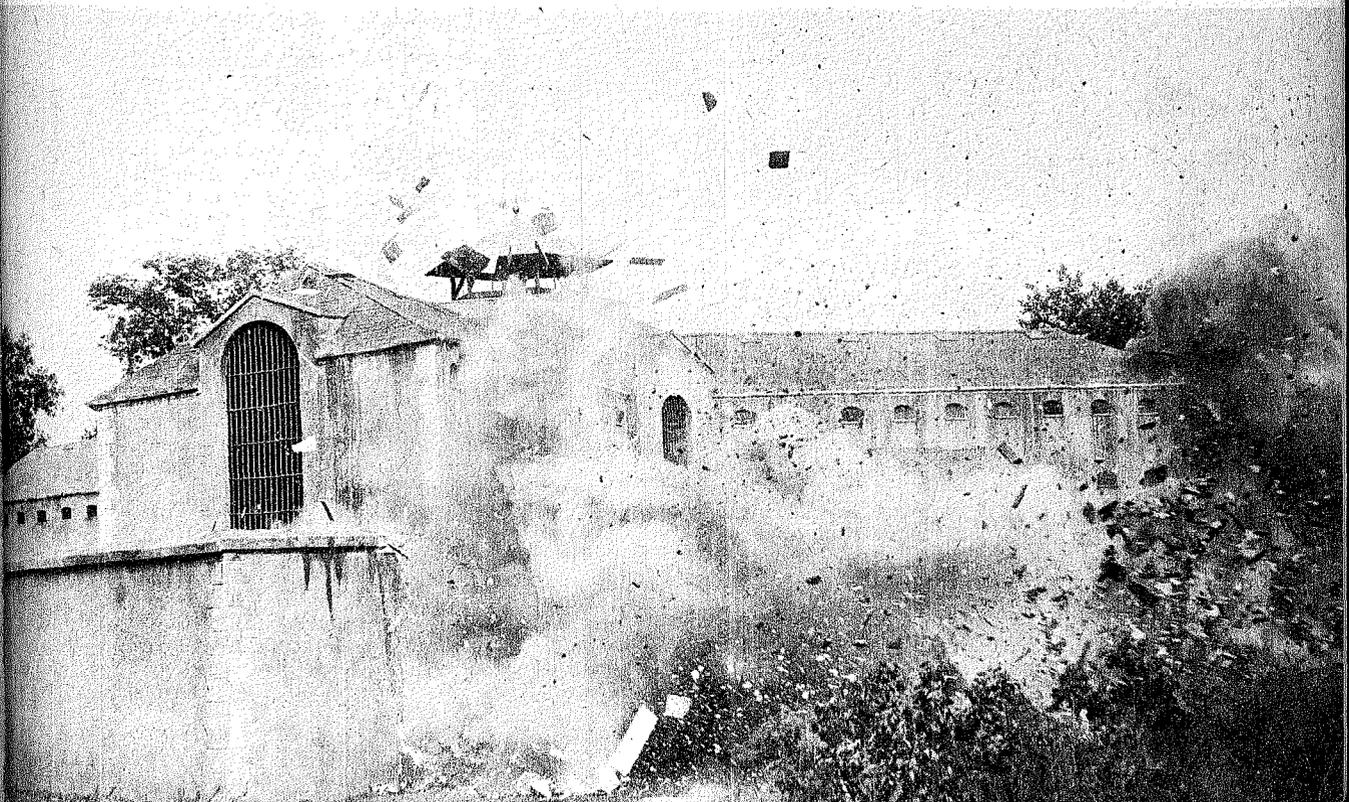
Cette gageure pourrait faire hésiter tout autre que ces deux as de l'aviation, Pickard et Livry, qui ont bien d'autres coups d'audace à leur actif. Ils vont donc tout mettre en œuvre pour exécuter et réussir cette opération extrêmement difficile qui sous le nom d'*Opération Jéricho* deviendra mémorable dans les annales de la guerre 1939-1945.

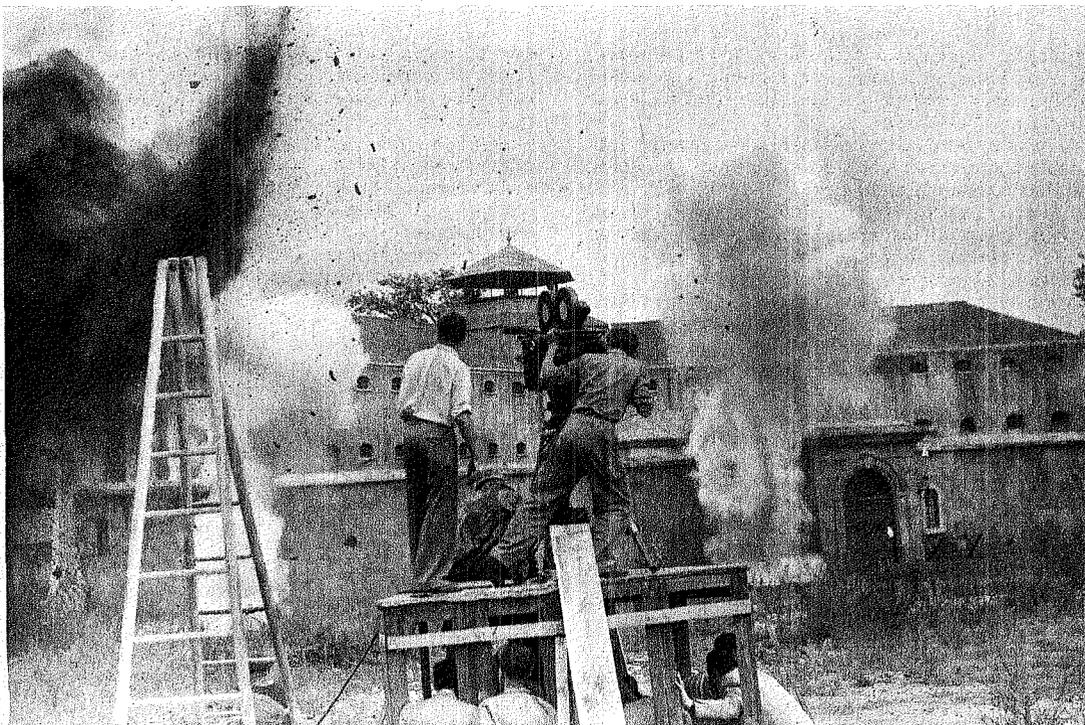
Le Group Captain de la 140^e Wing choisit dix-huit de ses meilleurs équipages et les entraîne, sans leur dire de quoi il s'agit. Le secret est garant de la sécurité, donc de la réussite. Or l'I.S. prend la responsabilité d'avertir Ponchardier par message radio : une escadrille de Mosquitos attaquera à partir du 15, midi !

Ponchardier est seul quand il reçoit cette nouvelle. Pépé et la majorité de ses hommes se trouvent à Rouen où ils préparent un « coup ». Il demande aide aux F.T.P.F. de la région qui lui promettent une centaine d'hommes et des camions. Ils s'assurent le concours de quelques habitants des maisons voisines de la prison. De son côté, Chapelle pense pouvoir réunir une vingtaine de volontaires avec deux camions. Ponchardier a pris toutes ses dispositions, mais, occupés ailleurs, les F.T.P.F. ne viennent pas. Le 15, le 16, le 17 le ciel est bouché ; il neige. Pas de Mosquitos. Ces jours d'attente et de déception provoquent une sorte d'abattement chez Ponchardier, dont il entretient Rivière et quelques camarades. Bien sûr, cette opération est irréalisable...

Tandis qu'il se morfond, à l'aérodrome anglais, devant Pickard, Livry et les équipages,

Bombardement de la prison d'Amiens - dans le film « Jéricho ». (Cl. Kevstone.)





Les cinéastes du film « Jericho » tournent le bombardement.
(Cl. Keystone.)

l'Air Vice Marshal expose le 18 au matin le but de l'opération sur Amiens et indique la manière dont elle se déroulera dans quelques heures. Les hommes qui l'écoutent trouvent ce raid particulièrement *exciting* et se sentent brusquement saisis d'une résolution ardente. La maquette de la prison est là, sous leurs yeux, et Sir Basil Embry, du bout de sa règle, souligne les détails, indique les missions particulières. Il faut blesser ou tuer le moins possible de prisonniers, certes, mais ouvrir des brèches dans les hauts murs et anéantir le corps de garde qui se trouve là, au nord du bâtiment... Deux vagues agiront d'abord : la première à midi juste, la seconde une minute et demie après. Une troisième vague sera en réserve, à dix minutes, pour parachever le travail. C'est le plan de Pickard. L'Air Vice Marshal complète ses instructions d'ordre général : « Le Group Captain arrivera avec la première section et restera sur place après l'attaque pour surveiller l'opération jusqu'à la fin. Si elle réussit du premier coup, il avertira la troisième section, à son arrivée, que son concours n'est pas nécessaire. Le mot code sera : *The oranges are ripe* (Les oranges sont mûres)... Un appareil supplémentaire filmera l'opération et prendra des photographies. Les Mosquitos seront protégés par douze Mustangs de la R.C.A.F. (Royal Canadian Air Force), à raison de quatre Mustangs pour une section... C'est tout. »

LE BOMBARDEMENT DE LA PRISON

Les équipages discutent ferme pour avoir le privilège de constituer la première vague. Pickard met fin au conflit en jouant les places à pile ou face. Ce sont les Néo-Zélandais du 487^e Squadron qui gagnent la première place ; la deuxième échoit aux Australiens du 464^e Squadron. Les Britanniques, en troisième position, ne sont pas du tout contents.

Malgré la neige et le brouillard, la météo est optimiste : le temps va s'éclaircir. Les mécaniciens ont donné le dernier coup d'œil aux appareils qui maintenant s'engagent sur la piste. Les moteurs tournent rond, peu à peu les hélices augmentent de vitesse. Déjà, les Mustangs veillent comme des chiens de garde. Un, deux, trois Mosquitos, puis les autres, tous les autres roulent, décollent aux distances prescrites. La Tamise est franchie ; voici la côte, la mer à peine à cinq mètres au-dessous des ailes, la hauteur d'une vague un peu forte, mais la mer complice est calme. On a sauté la falaise entre Dieppe et Le Tréport, à trois mètres au-dessus des arbres. On traverse la vallée de la Somme, on pique vers le nord pour tromper l'ennemi, on change de direction et l'on redescend, par Albert, vers Amiens.

À midi et une minute, Ponchardier et ses camarades voient apparaître les premiers Mosquitos, partagés en deux escadrilles de trois

appareils, dont l'une fait un crochet en direction de la voie ferrée, sur laquelle elle laisse tomber des bombes, tandis que l'autre fonce sur la maison d'arrêt.

Les appareils volent à quelques mètres du sol, et les premières bombes tombent, précises, sur le bâtiment, avant que les sirènes de la ville ne se mettent à hurler. Les éclatements se succèdent avec un bruit formidable, dans la fumée et la poussière des murs qui s'écroulent. Parfois, au milieu de ce bruit assourdissant se creuse brusquement un bref et angoissant silence d'où sortent des cris de femmes et des appels. Le mur extérieur est largement ouvert, les extrémités de la prison anéanties, le corps de garde allemand pulvérisé. Bientôt, dans une atmosphère de typhon le vrombissement des moteurs, les éclatements des bombes et le taccat des mitrailleuses, où, comme des flèches, les Mosquitos piquent et se redressent verticalement, frisant les toits, sautant les murs, on ne voit plus au milieu de la fumée et de la poussière qu'un amas de pierres et de poutrelles noircies, de morceaux de bois que lèchent de légères flammes, de murs béants et de débris humains projetés sur la neige rougie.

Toutefois, le bâtiment des cellules des prisonniers a été, autant que possible, épargné. Dans leur geôle, les malheureux ont été choqués, soufflés. Certains sont blessés par des éclats de matériaux et de verre, d'autres crachent le sang. Mais les gonds de la plupart des portes sont descellés et celles-ci s'ouvrent à la moindre pression. Le docteur Mans, actif résistant, enfermé au rez-de-chaussée, trouve une clé par hasard et s'en sert pour délivrer ses camarades. Les prisonniers libérés, blessés ou non, se ruent vers la brèche du mur d'enceinte et fuient vers des cachettes salvatrices, aidés par les civils. Ainsi font Jean Beaurin, Holleville et d'autres dont le sous-préfet d'Abbeville, Raymond Vivant. Le docteur Mans croit de son devoir de rester là pour panser les blessés. Tempez reste avec lui pour l'aider, ainsi que Couq, Terreux, Guelton, Lebœuf... Les équipes du secours civil accourent. Tandis que le docteur Mans opère sur une table à pansements de la défense passive, des équipes de volontaires essaient de délivrer les blessés enfouis un peu partout. Mal-

gré les objurgations de ses amis, Mans refuse de partir alors qu'il en est encore temps. Dans la soirée, les Allemands le féliciteront de son dévouement envers certains de leurs soldats. Quelques jours après, pour le remercier, ils l'enverront dans un camp de concentration en Allemagne.

Les deux premières vagues ayant accompli leur mission, la troisième n'a pas à intervenir. Le Group Captain Pickard lance la phrase convenue pour lui faire faire demi-tour : *The oranges are ripe*. Tandis que ses escadrilles repartent, il vient survoler un de ses équipages, celui de McRitchie, que la flak en fureur avait descendu. Il veut se rendre compte si ses hommes sont encore vivants. Mais il s'est éloigné des Mustangs de protection, et deux chasseurs ennemis, des Focke-Wulf 190, foncent sur lui et l'abattent. L'as de la 140^e Wing ne rentrera pas ce soir en Angleterre. Une grande perte pour la R.A.F. et pour le cœur de ceux qui aimaient ce garçon d'élite de vingt-huit ans.

Ponchardier et ses camarades, près de la prison, de ce qui avait été la prison, regardent ce tas de décombres, d'où sortent des gémissements et des appels angoissés au milieu d'une agitation de gens qui vont et viennent. Devant ce spectacle de misère, il pense qu'il a semé la tempête, et il a l'âme endolorie. Ce bombardement audacieux a cependant délivré de nombreux résistants qui étaient condamnés à être fusillés. En effet quatre cent trente-sept détenus, hommes et femmes, ont pu s'échapper avant que les occupants n'organisent un service de police militaire, parmi lequel se glissent des membres de la Gestapo. Deux cent quatre-vingt-quatre seront repris, mais plus de cent cinquante courront de nouveau leur chance. Une telle expédition qui n'était pas sans risque, autant pour la R.A.F. que pour les résistants, a montré à ceux-ci que, de l'autre côté de la Manche, ils n'étaient pas abandonnés.

J. JOUBERT.

Bibliographie : *L'Opération Jericho*, par Rémy. Avant-propos du colonel Livry-Level. Éditions France-Empire. Paris.

Université de Paris

LE PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

PRÉSENTE UNE EXPOSITION DE L'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL
L'ÉTABLISSEMENT DES CARTES TOPOGRAPHIQUES

Géodésie. - Nivellement. - Projections. - Prises de vues aériennes. - Restitution. - Topographie. - Complètement. - Cartographie. - Lecture des cartes. - Cartes en relief. - Cartes anciennes. - Activités de l'I.G.N.

Les visiteurs pourront réaliser eux-mêmes quelques opérations de mesure

Ouvert tous les jours - Vendredi excepté
de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h

Avenue Franklin D. Roosevelt
PARIS (8^e) - Tél : 224-17-24

pompe aspirante et foulante. La propulsion était assurée par une hélice actionnée à main. La navigation en surface était naturellement prévue : une voile montée sur mât escamotable apportait l'énergie nécessaire. Un réservoir d'air comprimé permettait à l'équipage un séjour de six heures. »

Contraint, faute de fonds suffisants, de suspendre ses expériences, Fulton s'adresse au Directoire. Une commission de savants et de techniciens est réunie. Ces messieurs, après examen, jugent les plans de l'inventeur irréalisables.

Une fois de plus, Fulton éprouve les déboires qui sont le lot des inventeurs méconnus, traités de visionnaires, d'esprits chimériques, de charlatans, voire d'aventuriers et d'escrocs. Une fois de plus, il apprend à ses dépens que la sottise, la jalousie, le scepticisme, la routine ou tout simplement l'indifférence peuvent faire fi des idées et des réalisations les plus éclatantes. Par bonheur, il est persévérant et tenace.

Pour frapper l'esprit de ceux qu'il désire convaincre, Fulton imagine de présenter en public un modèle réduit de son *Nautilus*. L'effet recherché est obtenu, sa démonstration donne lieu à un compte rendu favorable. L'inventeur y est appelé « homme de génie ». « Le bateau sous-marin inventé par le citoyen Fulton, y lit-on, est un moyen de destruction terrible, parce qu'il agit dans le silence et d'une manière presque inévitable. » Là se borne l'intérêt éveillé par le *Nautilus*. La période d'anarchie, de troubles et de misère que traverse la France n'est pas favorable aux inventions.

Si Bonaparte l'avait écouté...

Il faut espérer des jours meilleurs. Patience ! En attendant, avec quelques associés, Fulton ouvre à Paris un de ces panoramas qui commencent à être en vogue, et cela lui permet de vivre.

Mil huit cent ! Le général Bonaparte est à peine devenu premier consul, que Fulton s'adresse à lui et lui expose ses idées sur la guerre maritime. Elles intéressent d'autant plus le vainqueur d'Arcole que la faiblesse de la marine française met la République dans un dangereux état d'infériorité par rapport à l'Angleterre, et cela, précisément, alors qu'il projette d'envahir les îles Britanniques.

Grâce aux subventions accordées par le gouvernement consulaire, Fulton est mis en mesure de construire son *Nautilus*. Après quelques essais décevants, il effectue à Brest, en 1801, des expériences réellement remarquables. C'est ainsi qu'il séjourne sous l'eau pendant quatre heures, puis émerge à plus de cinq lieues de son point d'immersion. Au moyen de sa torpille, il fait sauter une chaloupe amarrée dans la rade. Tout cela éveille, dans les milieux maritimes, un intérêt très vif.

Pourquoi le premier consul n'a-t-il pas persévéré dans l'attention qu'il avait commencée par porter aux inventions de Fulton ? C'est qu'il fallait beaucoup de temps et d'argent pour les mettre au point. Sans doute Bonaparte, pressé de mettre à exécution ses projets d'invasion, perdit-il patience devant les délais réclamés par l'inventeur. Il lui coupa toute subvention. Et pourtant, s'il avait écouté Fulton, qui le relança plusieurs fois, il aurait fini par disposer d'un terrible moyen de destruction de la flotte anglaise...

Dans un autre domaine, plus pacifique celui-là, l'inventeur américain ne fut pas plus heureux en France. Depuis des années, il travaillait aux plans d'un navire propulsé par la vapeur. A Paris, au moment où il songeait à retourner en Amérique, il fit la connaissance de l'ambassadeur de son pays, Robert Livingstone, qui, lui aussi, s'intéressait à la question. Livingstone dissuada son compatriote de partir et lui proposa une association que Fulton accepta avec enthousiasme. L'inventeur se remit au travail. Après quelques expériences réalisées



Robert Fulton.

à partir de 1802, il présenta à Paris, le 9 août 1803, devant une commission de savants et une assistance considérable, un bateau à vapeur qui évolua sur la Seine avec beaucoup d'aisance.

La démonstration paraissait devoir être probante, et Fulton croyait tenir enfin le succès. Hélas ! il se heurta à l'indifférence des pouvoirs publics, incapables de saisir la portée de son invention.

**Un monstre crachant
le feu et la fumée.**

Les Anglais, informés des essais réalisés en France par Fulton et jaloux de leur suprématie navale, faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour l'attirer chez eux. L'Américain, comprenant qu'il n'arriverait à

rien à Paris, finit par répondre à leurs instances. L'Amirauté britannique lui proposa, à titre d'expérience, de détruire à la torpille un vieux brick ancré dans la rade de Walmer. En présence du premier ministre William Pitt et d'innombrables curieux, une formidable explosion coupa en deux le bâtiment sacrifié. Le gouvernement britannique offrit aussitôt à Fulton de lui acheter ses plans, à condition d'accepter qu'ils ne fussent jamais utilisés. Ainsi donc, ses inventions seraient condamnées à ne pas voir le jour ? Fulton s'y refusa avec indignation.

Malgré le proverbe qui assure que nul n'est prophète dans son pays, l'inventeur malheureux se dit qu'il trouverait peut-être plus de compréhension aux Etats-Unis. Certain, désormais, de tenir la bonne formule de la navigation à vapeur, il eut soin, avant de s'embarquer, de commander une chaudière aux fameux ateliers de James Watt.

Les Américains ne se montrèrent pas moins sceptiques que les Français. A New York, les moqueries n'épargnèrent pas l'inventeur. Les dépenses entraînées par la construction d'un navire à vapeur ayant dépassé de beaucoup les prévisions de Fulton et de Livingstone, les deux associés offrirent publiquement de céder le tiers de leurs droits à qui accepterait de participer aux frais dans la même proportion. Eh bien ! en dépit du légendaire esprit d'entreprise des citoyens de la République étoilée, il ne se trouva personne pour accepter la proposition.

Mais lorsque le *Clermont* remonta l'East River sous les yeux d'une foule médusée, plus personne ne songea à taxer de folie l'inventeur. Pour lui, l'heure de la revanche avait sonné. Elle le dédommageait de vingt années d'efforts, de lutte et de déboires.

Quelques jours plus tard, Fulton annonçait dans la presse que le *Clermont*, destiné à assurer un service régulier pour les voyageurs entre New York et Albany, partirait le lendemain. Telle était la répugnance d'admettre une nouveauté si révolutionnaire, qu'aucun voyageur ne se présenta. Ce n'est qu'au retour, à Albany, qu'un Français habitant New York, un nommé *Andrieux*, se décida. Cet unique passager remit entre les mains de Fulton le prix du parcours : 6 dollars. Rêveusement, l'inventeur contempla l'argent, puis, se tournant vers *Andrieux*, il lui dit d'une voix altérée par l'émotion :

— Excusez-moi. Je songeais que ces 6 dollars sont le premier salaire qu'aient obtenu mes longs travaux sur la navigation à vapeur...

A l'issue de ce premier voyage, au cours duquel le *Clermont* avait navigué de nuit comme de jour, parfois par un vent contraire, à une vitesse moyenne de 5 milles, nul ne put plus contester le succès de l'entreprise. Les journaux publièrent sur cet exploit des articles dithyrambiques où ils décrivaient, non sans exagération, la terreur répandue tout le long de l'Hudson par l'apparition du monstre crachant le feu et la fumée avec un fracas infernal...

La sottise et la malveillance ne désarmèrent pas, cependant. A plusieurs reprises, des bâtiments à voiles endommagèrent le *Clermont* en le heurtant volontairement. Ce n'est que peu à peu que les esprits s'apaisèrent. Les voyageurs finirent par affluer sur le *Clermont*. L'entreprise de Fulton et Livingstone prospéra si bien, que, en 1811, elle exploitait déjà quatre grands steam-boats. Ce succès suscita l'apparition de plagiaires.

L'imagination féconde de Fulton n'était pas tarie. Il mettait au point les plans d'un navire de guerre d'une conception toute nouvelle, quand, à la suite d'un refroidissement, il succomba, le 23 février 1815 — il y a donc cent cinquante ans — âgé seulement de quarante-neuf ans.

Le Congrès des Etats-Unis fit de grandioses funérailles nationales à celui qui, le premier, avait réalisé pratiquement la navigation à vapeur.

Jacques JANSSENS.

3 LEÇONS GRATUITES

DE COMPTABILITÉ

pour que vous puissiez vous faire
une opinion

**APPRENEZ
UN VRAI MÉTIER**

LA COMPTABILITÉ

Profitez de cette offre extraordinaire pour découvrir les possibilités de la carrière comptable

Des comptables, on en demande partout; il suffit de jeter un coup d'œil sur les "offres d'emploi" pour s'en rendre compte. Or, la comptabilité, ce métier passionnant et bien rémunéré, peut s'apprendre seul, chez soi, en quelques mois, grâce à la "méthode progressive-intégrale". Cette méthode met la comptabilité à la portée de tous, car aucun diplôme n'est nécessaire.

Mais peut-être vous demandez-vous si vous êtes fait pour la comptabilité. Pour vous permettre de voir à quel point il est facile de comprendre la comptabilité grâce à cette nouvelle méthode, nous vous offrons les trois premiers cours absolument gratuitement. Grâce à cette offre exceptionnelle, vous ne risquez pas de vous inscrire à un cours sans savoir s'il vous convient. Vous commencez par étudier sans engagement les 3 premières leçons, vous voyez si vous aimez la comptabilité, puis vous décidez ensuite en toute liberté si vous désirez suivre les autres cours ou non, à des conditions mensuelles raisonnables. La méthode progressive-intégrale vous mènera sans difficulté au niveau du C.A.P. d'aide-comptable (vous réussirez facilement à cet examen, après étude de notre cours). Ensuite la carrière comptable vous sera largement ouverte, avec tous ses agréments et toutes ses possibilités d'avancement. Vous posséderez un vrai métier, vous aurez une situation agréable, vous gagnerez confortablement votre vie.

Profitez donc tout de suite de l'offre exceptionnelle qui vous est faite aujourd'hui. Elle peut changer votre vie.

BON POUR 3 LEÇONS GRATUITES

Découpez ce bon ou recopiez-le et adressez-le à : Service 80 A, Centre d'Etudes, 3, rue Ruhmkorff, Paris 17^e. Veuillez m'envoyer gratuitement et sans aucun engagement les 3 premières leçons de votre cours de comptabilité. Il est entendu que ceci ne m'engage nullement en ce qui concerne la suite du cours.

Cl-joint 4 timbres pour frais *

* Pour pays hors d'Europe, joindre 10 F (2 dollars U.S.)

Mon nom

Mon adresse complète

TOUT VOIR TOUT SAVOIR
par L'AUDIO-VISION



diacours

UN
ENSEIGNEMENT
"SUR MESURES"

Le Centre de Documentation Moderne offre à
TOUS le moyen d'apprendre **VITE** et **MIEUX**.

Vivante et attractive, la méthode **DIACOURS**, conçue par des professeurs, comporte une importante collection de **dispositifs en couleurs** et de **cours enregistrés**.

Nombreux sujets didactiques, pratiques, récréatifs, **intéressant petits et grands** : Fables, histoire, géographie, sciences, langues, code de la route, électronique, conquête de l'espace et bien d'autres sujets.

Le Centre de Documentation Moderne diffuse tout ce qui concerne l'**enseignement** par l'**IMAGE** et par le **SON**.

CENTRE DE DOCUMENTATION MODERNE

29, rue Brunel - PARIS 17^e - ETO. 45-20
(métro Porte Maillot)

Ouvert tous les jours
de 10 h à 19 h 30 - Lundi de 15 h à 19 h 30

BON

Veillez m'adresser sans engagement
la documentation gratuite n° 465 HM

NOM en majuscules

Adresse

Flashes

■ Mers-el-Kebir. L'ancien directeur de tir de l'artillerie de 330 du **Dunkerque**, aujourd'hui le contre-amiral du G. (du cadre de réserve), nous écrit :

« Votre article laisse supposer que le **Dunkerque** a tiré pendant dix minutes, ce qui est inexact. Je n'ai pas conservé un exemplaire du compte rendu que j'ai rédigé à ce moment-là, mais je vous signale que je n'ai eu le temps que d'effectuer trois boucles en partie ce qui, compte tenu de la durée du trajet, du temps d'observation et de transmission des ordres, doit représenter **moins de deux minutes** de tir effectif. Je puis également vous indiquer que le nombre de coups tirés était inférieur à 40 ; d'après mes souvenirs, il doit être de l'ordre de 25, 30 maximum. Le feu a dû être interrompu très tôt par suite du manque d'alimentation en énergie électrique consécutif à des avaries de combat.

» Au sujet de la distance, vous signalez que le **Hood** avait ouvert le feu avec une hausse de 16 000 mètres. S'agit-il de mètres ou de yards ? Lors de mon tir sur le **Hood** j'ai observé des coups longs alors que la distance employée était de 14 200 mètres environ.

» En ce qui concerne le 6 juillet, vous dites qu'en cas d'alerte aérienne, l'intention du commandant du **Dunkerque** était d'ordonner aussitôt l'évacuation. Cette phrase laisse supposer que c'était lui qui prenait l'initiative de cette évacuation. C'est inexact. Je vous en parle en connaissance de cause puisque le 5 juillet au soir nous avons eu tous deux une « conversation » à ce sujet. Il ressort de ce qu'il m'a dit qu'il ne s'agissait que de l'exécution des ordres formels de l'amiral Gensoul. »

Le yard, mesure anglaise, représente 0,914 m. La hausse du **Hood** devait donc représenter 16 000 yards et non 16 000 mètres.

■ V1 sur Londres. M. R. Roulard, de Châteldon, nous écrit :

« Je vous demande de bien vouloir rétablir la simple vérité, car il me tient à cœur qu'il soit passé sous silence le tribut payé par les déportés politiques, Français et autres, dans l'aventure des armes secrètes du III^e Reich. Nous avons été les premières victimes de celles-ci et probablement quantitativement les plus nombreuses, en considérant que la plus grande partie de la main-d'œuvre non spécialisée a été fournie par les camps de concentration, que ce soit chez Zeppelin, à Friedrichshafen ou chez Rax à Wiener-Neustadt.

» Lors du raid anglais sur l'île de Peenemünde en août 1943, la cité ouvrière était un camp de déportés politiques et parmi ceux-ci des Français. Ce n'est donc pas compagnie de travailleurs étrangers, mais commando de déportés qu'il faut lire. »

■ M. Georges Harlé nous envoie une intéressante précision à propos de Mers-el-Kebir :

« Après le sabordage de la flotte à Toulon, l'amiral North, dont vous rappelez l'intervention dans votre article, a écrit une note que j'ai recueillie dans ma collection de tracts franco-britanniques lancés en France pendant l'occupation, numéro du 3 décembre 1942 du « Courrier de l'Air ». La voici :

» Ils ont tenu parole.

» La flotte française n'a donc pas été livrée aux Allemands. Ayant eu des unités navales françaises sous mes ordres, je n'ai jamais pensé qu'un tel acte serait accompli.

» L'action de notre flotte quand, avec une entière répugnance, elle a tiré sur ses anciens camarades dans le port d'Oran, à Mers-el-Kebir, a rendu quelque 2 000 officiers et marins français victimes de la duplicité de leurs politiques.

» Si cette action ne s'était pas

produite, nous aurions eu peut-être la flotte française avec nous aujourd'hui. Les amiraux français avaient donné leur parole d'honneur que leurs navires ne seraient jamais livrés intacts à l'ennemi.

» Ils ont tenu leur engagement solennel. »

L'amiral North commandait des unités navales anglo-françaises au début de la guerre, en 1939. Il a regretté l'action uniquement politique de Mers-el-Kebir. Il demeura profondément persuadé que les « politiques français » auraient livré la flotte à l'ennemi.

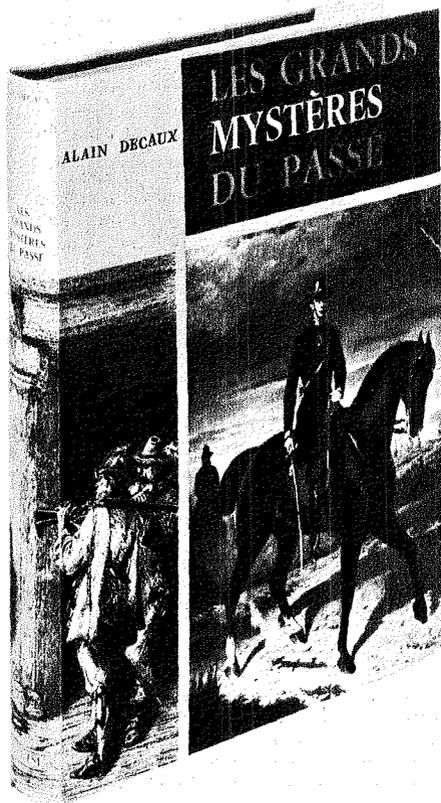
■ M. R. Lhereux, à La Ferté-Bernard (Sarthe) nous écrit :

« Votre article consacré au mariage de M^{lle} Fallières avec Jean Lanes m'a d'autant plus intéressé que j'ai vécu cette époque. Toutefois, il me semble avoir relevé deux erreurs : La première au sujet du cuirassé **léna** qui a sauté en rade de Toulon. Or, si j'ai bonne mémoire, ce cuirassé était non pas le **léna**, mais le **Liberté**. Et la seconde au sujet de Soleilland, gracié par M. Fallières. Cet ignoble individu était l'assassin non pas de femmes, mais d'une fillette dont le nom de famille était Erbeling. Ce dernier nom m'est d'autant plus resté dans la mémoire que, lors de mon service militaire, de 1911 à 1913, j'ai eu dans ma chambrée le frère de cette malheureuse fillette. Et je me souviens très bien qu'à l'époque la grâce de M. Fallières a fait grand bruit. »

Cher correspondant, il y a eu deux cuirassés qui ont fait explosion dans la rade de Toulon sous le septennat de Fallières : le **léna** et le **Liberté**, les 12 mars 1907 et 25 septembre 1911. M. Fallières assista aux obsèques des victimes et faillit être étouffé par la foule : on ne le dégagait qu'à grand-peine. Quant à Soleilland, il avait plus d'un crime à se reprocher.

LES GRANDS MYSTÈRES DU PASSÉ

PAR ALAIN DECAUX



Dans ce beau livre, Alain Decaux étudie avec une objectivité et une impartialité admirables, les dix-sept plus grands mystères de l'histoire mondiale :

L'Atlantide
Le Déluge
La Grande Pyramide
Le Tombeau de Saint-Pierre
Le Saint-Suaire
Jean 1^{er} le posthume
Shakespeare
Le Masque de Fer
Le Comte de Saint-Germain

Le Chevalier d'Éon
Louis XVII
Le Tsar Alexandre-1^{er}
Gaspard Hauser
La Mary Céleste
Mayerling
Jean Salvator
Anastasia

Grand format de bibliothèque
260 × 330. 336 pages tirées sur
velin spécial blanc. 16 hors-texte
en 4 couleurs. 250 illustrations
en noir. Luxueuse reliure en plein
Balacron, rehaussée de fers à
dorer à l'or fin. Jaquette en
quadrichromie.

Bon de commande (à découper ou à recopier)

Je soussigné, déclare acheter.....exemplaire... de « **LES GRANDS MYSTÈRES DU PASSÉ** », par Alain Decaux, au prix de 97,70 F (franco de port et d'emballage), que je règle par chèque ou mandat inclus, ou par virement au compte C.C.P. PARIS 14.505.90 à l'ordre de O.M. Diffusion (joindre les trois volets).

Nom :

Prénoms :

Domicile :

Ville :

Département :

Date :

Signature :

Ce bon de commande doit être adressé à **HISTORAMA (Service P)** - 126, rue des Rosiers - SAINT-OUEN (Seine).

UNE ÉDITION DE LUXE AU PRIX EXCEPTIONNEL DE 97,70 F t. c.

EDITIONS DE TRÉVISE ● EXCLUSIVITÉ HACHETTE

OFFRE EXCEPTIONNELLE

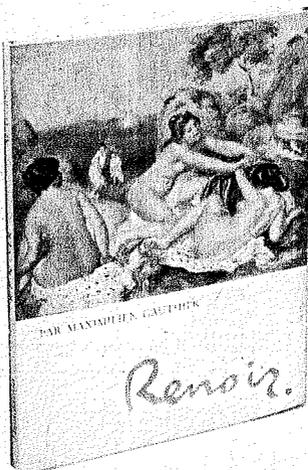
Pour **20,45^F** seulement
par mois

vous pouvez recevoir, immédiatement, franco domicile

12 PEINTRES CÉLÈBRES

CÉZANNE
DEGAS
DERAIN
DUFY
GAUGUIN
PICASSO

RENOIR
TOULOUSE-LAUTREC
MANET
MONET
VAN GOGH
VLAMINCK



Présentés par les plus éminents spécialistes :
René HUYGUE, Ed. JULIEN, R. REY, J. SELZ, Y. TAILLANDIER
Ed. HUTTINGER, R. COGNIAT, G. DIEHL, M. GAUTHIER

Au TOTAL 1150 pages de texte. Plus de 800 reproductions
en noir et en couleurs

Reliure toilée sous jaquette en couleurs
Format : 21 x 29

BON DE COMMANDE

à découper ou recopier et à adresser aux

"Éditions Classiques et contemporaines" (Service P.)
126, rue des Rosiers - St-OUEN (Seine)

Veuillez m'adresser votre série complète
12 PEINTRES CÉLÈBRES en 12 VOLUMES
que je réglerai, après livraison au prix de :

20,45 F seulement par mois (12 versements) (1)

OU

216 F au comptant en 1 ou 3 mensualités sans frais (1)

NOM, Prénoms

Profession

Adresse

N° de C. C. P. ou bancaire :

Signature :

(1) Rayer la mention inutile.

Publi-Bios



ORGANISME CATHOLIQUE DE MARIAGES

si vous êtes catholique
et cherchez à vous
marier écrivez à

PROMESSES CHRÉTIENNES

Service ML Résidence Bellevue - Meudon (S.-&-O.)
Divorcés s'abstenir



CATHOLIQUES RÉUSSISSEZ VOTRE MARIAGE

Vous qui avez le sentiment du Beau, du Bien et du Vrai,
et qui voulez créer un foyer heureux dans la confiance et
l'estime réciproques, ne laissez pas au seul hasard le soin
d'une rencontre qui engagera tout votre avenir.

De plus en plus nombreuses sont les personnes de tous
âges pourtant non dépourvues de relations, qui nous
accordent leur confiance pour réussir leur mariage.

ALLIANCE CHRÉTIENNE a été créée pour mettre en
relations des personnes de même éducation, milieu,
goûts, etc. et de caractère complémentaire (études psychologiques)
tout en laissant à chacun la faculté de choisir en toute liberté.

Écrivez-nous, nous vous enverrons des renseignements
complets sur notre Association Catholique. La discrétion
la plus absolue vous est assurée.

— — — — — A découper ou à recopier — — — — —

ALLIANCE CHRÉTIENNE. Service Psychologique
10, Avenue de Joinville. NOGENT-sur-MARNE (Seine)

Veuillez m'envoyer, sans aucun engagement de ma part, sous
pli cacheté, sans marque extérieure, votre documentation.

M., M^{me}, M^{lle}

Prénom

Adresse

★
**ÉCOLE SUPÉRIEURE
DE
SECRÉTARIAT**

40, rue de Liège - PARIS (8^e)

TÉLÉPHONE : EUR 58-83 et 52-90 — MÉTRO : EUROPE - ST-LAZARE



toutes les carrières du secrétariat

COMMERCIAL (COURS ORAUX) JURIDIQUE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE DIRECTION

SECRÉTARIAT MÉDICAL

Secrétaire et Assistante

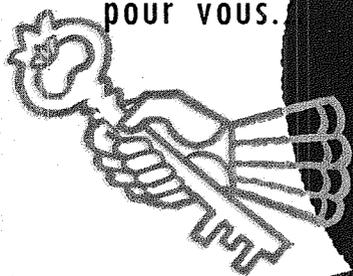
(Cours oraux et par correspondance)

Programmes complets en une ou deux années scolaires

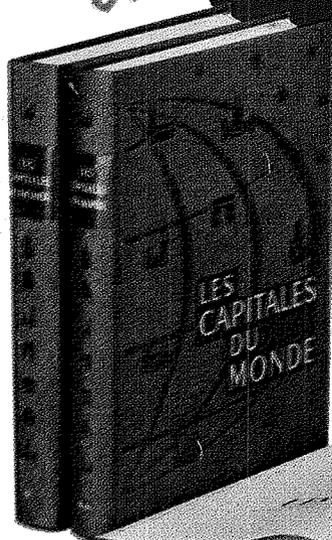
PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT



pour la
première fois
les portes
des capitales
s'ouvrent
pour vous.

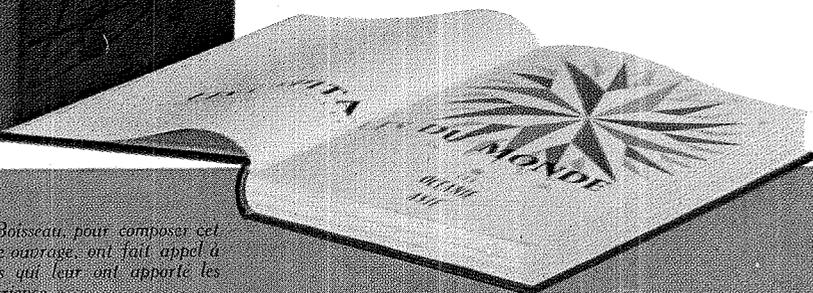


LES CAPITALES DU MONDE



**TOUTES LES CAPITALES ÉCONOMIQUES
POLITIQUES ET RELIGIEUSES DU MONDE**
dans leur état le plus actuel.

OUVRAGE COURONNÉ PAR
L'Académie Française et par la Société de Géographie



M. Couson et M. Boisseau, pour composer cet excellent et nécessaire ouvrage, ont fait appel à des hommes instruits qui leur ont apporté les lumières de leur expérience.

GEORGES DUHAMEL
de l'Académie Française

Preface de **GEORGES DUHAMEL**, de l'Académie Française
Conception d'**ALPHONSE COUSON**, Lauréat de l'Institut

3 Volumes 215 x 305, reliés Peliar.
Tirage héliogravure. Plus de 1.100 pages.
1.200 photos et plans (noir et couleurs).

Un ouvrage unique d'information et de documentation qui présente à l'homme éclairé et au technicien tout ce qu'il faut savoir sur les capitales modernes.

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE

à expédier aux PRESSES DE FRANCE, 51, rue Rennequin, Paris-17^e

M..... Profession

Rue N°

Ville Département

Je désire être documenté sans engagement de ma part sur "LES CAPITALES DU MONDE" et plus particulièrement sur les conditions privilégiées réservées aux Lecteurs de "Historama".

A découper ou à recopier